

**Le général Moshe Levi
nouveau chef
d'état-major
de l'armée israélienne**

LIRE PAGE 6

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,60 F

Abonnements : 3 DA : Maroc, 3,50 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Algérie, 1,20 DA ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 25 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 Kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 30 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 30 p. ; Italie, 1.200 L. ; Liban, 350 P. ; Pays-Bas, 3,50 fl. ; Luxembourg, 27 L. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 90 esc. ; Suède, 225 F CFA ; Suisse, 7,75 fr. ; Tchécoslovaquie, 1,40 t. ; Yougoslavie, 65 d.
Tarif des abonnements page 18
S. RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MDNDPAR 65952 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Prudence budgétaire en Grande-Bretagne

S'il n'avait pas été fait en d'autres lieux un usage malheureux de l'expression, le chancelier de l'Échiquier aurait pu déclarer dans son discours budgétaire devant la Chambre des communes : « Tous les éléments sont au vert. » En quatre ans, le gouvernement conservateur britannique a réussi à maîtriser l'augmentation de la masse monétaire, à ramener le taux annuel de hausse des prix au-dessous de 5 %, à limiter le déficit budgétaire et à baisser les taux d'intérêt.

La production industrielle repart timidement. Les patrons sont modérément optimistes. La balance commerciale est excédentaire. Seul point noir : le chômage, qui touche plus de trois millions de personnes ; mais M^{rs} Thatcher et Sir Geoffrey Howe persistent à y voir la conséquence du laxisme passé et le prix de la guérison.

Indéniablement, la politique de déflation a porté ses fruits. Elle offre au moins au chancelier de l'Échiquier une marge de manœuvre appréciable pour mener, sans risque de déstabiliser les grands équilibres, la politique économique hardie que réclame un pays anémié par la crise. Sir Geoffrey n'en juge pas ainsi. Il attend cette année une reprise dans les principaux pays occidentaux, et considère qu'une politique de stimulation serait dangereuse. « Le redressement sera progressif et constant », a-t-il dit, « à condition qu'on ne relâche pas le cycle inflationniste. »

Cette prudence inspire son projet de budget pour 1983-1984. Un milliard et demi de livres seulement seront injectées dans l'économie. On est loin des 10 milliards réclamés par les travaillistes. Pas d'augmentation des investissements publics, pas de grands travaux, pas d'embauche de fonctionnaires supplémentaires, pas d'encouragement forcé de la consommation intérieure.

La Grande-Bretagne est-elle prisonnière de la timidité ? du chancelier, comme le croit M. Len Murray, secrétaire général de la centrale syndicale ? Le budget 1983-1984 n'est ni stimulant ni déflationniste. C'est un budget d'accompagnement pour une reprise « naturelle ».

Sir Geoffrey ne croit pas que l'État doit avoir une grande influence sur le cours de l'économie ; son rôle doit être neutre. Tout au plus doit-il éliminer les obstacles à la libre entreprise et donner un petit coup de pouce quand c'est vraiment nécessaire. « Aider les gens à s'aider eux-mêmes : voilà notre principal objectif », affirme le grand argentier.

Selon le chancelier de l'Échiquier, le chômage diminuera quand l'économie sera repartie sur des bases saines. Toutes ses actions vont dans le même sens : alléger les charges des entreprises et des ménages pour redonner aux Britanniques le goût de l'effort et encourager de modestes augmentations de salaires ; réduire l'inflation et les taux d'intérêt pour rétablir la compétitivité de l'économie britannique. Alors les entrepreneurs recommenceront à investir et à créer des emplois. Jusqu'à nouvel ordre, c'est un acte de foi.

Le gouvernement est resté ferme sur les principes, tout en distribuant des petits « cadeaux » à un peu tout le monde. En une année qui sera sans doute électorale, ce sont deux arguments précieux pour les différentes catégories sociales qui ont porté M^{rs} Thatcher au pouvoir en 1979.

(Lire nos informations page 34.)

Le maintien de M. Mauroy à la tête du gouvernement demeure incertain

M. François Mitterrand présentera lui-même aux Français, mercredi 23 mars, à la télévision les enseignements qu'il tire des élections municipales. Le remaniement du gouvernement qui est en préparation a toutefois été différé de quelques jours. Le maintien de M. Mauroy demeure incertain.

M. Michel Vauzelle, porte-parole de la présidence de la République, a souligné, mardi soir 15 mars, qu'il n'y a « aucun lien dans les institutions républicaines entre un scrutin local et un remaniement du gouvernement ». Il a cependant ajouté que, « naturellement, le président de la République tient compte de toute forme d'expression du suffrage universel ».

A l'hôtel Matignon, on invoque la négociation en cours avec le R.F.A. sur les questions monétaires pour expliquer ce délai.

M. Valéry Giscard d'Estaing se propose, lui aussi, de commenter (jeudi 17 mars) les résultats du scrutin municipal. M. Jacques Chirac, pour sa part, estimait mardi que le maintien des communistes au gouvernement était incompatible avec un rétablissement de la confiance du pays à l'égard du pouvoir.

Un dérapage ?

Desserrer l'état des médias. Voilà sans doute quel était l'objectif de M. Mitterrand lorsqu'il a fait savoir qu'il s'adresserait au pays le 23 mars prochain. J'ajoute quand je l'aurai décidé, et non au moment où l'on dit que je le ferai : telle est, en substance, la réaction du chef de l'État aux rumeurs et commentaires relatifs au prochain remaniement du gouvernement. Mais cette réaction d'agacement, au demeurant prévisible — M. Mitterrand, qui n'apprécie guère de paraître agir sous quelque contrainte que ce soit, se plaît à imposer son propre calendrier — n'explique pas tout. Avant la déclaration du porte-parole de l'Élysée, la

presse avait de bonnes raisons d'annoncer et d'attendre pour l'après-midi du 15 mars un remaniement, voire un changement de gouvernement.

JEAN-MARIE COLOMBANI.
(Lire la suite page 8.)

LES SECRETS DE LA FORCE INDUSTRIELLE DU JAPON

Lire page 2 les articles de GILBERT COMTE, ALBERT MÉGLIN et RÉMY PRUD'HOMME

UNE ANALYSE DU SCRUTIN DANS LES GRANDES VILLES

L'inversion du rapport gauche-droite

La 10^{me} mai 1981, dans les villes de plus de 30 000 habitants (1), M. François Mitterrand obtenait 53,1 % des suffrages exprimés contre 46,9 % à M. Giscard d'Estaing. Le leader de la gauche remporta la majorité absolue dans cent-soixante-quatre villes, son rival dans quarante-sept villes seulement.

Aujourd'hui, les élections municipales permettent d'établir les niveaux respectifs de la gauche et de l'opposition et leur évolution depuis vingt-deux mois. Malgré la différence des deux scrutins, cette comparaison est doublement significative : d'une part, en effet, l'élection

de M. Mitterrand est pour sept ans le point de référence de notre vie politique ; d'autre part, le tactique d'union des coalitions aux municipales a reproduit fidèlement dans beaucoup de villes les conditions d'un affrontement binaire entre la gauche et la droite.

Au premier tour des élections municipales, le 6 mars, dans les deux cent vingt et une villes de Paris, Mitterrand avait pourtant obtenu plus de 58 % des voix : Nanterre (la gauche recule de 25 points entre les deux scrutins), Vry-Châtillon (-23), Toulouse (-20), Brive (-17), Melun (-14), Quimper (-13), Maubeuge (-12) et Saint-Étienne (-5). Elle ne perd que Châtelleraut, où, il est vrai, M. Mitterrand avait obtenu 57 % des suffrages.

(1) L'analyse porte sur les deux cent vingt et une villes de plus de 30 000 habitants, selon la définition du scrutin municipal de 1977.

(2) Je remercie Elisabeth Doyrier, attachée de recherches à la Fondation nationale des sciences politiques, qui m'a permis de disposer de la mise sur ordinateur des résultats électoraux.

Paul Milliez
Du bon usage de la vie et de la mort

170 pages
48 F
Fayard



Photo: Daniel Blondel

AU JOUR LE JOUR

Axe

En France comme en Allemagne fédérale, la constitution du gouvernement piétine. L'axe Paris-Bonn subit à ses deux extrémités des tensions dommageables. Ici on s'interroge sur le sort de M. Pierre Mauroy, là on se demande où caser l'incumbent M. Franz-Joseph Strauss. Il faut en sortir. Une solution vient aussitôt à l'esprit, conforme à la vieille amitié entre les deux peuples : un échange standard franco-allemand, un remaniement croisé.

M. Mauroy à Bonn, et voici les Français rassurés sur la démocratie outre-Rhin. M. Strauss à Paris, et voilà les spéculateurs piégés.

BRUNO FRAPPAT.

TROIS FILMS FRANÇAIS

Passage de Robinson

Une étrange semaine cinématographique s'ouvre ce mercredi 16 mars, avec trois films français placés sous le signe de la survie, de l'aventure en marge.

La Petite Bande, sans paroles, est une surprise de plus dans l'œuvre de Michel Devilla, construite de détours et de retours au sein d'un onéma commercial où il prend beaucoup de liberté, où sa fantaisie l'écarte des classifications.

Ses gosses en vadrouille sur le continent puisent cette fois leurs ressources du côté des contes et de Jules Verne. Vers une exploration métaphysique s'élève de son côté Azim, pour les lies, son troisième film-poème, où un Robinson illuminé

La stabilisation du chômage

Le problème du financement de l'UNEDIC reste posé

La situation de l'emploi s'est quelque peu améliorée en février : diminution de 2,3 % du nombre de demandeurs d'emploi en données brutes et stabilisation en données corrigées. Malgré cette pause, les problèmes du financement et de la réforme de l'assurance-chômage demeurent posés. Le premier ministre a récemment demandé que les partenaires sociaux engagés des négociations pour aboutir à un nouvel accord avant la fin du premier semestre.

Bonne nouvelle pour tout le monde : le nombre des demandes d'emploi non satisfaites est passé, en données observées, de 2 130 000 en janvier à 2 080 000 en février, soit une diminution de 2,3 % en un mois et de 2 019 300 à 2 020 100 en données corrigées des variations saisonnières. En un an, l'augmentation, en données corrigées, est seulement de 3,8 % alors qu'en 1982, à la même époque, elle était de 20 %. Autre indicateur positif : le nombre des demandeurs d'emploi enregistré a baissé de 3,6 % en données corrigées (281 800 au lieu de 292 200) et de 21,2 % en données brutes (236 400 au lieu de 300 041). Quant aux offres d'emploi, en données corrigées, elles ont légèrement diminué (112 100 au lieu de 115 400) soit - 2,8 %.

Cette stabilité du chômage — qui était l'objectif de M. Pierre Mauroy — si on la compare à la dégradation de la situation de l'emploi dans les autres pays européens — est certes un succès à mettre au bilan du gouvernement. Mais il s'agit là d'un succès relatif. Comme l'a indiqué le premier ministre, c'est par une politique sociale que cette pause a été obtenue : placement des jeunes en stages de formation et accélération des départs en pré-retraite par le mécanisme des contrats de solidarité, sans oublier des radiations. La lutte contre le chômage s'est donc traduite par un transfert des chômeurs en stagiaires et retraités précoques et non pas par la création d'emploi. Un autre indicateur en témoigne : la diminution des effectifs salariés (- 0,2 % en 1982).

Cette évolution explique d'ailleurs les difficultés financières de l'assurance-chômage : la réduction des effectifs, donc des cotisations à l'UNEDIC freine les rentrées de ressources alors que les charges ne cessent de s'alourdir : chaque mois, l'UNEDIC doit verser aux chômeurs et pré-retraités 7 milliards de francs, et le succès remporté par les contrats de solidarité devrait à l'avenir alourdir la note, tout en freinant la montée du chômage.

JEAN-PIERRE DUMONT.

(Lire la suite page 37.)

JEAN-FRANÇOIS LACAN
et YVES AGNÈS.

(Lire la suite page 25.)

هكذا من الامل

Le Monde

idées

Histoire et magnétoscopes

par GILBERT COMTE

La force du Japon

Le rééquilibrage du commerce extérieur devient, pour la France, la priorité des priorités. Devant elle se situe, rival et exemple formidables, le Japon. Pour Rémy Prud'homme, il montre la force que donne au Japon la synthèse permanente de la tradition et du progrès et le handicap que représente pour la France, face à lui, la perte rapide de la mémoire collective.

CES déconcertants Japonais cessent-ils un jour d'ébahir l'univers, ou de l'inquiéter ? Un rien goguenard entre deux frayeurs, la vieille Europe les regardait envahir Londres, Rome ou Paris par hordes compactes, depuis dix ou quinze ans. Nikkon en bandoulière, puis repartir avec Big-Ben, le Colisée, l'Arc de triomphe captifs d'une pellicule, dans des valises pleines de parfums français payés en robustes et bons yens. Sous cette infatigable curiosité, les aimables voyageurs préparaient deux surprises dignes des anciens samouraïs et de leur singulier aïeul.

Exactement comme l'aviation impériale coula l'escadre américaine à Pearl-Harbour, en 1941, sans préavis ni déclaration de guerre, leur pays lança l'an dernier deux défis colossaux à ce conglomérat d'incertitudes et d'indécisions qu'un langage pompeux nomme toujours « la communauté internationale ». A Tokyo, une révision insidieuse des livres d'école réhabilita sans bruit mais sans complexes l'expansionnisme brutal pratiqué dans la pré-oùtre partie du règne d'Hiro-Hito. Même dans notre siècle blasé où les hommes bafoient sans cesse de bons et de mauvais tabous par mécomentement pathologique de leurs actes, ce sacrilège-là causa un choc.

Pour la première fois, l'un des grands vaincus de 1945 ne réclama plus docilement sa leçon d'éternel coupable, pourtant apprise, dans son cas, sous l'apocalypse nucléaire d'Hiroshima, éblouissante comme une révélation. Suprême sacrilège, il s'octroyait en outre le luxe exorbitant d'un pas de rétrograde l'honneur vété dans son exactitude, mais celui de la tordre à plaisir selon ses caprices et ce droit proche du viol, que, à l'ordinaire, la fortune des armes réserve aux seuls vainqueurs.

Coréens, Chinois en tête, les principales victimes de ses anciennes ambitions territoriales protestèrent tout juste contre son aplomb lorsque le paroxysme d'une offensive commerciale de grand style menaça d'ensevelir l'Amérique et l'Europe sous les automobiles et les téléviseurs nippons. En France, l'affaire des magnétoscopes émut le monde officiel. Mais peu d'analyses glo-

baies la situèrent par rapport à l'idéalisation d'un passé contestable, ou examinèrent les deux événements dans un même ensemble (1). La Route du ruban, les bobis-ploques, les sondages éphémères ou manipulés intéressent davantage. Opposition et majorité confondues, notre démocratie de spectacle s'estreint de plus en plus mal au simple effort de réfléchir.

Histoire et conquête des marchés

Dans sa vision du monde à peu près commune à tous les parisiens, le nationalisme traditionnel se sépare nécessairement du dynamisme industriel, et d'un pays se modernise d'autant mieux qu'il s'affranchit de son histoire, improductive par définition. Avec l'Allemagne, le Japon d'après-guerre justifia vingt ans de suite cette vague théorie, puisqu'il compensa son abdication politique par de prestigieux records économiques. Curieusement, la nouvelle combinaison de patriotisme classique et d'efficacité commerciale qu'il déploie désormais agace ou impressionne sans servir de leçon. Loin de ralentir la conquête des marchés extérieurs, le respect du passé lui inspire pourtant de singulières trouvailles.

La firme Hitachi répliqua ainsi aux arrêtés pris par M. Michel Jobert contre l'introduction massive de ses appareils, avec des arguments sortis tout droit d'un manuel d'histoire de notre III^e République : « Désormais, nos magnétoscopes sont arrêtés à Poitiers. Comme les Sarracins au temps de Charles Martel. Et pourtant, que venons-nous faire en France ? Nous ne venons pas en envahisseurs, nous ne venons pas à la dévotion ; nous offrons notre savoir-faire. Nous apportons une meilleure qualité de vie, avec des magnétoscopes qui font partir désormais du bien-être quotidien souhaité par tous les Français. »

Ce discours trouva dans l'Hexagone des interlocuteurs compréhensibles, spécialement dans les milieux capables de reprocher à la fois au pouvoir le déficit du commerce extérieur et son intransigence envers les exportateurs nippons. Mais nul ne s'étonna de voir ces hommes d'affaires asiatiques extraire du huitième siècle européen des atouts précieux pour se présenter en champions des consommateurs contre le gouvernement de la République. Leur méthode prouve au moins qu'une élite moderne ne connaît pas l'expérience des siècles sans quelques profits. La nôtre préfère des hommes sans histoire, sans mémoire, la tête bourrée de chiffres, à son exemple. Aussi ne songons-nous jamais à mobiliser Oda Nobunaga, réunificateur de l'Empire en 1573, pour vendre mieux nos produits à Yokohama. Triste sort de subir une double défaite, où les échecs temporels sanctionnent son ignorance ou son mépris de l'ordre spirituel.

Sans doute, nos chers cadres dynamiques ont-ils formé leur philosophie de l'existence dans une société où les appétits matériels ont refoulé, étouffé toute conscience étrangère à la consommation. La droite pompidol-giscardienne leur donna pleine satisfaction lorsqu'elle ramena l'enseignement de l'histoire, dans les écoles, à un « exercice d'éveil » subalterne et facultatif. A ce petit jeu, ils eurent même naïvement battu de vitesse, sur son propre terrain, la gauche idéologique toujours prête à qualifier d'« aliénation » n'importe quel principe de vie sociale extérieur aux sacro-saintes analyses marxistes.

Cette singulière alliance triomphante dans les institutions quand l'abandon de Jeanne d'Arc aux Anglais, la disparition de Verdun dans un vaste magasin de farces et d'atrapes sembleraient ouvrir une voie royale à l'expansion comme à la libération des mœurs. A ce jeu, un pays se range parmi ces Etats-fantômes où nulle religion, nulle ferveur patriotique ne soutiennent plus les actes profanes de la société civile. Mais comment bâtir, vivre normalement au-dessus d'un tel gouffre ? Le Japon préféra choisir la méthode inverse. Avec des succès commerciaux catastrophiques pour nos finances. La modernisation intellectuelle devait pourtant nous enrichir !

Renoncer à unir la tradition et le progrès dans une synthèse personnelle équivaut, pour n'importe quelle nation, à se suicider moralement. Des Etats-Unis à l'U.R.S.S., de la Chine aux pays arabes, aucune puissance n'imite sur ce point les Français, convaincus par leurs technocrates et leurs intellectuels du péché d'« ethnocentrisme » pour perdre plus rapidement leur mémoire collective. Il suffit d'aller de Washington à Moscou pour s'en apercevoir.

Contraindre les élèves d'H.E.C. à connaître la guerre de Cent ans n'effacerait sans doute pas le déficit des échanges extérieurs. Mais rendre vivante et glorieuse, dans le peuple, une histoire née des sacrifices de quatre-vingts générations, éviterait peut-être à ses « élites » la honte de prendre le parti des Japonais contre lui, parce qu'elles ne croient plus à la liberté du commerce.

(1) « Japon, temple sur l'histoire », R.-P. Parinaz, Le Monde des 11, 12, 13 septembre 1982.

M^{me} Butterfly parle

par ALBERT MÉGLIN (*)

CERTAINS événements qui se déroulent autour de moi depuis quelques semaines m'incitent à dévoiler un poignante conversation que j'eus, il y a peu de mois, après l'une de mes conférences, avec une jeune Japonaise fort distinguée, de passage en France.

Après un bon moment d'échanges et d'entrées fort intéressantes, elle s'ouvrait davantage, d'abord à mon étonnement, puis aussi à ma confusion. Mais, en fait, ses « confidences » n'étaient-elles pas aussi pour but évident de me démontrer la supériorité écrasante de son pays sur le nôtre ? Elle savait que dans nos écoles nombre de nos professeurs et enseignants sortent aux limites de la dépression et complètement découragés par le nombre de leurs élèves qui dérangent les bons éléments. Mais les Soviétiques ne sont-ils pas, eux aussi, que matériels barbares et nous savons que c'est nous qui remporterons la victoire finale.

« Chez nous ouvriers et patrons savent s'entendre, se compléter, et ainsi être une force que vous ne pouvez être capables de mettre en échec. »

« On nous apprend en classe et on nous démontre aisément que c'est nous qui sommes civilisés, car nous connaissons les secrets de la loi d'union des opposés. »

« Nous le savons d'ailleurs depuis toujours, preuves à l'appui. Nous avons toujours considéré les Occidentaux comme des agités et des barbares. Aujourd'hui encore, malgré vos prétentions, vous n'avez su instituer qu'une barbarie savante. »

« Vous êtes des barbares parce qu'il vous manque la connaissance de l'essentiel. Vous n'êtes que des intellectuels ; vous n'êtes que des rationalistes. Vous ne savez pas utiliser le principal de votre cerveau. Vous n'en utilisez qu'une partie. Vous êtes baveux du cerveau, vous êtes névrosés par incompréhension mentale malgré vos prétentions. Vous en êtes encore à vous demander, par exemple, pourquoi les Chinois ont su mettre si vite au point leur bombe atomique ! Vous auriez d'autres surprises... Nous avons sur vous des possibilités d'avance considérables dans les domaines technique, économique, social, spirituel, parce qu'au-delà du rationnel nous avons une connaissance et une perception des réalités qui vont beaucoup plus loin. J'ose vous dire tout cela parce que c'est ainsi, et parce que je le crois que vous savez de quoi je parle, alors que tant d'autres Français de tous niveaux, que moi et mes amis japonais rencontrons, n'ont aucune idée ; en conséquence, des barbares pour nous, on ne peut parler avec eux ! »

« Dans votre pays, on ne sait plus travailler, vous êtes un pays usé, touché par la décadence, la lassitude, l'arrogance, la néantisation, la paresse... La majorité ne pense qu'à ses vacances et à s'écrouler. Dans la rue, on ne rencontre que des gens inquiets, insatisfaits, ou des visages indifférents ; vos gestes sont brutaux, grossiers. Le discours, la violence, sont partout. Vos hommes politiques se débattent dans des luttes stériles sans grandes visions d'avenir ; certains sont à la solde de Moscou, mais dites-vous bien que les Slaves sont plus forts que vous ; ils vous posséderont toujours car votre certisme a retardé votre cerveau qui ne saura jamais prévoir ce qui se passera. »

« Elle me déclara qu'après le défilé du Japon, écaré par l'avance technique et la force des armées occidentales, la nation tout entière avait juré d'avoir une revanche étonnante. En une première étape (1), cette victoire devait être un écrasement économique de l'Occident. Elle m'expliqua qu'une véritable armée de jeunes techniciens, de spécialistes bien éduqués en vue de la mission à accomplir, fut déléguée dans tous les pays où des techniques, des savoir-faire étaient à copier, « à appréhender par tous les moyens ». »

« Dans votre pays, on ne sait plus travailler, vous êtes un pays usé, touché par la décadence, la lassitude, l'arrogance, la néantisation, la paresse... La majorité ne pense qu'à ses vacances et à s'écrouler. Dans la rue, on ne rencontre que des gens inquiets, insatisfaits, ou des visages indifférents ; vos gestes sont brutaux, grossiers. Le discours, la violence, sont partout. Vos hommes politiques se débattent dans des luttes stériles sans grandes visions d'avenir ; certains sont à la solde de Moscou, mais dites-vous bien que les Slaves sont plus forts que vous ; ils vous posséderont toujours car votre certisme a retardé votre cerveau qui ne saura jamais prévoir ce qui se passera. »

« Elle me déclara qu'après le défilé du Japon, écaré par l'avance technique et la force des armées occidentales, la nation tout entière avait juré d'avoir une revanche étonnante. En une première étape (1), cette victoire devait être un écrasement économique de l'Occident. Elle m'expliqua qu'une véritable armée de jeunes techniciens, de spécialistes bien éduqués en vue de la mission à accomplir, fut déléguée dans tous les pays où des techniques, des savoir-faire étaient à copier, « à appréhender par tous les moyens ». »

« Elle me déclara qu'après le défilé du Japon, écaré par l'avance technique et la force des armées occidentales, la nation tout entière avait juré d'avoir une revanche étonnante. En une première étape (1), cette victoire devait être un écrasement économique de l'Occident. Elle m'expliqua qu'une véritable armée de jeunes techniciens, de spécialistes bien éduqués en vue de la mission à accomplir, fut déléguée dans tous les pays où des techniques, des savoir-faire étaient à copier, « à appréhender par tous les moyens ». »

« Elle me déclara qu'après le défilé du Japon, écaré par l'avance technique et la force des armées occidentales, la nation tout entière avait juré d'avoir une revanche étonnante. En une première étape (1), cette victoire devait être un écrasement économique de l'Occident. Elle m'expliqua qu'une véritable armée de jeunes techniciens, de spécialistes bien éduqués en vue de la mission à accomplir, fut déléguée dans tous les pays où des techniques, des savoir-faire étaient à copier, « à appréhender par tous les moyens ». »

« Elle me déclara qu'après le défilé du Japon, écaré par l'avance technique et la force des armées occidentales, la nation tout entière avait juré d'avoir une revanche étonnante. En une première étape (1), cette victoire devait être un écrasement économique de l'Occident. Elle m'expliqua qu'une véritable armée de jeunes techniciens, de spécialistes bien éduqués en vue de la mission à accomplir, fut déléguée dans tous les pays où des techniques, des savoir-faire étaient à copier, « à appréhender par tous les moyens ». »

« Elle me déclara qu'après le défilé du Japon, écaré par l'avance technique et la force des armées occidentales, la nation tout entière avait juré d'avoir une revanche étonnante. En une première étape (1), cette victoire devait être un écrasement économique de l'Occident. Elle m'expliqua qu'une véritable armée de jeunes techniciens, de spécialistes bien éduqués en vue de la mission à accomplir, fut déléguée dans tous les pays où des techniques, des savoir-faire étaient à copier, « à appréhender par tous les moyens ». »

« Elle me déclara qu'après le défilé du Japon, écaré par l'avance technique et la force des armées occidentales, la nation tout entière avait juré d'avoir une revanche étonnante. En une première étape (1), cette victoire devait être un écrasement économique de l'Occident. Elle m'expliqua qu'une véritable armée de jeunes techniciens, de spécialistes bien éduqués en vue de la mission à accomplir, fut déléguée dans tous les pays où des techniques, des savoir-faire étaient à copier, « à appréhender par tous les moyens ». »

« Elle me déclara qu'après le défilé du Japon, écaré par l'avance technique et la force des armées occidentales, la nation tout entière avait juré d'avoir une revanche étonnante. En une première étape (1), cette victoire devait être un écrasement économique de l'Occident. Elle m'expliqua qu'une véritable armée de jeunes techniciens, de spécialistes bien éduqués en vue de la mission à accomplir, fut déléguée dans tous les pays où des techniques, des savoir-faire étaient à copier, « à appréhender par tous les moyens ». »

« Elle me déclara qu'après le défilé du Japon, écaré par l'avance technique et la force des armées occidentales, la nation tout entière avait juré d'avoir une revanche étonnante. En une première étape (1), cette victoire devait être un écrasement économique de l'Occident. Elle m'expliqua qu'une véritable armée de jeunes techniciens, de spécialistes bien éduqués en vue de la mission à accomplir, fut déléguée dans tous les pays où des techniques, des savoir-faire étaient à copier, « à appréhender par tous les moyens ». »

« Elle me déclara qu'après le défilé du Japon, écaré par l'avance technique et la force des armées occidentales, la nation tout entière avait juré d'avoir une revanche étonnante. En une première étape (1), cette victoire devait être un écrasement économique de l'Occident. Elle m'expliqua qu'une véritable armée de jeunes techniciens, de spécialistes bien éduqués en vue de la mission à accomplir, fut déléguée dans tous les pays où des techniques, des savoir-faire étaient à copier, « à appréhender par tous les moyens ». »

« Elle me déclara qu'après le défilé du Japon, écaré par l'avance technique et la force des armées occidentales, la nation tout entière avait juré d'avoir une revanche étonnante. En une première étape (1), cette victoire devait être un écrasement économique de l'Occident. Elle m'expliqua qu'une véritable armée de jeunes techniciens, de spécialistes bien éduqués en vue de la mission à accomplir, fut déléguée dans tous les pays où des techniques, des savoir-faire étaient à copier, « à appréhender par tous les moyens ». »

« Elle me déclara qu'après le défilé du Japon, écaré par l'avance technique et la force des armées occidentales, la nation tout entière avait juré d'avoir une revanche étonnante. En une première étape (1), cette victoire devait être un écrasement économique de l'Occident. Elle m'expliqua qu'une véritable armée de jeunes techniciens, de spécialistes bien éduqués en vue de la mission à accomplir, fut déléguée dans tous les pays où des techniques, des savoir-faire étaient à copier, « à appréhender par tous les moyens ». »

« Elle me déclara qu'après le défilé du Japon, écaré par l'avance technique et la force des armées occidentales, la nation tout entière avait juré d'avoir une revanche étonnante. En une première étape (1), cette victoire devait être un écrasement économique de l'Occident. Elle m'expliqua qu'une véritable armée de jeunes techniciens, de spécialistes bien éduqués en vue de la mission à accomplir, fut déléguée dans tous les pays où des techniques, des savoir-faire étaient à copier, « à appréhender par tous les moyens ». »

« Elle me déclara qu'après le défilé du Japon, écaré par l'avance technique et la force des armées occidentales, la nation tout entière avait juré d'avoir une revanche étonnante. En une première étape (1), cette victoire devait être un écrasement économique de l'Occident. Elle m'expliqua qu'une véritable armée de jeunes techniciens, de spécialistes bien éduqués en vue de la mission à accomplir, fut déléguée dans tous les pays où des techniques, des savoir-faire étaient à copier, « à appréhender par tous les moyens ». »

« Elle me déclara qu'après le défilé du Japon, écaré par l'avance technique et la force des armées occidentales, la nation tout entière avait juré d'avoir une revanche étonnante. En une première étape (1), cette victoire devait être un écrasement économique de l'Occident. Elle m'expliqua qu'une véritable armée de jeunes techniciens, de spécialistes bien éduqués en vue de la mission à accomplir, fut déléguée dans tous les pays où des techniques, des savoir-faire étaient à copier, « à appréhender par tous les moyens ». »

« Elle me déclara qu'après le défilé du Japon, écaré par l'avance technique et la force des armées occidentales, la nation tout entière avait juré d'avoir une revanche étonnante. En une première étape (1), cette victoire devait être un écrasement économique de l'Occident. Elle m'expliqua qu'une véritable armée de jeunes techniciens, de spécialistes bien éduqués en vue de la mission à accomplir, fut déléguée dans tous les pays où des techniques, des savoir-faire étaient à copier, « à appréhender par tous les moyens ». »

« Elle me déclara qu'après le défilé du Japon, écaré par l'avance technique et la force des armées occidentales, la nation tout entière avait juré d'avoir une revanche étonnante. En une première étape (1), cette victoire devait être un écrasement économique de l'Occident. Elle m'expliqua qu'une véritable armée de jeunes techniciens, de spécialistes bien éduqués en vue de la mission à accomplir, fut déléguée dans tous les pays où des techniques, des savoir-faire étaient à copier, « à appréhender par tous les moyens ». »

« Elle me déclara qu'après le défilé du Japon, écaré par l'avance technique et la force des armées occidentales, la nation tout entière avait juré d'avoir une revanche étonnante. En une première étape (1), cette victoire devait être un écrasement économique de l'Occident. Elle m'expliqua qu'une véritable armée de jeunes techniciens, de spécialistes bien éduqués en vue de la mission à accomplir, fut déléguée dans tous les pays où des techniques, des savoir-faire étaient à copier, « à appréhender par tous les moyens ». »

« Elle me déclara qu'après le défilé du Japon, écaré par l'avance technique et la force des armées occidentales, la nation tout entière avait juré d'avoir une revanche étonnante. En une première étape (1), cette victoire devait être un écrasement économique de l'Occident. Elle m'expliqua qu'une véritable armée de jeunes techniciens, de spécialistes bien éduqués en vue de la mission à accomplir, fut déléguée dans tous les pays où des techniques, des savoir-faire étaient à copier, « à appréhender par tous les moyens ». »

« Elle me déclara qu'après le défilé du Japon, écaré par l'avance technique et la force des armées occidentales, la nation tout entière avait juré d'avoir une revanche étonnante. En une première étape (1), cette victoire devait être un écrasement économique de l'Occident. Elle m'expliqua qu'une véritable armée de jeunes techniciens, de spécialistes bien éduqués en vue de la mission à accomplir, fut déléguée dans tous les pays où des techniques, des savoir-faire étaient à copier, « à appréhender par tous les moyens ». »

« Elle me déclara qu'après le défilé du Japon, écaré par l'avance technique et la force des armées occidentales, la nation tout entière avait juré d'avoir une revanche étonnante. En une première étape (1), cette victoire devait être un écrasement économique de l'Occident. Elle m'expliqua qu'une véritable armée de jeunes techniciens, de spécialistes bien éduqués en vue de la mission à accomplir, fut déléguée dans tous les pays où des techniques, des savoir-faire étaient à copier, « à appréhender par tous les moyens ». »

« Elle me déclara qu'après le défilé du Japon, écaré par l'avance technique et la force des armées occidentales, la nation tout entière avait juré d'avoir une revanche étonnante. En une première étape (1), cette victoire devait être un écrasement économique de l'Occident. Elle m'expliqua qu'une véritable armée de jeunes techniciens, de spécialistes bien éduqués en vue de la mission à accomplir, fut déléguée dans tous les pays où des techniques, des savoir-faire étaient à copier, « à appréhender par tous les moyens ». »

« Elle me déclara qu'après le défilé du Japon, écaré par l'avance technique et la force des armées occidentales, la nation tout entière avait juré d'avoir une revanche étonnante. En une première étape (1), cette victoire devait être un écrasement économique de l'Occident. Elle m'expliqua qu'une véritable armée de jeunes techniciens, de spécialistes bien éduqués en vue de la mission à accomplir, fut déléguée dans tous les pays où des techniques, des savoir-faire étaient à copier, « à appréhender par tous les moyens ». »

« Elle me déclara qu'après le défilé du Japon, écaré par l'avance technique et la force des armées occidentales, la nation tout entière avait juré d'avoir une revanche étonnante. En une première étape (1), cette victoire devait être un écrasement économique de l'Occident. Elle m'expliqua qu'une véritable armée de jeunes techniciens, de spécialistes bien éduqués en vue de la mission à accomplir, fut déléguée dans tous les pays où des techniques, des savoir-faire étaient à copier, « à appréhender par tous les moyens ». »

« Elle me déclara qu'après le défilé du Japon, écaré par l'avance technique et la force des armées occidentales, la nation tout entière avait juré d'avoir une revanche étonnante. En une première étape (1), cette victoire devait être un écrasement économique de l'Occident. Elle m'expliqua qu'une véritable armée de jeunes techniciens, de spécialistes bien éduqués en vue de la mission à accomplir, fut déléguée dans tous les pays où des techniques, des savoir-faire étaient à copier, « à appréhender par tous les moyens ». »

« Elle me déclara qu'après le défilé du Japon, écaré par l'avance technique et la force des armées occidentales, la nation tout entière avait juré d'avoir une revanche étonnante. En une première étape (1), cette victoire devait être un écrasement économique de l'Occident. Elle m'expliqua qu'une véritable armée de jeunes techniciens, de spécialistes bien éduqués en vue de la mission à accomplir, fut déléguée dans tous les pays où des techniques, des savoir-faire étaient à copier, « à appréhender par tous les moyens ». »

« Elle me déclara qu'après le défilé du Japon, écaré par l'avance technique et la force des armées occidentales, la nation tout entière avait juré d'avoir une revanche étonnante. En une première étape (1), cette victoire devait être un écrasement économique de l'Occident. Elle m'expliqua qu'une véritable armée de jeunes techniciens, de spécialistes bien éduqués en vue de la mission à accomplir, fut déléguée dans tous les pays où des techniques, des savoir-faire étaient à copier, « à appréhender par tous les moyens ». »

« Elle me déclara qu'après le défilé du Japon, écaré par l'avance technique et la force des armées occidentales, la nation tout entière avait juré d'avoir une revanche étonnante. En une première étape (1), cette victoire devait être un écrasement économique de l'Occident. Elle m'expliqua qu'une véritable armée de jeunes techniciens, de spécialistes bien éduqués en vue de la mission à accomplir, fut déléguée dans tous les pays où des techniques, des savoir-faire étaient à copier, « à appréhender par tous les moyens ». »

« Elle me déclara qu'après le défilé du Japon, écaré par l'avance technique et la force des armées occidentales, la nation tout entière avait juré d'avoir une revanche étonnante. En une première étape (1), cette victoire devait être un écrasement économique de l'Occident. Elle m'expliqua qu'une véritable armée de jeunes techniciens, de spécialistes bien éduqués en vue de la mission à accomplir, fut déléguée dans tous les pays où des techniques, des savoir-faire étaient à copier, « à appréhender par tous les moyens ». »

« Elle me déclara qu'après le défilé du Japon, écaré par l'avance technique et la force des armées occidentales, la nation tout entière avait juré d'avoir une revanche étonnante. En une première étape (1), cette victoire devait être un écrasement économique de l'Occident. Elle m'expliqua qu'une véritable armée de jeunes techniciens, de spécialistes bien éduqués en vue de la mission à accomplir, fut déléguée dans tous les pays où des techniques, des savoir-faire étaient à copier, « à appréhender par tous les moyens ». »

« Elle me déclara qu'après le défilé du Japon, écaré par l'avance technique et la force des armées occidentales, la nation tout entière avait juré d'avoir une revanche étonnante. En une première étape (1), cette victoire devait être un écrasement économique de l'Occident. Elle m'expliqua qu'une véritable armée de jeunes techniciens, de spécialistes bien éduqués en vue de la mission à accomplir, fut déléguée dans tous les pays où des techniques, des savoir-faire étaient à copier, « à appréhender par tous les moyens ». »

« Elle me déclara qu'après le défilé du Japon, écaré par l'avance technique et la force des armées occidentales, la nation tout entière avait juré d'avoir une revanche étonnante. En une première étape (1), cette victoire devait être un écrasement économique de l'Occident. Elle m'expliqua qu'une véritable armée de jeunes techniciens, de spécialistes bien éduqués en vue de la mission à accomplir, fut déléguée dans tous les pays où des techniques, des savoir-faire étaient à copier, « à appréhender par tous les moyens ». »

« Elle me déclara qu'après le défilé du Japon, écaré par l'avance technique et la force des armées occidentales, la nation tout entière avait juré d'avoir une revanche étonnante. En une première étape (1), cette victoire devait être un écrasement économique de l'Occident. Elle m'expliqua qu'une véritable armée de jeunes techniciens, de spécialistes bien éduqués en vue de la mission à accomplir, fut déléguée dans tous les pays où des techniques, des savoir-faire étaient à copier, « à appréhender par tous les moyens ». »

« Elle me déclara qu'après le défilé du Japon, écaré par l'avance technique et la force des armées occidentales, la nation tout entière avait juré d'avoir une revanche étonnante. En une première étape (1), cette victoire devait être un écrasement économique de l'Occident. Elle m'expliqua qu'une véritable armée de jeunes techniciens, de spécialistes bien éduqués en vue de la mission à accomplir, fut déléguée dans tous les pays où des techniques, des savoir-faire étaient à copier, « à appréhender par tous les moyens ». »

« Elle me déclara qu'après le défilé du Japon, écaré par l'avance technique et la force des armées occidentales, la nation tout entière avait juré d'avoir une revanche étonnante. En une première étape (1), cette victoire devait être un écrasement économique de l'Occident. Elle m'expliqua qu'une véritable armée de jeunes techniciens, de spécialistes bien éduqués en vue de la mission à accomplir, fut déléguée dans tous les pays où des techniques, des savoir-faire étaient à copier, « à appréhender par tous les moyens ». »

« Elle me déclara qu'après le défilé du Japon, écaré par l'avance technique et la force des armées occidentales, la nation tout entière avait juré d'avoir une revanche étonnante. En une première étape (1), cette victoire devait être un écrasement économique de l'Occident. Elle m'expliqua qu'une véritable armée de jeunes techniciens, de spécialistes bien éduqués en vue de la mission à accomplir, fut déléguée dans tous les pays où des techniques, des savoir-faire étaient à copier, « à appréhender par tous les moyens ». »

« Elle me déclara qu'après le défilé du Japon, écaré par l'avance technique et la force des armées occidentales, la nation tout entière avait juré d'avoir une revanche étonnante. En une première étape (1), cette victoire devait être un écrasement économique de l'Occident. Elle m'expliqua qu'une véritable armée de jeunes techniciens, de spécialistes bien éduqués en vue de la mission à accomplir, fut déléguée dans tous les pays où des techniques, des savoir-faire étaient à copier, « à appréhender par tous les moyens ». »

« Elle me déclara qu'après le défilé du Japon, écaré par l'avance technique et la force des armées occidentales, la nation tout entière avait juré d'avoir une revanche étonnante. En une première étape (1), cette victoire devait être un écrasement économique de l'Occident. Elle m'expliqua qu'une véritable armée de jeunes techniciens, de spécialistes bien éduqués en vue de la mission à accomplir, fut déléguée dans tous les pays où des techniques, des savoir-faire étaient à copier, « à appréhender par tous les moyens ». »

« Elle me déclara qu'après le défilé du Japon, écaré par l'avance technique et la force des armées occidentales, la nation tout entière avait juré d'avoir une revanche étonnante. En une première étape (1), cette victoire devait être un écrasement économique de l'Occident. Elle m'expliqua qu'une véritable armée de jeunes techniciens, de spécialistes bien éduqués en vue de la mission à accomplir, fut déléguée dans tous les pays où des techniques, des savoir-faire étaient à copier, « à appréhender par tous les moyens ». »

« Elle me déclara qu'après le défilé du Japon, écaré par l'avance technique et la force des armées occidentales, la nation tout entière avait juré d'avoir une revanche étonnante. En une première étape (1), cette victoire devait être un écrasement économique de l'Occident. Elle m'expliqua qu'une véritable armée de jeunes techniciens, de spécialistes bien éduqués en vue de la mission à accomplir, fut déléguée dans tous les pays où des techniques, des savoir-faire étaient à copier, « à appréhender par tous les moyens ». »

« Elle me déclara qu'après le défilé du Japon, écaré par l'avance technique et la force des armées occidentales, la nation tout entière avait juré d'avoir une revanche étonnante. En une première étape (1), cette victoire devait être un écrasement économique de l'Occident. Elle m'expliqua qu'une véritable armée de jeunes techniciens, de spécialistes bien éduqués en vue de la mission à accomplir, fut déléguée dans tous les pays où des techniques, des savoir-faire étaient à copier, « à appréhender par tous les moyens ». »

« Elle me déclara qu'après le défilé du Japon, écaré par l'avance technique et la force des armées occidentales, la nation tout entière avait juré d'avoir une revanche étonnante. En une première étape (1), cette victoire devait être un écrasement économique de l'Occident. Elle m'expliqua qu'une véritable armée de jeunes techniciens, de spécialistes bien éduqués en vue de la mission à accomplir, fut déléguée dans tous les pays où des techniques, des savoir-faire étaient à copier, « à appréhender par tous les moyens ». »

« Elle me déclara qu'après le défilé du Japon, écaré par l'avance technique et la force des armées occidentales, la nation tout entière avait juré d'avoir une revanche étonnante. En une première étape (1), cette victoire devait être un écrasement économique de l'Occident. Elle m'expliqua qu'une véritable armée de jeunes techniciens, de spécialistes bien éduqués en vue de la mission à accomplir, fut déléguée dans tous les pays où des techniques, des savoir-faire étaient à copier, « à appréhender par tous les moyens ». »

« Elle me déclara qu'après le défilé du Japon, écaré par l'avance technique et la force des armées occidentales, la nation tout entière avait juré d'avoir une revanche étonnante. En une première étape (1), cette victoire devait être un écrasement économique de l'Occident. Elle m'expliqua qu'une véritable armée de jeunes techniciens, de spécialistes bien éduqués en vue de la mission à accomplir, fut déléguée dans tous les pays où des techniques, des savoir-faire étaient à copier, « à appréhender par tous les moyens ». »

« Elle me déclara qu'après le défilé du Japon, écaré par l'avance technique et la force des armées occidentales, la nation tout entière avait juré d'avoir une revanche étonnante. En une première étape (1), cette victoire devait être un écrasement économique de l'Occident. Elle m'expliqua qu'une véritable armée de jeunes techniciens, de spécialistes bien éduqués en vue de la mission à accomplir, fut déléguée dans tous les pays où des techniques, des savoir-faire étaient à copier, « à appréhender par tous les moyens ». »

« Elle me déclara qu'après le défilé du Japon, écaré par l'avance technique et la force des armées occidentales, la nation tout entière avait juré d'avoir une revanche étonnante. En une première étape (1), cette victoire devait être un écrasement économique de l'Occident. Elle m'expliqua qu'une véritable armée de jeunes techniciens, de spécialistes bien éduqués en vue de la mission à accomplir, fut déléguée dans tous les pays où des techniques, des savoir-faire étaient à copier, « à appréhender par tous les moyens ». »

« Elle me déclara qu'après le défilé du Japon, écaré par l'avance technique et la force des armées occidentales, la nation tout entière avait juré d'avoir une revanche étonnante. En une première étape (1), cette victoire devait être un écrasement économique de l'Occident. Elle m'expliqua qu'une véritable armée de jeunes techniciens, de spécialistes bien éduqués en vue de la mission à accomplir, fut déléguée dans tous les pays où des techniques, des savoir-faire étaient à copier, « à appréhender par tous les moyens ». »

« Elle me déclara qu'après le défilé du Japon, écaré par l'avance technique et la force des armées occidentales, la nation tout entière avait juré d'avoir une revanche étonnante. En une première étape (1), cette victoire devait être un écrasement économique de l'Occident. Elle m'expliqua qu'une véritable armée de jeunes techniciens, de spécialistes bien éduqués en vue de la mission à accomplir, fut déléguée dans tous les pays où des techniques, des savoir-faire étaient à copier, « à appréhender par tous les moyens ». »

« Elle me déclara qu'après le défilé du Japon, écaré par l'avance technique et la force des armées occidentales, la nation tout entière avait juré d'avoir une revanche étonnante. En une première étape (1), cette victoire devait être un écrasement économique de l'Occident. Elle m'expliqua qu'une véritable armée de jeunes techniciens, de spécialistes bien éduqués en vue de la mission à accomplir, fut déléguée dans tous les pays où des techniques, des savoir-faire étaient à copier, « à appréhender par tous les moyens ». »

« Elle me déclara qu'après le défilé du Japon, écaré par l'avance technique et la force des armées occidentales, la nation tout entière avait juré d'avoir une revanche étonnante. En une première étape (1), cette victoire devait être un écrasement économique de l'Occident. Elle m'expliqua qu

DIPLOMATIE

Alger a fait part à M. Cheysson de ses réserves à l'égard du projet de conférence de la Méditerranée occidentale

M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, a été reçu mardi 15 mars par le président Chadli Bendjedid, avant de repartir pour Paris à l'issue d'une brève visite de travail à Alger. Le chef de la diplomatie française a également rencontré durant son séjour son homologue algérien, M. Ahmed Taleb-Ibrahimi, avec lequel il a fait le point des relations bilatérales et évoqué les résultats du sommet des non-alignés à Delhi et la crise du Proche-Orient. C'est cependant la récente proposition française d'une conférence des pays riverains de la Méditerranée occidentale qui a été au centre des conversations entre M. Cheysson et ses interlocuteurs algériens. Le silence maintenu de part et d'autre sur cette question laisse supposer que l'initiative française est considérée pour le moins comme prématurée.

De notre correspondant

Alger. - Au cours de sa visite en Algérie, lundi 14 et mardi 15, (le Monde du 16 mars), M. Cheysson a notamment recueilli l'opinion de ses hôtes sur l'idée de conférence des pays riverains de la Méditerranée occidentale lancée par M. Mitterrand, lors de son récent voyage au Maroc. Il apparaît que les propositions algériennes, formulées au cours de ce qui est présenté ici comme un simple « échange de vues », sont sensiblement différentes du projet initial du chef de l'Etat français.

« Nous avons fait part à M. Cheysson des interrogations que cette idée intéressante en soi suscite chez nous : nous sommes d'accord sur le principe, mais nous voulons trouver la formule la plus adaptée », déclare-t-on de bonne source à Alger. Les idées avancées dans cette capitale concernent « l'ordre du jour et la participation ». L'Algérie considère que la conférence devrait avoir pour thème essentiel les questions économiques et d'abord les échanges Nord-Sud. On ajoute : « Peut-on éviter, au cours d'une telle réunion, de parler des problèmes de sécurité ? Et vous voyez bien les livres que cela va lever ! ». Il s'agit là d'une allusion à l'appartenance au pacte atlantique de certains pays européens concernés (France, Italie). S'agissant de la participation, l'Algérie ne tient pas pour judicieux que la conférence soit limitée aux pays de la Méditerranée occidentale, ce qui serait « évacuer les problèmes de la Méditerranée orientale, à commencer par celui de la Palestine ». Alger pense également qu'« un pays non aligné de la Méditerranée orientale comme la Yougoslavie » aurait parfaitement sa place à la conférence. « On peut se demander, poursuit la même source, si une conférence limitée à la Méditerranée occidentale n'apparaîtrait pas comme une rupture de la solidarité horizontale. L'Algérie est un pays méditerranéen certes, mais aussi un pays arabe et africain. »

Une réunion dans les conditions initialement prévues par M. Mitterrand « irait à l'encontre des objectifs que nous voulons atteindre », conclut sans ambages notre interlocuteur. « Nous allons poursuivre l'examen d'un projet qu'il faut compléter et enrichir. » M. Cheysson transmettra ces observations au chef de l'Etat. Il aurait brièvement fait valoir qu'un très grand nombre de participants limiterait l'efficacité de la conférence. Le ministre français des relations extérieures était déjà informé des résultats de la rencontre Hassan II-Chadli Bendjedid, ses entretiens n'auraient pas porté spécifiquement sur les relations algéro-marocaines. Il a simplement été dit que, dans ce domaine, « les choses ne sont plus gelées », indique-t-on à Alger.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

LA CONFÉRENCE PANEUROPEENNE DE MADRID

Les pays neutres et non alignés ont déposé un nouveau projet de document final

De notre correspondant

Madrid. - Les huit pays neutres et non alignés ont fait un ultime effort pour sortir de l'impasse dans laquelle elle se trouve la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.), qui se poursuit depuis novembre 1980, à Madrid (1). Ils ont présenté, mardi 15 mars, un nouveau projet de document final, qu'ils espèrent voir approuvé dans les prochaines semaines, afin que la conférence de Madrid puisse prendre fin le 27 avril. Le texte propose que la prochaine session de la C.S.C.E. ait lieu à Vienne en novembre 1986. Il prévoit également que la conférence sur le désarmement en Europe, l'un des principaux thèmes des discussions de Madrid, s'ouvre à Stockholm en novembre prochain (2).

Les neutres et les non-alignés ont laissé entendre qu'il s'agissait d'une sorte de quitte ou double. Un rejet de ce document ou, ce qui revient au même, l'ouverture d'une nouvelle

discussion interminable à son sujet, signifierait à leurs yeux l'échec du processus mis en œuvre en 1975 à Helsinki. Ce texte représente une nouvelle mouture d'un document présenté pour la première fois en décembre 1981 par ses actuels promoteurs. Il avait alors été jugé insuffisant pour les pays occidentaux qui, au vu notamment de l'évolution de la situation en Pologne, ont présenté par la suite divers amendements rendant plus contraignantes les dispositions concernant les droits de l'homme.

Le nouveau texte en a incorporé une bonne partie mais pas tous. Les neutres et les non-alignés ont cherché à réaliser un compromis entre le minimum indispensable aux yeux des Occidentaux et le maximum acceptable par les pays de l'Est. Le changement est notable sur le plan symbolique. Le document mentionne dorénavant « le droit des travailleurs à former librement leurs syndicats et à s'y affilier et le droit des syndicats à exercer librement leurs activités ». Il ne fait toutefois pas allusion au droit de grève.

Le nouveau texte se montre par ailleurs plus précis sur le chapitre des contacts humains, en particulier pour ce qui concerne la réunification des familles et les mariages entre citoyens de pays différents. Les Etats signataires devront notamment rendre plus faciles les formalités à accomplir en ce domaine. Le document innove également en mentionnant la notion du libre accès aux missions diplomatiques. Il prévoit, par ailleurs, une série de mesures destinées à faciliter l'échange d'informations et le travail des correspondants de presse. Il n'établit pas toutefois l'interdiction d'expulser les journalistes, qui avait été demandée par les Occidentaux. Le thème du houlouage radiophonique n'est pas non plus abordé. Enfin, le document fait allusion à la « liberté pour chacun de professer et de pratiquer individuellement ou en groupe la religion ou la croyance conforme à sa conscience ».

Les pays occidentaux ont prévu plusieurs réunions à partir de ce mercredi pour fixer leur position face au document. Leurs premières réactions sont réservées, bien que des différences soient perceptibles en leur sein et que certains fassent allusion à l'« insuffisance » du texte. Le représentant de l'Australie, un des pays promoteurs du document, M. Caska, a affirmé à ce sujet : « Il faut être conscient de ce qui peut être obtenu en ce moment et de ce

qui ne peut pas l'être. Il faut avoir la patience de comprendre que tout ne peut pas être atteint en quelques années. Des progrès notables ont été accomplis dans certains domaines par rapport au document final signé à Helsinki, et ce serait une grave responsabilité que de mettre fin maintenant à tout le processus entamé en 1975. La C.S.C.E. constitue actuellement le seul forum où tous les pays européens de l'Est comme de l'Ouest peuvent s'asseoir à une même table pour discuter des problèmes. »

Les pays neutres et non alignés sont toutefois conscients que les problèmes les plus sérieux sont posés par la conférence sur le désarmement en Europe et que les négociations en cours à Genève entre les Deux Grands influent sur la conférence de Madrid. En particulier, l'Union soviétique demande que cette conférence puisse commencer le plus tôt possible, si possible avant la fin du débat sur l'éventuelle installation des euromissiles. Les Etats-Unis semblent, pour le même motif, désireux d'en retarder pour le moment la convocation.

THIERRY MALINIAK.

(1) Ces huit pays sont l'Australie, le Canada, la Finlande, la France, la Grèce, l'Italie, la Suède et la Suisse. (2) La C.S.C.E. a été créée en 1975 à l'initiative de l'Union soviétique et de la France.

(2) Consacrée aux armements conventionnels, cette conférence devrait d'abord, dans une première phase, mettre au point une série de mesures de renforcement de la confiance et de la sécurité (notification d'exercices militaires et de mouvement de troupes notamment). Ces mesures, selon les Occidentaux, doivent être « significatives, contraignantes, vérifiables et réciproques ».

« Washington a déploré les attaques injustes contre les Etats-Unis et l'absence de critiques contre l'U.R.S.S. », dans la déclaration finale de la conférence au sommet des pays non alignés (le Monde du 15 mars), qui « nuisent à la crédibilité de la déclaration de New-Delhi et illustrent le fait que les éléments radicaux au sein du Mouvement continuent à vouloir manipuler ». Cette déclaration est « négative et regrettable », a précisé lundi 14 mars le porte-parole du département d'Etat. La Chine, en revanche, s'est félicitée des résultats de cette « conférence fructueuse » et d'une « grande importance ». — (A.F.P.).

Réunis à Moscou

ONZE PARTIS COMMUNISTES AU POUVOIR DÉNONCENT LE DÉPLOIEMENT DES MISSILES DE L'OTAN

Dix jours après la victoire des chrétiens-démocrates en Allemagne fédérale, les représentants de onze partis communistes au pouvoir responsables des questions internationales et idéologiques, ont mis en garde, mardi 15 mars, à l'issue d'une réunion de deux jours à Moscou, l'Europe occidentale contre le « grave danger » que représenterait pour l'ensemble du continent le déploiement des fusées de l'OTAN.

Ce déploiement — prévu à partir de l'automne prochain en cas d'échec des négociations américano-soviétiques — « constituerait un grave danger pour les peuples européens et provoquerait une baisse de la confiance et une aggravation de la situation internationale », affirme le communiqué final de cette réunion. « L'issue de la lutte contre les projets de l'OTAN (...) a une importance décisive pour l'évolution future des événements non seulement en Europe, mais aussi sur toute notre planète. »

Les partis communistes représentés (ceux de sept pays du pacte de Varsovie plus Cuba, le Vietnam, le Laos et la Mongolie) insistent notamment sur les conflits en Amérique centrale et dans les Caraïbes, où « les milieux impérialistes des Etats-Unis et leurs complices continuent d'exercer une pression grossière sur Cuba (...) visent à écraser la révolution nicaraguayenne et empêchent obstinément le peuple du Salvador de décider lui-même de son destin ». A propos de l'Afrique, ils demandent l'arrêt de l'« agression de l'impérialisme et de son allié sud-africain contre les Etats de première ligne ».

Le communiqué exprime par ailleurs l'« inquiétude des participants devant la résurgence des tendances revanchardes des forces réactionnaires en R.F.A. » ; souligne l'aspiration du mouvement communiste international à « un large dialogue » sans a priori idéologique avec toutes les forces favorables à la paix et au désarmement, et rend hommage au « rôle grandissant du mouvement des non-alignés dans la sauvegarde de la paix ». Les délégués ont été reçus par M. Andropov et se sont entretenus avec lui « dans une atmosphère cordiale et de camaraderie ». — (A.F.P.).

UNE FORTE MINORITÉ DE DÉPUTÉS NORVÉGIENS SOUHAITENT UN ASSOULOISSEMENT DE L'OTAN SUR LA QUESTION DES EUROMISSILES

(De notre correspondante.)

Oslo. - Au cours de son débat annuel sur l'activité de l'OTAN, l'Assemblée nationale norvégienne a rejeté, mardi 15 mars, (soixante-dix-huit contre soixante-dix-sept) une proposition du parti travailliste qui réclamait à la fois de nouvelles offres occidentales de négociations avec l'U.R.S.S. sur le désarmement nucléaire et l'arrêt immédiat des travaux préparatoires au stationnement en Europe de nouveaux missiles américains. Les socialistes de gauche, les libéraux et des dissidents des partis chrétiens et centristes ont appuyé la proposition.

Une autre proposition des travaillistes, qui demandait que l'OTAN repousse la date limite (décembre prochain) fixée pour le stationnement de missiles tant que les négociations de Genève entre les deux Grands se poursuivent, n'a obtenu que soixante et onze voix.

C'est la première fois que le parti travailliste avance de telles propositions. Le gouvernement minoritaire conservateur accuse les travaillistes de mettre en péril, par son infidélité aux décisions de l'OTAN de 1979, toute l'efficacité de la politique de l'OTAN à l'égard de l'U.R.S.S. — C.L.

AFRIQUE

Zambie

« Les pays de la « ligne de front » souhaitent la solution pacifique des conflits régionaux »

nous déclare le président Kaunda avant sa visite en France

M. Kenneth Kaunda, président de la République de Zambie, est attendu à Paris en visite officielle de travail les 28 et 29 mars. Il sera reçu le 28 mars par M. Mitterrand.

Lusaka. - « Lorsque l'explosion se produira en Afrique du Sud, la Révolution française, en comparaison, ressemblera à un pique-nique dominical. » Inlassable Cassandra, le président zambien, M. Kenneth Kaunda, multiplie depuis des années les mises en garde à l'adresse de l'Occident sur les risques d'un embrasement de toute l'Afrique australe le jour où les militants noirs anti-apartheid déclencheront la lutte armée contre le régime de Pretoria. Dans une interview accordée au Monde, à State House, le palais présidentiel de Lusaka, M. Kaunda revient sur cette thèse. « Le détonateur de cette explosion ne sera pas allumé de l'extérieur, mais à l'intérieur même de l'Afrique du Sud par ceux qui souffrent. Pour la première fois dans l'histoire du monde, une révolution sera uniquement fondée sur la couleur de la peau. Tous les opprimés apparteniront d'une race et se soulèveront contre les oppresseurs d'une autre race. »

Pour réduire les tensions en Afrique australe et écarter à terme l'accomplissement d'un tel scénario catastrophique, M. Kaunda, fervent chrétien, n'a jamais renoncé au dialogue avec l'adversaire. En 1975, il avait discuté de la question rhodésienne avec M. John Vorster, alors premier ministre sud-africain, dans un train immobilisé au-dessus des chutes Victoria. En avril dernier, il décida de rencontrer M. Pieter Botha, actuel chef du gouvernement de Pretoria. L'entretien eut lieu dans

De notre envoyé spécial

une caravane stationnée sur la frontière entre l'Afrique du Sud et le Botswana. Son initiative, diversement appréciée de ses voisins, fut critiquée en termes à peine voilés par M. Julius Nyerere, chef de l'Etat tanzanien et « président » des pays de la « ligne de front ». Neuf mois plus tard, M. Kaunda n'a recueilli aucun dividende d'une opération qui profita surtout à son interlocuteur africain. Il estime pourtant que ce fut une révélation « très utile ». « Elle a donné l'occasion, souligne-t-il, au premier ministre raciste d'écouter le point de vue de l'Afrique indépendante. Ces gens ont été élevés dans un « lager » (camp retranché). Ils sont isolés. Ils vivent une bataille qu'ils ne pourront jamais gagner. Nous devons les aider à voir l'autre côté des choses. » Américains et Soviétiques se rencontrent, poursuit M. Kaunda, pourquoi pas nous ? Depuis, des ministres anglais et mozambicains ont également discuté avec des responsables sud-africains. On ignore pour l'instant le résultat de ces divers entretiens. Mais tout cela montre à quel point les pays de la « ligne de front » souhaitent la solution pacifique des conflits régionaux. « Mon initiative était purement individuelle, précise le président zambien. Mais j'ai pleinement informé mes collègues avant et après la rencontre. »

Les voisins de la Zambie avaient pourtant paru, à l'époque, pris à contre-pied par cette initiative. Il n'empêche que les dirigeants sud-africains ne l'ont aucunement « remercié » de son geste, fit-ce par une concession purement formelle. On avait dit avant la rencontre que le

président zambien essaierait d'obtenir la libération de M. Nelson Mandela, chef historique du Congrès national africain (A.N.C.), qui purge depuis vingt ans une peine de prison à vie, et Herman Ja Toivo, fondateur de la SWAPO namibienne.

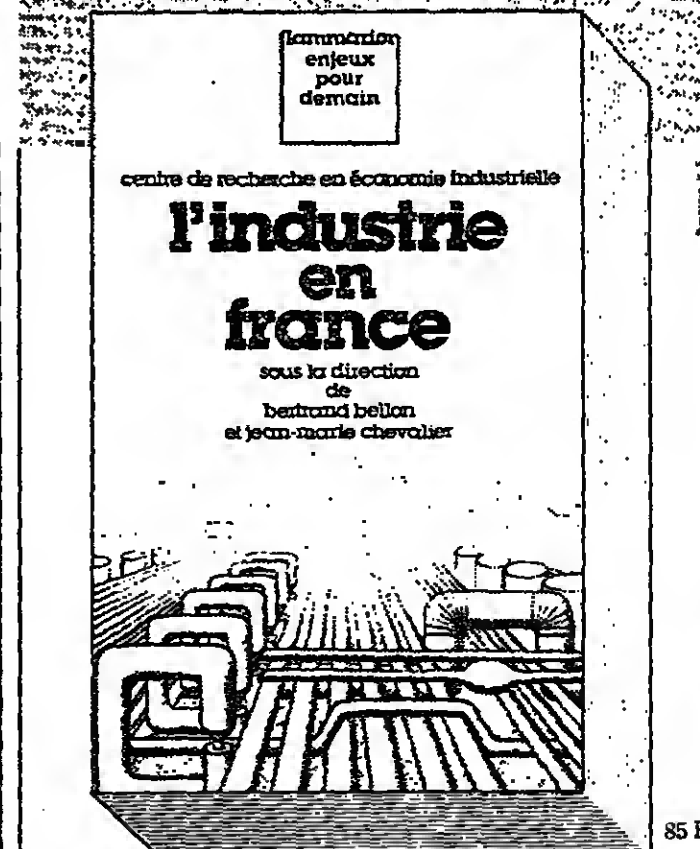
Les deux dirigeants noirs sont toujours en détention. « Il est inutile, reconnaît M. Kaunda, que Botha parle avec moi s'il n'est pas prêt à discuter avec Nelson Mandela ou Oliver Tambo (1). Foutre de cela, tout ce que nous pouvons faire n'empêchera pas l'ébullition de se poursuivre. La vraie rencontre doit avoir lieu entre Botha, d'une part, Mandela et Tambo de l'autre. » Comme tous les dirigeants noirs, M. Kaunda exprime son opposition catégorique au « lien » établi par Washington entre le retrait des forces cubaines d'Angola et la poursuite du processus de « décolonisation » en Namibie. « Ce lien n'est pas prévu dans la résolution 435 du Conseil de sécurité de l'ONU. C'est un nouveau développement venu de nulle part. Seuls les Américains peuvent faire sortir la négociation de l'impasse. »

Évoquant sa prochaine visite en France, M. Kaunda juge les relations avec Paris « chaleureuses ». « Nous sommes heureux, conclut-il, que la France ait un gouvernement socialiste, car elle a un rôle important à jouer en Afrique. C'est pour cela que nous avons tenu à envoyer une délégation au dernier sommet franco-africain de Kinshasa. »

Propos recueillis par JEAN-PIERRE LANGELLIER.

(1) Successeur de M. Nelson Mandela à la présidence de l'A.N.C.

Industrie: levrai et le faux.



Il n'y a pas d'un côté des industries condamnées par une concurrence mondiale cruelle, de l'autre des industries d'avenir qui justifient tous les espoirs. Ce livre passe clairement en revue les hauts et les bas de chaque secteur industriel. Indispensable à ceux qui préparent la politique économique et à ceux qui aimeraient bien comprendre.

Flammarion

Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE

UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE spécialement destinée à ses lecteurs résidents à l'étranger

Exemplaires spécimen sur demande

هكذا من الأسفل

**PRIX
GABON 83**

**DU MEILLEUR REPORTAGE
SUR LE GABON**

1^{er} PRIX DE 50.000 F
2^{ème} PRIX DE 30.000 F

Ces prix récompenseront les meilleurs reportages photographiques ou articles publiés sur le Gabon dans la presse de langue française, sélectionnés par un Jury composé du Comité de l'Association "Les Amis du Gabon" de journalistes, écrivains et artistes.



Pour participer à la sélection 1983 :
Adresser la publication en 3 Exemplaires à
Association "Les Amis du Gabon"
30, rue Marbeuf - 75008 PARIS

E.P.E.C FORMATION

révisions intensives

C.P.E.C.F
D.E.C.S
CERTIFICATS SUP.

13 rue d'Hauteville 75010 PARIS
tel: 246.59.14

RÉSIDENTS - CLUBS
3^e AGE
Spécialiste Côte d'Azur
Cabinet INDEXA
52, rue Jean Médecin - 06000 NICE
Tél. (93) 80.98.31 (F.N.A.I.M.)

Publicité

**ÉDITEURS PUBLICITAIRES
PUBLICITAIRES
ENVISAGEONS
L'AVENIR ENSEMBLE**

Nous pouvons aider de petites ou moyennes affaires d'éditions publicitaires ou de publicité par :
Accords financiers, juxtaposition d'objets, aménagement de services ou toute autre formule apte à susciter le développement de chacun.

**SI VOUS ÊTES INTÉRESSÉS
APPELEZ 266.24.85**



British

**Deux
grandes expériences
transatlantiques pour
le prix d'une.**

British Airways et Cunard vous proposent un forfait transatlantique hors du commun. Offrez-vous une traversée à bord du navire le plus luxueux du monde, le Queen Elizabeth 2, et British Airways vous transportera gratuitement par avion au retour.

Ce forfait est valable sur toutes les 24 traversées transatlantiques du QE2 de cette année et vous pouvez choisir de faire croisière jusqu'à New York puis revenir par avion, ou vice-versa.

Prix à partir de 7150 FF.

Ce qui est bien peu si vous considérez que vous transformez ainsi un simple voyage d'affaires en un voyage d'agrément des plus mémorables.

Renseignez-vous sur cette tentante invitation en envoyant le coupon ci-dessous ou contactez votre agence de voyage.

A Cunard, 11 rue Scribe, 75009 Paris, ou téléphonez au 266 0999. Je suis tenté. Veuillez m'envoyer des renseignements complets sur le forfait transatlantique Cunard/British Airways.

Nom (En majuscules)

Adresse

British airways CUNARD

EUROPE

Turquie

Le ministre des affaires étrangères demande de la « détermination » contre le terrorisme arménien à l'étranger

De notre correspondant

Ankara. — Les obsèques de l'ambassadeur de Turquie à Belgrade, M. Belkar, victime d'un attentat le 9 mars dernier, revendiqué par un commando des « Justiciers du génocide arménien », ont eu lieu mardi 15 mars, à Ankara. A cette occasion, M. Turkmen, ministre turc des affaires étrangères, après avoir condamné une nouvelle fois cet acte à la fois « ignoble et perfide » des terroristes, a tenu à louer l'attitude du gouvernement et du peuple yougoslave qui a accueilli, a-t-il dit, l'arrestation des coupables.

« La Yougoslavie, ayant assumé consciencieusement ses responsabilités internationales, a vu, a-t-il noté, dans cette agression un acte de terrorisme visant non seulement la Turquie, mais aussi son propre territoire. » « Si tous les autres pays avaient fait preuve de la même détermination, a poursuivi le ministre, le terrorisme n'aurait pu atteindre ses dimensions actuelles. »

Se félicitant également du comportement des autres pays, tels les États-Unis et la Grande-Bretagne, le ministre devait, à ce propos, dénoncer d'autres pays qui « continuent à servir de havre aux terroristes, voire à se montrer complaisants envers eux, et où les ondes et la presse sont devenues le principal moyen de propagande qui soutient le terrorisme arménien ».

Appartenant à la même promotion que le diplomate assassiné, l'ambassadeur Alacakaptan, conseiller au ministère, a de son côté déploré l'attitude d'« un pays allié » où, a-t-il dit, « en 1945, des dizaines de milliers de collaborateurs ont été sommairement exécutés par les tribunaux de rue, mais qui est loin d'abandonner ses prétentions d'être

un apôtre de la culture et de la civilisation » et trouve encore « suffisamment de justifications pour le terrorisme arménien » (1).

La presse turque continue néanmoins de mettre en garde le peuple contre « le piège tendu par le terrorisme arménien » et déconseille toutes représailles par des méthodes identiques à celles des terroristes. Elle souligne également que les Arméniens de Turquie n'ont rien à voir dans de tels complots. — A. U.

(1) L'allusion à la France est évidente. (N.D.L.R.)

A TRAVERS LE MONDE

Angola

LE MINISTRE TCHÉCOSLOVAQUE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES a confirmé, mardi 15 mars, que l'UNITA avait bien capturé des citoyens tchécoslovaques, le 13 mars, en Angola, près de Alto-Catumbella (le Monde du 16 mars). Pour sa part, le mouvement d'opposition armée au gouvernement de Luanda a suggéré d'échanger « quelques-uns » de ces prisonniers contre sept Britanniques condamnés, en juin 1976, pour avoir combattu comme « mercenaires » contre le MPLA, aujourd'hui au pouvoir, et toujours détenus en Angola.

TROISIÈME RENCONTRE A PARIS ENTRE ANGOLAIS ET AMÉRICAINS. — Pour la troisième fois en un peu plus d'un an, Américains et Angolais s'entrevoient à Paris, depuis lundi 14 mars, du problème de l'accession à l'indépendance de la Namibie. Cette rencontre, comme les deux précédentes, est entourée de la plus grande discrétion. La délégation américaine est conduite par le sous-secrétaire d'État adjoint pour les affaires africaines, M. Frank Wisner, et celle de l'Angola par le lieutenant-colonel Alexandre Rodrigues Kito, ministre de l'intérieur.

Ces entretiens, qui entrent dans le cadre des discussions bilatérales, qui se déroulent périodiquement entre Washington et Luanda, interviennent quelques semaines après le séjour dans la capitale angolaise d'une délégation américaine conduite par M. Nicholas Platt, ambassadeur des États-Unis en Zambie.

D'autre part, le problème de la normalisation des relations entre les États-Unis et l'Angola, interrompues en 1975 à la suite de l'accession au pouvoir à Luanda d'un régime marxiste-léniniste, figure parmi les sujets abordés au cours des entretiens.

El Salvador

LES AUTORITÉS MILITAIRES ont annoncé mardi 15 mars que l'ancienne présidente de la commission des droits de l'homme salvadorienne, M^{me} Mariánella García Villal, avait été tuée lundi lors d'un affrontement entre l'armée et la guérilla, dans la région de Suchitoto.

M^{me} García Villal fait partie des vingt personnes tuées au cours de cet affrontement. Elle avait été présidente de la commission des droits de l'homme salvadorienne jusqu'à la fin de l'année 1981. Des problèmes avec les autorités salvadoriennes l'avaient alors contrainte à s'exiler au Mexique.

Gabon

APPEL D'AMNISTY INTERNATIONAL. — L'organisation humanitaire Amnesty International a demandé, lundi 14 mars, au président gabonais Omar Bongo de relâcher des « prisonniers de conscience » encore détenus en dépit de l'annonce par le gouvernement de mesures de clémence.

Sénégal

L'OPPOSITION CONTESTE LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS. — Des recours contre les résultats des élections législatives du 27 février ont été présentés à la Cour suprême du Sénégal par quatre partis d'opposition. Ces recours se fondent notamment sur la « distribution anarchique » de cartes d'électeurs, le vote sans contrôle d'identité et des entraves au contrôle du déroulement du scrutin. La Cour dispose d'un délai de dix jours pour statuer sur ces recours. — (A.F.P.)

Italie

Tribune internationale

APRÈS LE CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE

L'unité est préservée mais les inconnues demeurent

par ALBERTO JACOVIELLO (*)

A la suite du seizième congrès qui s'est tenu à Milan du 2 au 6 mars (le Monde du 3 au 6 mars), le comité central du parti communiste italien a élu le 13 mars ses organes dirigeants. M. Enrico Berlinguer reste secrétaire général. Il sera assisté de deux « coordonnateurs », titre et charge nouveaux, MM. Alfredo Reichlin et Ugo Pecchioli. M. Alessandro Natta quitte le poste de vice-secrétaire pour devenir président de la commission centrale de contrôle. Le secrétariat comprend neuf membres (contre cinq précédemment) et la direction trente-trois membres (contre trente et un), dont six appartiennent à la nouvelle génération.

M. Giancarlo Pajetta reste responsable des affaires internationales et M. Renato Zangheri, historien et maire de Bologne, est chargé des problèmes de l'Etat et des organismes locaux. M. Armando Cossutta, représentant de la ligne prosoviétique, est réélu au sein de la nouvelle direction.

Le parti communiste italien change, mais les choses changent plus vite que lui. Il y a déjà un certain temps que le parti communiste, le plus grand et le plus intelligent de l'Occident, traîne derrière la réalité, quelle que soit son avance par rapport à son propre passé et aux autres partis communistes. A cet égard, le congrès qui vient de se terminer à Milan est symptomatique à la fois des progrès accomplis et de leur insuffisance.

Prenons deux ou trois questions significatives. Le P.C.I. est le premier parti communiste européen qui a fini par admettre en son sein l'existence de courants. Le groupe qui se réfère à Cossutta est-il autre chose qu'un véritable courant à l'intérieur du P.C.I. ?

Certes, au cours de la dernière séance du congrès, Cossutta a retiré les amendements contraires au détachement vis-à-vis de l'U.R.S.S. Mais, pendant toute la campagne préparatoire au congrès, il a ouvertement agi en chef d'une minorité organisée. Chaque congrès de section ou de fédération a voté sur les positions qu'il soutenait, et lui-même les a défendues à la tribune du congrès national.

Sans faire aucune auto-critique, il n'en a pas moins été réélu membre du comité central avec Cabelloni, son camarade de courant. Sans aucun doute, c'est un pas en avant par rapport à la position des autres partis communistes et au passé du P.C.I. Mais, en même temps, il retarde sur la réalité intérieure du P.C.I. et sur la réalité italienne. En ce qui concerne la première, ce n'est pas un mystère que Cossutta n'est pas le seul à penser différemment de Berlinguer. Sur bien des points importants, beaucoup d'autres dirigeants du P.C.I. pensent autrement que leur secrétaire général.

Parlons de la question centrale : le détachement de l'U.R.S.S. Le P.C.I. est le seul parti occidental qui l'ait codifié dans une série de documents officiels et dans la motion de conclusion du congrès. Par rapport à son propre passé et par rapport à d'autres partis communistes, par exemple le parti français, c'est un énorme pas en avant. Mais n'y est-il pas parvenu avec un retard non moins énorme sur l'orientation même de ses militants, dont 5 % seulement se sont prononcés pour le maintien du lien avec l'U.R.S.S. ? S'il l'avait fait beaucoup plus tôt, la situation italienne serait peut-être bien différente.

Une autre question : l'alternative démocratique. C'est un grand progrès par rapport aux tendances à privilégier l'entente avec la démocratie chrétienne (compromis historique) en laissant le parti socialiste sur les marges. Mais c'est aussi un choix qui contraste avec l'orientation des électeurs dans deux pays-clés d'Europe, l'Allemagne de Bonn et la France.

Le congrès de Milan s'est-il donc joué un pas en avant, un pas en arrière ? Il serait injuste et faux de le soutenir. Jamais comme à Milan, on n'a pu voir ce grand parti autant contraint de subir les insuffisances dont souffre la gauche non communiste dans cette période historique. Les journaux italiens ont reproché au parti de Berlinguer de n'avoir pas nettement choisi un programme crédible pour faire sortir l'Italie de la crise. C'est un reproche sans générosité.

Quelle autre force de gauche, en effet, non seulement en Italie, mais en Europe, dispose d'un tel programme ? En vérité, c'est juste au moment où le P.C.I. se rapproche avec le plus de conviction des positions du secteur de la gauche socialiste qu'il montre la même insuffisance, la même faiblesse de programme. Les partis socialistes et sociaux-démocrates européens peuvent dépasser ce moment particulièrement difficile dans la perspective d'une alternative qui est dans la tradition historique de leurs pays. Il n'en va pas de même pour le P.C.I., car l'Italie n'a pas de tradition du gouvernement de gauche. Il est donc nécessaire d'élaborer une clarification capable de conquérir la majorité et d'aller au-delà des vieux préjugés contre les communistes.

Est-ce possible ? Et quand ? Le congrès de Milan n'a pas résolu ces questions. Et il ne pouvait pas le faire, compte tenu du fait que, même si l'intervention de Craxi au congrès a été constructive, les socialistes italiens n'ont pas du tout abandonné leur stratégie qui, avant toute alliance avec les communistes, suppose un rééquilibrage des forces en faveur des socialistes.

On a fait au P.C.I. un autre reproche peu généreux, celui d'avoir peu innové en matière de démocratie interne. Les progrès en ce sens ont été réalisés avec l'acceptation des amendements d'Ingrao sur la transparence du débat, ce qui élimine l'obsession du secret qui caractérisait jusqu'à présent les partis communistes. En second lieu, il y a une stricte connexion entre le ligne du programme du P.C.I. et la démocratie interne. On ne peut séparer les deux problèmes. Si le P.C.I. avait été en mesure de présenter à Milan une plate-forme politique crédible, les innovations sur le terrain de la démocratie interne auraient été sans aucun doute plus larges. Cela pour la simple raison qu'une plate-forme politique crédible entraîne toujours avec soi la grande majorité du parti et qu'il n'y a donc pas à redouter d'éventuelles divergences au sommet.

Tel n'a pas été le cas du groupe dirigeant de Milan. Pour faire avancer la démocratie en son sein, le P.C.I. aurait dû avoir la capacité et la possibilité d'indiquer une ligne politique claire et, en définitive, de remplacer le mythe de l'U.R.S.S. par des propositions susceptibles de présenter le parti lui-même comme une force réelle de gouvernement. Cela ne s'est pas produit, au contraire.

Dans ces conditions, tout l'effort de Berlinguer a résidé dans la tentative de trainer les poussées centrifuges en espérant préserver l'unité du grand corps du parti. A Milan, il y est parvenu. Pour la suite, toutes les inconnues demeurent. Non pas seulement les inconnues du P.C.I., mais celles désormais de toute la gauche italienne et européenne.

(*) Membre du parti communiste italien, éditorialiste à la Repubblica.

Pyongyang

Edouard

LE RO

Histoire du ter

intern

est Corio

quent l'O.L.F

ges, la bo

paye ? C

qui profite

enquête

airante

P

ASIE

Séoul, Pyongyang et le jeu des amitiés compromettantes

De notre envoyé spécial

Pas de cinquante mille militaires américains et sud-coréens ont participé le mardi 15 mars à un exercice de débarquement au sud de Séoul. Ces manœuvres conjuguées, les plus importantes depuis la fin de la guerre de Corée en 1953, ont provoqué de vives réactions à Pyongyang, où une manifestation de protestation avait été organisée lundi.

Récemment invité par le gouvernement de Séoul, Alain Jacob expose les problèmes des relations entre les deux Corées tel qu'il est présenté dans la capitale sud-coréenne.

Séoul. — On s'habitue à tout, y compris, semble-t-il, à cette incroyable tension qui règne à la limite entre les deux Corées. Paradoxalement, cette zone dite « démilitarisée » est l'une de celles dans le monde où existe la plus forte concentration de moyens militaires. De part et d'autre de cette ceinture qui court d'une côte à l'autre de la péninsule, des centaines de milliers d'hommes se font face, appuyés sur leurs arrières par d'impressionnantes dispositifs. De multiples fortifications antichars et autant de contrôles militaires coupent la route de Séoul à Pannamjon — une quarantaine de kilomètres environ — qui monte vers ce qu'on appelle ici « la ligne de front ».

Au cœur de ce système, dans la zone dite « de sécurité conjointe », on respire l'atmosphère raréfiée d'un lieu où la moindre étincelle pourrait être fatale. C'est en principe le point de rencontre de la « commission militaire d'armistice », où Américains — au nom des Nations unies — d'une part, Nord-Coréens et Chinois de l'autre, ont de régulières entrevues.

En dehors des rencontres, qui ne peuvent être qu'officielles, un militaire américain, installé côté sud sur une plate-forme construite à cet effet, observe en permanence, jumelles et télescope à portée de la main, le bâtiment où les Nord-Coréens ont établi leur quartier général et d'où l'observation n'est pas moins vigilante et permanente. Le visiteur est prié d'éviter tout geste incongru, de ne pas élever la voix même, de peur de provoquer d'imprévisibles réactions. On pense aux écrivains qui, dans les zones interdites d'accès les fauves.

Pour bien vous persuader que ceci n'est pas une plaisanterie, on vous rappelle qu'en août 1976 une affaire d'« étiquette » s'est soldée par la mort de deux officiers américains tués par des soldats nord-coréens. Les B-52 avaient alors survolé Pyongyang, et la porte-avions *Midway* avait pris position dans le port de Pusan.

L'autre paradoxe est qu'une quinzaine de milliers de touristes passent par là chaque année — et sept mille côté Nord — mais beaucoup plus contrôlés que chez nous », assure-t-on au Sud — et que lorsque les sirènes ont retenti le 25 février dernier, vers 11 heures du matin, précisément parce qu'un Mig-19 nord-coréen venait de pénétrer dans l'espace aérien du Sud, aucune voiture ne s'est arrêtée dans les rues et personne n'a songé à courir aux abris. Fausse alerte : le pilote n'était qu'un transfuge aux intentions les plus pacifiques. Mais l'incident est révélateur. Si le danger d'une attaque venue du Nord, flit-

elle limitée, reste un thème constant du discours officiel — « Nous ne devons pas oublier que nous sommes en guerre, l'armistice n'est pas la paix », — ce n'est pas l'objet d'une inquiétude très vive dans la population.

Croit-on beaucoup plus à la « réunification » du pays, cet objectif présenté comme aussi essentiel à Séoul que la récupération de l'Alsace-Lorraine a pu l'être à Paris entre la guerre de 1870 et celle de 1914-1918 et qui fait l'objet d'une « éducation » attentive des jeunes générations ? Le moins qu'on puisse dire est que le sujet ne vient pas au premier plan de ceux qu'on aborde, en dehors des cercles gouvernementaux, dans les conversations courantes où on laisse volontiers entendre, sans se donner des allures d'ironiste, que la priorité devrait être accordée à une démocratisation de la vie politique au Sud plutôt qu'au rêve d'une hypothétique réunification.

La solution allemande ? Plus nouveau est le fait que dans des bureaux adjacents à la Maison bleue — la résidence sévèrement gardée du président Chun — on admet à peu près ouvertement aujourd'hui que l'unification du pays reste un vœu « ultime », sa réalisation est assez improbable dans l'avenir prévisible pour que d'autres solutions soient activement recherchées. C'est dans cet esprit que la notion des « reconnaissances croisées » — les alliées de la Corée du Nord établissant des relations diplomatiques avec Séoul tandis que ceux de la Corée du Sud en feroient autant avec Pyongyang — a fait de considérables progrès depuis un an et quelque. La solution allemande, alors, « une nation, deux États » ? On s'en défendait énergiquement il n'y a pas si longtemps dans la capitale sud-coréenne, comme d'une formule qui ne pourrait que consacrer la division du pays. On insiste encore aujourd'hui sur les « différences histo-



riques » — les Allemands de l'Ouest et de l'Est ne se sont pas battus entre eux comme les Coréens du Nord et du Sud, — mais on admet sans trop de difficultés que le résultat ne serait pas loin d'être identique.

A partir de cette constatation pratique, deux voies d'approche se dessinent. La plus flexible se réfère aux propos du président Chun lui-même qui, en janvier 1982, avait offert de rencontrer son homologue du Nord, le maréchal Kim Il Sung, quand il voudrait, où il voudrait et sans condition préalable, y compris même dans le respect des « engagements internationaux » respectifs de chacune des deux parties, c'est-à-dire du Sud avec les États-Unis mais aussi du Nord avec ses alliés socialistes. Si l'unification est un mythe, le dialogue ne devrait pas être impossible, n'est-ce pas déjà pris forme en 1972 et à un moindre degré en 1980, — et le Sud doit être prêt à s'y engager lorsque le Nord donnera le moindre signe qu'il y est disposé.

De tels contacts aboutiront-ils ? L'important est d'essayer, toute réduction de la tension le pouvant qu'être bénéfique aux deux parties du pays. Si l'on sait que la Corée du Sud, aux prises avec de préoccupantes difficultés économiques, consacre plus de 6 % de son produit national brut à des dépenses militaires totalement stériles, l'argument ne manque pas de poids, et trouve de puissants échos, notamment parmi les jeunes technocrates qui tentent aujourd'hui de freiner l'inflation et de mettre la jeune industrie sud-coréenne en mesure de faire face à un environnement international de plus en plus défavorable que celui dans lequel elle s'est brusquement développée.

Encore faudrait-il, pour qu'un quelconque dialogue intercoréen puisse s'établir, qu'un minimum de bonne foi soit présumé de part et d'autre, qu'il soit clair que des deux côtés on ne cherche pas à jouer des épreuves intérieures subtiles par le partenaire. Cela vaut pour le Sud comme pour le Nord, et ce n'est pas en basard si les timides contacts entamés en 1980 furent interrompus après les émeutes sanglantes de Kwangju, de loin l'événement le plus déstabilisateur pour le régime du président Chun depuis qu'il a pris la succession du président Park.

C'est la raison pour laquelle les tenants d'une autre approche, également dans le proche entourage du président sud-coréen, écartent l'idée de contacts, à leur sens dénués de signification, voire dangereux, avec un régime nord-coréen dont l'objectif ne serait que l'« unification » du pays sous le signe du communisme et par la voie de la subversion, sinon d'une guerre de « libération nationale ». N'est-ce pas là, disent les tenants de cette seconde école, la logique d'un régime pour lequel la Corée du Sud est actuellement soumise à l'oppression de l'impérialisme américain ?

Doit-on pour autant se satisfaire du statu quo ? Non, répondent les mêmes interlocuteurs ; remarquablement méliant à l'égard de pays tiers qui, comme la France, songeraient à favoriser un dialogue avec le Nord, ils reprochent en même temps à d'autres pays, comme le Japon, de se contenter un peu trop volontiers de la situation présente. A entendre ceux-là, on pourrait dire que si Pyongyang souhaite vivement obtenir la reconnaissance de pays occidentaux, Séoul cherche avec plus d'ardeur encore peut-être à obtenir celle de pays socialistes.

Là, nous sommes au-delà des discours et de la propagande musclée du « ministère de la réunification nationale ». Car la diplomatie sud-coréenne s'emploie de la manière la plus active à tisser des liens — d'amitiés inévitablement compromettantes — avec des capitales théoriquement alliées exclues du Nord. C'est ainsi qu'on fait grand cas du passage à Séoul, en 1982, de plusieurs personnalités soviétiques, il est vrai dans le cadre de rencontres internationales. De même, des Sud-Coréens, dont les spécialités n'avaient rien à voir avec le sport, ont pu se rendre à Moscou dans le cadre de la préparation des Jeux olympiques de 1980 et y ont en de fort intéressantes conversations.

Côté chinois, les choses sont plus délicates. Pyongyang a pris sérieusement ombrage, l'an dernier, du florissant commerce qui se développait, via Hongkong, entre la Corée du Sud et la Chine populaire. Il y a eu remontrances, et l'on s'est rapidement rendu compte à Séoul que les échanges — qui avaient dépassé en 1981 le niveau record de quelque 300 millions de dollars — s'en ressentiraient fortement. La visite du président Kim Il Sung à Pékin, en septembre dernier, était censée témoigner que ce usage dans les relations sino-nord-coréennes avait été dissipé. Peut-être pas pour très longtemps si l'on en juge par l'accord conclu postérieurement à cette visite — en décembre 1982, semble-t-il, et par les voies les plus discrètes, — qui autorise désormais les avions civils chinois à traverser l'espace aérien sud-coréen sur la ligne Pékin-Tokyo. Quant aux échanges commerciaux, ils ne sont pas restés très longtemps, paraît-il, au point mort, et les auto-

rités chinoises ne font aucune objection à ce que des passagers sud-coréens venant de Séoul via Tokyo transitent à l'aéroport de Pékin sur la route du Proche-Orient.

Tout cela fait partie d'une stratégie de contacts qui n'en est qu'à ses débuts. Les étapes suivantes sont déjà jalonnées. L'Union interparlementaire doit se réunir à Séoul à l'automne prochain. Le Fonds monétaire international doit y tenir conférence en 1985, et les travaux sont déjà très avancés pour y accueillir, en 1986, les Jeux asiatiques et, deux ans plus tard, les Jeux olympiques. Autant d'occasions — en l'on y compte fermement dans la capitale sud-coréenne — d'accueillir avec tous les égards voulus les représentants de pays comme l'U.R.S.S. ou la Chine, ainsi que de leurs alliés.

Se peut-il que de tels contacts ne conduisent pas à une normalisation progressive des relations avec les mêmes pays ? A Pyongyang, en tout cas, d'en tirer la leçon et de constater que des deux Corées, celle du Sud n'est pas la plus isolée. A terme — mais combien lointain — si des « reconnaissances croisées » devaient suivre, cela ne pourrait-il pas favoriser des contacts entre diplomates des deux régimes dans les capitales où ils auraient l'occasion de se côtoyer ? Vigilants et fidèles protecteurs de la Corée du Sud, les États-Unis ne viennent-ils pas de donner l'exemple en autorisant leurs propres diplomates à adresser la parole à manifestants quelque courtois même, aux représentants nord-coréens qu'ils peuvent rencontrer dans les réceptions de Pékin, de Moscou et d'ailleurs ?

De telles tactiques peuvent être positives dans la mesure où elles parviennent à « apprivoiser » Pyongyang, à ouvrir des voies d'accès vers un régime nord-coréen qui a aujourd'hui quelques raisons de se sentir vulnérable. On parle beaucoup à Séoul — non sans quelques éléments de preuve — des difficultés intérieures que traverse la Corée du Nord, en particulier les résistances que rencontre la désignation de M. Kim Jong Il comme héritier du pouvoir quasi absolu dévolu par son père. Le contexte international n'est pas beaucoup plus favorable et l'éventualité d'une normalisation, si son d'un rapprochement, entre la Chine et l'U.R.S.S. ne peut que restreindre encore les possibilités d'action d'une diplomatie nord-coréenne qui a longtemps joué de l'hostilité entre ses deux grands voisins communistes.

Les plus sages, à Séoul, admettent que cette situation doit plutôt inciter à la prudence et que le moment est moins venu que jamais de se livrer à de quelconques « provocations », dont Pyongyang pourrait prendre prétexte pour s'engager dans une aventure, risquée peut-être, mais de nature à réactiver les rangs autour du « père de la nation » — et de son successeur désigné.

ALAIN JACOB.

LE SOUFFLE DES GRANDS ROMANS POPULAIRES

Alexis Lecaye
LA VOYANTE LE BAGNARD ET L'ESPION
roman

... Une voyante, un bagnard, un espion : voilà de fameux compagnons qui vous en feront voir, dans le bon sens de l'expression, de toutes les couleurs !

384 pages - 74 F

FAYARD

Jean-Pierre Énard (VSD)

Edouard Sablier

LE FIL ROUGE

Histoire secrète du terrorisme international

Qui est Carlos ? Quels rôles jouent l'O.L.P., les Brigades rouges, la bande à Baader ? Qui paye ? Qui commande ? A qui profite le crime ? Une enquête minutieuse et éclairante.

PLON



Un peu d'humour électoral...

Dans 17 arrondissements de Paris et dans 439 villes de Province.

Chaussures BALLY

VOUS CHERCHEZ UN PIANO ?

LOCATION DEPUIS 250 F/mois (région parisienne)

VENTE DEPUIS 298 F/mois (sans apport ni caution)

Livr. gratuite dans tte la France

26 MARQUES REPRÉSENTÉES

Garantie jusqu'à dix ans

Ouv. du lundi au samedi 9 h-19 h



75 BIS, AV. DE WAGRAM, 17^e

227-88-54/763-34-77

Pâques-été 83



Vos enfants à l'étranger ? Pas avant d'avoir lu notre guide-conseil : tout sur les vacances et stages linguistiques EuroLangues de pays étrangers.

EUROLANGUES

Je désire recevoir GRATUITEMENT et sans engagement le guide-conseil

Nom : Prénom : Adresse : Code postal : Ville : Pays : (France, Belgique, Pays-Bas, Allemagne, Espagne, Italie, etc.)

هك من الان

PROCHE-ORIENT

Washington a exposé à M. Shamir de « nouvelles idées » sur le problème libanais
De notre correspondant

Washington - « Nous sommes plus proches d'une solution », a dit le ministre israélien des affaires étrangères, M. Shamir, en quittant Washington mardi 15 mars, après trois jours d'entretiens intensifs avec les dirigeants américains. Sa remarque se fonde sur de « nouvelles idées » qui lui ont été exposées à la Maison Blanche et au département d'Etat.

Il s'agit, en fait, de nouvelles promesses pour inciter Israël à évacuer totalement le territoire libanais. Les Etats-Unis accepteraient de s'engager davantage : physiquement (par un largage de leur force de paix) et financièrement (par un accroissement de leur aide au gouvernement de Jérusalem). Ils seraient prêts aussi à former des unités spéciales de l'armée libanaise pour lutter - sans le concours des forces israéliennes - contre un regain de « terrorisme palestinien » dans la région.

Est-ce suffisant pour Israël ? M. Shamir a refusé de se prononcer en public, promettant de transmettre ces « idées » à son gouvernement. Des idées en pointillé, précisément, du côté américain : elles sont susceptibles d'être complétées ou remaniées.

M. Shamir avait jeté un froid, au cours de son séjour, en déclarant que le Liban ne serait pas capable avant « deux ou trois ans » d'assurer seul la sécurité de son territoire. Cela suggérerait l'établissement de patrouilles mixtes israéliennes ou d'autres formules tout aussi inacceptables au gouvernement de Beyrouth. « Des difficultés majeures subsistent », déclarait le ministre des affaires étrangères,

M. Elie Salem, également présent dans la capitale américaine. L'administration Reagan a expliqué à M. Shamir qu'elle veut concilier la sécurité d'Israël et la souveraineté du Liban. Mais que le premier souci ne peut être sacrifié au second. Ses propositions de paix se fondent sur une évacuation de toutes les troupes étrangères : seul un retrait total et définitif de l'armée israélienne peut permettre un retrait syrien et ouvrir alors la porte à des négociations sur la question palestinienne, avec le concours de la Jordanie.

En venant à Washington, M. Shamir avait plusieurs objectifs. L'un d'eux était d'atténuer la tension entre les deux capitales, et il a été atteint. Quoique difficiles et très serrées, ces discussions se sont terminées par un climat plutôt cordial. Un autre objectif était de « brûler » les envoyés spéciaux des Etats-Unis au Proche-Orient, MM. Habib et Draper, en s'adressant directement au sommet. Cela a été un échec. Le langage tenu à Washington était le même que celui des deux émissaires.

Les résultats - encore difficiles à évaluer - de la visite de M. Shamir devaient théoriquement assouplir la position du gouvernement israélien. Soit que la détermination américaine sur la souveraineté du Liban oblige les « durs » de Jérusalem à se montrer plus conciliants, soit que les « nouvelles idées » de l'administration Reagan intéressent M. Begin, qui se battrait alors pour les rendre plus généreuses. Mais on pense à Washington qu'une solution définitive demandera encore du temps.

R. S.

Quatre soldats italiens et trois « marines » ont été blessés à Beyrouth

Beyrouth (A.F.P.). - Trois militaires américains appartenant au contingent des « marines » de la force multinationale à Beyrouth ont été blessés mercredi matin 16 mars par l'explosion d'une grenade jetée sur eux par des inconnus dans le secteur de l'aéroport de Beyrouth. Les trois hommes faisaient partie d'une unité qui effectuait une patrouille de routine à pied dans la région de collines qui sépare l'aéroport de Beyrouth de la banlieue côtière d'Ouzai.

Mardi soir, quatre militaires italiens avaient été blessés, dont deux grièvement, par des inconnus qui ont ouvert le feu contre une patrouille italienne motorisée de la force multinationale dans la région de Borj-Al-Barajneh (banlieue sud).

Les correspondants de presse en poste au Sud-Liban rapportent, d'autre part, que deux soldats isra-

éliens ont été blessés mardi dans une embuscade tendue à une patrouille militaire à proximité du camp de réfugiés de Raichidieh, sur la route côtière Safra-Ty.

A Tripoli, dans le nord du Liban, la situation est demeurée tendue mardi à la suite des accrochages entre une organisation islamique et des miliciens du parti communiste libanais qui avaient fait trois morts lundi.

Selon l'Agence nationale d'information (officielle), une personne a été blessée mercredi par des tirs. La radio « la Voix du Liban », organe du parti des Katabeh (Phalanges), a affirmé pour sa part que les échanges de tirs ont fait, mardi, trois tués. Des roquettes ont, d'autre part, été tirées sur une permanence du parti communiste dans la ville.

Le général Moshe Levi est nommé chef d'état-major de l'armée

De notre correspondant

Jérusalem. - Le gouvernement a approuvé le 15 mars la nomination du général Moshe Levi pour remplacer à la direction de l'état-major, à partir du 14 avril prochain, le général Raphaël Eytan.

La commission d'enquête sur le massacre de Sabra et de Chatila avait indiqué qu'elle était parvenue à de « graves conclusions » à propos du général Eytan, qui, selon elle, « aurait dû savoir et prévoir... ». Mais, soulignant qu'il devait bientôt terminer son mandat, la commission avait jugé « suffisant » de « déterminer » les « responsabilités » du général Eytan, « sans autre recommandation », c'est-à-dire que, formellement, le général Eytan échappait à une sanction immédiate comme celle qui était infligée au ministre de la défense, M. Ariel Sharon, et à deux autres chefs militaires, le général Yehoshua Saguy, directeur des renseignements militaires, et le général Amos Yaron, commandant du secteur de Beyrouth au moment du massacre. Ces derniers ont été relevés de leurs fonctions et attendent actuellement une nouvelle affectation. Ils devraient conserver leur rang.

Le général Eytan, que M. Begin appelait avec admiration « le soldat des soldats », restera sans doute célèbre dans les chroniques de l'armée israélienne pour avoir été le premier chef d'état-major à occuper aussi longtemps son poste (cinq ans) sans mandat ayant été prolongé d'un an à deux reprises) et pour avoir soutenu avec éclat la politique du gouvernement, notamment en justifiant la colonisation des territoires occupés. Il a fait de nombreuses déclarations dans ce sens, soulevant ainsi de vives critiques de la part de l'opposition. La plupart des observateurs israéliens notent avec intérêt que le nouveau ministre de la défense, M. Moshe Arens, en choisissant le général Levi, un personnage jusqu'à présent fort réservé, confirme quelque peu ses propres orientations. Il a écarté deux autres candidats au passé plus prestigieux, le général Dan Shomron, qui s'était illustré en menant l'opération pour libérer les otages de l'Aïrbus d'Entebbe, et le général Avigdor Ben Gai, qui avait la préférence du général Eytan pour sa succession et qui s'était fait remarquer pour ses opinions très proches de celles de la majorité gouvernementale.

M. Arens, de toute évidence, veut ramener dans l'armée et mettre fin à une période assez agitée et troublée sous la direction de son prédécesseur, M. Ariel Sharon. Le ministre,

seul qui, après une longue polémique, avait tenté de faire adopter à la Knesset une loi d'exception leur permettant de prolonger encore leur mandat, alors qu'ils étaient en poste depuis près de dix ans. Le grand rabbin Goren était un personnage fort contesté dans les milieux laïques et dans l'opposition, car il était l'un des tenants de la religion dans la vie publique et politique et un fervent défenseur des orientations du gouvernement de M. Begin, prônant notamment la colonisation des territoires occupés. De l'avis de nombreux laïques, qui s'inquiètent de l'évolution des institutions israéliennes de plus en plus marquées par un mouvement national religieux, les deux nouveaux grands rabbins sont ni moins aussi « ultra-orthodoxes », si non intégristes, que leurs prédécesseurs. Sur le plan religieux et sur le plan politique, le nouveau grand rabbin seferade est souvent considéré comme un « super-faoucon », alors que M. Yossef, qu'il remplace, était, dans ce domaine, beaucoup plus modéré.

FRANCIS CORNU.

Un technicien discret

De notre correspondant

Jérusalem. - « Moshe at dani », tel est le surnom qui, selon la tradition familiale de l'armée israélienne, a été attribué au général Moshe Levi en raison de sa grande taille. C'est bien là l'un des seuls signes particuliers du nouveau chef d'état-major, qui ne se distingue guère que par sa discrétion, qualité hautement appréciée par le ministre de la défense, M. Moshe Arens, qui, contrairement à son prédécesseur, M. Ariel Sharon, n'aime guère les éclats.

On recherche vainement dans la biographie de ce général ce qui pourrait précéder son « profil » ; si ce n'est qu'il est le premier « oriental » (seferade) nommé à la tête de l'armée israélienne. Il est, en effet, d'origine irakienne, son père, épicière avant de posséder un magasin d'habillement, a été installé en 1933 en Palestine. Le général Levi a été longtemps lié à un kibboutz dépendant du MAPAM, parti de l'aile gauche du front travailliste. Il n'est donc pas à priori un homme du régime de M. Begin, ce qui peut paraître assez troublant.

Agé de quarante-sept ans, le général Levi est né à Tel-Aviv. En 1954, il effectue son service militaire dans une unité d'élite célèbre, la « brigade Golani ». Parachutiste, il participe à la première campagne du Sinaï en 1956 dans un bataillon alors commandé par celui qu'il remplacera aujourd'hui, le général Raphaël Eytan. Il se trouve ainsi mêlé à la bataille du col de Mitla, qui restera, au regard des pertes subies, une « aventure » longtemps reprochée au général Eytan, responsable de l'attaque.

Trois ans, il obtient un poste à l'état-major, qu'il ne quittera qu'en 1967, durant la guerre de six jours, pour combattre à nouveau dans la Sinaï, puis sur le Golan, et, en 1968, sur la « front » du Jourdain, lorsque l'armée israélienne repousse les infiltrations palestiniennes dans la vallée, et mène des opérations de rapatriement en Jordanie contre les « sanctuaires » de

l'O.L.P., avant que cette organisation ne soit chassée par le roi Hussein.

Revenu à l'état-major, ce stratège appliqué et studieux est nommé chef des opérations en 1973, à la veille de la guerre du Kippour. Quatre ans plus tard, à trente-neuf ans, il reçoit sa deuxième étoile pour être commandant de la région militaire « centre » et, à ce titre, est en partie chargé du maintien de l'ordre en Cisjordanie. En 1981, il retourne une nouvelle fois à l'état-major, dont il est le chef adjoint. Le général Levi possède une licence d'économie et d'histoire de l'Israël. Il parla arabe.

C'est un technocrate, un « professionnel », comme disent les Américains, ce qui le rapproche du nouveau ministre de la défense qui, lui aussi, porte cette étiquette - M. Arens, c'est une rare exception en Israël, n'a, en effet, pas de passé militaire. Le général Levi n'a pas été souvent un homme de terrain et n'a rien d'un baroudier. Sa carrière n'a pas été remplie de faits d'armes de légende comme l'ont été celles de beaucoup de ceux qui ont occupé les mêmes fonctions avant lui. Quelles sont ses opinions ? Peu de gens le savent. Même ceux qui le connaissent très bien restent perplexes et sortent en peine pour relever la moindre déclaration significative de sa part. Il n'est apparemment pas du genre à faire des commentaires controversés, voire « politiques » comme on l'a souvent reproché aux généraux « Motta » Gur et Raphaël Eytan, ces deux derniers chefs d'état-major. Il semble même n'avoir jamais pris position ouvertement dans les nombreuses polémiques qui opposent fréquemment les officiers supérieurs au sujet d'affaires intérieures à l'armée. Mais il est vrai que, avant d'être nommé chef d'état-major et de devenir un partisan déclaré de la politique du gouvernement de M. Begin, le général Eytan avait, lui aussi, la réputation d'être très silencieux... F. C.

L'AGITATION DANS LES TERRITOIRES OCCUPÉS

L'armée a renoncé à ouvrir systématiquement le feu

De notre correspondant

Jérusalem. - Est-ce l'une des conséquences du remplacement de M. Ariel Sharon par M. Moshe Arens au ministère de la défense ? De nombreux Israéliens le pensent : l'armée et la police des frontières, unité spécialisée dans le maintien de l'ordre, ont fait preuve d'une relative retenue devant la vague d'agitation qui s'est produite ces dernières semaines en Cisjordanie. Les soldats israéliens ont montré qu'ils pouvaient disperser les manifestants (seulement armés de pierres ou plus rarement de cocktails Molotov) sans faire un usage systématique de leurs armes. Ils ont su utiliser d'autres

moyens, par exemple un canon à eau. N'était l'action de certains colons israéliens qui, eux, ont toujours la détente facile et ont récemment blessé deux personnes, il n'y a pas eu pour l'instant d'incidents aussi graves que l'an passé.

Cependant, sous l'autorité de M. Arens, qui est un farouche partisan de la colonisation des territoires occupés, les militaires israéliens continuent d'employer les mêmes méthodes de punition collective au moindre désordre : couvre-feu, sanctions contre des commerçants, fermeture des établissements scolaires. - F. C.

« Le roi Hussein de Jordanie dirigera la délégation du comité des sept » de la Ligue arabe qui doit avoir, le 18 mars, des entretiens avec le premier ministre britannique, Mme Thatcher, et le secrétaire au Foreign Office, M. Francis Pym, a annoncé dimanche 13 mars le Foreign Of-

fice. C'était le roi Hassan II du Maroc qui devait conduire la délégation.

Selon des sources diplomatiques arabes, c'est le roi du Maroc qui a demandé au souverain haïmémite de le remplacer à la tête de la délégation. (A.F.P.).

Iran

Une confirmation à Téhéran

TRENTE DIRIGEANTS COMMUNISTES ONT ÉTÉ ARRÊTÉS EN FÉVRIER

Téhéran (A.F.P.). - Trente membres dirigeants du Toudéh, le parti communiste iranien, ont été arrêtés au début du mois de février pour « espionnage au profit du K.G.B. », a confirmé le mardi 15 mars l'organe du parti au pouvoir en Iran, République islamique. A l'exception du nom du secrétaire général du Toudéh, M. Nourouddine Kianouri, aucune précision n'avait été donnée jusqu'à présent par les autorités judiciaires ni sur le nombre ni sur l'identité des membres du P.C. iranien arrêtés le 5 février (le Monde des 8 et 10 février).

De plus, certains dirigeants iraniens, notamment M. Ali Akbar Velayati, ministre des affaires étrangères, avaient démenti qu'une puissance étrangère soit impliquée dans cette affaire. République islamique réaffirme mardi que les motifs de ces arrestations sont : « Relations avec le K.G.B. pour l'échange d'informations secrètes, possession de faux passeports pour la fuite du pays en temps opportun et possession de fausses cartes d'identité pour la clandestinité ».

« Trente personnes ont été arrêtées », écrit le journal, dont sept sont des dirigeants importants du Toudéh : MM. Nourouddine Kianouri, le secrétaire général, Mohammad Ali Anousi, Taghi Karamanesh (président du parti), Abou Toran Bagherzadeh et MM. Chaltouki, Zolghadr et Harzi.

Plusieurs de ces personnes étaient des officiers de l'armée arrêtés par le régime du chah en 1953-1954 et condamnés à de lourdes peines de prison. Ils n'avaient été libérés qu'à la fin de l'année 1978, peu avant le renversement du régime.

« L'accusation d'espionnage ne concerne d'ailleurs pas toutes les personnes arrêtées », affirme République islamique, ajoutant qu'il « faut noter qu'ils ne sont pas arrêtés en tant que membres du Toudéh, car ce dernier pourra continuer ses activités normalement s'il respecte les conditions fixées par la loi ».

[On indique dans les milieux de l'émigration à Paris que l'épouse et la fille de M. Kianouri figurent parmi les personnes détenues. Certains dirigeants du parti ayant échappé à l'arrestation, leurs femmes auraient été prises en otages.]

CORRESPONDANCE

L'IRAK ET LA GUERRE DU GOLFE

A la suite de l'article publié dans le Monde daté 6-7 février, sous le titre « Dual sans merci dans le Golfe », M. Mohammed S. El Maschati, ambassadeur d'Irak, nous a adressé, le 2 mars, une lettre dont nous publions les extraits suivants :

Votre collaborateur note qu'en juin 1982 « six ministres ont perdu leur portefeuille... » et il fait état d'une « rumeur » selon laquelle cette modification du gouvernement s'expliquerait par un prétendu « malaise » au sein de l'équipe au pouvoir. Faut-il rappeler que les remaniements ministériels sont monnaie courante au sein de tous les gouvernements du monde, et que le changement de quelques ministres pour des raisons techniques ne signifie pas obligatoirement un « malaise ». Je rappellerai de surcroît qu'il est fréquent que des personnalités du gouvernement quittent le ministère pour exercer d'importantes fonctions au sein des directions régionales ou nationales du parti Baas. C'est notamment le cas de M. Tayeb Abdel Karim qui, selon votre collaborateur, aurait été exécuté, alors qu'il exerce maintenant ses fonctions au sein du commandement national du parti. (...) Seul l'ancien ministre de la santé a été jugé et exécuté pour avoir été la cause principale de la mort de dizaines d'Irakiens.

[Il s'agit de Dr Kaid Ibrahim Hassan, écarté du gouvernement en juin 1982 avec cinq autres ministres, dont celui de pétrole, M. Tayeb Abdel Karim. L'arrestation de M. Ibrahim Hassan n'a été rendue publique que quatre mois plus tard par le président Saddam Hussein, qui a affirmé que l'ancien ministre de la santé, qu'il a qualifié de « traître », avait été exécuté pour « avoir autorisé l'importation d'un médicament ayant entraîné la mort de milliers », tout en sachant que ce médicament avait des « effets secondaires mortels ».]

Futurs diplômés d'Études Supérieures

ASSUREZ VOTRE AVENIR



Salon du des Jeunes Diplômés

du 22 au 25 mars 1983

17, boulevard Saint-Jacques 75014 PARIS

organisé sous l'égide de la
Confédération des Bureaux d'Élèves des Grandes Écoles de France

RENCONTRER POUR DIALOGUER

BNP, BOUYGUES, CAP SOGETI LOGICIEL, CAP SOGETI SYSTÈMES, CITROËN, CRÉDIT LYONNAIS, GROUPE DISCO, E.D.F.-G.D.F., FACOM, FRAMATOME, GENERAL MOTORS FRANCE, HEWLETT PACKARD, IBM FRANCE, INDOUEZ, PTT, RENAULT, GROUPE ROUSSEL UCLAF, SACLOR, SCHLUMBERGER, SEP, SLIGOS, SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, TECHNIP, THOMSON-CSF, TRÉFICABLE PIRELLI, GROUPE VALLOUREC...

DIALOGUER POUR S'INFORMER

Activités, perspectives, premières affectations, évolution et carrières, responsabilités, organisation interne, rémunérations, chiffres d'affaires, investissements, recherche et développement, techniques, profits, dirigeants...

S'INFORMER POUR CHOISIR

Secteur, Entreprise, Filières commerciales, Études et Recherches, Production, Gestion, Finance, Management, Export, Informatique, Paris-province, Étranger...

Les entreprises s'engagent à répondre à toutes vos questions sur le SALON DU PREMIER EMPLOI DES JEUNES DIPLOMÉS.

Venez les rencontrer, l'entrée libre et gratuite.

مكيان العرب

AMÉRIQUES

Etats-Unis

LA VISITE DE M. ANICET LE PORS « Comment dites-vous ? Un communiste ? »

De notre correspondant

Washington. — « Comment dites-vous ? Le Pors ? Un communiste ? » Ce haut fonctionnaire américain fait la surprise. Il est parfaitement au courant de la prochaine venue aux Etats-Unis de M. Anicet Le Pors, ministre de la fonction publique et des réformes administratives. Il sait que, pour la première fois, un ministre communiste français frappe à la porte de l'Onclé Sam. Jusqu'à présent, seuls des élus du P.C.F. avaient franchi l'Atlantique, au sein de délégations parlementaires.

La loi américaine interdit de délivrer un visa d'entrée aux membres d'organisations communistes étrangères. Mais des exceptions sont prévues : pour les responsables gouvernementaux, par exemple. La venue de Salvador Allende peut être refusée à la frontière, mais pas M. Le Pors. A partir du moment où le Quai d'Orsay avait fait — sans aucun enthousiasme — les démarches nécessaires, il ne restait plus à Washington qu'à accueillir, sous peine de provoquer un incident diplomatique.

M. Le Pors séjournera aux Etats-Unis du 17 au 25 mars. Ayant réussi à se faire inviter par plusieurs instituts universitaires, il entend donner le maximum de publicité à son déplacement. Six conférences sont inscrites au programme : bilan et perspectives de la politique française (New-York, 17 mars) ; administration et société (Syracuse, 21 mars) ; gestion du secteur public d'un point de vue de gauche (Washington, 22 mars) ; conception française de la fonction publique (New-York, 23 mars) ; le secteur public et la crise (Indianapolis, 24 mars) ; fonction publique et administration (Chicago, 25 mars).

M. Le Pors s'est efforcé de rendre publique la liste des personnalités qu'il devait — ou voulait — rencontrer. Cela a jeté un froid, à Washington, et entraîné plusieurs démentis. Dans les milieux gouvernementaux américains, on affirme que le visiteur « doit rencontrer des caractères personnels ou mondains, mais pas officiels ». En clair, cela veut dire à l'ambassade de France et

non dans les bureaux de l'administration.

Sur instructions du Quai d'Orsay, les services français ont prévu pour M. Le Pors un traitement qualifié de « normal » : déjeuner chez l'ambassadeur avec des personnalités, etc. Les responsables américains reçoivent qu'ils veulent, en fonction du poste occupé par le visiteur, de sa notoriété, de son passé, de son avenir et de son appartenance politique. M. Chirac avait arraché une brève audience au président Reagan en janvier, M. Fabius s'était fait introduire chez le vice-président Bush en février. M. Le Pors, lui, devrait pouvoir rencontrer son homologue américain, M. Donald Devine, directeur général de la fonction publique. Il paraît que l'ambassadrice à l'ONU, Mme Kirkpatrick, était prête à le recevoir, mais qu'elle sera absente de New-York à ce moment-là.

Avec la presse, M. Le Pors pourrait avoir davantage de succès, bien qu'il se soit montré un peu trop gourmand : pour passer aux déjeuners dédoublés du matin à A.B.C., C.B.S. ou N.B.C., il ne suffit pas d'en faire la demande. L'effet de curiosité peut cependant le servir, à Washington comme à New-York (où est prévu un petit déjeuner au siège du magazine Time).

Qu'on ne compte pas sur l'administration Reagan pour favoriser cette entreprise de relations publiques. Tout est fait, au contraire, pour en diminuer la portée. On déclare n'attacher aucune importance particulière à la visite de M. Le Pors, tout en rappelant que l'opposition de Washington à la présence de ministres communistes dans un gouvernement allié « reste inchangée ».

M. Le Pors a obtenu un visa parce qu'il est ministre. Mais que se serait-il passé si, victime d'un renversement, il ne l'avait plus été le 17 mars ? Les responsables américains refusent de répondre : « Nous ne pouvons spéculer sur de telles considérations. »

ROBERT SOLÉ.

Argentine

Le climat social se détériore

Correspondance

Buenos-Aires. — Les trois mille employés du métro de Buenos-Aires se sont mis en grève pendant vingt-quatre heures le mardi 15 mars. La décision de cesser le travail avait été prise aux premières heures de la journée de mardi, après que le ministère du travail et le maire de la capitale eurent échoué dans leur tentative de rapprocher les points de vue de l'entreprise et du syndicat des transports (UTA). Ce dernier réclamait une hausse de salaires d'environ 50 dollars à partir du 1^{er} mars, alors que la direction proposait que cette augmentation soit étalée sur quatre mois. Tout semble

indiquer que les dirigeants de l'UTA étaient prêts à accepter cette offre et qu'ils ont dû finalement céder aux pressions de la base. Les autorités ont réagi favorablement, mais d'un mouvement. Le ministère du travail a fait savoir, mardi soir, que « la répétition de tels actes entraînerait l'application des dispositions légales en vigueur ». Celles-ci prévoient des peines de prison pour ceux qui incitent à la grève.

Ce mouvement, le plus important depuis la grève générale du 6 décembre dernier, risque de faire tache d'huile. Le climat social s'est, en effet, sensiblement alourdi, au cours des dernières semaines, principalement en raison de la détérioration du pouvoir d'achat, rongé par une inflation dont le rythme annuel dépasse depuis janvier 400 %. La « C.G.T. de la République argentine » (de tendance « dure ») a lancé un plan de mobilisation et d'insurrection, le 30 mars, d'un meeting sur la place de Mai, un an exactement après la manifestation durement réprimée par le général Galtieri. Le 30 mars 1982, quarante-huit heures avant le débarquement des troupes argentines aux Malouines, les forces de l'ordre tuèrent un militant syndical, blessèrent des centaines de manifestants et procédèrent à des milliers d'arrestations, dont celle du secrétaire général de la C.G.T., M. Ubaldo.

Conscient que sa marge de manœuvre sur le terrain économique est très étroite, le général Bignone a essayé d'apaiser les représentants des travailleurs en leur promettant de reconnaître légalement l'existence de confédérations syndicales. Une telle décision signifierait un renouveau spectaculaire du gouvernement militaire. La loi sur les associations professionnelles, promulguée en novembre 1979 et considérée comme une véritable machine de guerre contre le syndicalisme péroniste, n'autorise, en effet, que la formation de fédérations par branches, afin d'empêcher la constitution de « puissantes structures syndicales liées à un parti politique ». Il est évident que la modification de cette disposition ne peut laisser les dirigeants syndicaux indifférents. Mais il est clair également que ces derniers doivent tenir compte de l'impitoyable de leurs bases, s'ils ne veulent pas être débordés.

JACQUES DESPRES.

Guatemala

Limogé par son gouvernement

L'AMBADEUR AUPRÈS DU SAINT-SIÈGE DÉCIDE DE POURSUIVRE EN JUSTICE LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Cité du Vatican (A.F.P.) — Le gouvernement du Guatemala a décidé de mettre fin, à partir du 1^{er} avril, aux fonctions de son ambassadeur près le Saint-Siège, M. Luis Valladares y Aycinena, a annoncé le diplomate, le mardi 15 mars. L'ambassadeur, âgé de soixante-dix-neuf ans et doyen du corps diplomatique près le Saint-Siège, a reçu, vendredi, deux communications du ministre guatémaltèque des relations extérieures, a-t-il indiqué. L'une l'accusait d'avoir transmis en retard la demande de grâce des six condamnés à mort adressée par le pape Jean-Paul II à son gouvernement. L'autre lui annonçait qu'il sera mis fin à ses fonctions d'ambassadeur à partir du 1^{er} avril.

Le diplomate a catégoriquement démenti qu'il ait envoyé en retard la demande de grâce pour les six condamnés exécutés la veille de l'arrivée du pape au Guatemala, comme l'affirme son ministre. Il accuse ce dernier, M. Eduardo Castillo Arriola, de l'avoir diffamé et a décidé de le poursuivre en justice.



PARIS-MADRID EN AIRBUS

**RAPIDE : 2 ALLER-RETOUR
PAR JOUR EN 1 H 50**

**LUXUEUX EN PREMIERE CLASSE
TRADITIONNEL EN CLASSE TOURISTE**

A partir du 27 mars.

Départs d'Orly-Sud : 12 h 05 et 20 h 15.
Départs de Madrid : 9 h 15 et 17 h 25.

Consultez votre agence de voyages ou le service réservations d'IBERIA, tél. : 723.00.23.

IBERIA

PLANS/CONTRECALQUES
COPIES GRAND ET TRES GRAND FORMAT - AGRANDISSEMENT - REDUCTION
ETRAVE 38, av. Daumesnil PARIS-12^e - 347.21.32

Copies Couleurs
sur film ou sur papier photo - qualité professionnelle
ETRAVE 38, av. Daumesnil Paris-12^e - 347.21.32

FABRICANT - VENTE DIRECTE

COUVERTS ORFÈVRE
Garantie 25 ans s'ouvrant argenté
FRANOR 70, RUE AMELOT
75011 PARIS
Catalogue gratuit M sur demande
Tél. 720.67.30 - 444.44.44 (après 18h)

Une pièce maîtresse dans votre bibliothèque :

LES CHEFS-D'ŒUVRE de VICTOR HUGO



Il n'est pas de bibliothèque bien composée sans une édition des grandes œuvres de ce « géant » de la littérature. Pour lire - ou pour redécouvrir - Victor Hugo, choisissez une édition réellement hors du commun, superbement reliée de cuir et magnifiquement illustrée, que l'on peut déjà considérer comme « l'édition du Centenaire ».

Reliure en plein cuir véritable à grain « moiré », couleur rouge. Plats renforcés de fillets dorés, brochés au balancier, d'un motif romantique à la plume noire et d'opales rouges sombres. Tranche supérieure dorée. Dos orné d'un décor d'une plaque de titre à la plume noire. Signet et tranche-lets assortis. Illustrations en hors-texte sur papier vergé « aigre », gravées du XIX^e siècle et dessinées de Victor Hugo lui-même.

RELIURE PLEIN CUIR VÉRITABLE

FORMAT BÉEL : 15 cm x 21 cm

Victor Hugo, encore et toujours, l'auteur le plus lu de notre littérature



EDITION ILLUSTRÉE
DE SUPERBES GRAVURES
DU XIX^e SIÈCLE

C'est ans bientôt après sa mort, il reste l'un de ces auteurs que le grand public, tous âges confondus, ne se lasse pas de lire et d'admirer. Il est vrai qu'il a fait de nous louches au cœur, de nous bouleverser, de nous faire partager son enthousiasme ou son indignation, avec ses œuvres pleines de lueur, de vie et de sève, ces personnages inoubliables - que ce soient les bons ou les méchants - avec ces vers superbes qui claquent comme des foudres.

Vous aussi, vous serez enthousiasmé par ces récits généraux, tumultueux et passionnés, par ce style inimitable, ces mises en scène à grand spectacle qui font si bien revivre les siècles passés et, en plus, vous aurez le plaisir de savourer ces grands classiques, que tout le monde se doit d'avoir lus, dans une édition précieuse qui enrichira votre patrimoine « livres ».

Vous aurez ainsi à portée de la main le meilleur de ses romans, le meilleur de son théâtre, et ses plus célèbres poèmes, cette collection réunissant les titres suivants : LES MISÉRABLES (4 vol.), NOTRE-DAME DE PARIS (12 vol.), HAN D'ISLANDE (2 vol.), BUG-JARGAL (1 vol.), L'HOMME QUI RIT (2 vol.), LES TRAVAUX DE LA MER (1 vol.), QUATRE-VINGT-TREIZE (1 vol.), HERNANI - LE ROI S'AMUSE (1 vol.), RUY BLAS, LA ESMERALDA, LUCRÈCE BORGIA (1 vol.), POÉSIES (2 vol.).

ÉDITIONS DE TRADITION FRANÇOIS BEAUVAL

S.A. au capital de 40.000.000 - Siège social : 10 rue St André des Arts 75006 Paris - Imprimé en France - Les éditions de la Bibliothèque de la Sorbonne - 11 rue de la Harpe 75005 Paris - Téléphone : 01 40 51 11 11 - 01 40 51 11 11 - 01 40 51 11 11 - 01 40 51 11 11

GRATUITEMENT envoyez-moi le 1^{er} volume sans engagement d'achat ni adhésion à un club

Je souhaite recevoir pendant 10 jours, et sans le retourner dans un délai d'un mois, le premier volume de la collection « Les chefs-d'œuvre de Victor Hugo ». Si, au contraire, je décide de le garder, je vous le renvoie dans un délai de 15 jours à 7,50 F de participation au club (hors de tout), un peu plus que le coût de la livraison de cette importante et de cette qualité. Les livres sont envoyés par la poste, assurés, accompagnés d'un bon de participation et de cette qualité. Les livres sont envoyés par la poste, assurés, accompagnés d'un bon de participation et de cette qualité. Les livres sont envoyés par la poste, assurés, accompagnés d'un bon de participation et de cette qualité.

NOM _____ PRÉNOM _____
(en majuscules)
ADRESSE _____
CODE POSTAL _____ L'AUTRE _____
Signature _____

(*) Si vous avez moins de 16 ans, signez d'un parent légalement

هكذا من الأصل

LA PRÉPARATION DU REMANIEMENT GOUVERNEMENTAL

La reconduction de M. Mauroy à l'Hôtel Matignon est subordonnée aux négociations monétaires

M. Pierre Mauroy restera-t-il ou non à la tête du gouvernement ? Cette question n'est toujours pas tranchée. La réponse qui lui sera apportée dépend, en fait, de la fois de considérations extérieures et de facteurs intérieurs.

Il en était déjà ainsi avant les élections municipales, puisque le sort personnel du premier ministre était évidemment lié, d'une part, au bilan du scrutin, d'autre part, à la santé du franc. Ce constat, MM. Mitterrand et Mauroy l'avaient d'ailleurs établi en commun à l'issue du premier tour (le Monde du 9 mars). La première de ces deux hypothèses a été levée par le redressement de la majorité au second tour de scrutin. Reste la seconde.

La reconduction du premier ministre dans ses fonctions ou son remplacement est directement attachée - on le confirmait mercredi matin 16 mars à l'Hôtel Matignon - aux conclusions de la « partie de bras de fer » qui s'est engagée entre l'Allemagne fédérale et ses partenaires à propos de l'avenir du système monétaire européen (le Monde du 16 mars).

Les conclusions de ces négociations détermineront, en effet, les possibilités de l'économie française pour les mois à venir et conditionneront donc la marge de manœuvre dont disposera le gouvernement

pour essayer d'atteindre les objectifs qu'il s'est fixés. Selon que le mark sera réévalué, que le franc sera dévalué ou flottera après une éventuelle sortie du système monétaire européen, la politique économique et sociale de la France évoluera dans des contextes différents.

Un réajustement monétaire - ou un flottement - qui se traduirait par une nouvelle dépréciation du franc ne ferait qu'aggraver le déficit commercial, au moment où le gouvernement fait précisément de la réduction de ce déficit l'un de ses objectifs prioritaires. Ces perspectives invitent évidemment MM. Mitterrand et Mauroy à la réflexion, d'autant que l'accord intervenu entre les pays de l'OPEP pour une baisse du prix officiel du pétrole constitue aussi un élément nouveau.

Tout ce qui est de savoir si à l'issue de cette nouvelle confrontation monétaire le gouvernement pourra assurer la continuité de la politique conduite depuis juin 1982 par MM. Mauroy et Delors. Les « inflexions » nécessaires devront-elles aller ou non jusqu'à imposer un changement de cap ? Si le président de la République et le premier ministre conviennent qu'il est possible de poursuivre dans la même voie - celle de la rigueur économique sans l'austérité sociale - alors M. Mauroy sera officiellement chargé de former le nouveau gouvernement.

Dans le cas contraire le successeur de M. Mauroy se verra confier la tâche de conduire une politique « inflexible ». Tel est le scénario qui prévaut à l'Hôtel Matignon.

Mais cette décision appartient autant à M. Mauroy qu'à M. Mitterrand. L'hypothèse d'un refus du maire de Lille ne doit pas être écartée. Elle ne l'est d'ailleurs pas dans son entourage. Non que M. Mauroy soit enclin à formuler des exigences, encore moins à exercer une certaine forme de chantage sur le chef de l'Etat, comme le faisaient entendre mercredi 16 mars certains quotidiens d'opposition.

Une telle attitude, peu conforme au fonctionnement du couple exécutif que forment sous la Ve République le chef de l'Etat et du gouvernement, romprait spectaculairement avec les relations d'estime et de complicité qu'entretenaient MM. Mitterrand et Mauroy dans l'exercice de leurs missions respectives. Rien ne permet de préjuger pareille rupture. Mais il est clair que M. Mauroy n'accepterait pas de s'engager dans une politique qui le contraindrait à renier les convictions sur lesquelles il fonde depuis vingt-deux mois sa démarche économique et sociale.

Cela non plus n'est pas démenti par l'Hôtel Matignon, bien qu'il en

résulte inévitablement l'impression de conflits latents. Cette impression est alimentée, au demeurant, par les échanges de vues, parfois même les divergences, qui partagent les proches conseillers de M. Mauroy lorsque ceux-ci se préoccupent de l'avenir politique de leur « patron ».

Selon les uns, l'intérêt personnel de M. Mauroy devrait le conduire à quitter de toute façon le gouvernement dès à présent afin de « tomber à gauche », surtout si le nouveau contexte économique ne lui donne pas la garantie de tenir les engagements qu'il a pris personnellement en matière de lutte contre la hausse des prix et le chômage. Selon d'autres M. Mauroy n'aurait rien à gagner, ni aux yeux de l'opinion publique, ni surtout à l'intérieur du parti socialiste, à laisser l'image d'un premier ministre qui refuserait de conserver ses fonctions sous prétexte que les difficultés vont croissant.

Ce débat feutré n'est pas nouveau mais il a ressurgi, ces jours-ci, à l'Hôtel Matignon, et il n'est pas de nature à clarifier la compréhension des événements bien que M. Mauroy s'en tienne personnellement à l'écart. Pour l'instant toutefois, ces calculs n'ont pas dans les données monétaires auxquelles la présence de M. Mauroy à la direction du gouvernement paraît plus que jamais subordonnée.

ALAIN ROLLAT.

M. CHIRAC : la présence des communistes au gouvernement est paradoxale

Invité du journal de 13 heures sur T.F. 1, mardi 15 mars, M. Jacques Chirac a notamment estimé que « la grande question maintenant est de savoir si le chef de l'Etat a entendu l'avertissement lancé par les Français ». L'autre grande question est, selon le président du R.P.R., de savoir comment M. Mitterrand pourra « à la fois rétablir la confiance et maintenir les communistes au gouvernement ».

M. Jacques Chirac a souligné « le paradoxe » que constitue pour les communistes, « grands perdants » des élections municipales, le fait de voir leur importance électorale baisser et parallèlement leur emprise sur notre société croître. « Il y a là, a-t-il dit, une divergence d'évolution très préoccupante pour l'avenir ».

Le président du R.P.R. a insisté d'autre part sur la nécessité pour l'opposition « devant la remise en cause des valeurs auxquelles elle est attachée, de montrer que l'union autour de ses objectifs passe bien avant les divergences sur les modalités d'application d'une politique ».

« L'opposition doit avoir pour impératif désormais : l'union, le renouvellement - elle a profité des élections municipales pour présenter un grand nombre de jeunes dont beaucoup ont été élus - la réflexion et la présentation d'objectifs qui seront la base d'une alternance démocratique et sérieuse », a conclu M. Chirac.

M. BARRE : le temps de l'idéologie est passé

Dans un éditorial intitulé « Quelle rigueur ? » et publié dans la lettre mensuelle *Faits et Arguments* (datée 15 mars-15 avril), M. Raymond Barre écrit notamment : « (...) Pour que l'économie française se redresse, pour que la France puisse, en 1984, bénéficier de la reprise aux Etats-Unis et, vraisemblablement, d'une reprise en Allemagne fédérale, l'Etat devrait sans retard réduire des déficits, rendre aux entreprises la liberté et la responsabilité de leur gestion, mettre un terme à l'assaut de certains syndicats contre la direction et l'encadrement des entreprises, nommer l'industrie du bâtiment et des travaux publics, doter la contribution essentielle à l'activité nationale et régionale, stabiliser durablement les charges qui pèsent sur les entreprises ».

« Le gouvernement socialiste peut-il le faire ? Telle est la question », affirme l'ancien premier ministre, qui conclut : « En tout cas, le temps de l'idéologie est passé. Les faits pressent. Ce qu'ils imposent, c'est moins la rigueur que le bon sens ».

M. MÉHAIGNERIE : le gouvernement masque la dégradation de la situation économique et financière.

Au cours de la réunion de leur bureau politique, mardi 15 mars, les responsables du C.D.S. se sont félicités des résultats obtenus par leur parti aux élections municipales. Selon eux, ces élections ont « une nouvelle fois permis au C.D.S. d'élargir fortement son implantation ». Le nombre des maires C.D.S. ont apparemment passé, d'après leurs estimations, de 9 à 17 dans les villes de plus de trente mille habitants.

M. Pierre Méhaignerie, président du C.D.S., a déploré que « le clivage droite-gauche, imposé par la majorité, éloigne les perspectives d'un large rassemblement des Français ». Selon lui « le gouvernement n'a pas permis aux Français d'aborder les vrais problèmes, en s'efforçant notamment de masquer la dégradation de la situation économique et financière ».

Le C.D.S. a réaffirmé sa « pleine participation à une opposition qu'il faut rendre encore plus attractive et constructive ». Il se propose d'« aller à la rencontre de nombreux Français qui se sentent mal à l'aise dans les excès du clivage droite-gauche ».

M. KRIVINE : la politique de droite du gouvernement a été sanctionnée.

M. Alain Krivine, membre du bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire (L.C.R., trotskiste), a déclaré, mardi 15 mars, que si « le résultat des élections municipales montre qu'il n'y a pas de changement de rapport des forces dans le pays depuis 1981 », en revanche « des mutations s'opèrent au sein des deux camps ». Il a ajouté : « Plus mobilisée que jamais, la droite se radicalise et engendre le développement de courants racistes et fascistes. A gauche, la remobilisation électorale du second tour ne s'est pas faite derrière le gouvernement, mais contre une droite revancharde et inquiétante. Ainsi, par l'abstention ou le vote d'extrême gauche, des centaines de milliers de travailleurs ont sanctionné, au premier tour, la politique de droite faite par un gouvernement de gauche. Au second tour, ces travailleurs ont voulu, à juste titre, battre les partis de droite ».

« Le bureau politique du Centre des indépendants (proche de M. Chaban-Delmas), estime : « Le second tour des élections municipales démontre une fois de plus que, depuis 1974, la France est officiellement coupée en deux camps. (...) M. Giscard d'Estaing a créé et entretenu cette situation en infléchissant à droite la politique de la Ve République tout en absorbant le centre, qui constituait une aire de repli pour ceux qui, précisément, voulaient donner un avertissement aux hommes en place sans aller au-delà de certaines frontières ».

« Aujourd'hui que la page du « giscardisme » est définitivement tournée, il appartient au président de la République de prendre les mesures qu'il s'impose pour mettre un terme à ce dangereux manichéisme. Il lui faut rassembler autour de sa personne une large majorité républicaine et ne plus se laisser ébranler par les querelles de courants au sein du seul parti socialiste, comme son prédécesseur par les jalousies partisans qui ont été la vraie raison d'être de l'U.D.F. ».

Un dérapage ?

(Suite de la première page.)

Cette perspective n'est nullement remise en cause. L'équipe gouvernementale sera ressermée. Quand ? Avant l'intervention télévisée du chef de l'Etat, qui elle-même aura lieu, une fois conclues la négociation monétaire avec la R.F.A. et la réunion du sommet européen des 20 et 21 mars.

Au demeurant, on ne saurait faire grief au chef de l'Etat de prendre son temps : les échéances extérieures jouent, comme entre en ligne de compte le « sursaut » de la majorité le 13 mars. Il a été écrit ailleurs, en effet, qu'un scrutin municipal entraîne, ipso facto, même si la majorité est en difficulté, une remise en ordre de l'équipe gouvernementale. Mais il est clair que le chef de l'Etat tirera les leçons, comme il l'a fait lui-même amoncelées, à Châteauneuf-Chinon le 6 mars, de l'« avertissement » des électeurs.

En outre, l'Elysée avait fait savoir que le remaniement était imminent. Le remaniement, et non le changement : donc un troisième gouvernement Mauroy. A l'évidence, l'Elysée souhaitait agir vite, avec le même premier ministre. Le délai que s'est accordé le chef de l'Etat, outre sa

réaction d'agacement, procède, semble-t-il, d'une discussion avec son premier ministre portant sur le contenu de la politique économique, lequel dépend en partie d'un éventuel réajustement au sein du S.M.E.

En ce domaine, il semble que se soient créées les conditions d'un dérapage dont les conséquences ne peuvent être encore évaluées. Le bruit a couru, dans la journée de mardi, qu'il y avait eu pas discussion, comme il est normal, entre MM. Mitterrand et Mauroy, mais conflit, le second allant jusqu'à poser des conditions. Chacun sait que, sous la Ve République, un premier ministre qui pose des conditions siége son arrêt de mort : à moins qu'il ne se pose pour créer les conditions de son départ. A partir de là, le chef de l'Etat peut nourrir des griefs tels à l'encontre de ceux qui, dans l'entourage du premier ministre, ont diffusé cette interprétation qu'il demandait à M. Mauroy de partir.

En fait, il semble que, lors de leur entrevue, lundi matin à l'Elysée, considérant les résultats des élections municipales, le chef de l'Etat ait invité le premier ministre à former une équipe plus resserrée. C'est alors que M. Mauroy a demandé à M. Mitterrand de différer de quel-

ques jours la constitution de ce gouvernement et l'annonce de nouvelles mesures économiques et sociales, dans l'attente d'une réponse précise du gouvernement fédéral allemand aux pressions de six de ses partenaires en vue d'une réévaluation unilatérale du mark. A cette attente s'ajoute, pour M. Mauroy, une difficulté supplémentaire : ne s'est-il pas engagé lui-même à ne pas être l'homme d'une troisième dévaluation ? Si celle-ci devait avoir lieu, pourrait-il, ou voudrait-il, politiquement l'assumer ?

Quoi qu'il en soit, le jeu reste, pour le président de la République, déterminé par plusieurs considérations.

L'électorat de gauche ayant été, au moins au premier tour des élections municipales, défaillant, M. Mitterrand peut tirer avantage du maintien en fonction du premier ministre qui reste, dans cet électorat, populaire et qui bénéficie du soutien du P.C.F. En outre, le chef de l'Etat doit s'efforcer de gérer au mieux la période décisive qui nous sépare des élections législatives de 1986. Il peut estimer utile de ne pas « griller » trop tôt un nouveau premier ministre, et attendre de M. Mauroy qu'il épuise l'impopularité d'une politique de rigueur.

Celle-ci devant prendre un tour nouveau, il est possible que M. Mauroy discute certaines mesures envisagées par l'Elysée. Mais M. Mitterrand doit aussi répondre à une attente de l'opinion. M. Mauroy est avant tout porté au dialogue et au compromis. Peut-il assumer une phase que le chef de l'Etat souhaite dominée par l'austérité et la fermeté ?

Le moins que l'on puisse dire est que cette phase-là est mal engagée. N'a-t-on pas dit et répété, dans les allées du pouvoir, qu'une des difficultés majeures de la gauche tenait à un défaut de clarté dans l'explication ? De ce point de vue, les quarante-huit heures qui ont suivi le second tour des élections municipales sont l'exacte reproduction de ces fameuses difficultés de communication.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

DANS LES SYNDICATS

M. BERGERON (F.O.) : le gouvernement doit tenir compte de sa défaite

S'exprimant à Lyon le 15 mars, M. André Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière, a commenté les résultats des élections municipales. S'étonnant de la « dimension » du revers de la gauche, il a estimé que « malgré le correctif du second tour, l'ancienne majorité est la majorité ». Pour M. Bergeron, ce résultat est « probablement la conséquence du discours qu'on a tenu avant et après l'élection de François Mitterrand. Il a laissé en-

trevoir des possibilités dont la réalisation a été interdite par la crise ».

Estimant que le resserrement de la hiérarchie des salaires « a eu un impact considérable », il a jugé que la diminution de la garantie de ressources pour les préretraités a comme l'effet de réduire les revenus qu'il a reçu - également joué, comme les questions de l'école et du pouvoir d'achat. « Le gouvernement doit tenir compte de sa défaite », a conclu M. Bergeron.

LA C.F.D.T. : il est urgent de réorienter la politique suivie

Dans un article publié dans *Syndicalisme C.F.D.T.* du 17 mars, M. Albert Mercier, secrétaire national de la C.F.D.T., estime que « le recul de la gauche aux élections municipales ne concerne pas seulement le champ et les forces politiques, les appareils et les militants des partis. Il est, pour l'ensemble des forces sociales et politiques qui ont pour objectif de réduire les inégalités et le chômage, de résoudre la solidarité et de modifier les rapports de pouvoir dans cette société ».

« L'absence d'une politique de contrôle des flux migratoires ne serait pas comprise. (...) Il faut développer une politique d'insertion ».

M. Mercier conclut : « Il est urgent de réorienter la politique suivie, dans le sens d'une plus grande participation des citoyens et d'une plus grande rigueur dans les choix, avec l'objectif de réduire les inégalités et le chômage, de résoudre la solidarité et de modifier les rapports de pouvoir dans cette société ».

LA C.F.T.C. : une action rigoureuse et mieux coordonnée.

Dans un communiqué, la C.F.T.C. demande au gouvernement « de répondre à l'inquiétude qui s'est manifestée au cours des élections municipales par une action rigoureuse et mieux coordonnée en faveur de l'emploi et d'une reprise économique, sans laquelle toute politique sociale se heurte à des difficultés insurmontables ».

A PROPOS DU CONFLIT DE CITROËN-AULNAY

M. Krasucki met en cause l'Agence France-Presse

Au cours d'une conférence de presse tenue mardi 15 mars, M. Henri Krasucki, secrétaire général de la C.G.T., a ouvert une polémique avec l'Agence France-Presse au sujet d'une dépêche « inexacte » et « partielle » - diffusée le 4 mars au sujet du conflit chez Citroën-Aulnay.

Devant un tableau où étaient affichés la dépêche incriminée et le texte de l'accord de Bobigny, le responsable de la C.G.T. s'est livré, crayon-feutre en main, à une explication de texte - et a dénoncé plusieurs « falsifications ». La direction de l'A.F.P., saisie par une lettre de M. Krasucki, a refusé les accusations, notamment celle d'« intention de nuire », et invoqué la diffusion par l'Agence, ce même 4 mars, d'un développement en trois feuillets reproduisant le texte de l'accord. Ce développement ne figu-

rait pas dans le dossier remis aux journalistes lors de la conférence de presse. Les critiques de M. Krasucki ont provoqué deux réactions syndicales de sections de l'A.F.P. Pour la C.F.D.T., en accusant l'Agence de « truccage », la C.G.T. « laisse transparaître une conception de la presse qui méconnaît le droit à l'information et à l'indépendance des journalistes ». M. Krasucki ayant manifesté le projet de saisir les pouvoirs publics de l'incident, la C.F.D.T. dénonce ce procès d'intention qui rappelle les méthodes de la droite. Force ouvrière déclare que « le faux procès dressé par M. Krasucki contre l'A.F.P. vise d'abord à mettre en cause l'indépendance de l'Agence en exigeant, au profit exclusif de la C.G.T., une intervention directe des pouvoirs publics sur le contenu de l'information ».

ipesup recrute dans le cadre du **mba** INSTITUTE

admission en 1^{re} année BACHELIERS 83 en vue MBA 88

admission en 2^{de} année DEUG, DUT, PREPA... 83 en vue MBA 87

Les candidats devront posséder : une bonne connaissance de l'anglais, un esprit d'analyse et de synthèse développés, une personnalité et des qualités de leadership.

Documentation et Dossier MBA INSTITUTE c/o IPESUP, Enseignement Supérieur Privé 18, rue du Cloître N-Dame 75004 Paris - (1) 325.63.30

REFUSER LA POLITIQUE DE GUERRE DE L'IMPERIALISME

A Bonn, le 20 janvier, Mitterrand a déclaré que « la détermination commune des membres de l'alliance atlantique et leur solidarité doivent être clairement confirmées » et que, sur ce plan, le gouvernement français « assume et assumera toutes ses responsabilités ». Il a annoncé l'accroissement de la mobilité et de la puissance de l'armée française en R.F.A. et dans le secteur qu'elle occupe à Berlin, et relancé le thème revanchard des « Allemands séparés ».

Le 23 janvier, le secrétaire général du P.C.F. a approuvé cette politique de guerre antisoviétique en déclarant : « Ce discours est tout à fait conforme (...) à l'accord conclu avec le P.S. sur les questions de politique extérieure et de défense ».

Nous dénonçons l'action soutenue du gouvernement français pour l'installation des Pershing en Europe conjointement à l'accroissement de la force de frappe française.

Convinçons que la lutte anti-imperialiste commence en France, car l'ennemi est d'abord dans notre propre pays, nous appelons à la mobilisation contre l'action que mène, avec l'appui de tous les partis de la bourgeoisie, le gouvernement P.S.-P.C.F. à la pointe de la politique de guerre de l'imperialisme.

Les militants qui luttent pour la reconstruction du Parti communiste appellent à se joindre à cette protestation en adressant : signatures, noms, adresses et participation financière à :

- Regroupement communiste du Sud-Est, c/o le Communiste des Bouches-du-Rhône, B.P. n° 1, 13234 Marseille Cedex 4.
- Comité de coordination des communistes anti-opportunistes de la région parisienne, c/o Emile Fabry, poste restante, 93500 Pantin.

VOIX ET EXPRESSION

PARLER AVEC AISANCE SE FAIRE ECOUTER MAÎTRISER L'EXPRESSION CONVAINCRE, DECIDERS

Tous renseignements : C.E.S.D.E.L. 24, r. Henri-Burkhardt - 75005 TEL. : 328-14-10 - 328-15-42

EXPRESSION ORALE & MAÎTRISE DE SOI

documentation sans engagement COURS LE FÉAL

387 25 00 30, rue des Dames Paris 17^{ème}

Les nouveaux maires

Nous continuons ci-dessous la publication de la liste des maires élus ou élus. Pour ces derniers nous faisons suivre le nom du nouveau maire d'une courte biographie.

ÉLUS

- **Morbihan** : à Vannes, M. Pierre Pavoc (U.D.F.-P.R.). [Né le 2 juin 1926 à Ploëmel (Finistère).]

LES RÉSULTATS SONT CONTESTÉS DANS LE TROISIÈME SECTEUR DE MARSEILLE

(De notre correspondant.)
Marseille. — MM. Jean Chelini (U.D.F.) et Raymond Gola (R.P.R.), têtes de liste du troisième secteur de Marseille, ont mandaté leur conseil pour introduire un recours tendant à l'annulation des résultats des élections municipales dans ce secteur. M. Hyacinthe Santoni, candidat dans le premier secteur, et M. Jacqueline Grand, dans le deuxième secteur, s'apprêtaient à faire de même.

Les candidats reprochent à M. Defferre d'avoir, dans le *Provençal* du 13 mars, publié deux appels : l'un titré « Ne signez pas un chèque en blanc à Gaudin », l'autre, « Avec l'équipe Gaudin, du vide, et des menaces : avec la gauche une, du sérieux et du concret » — après la clôture légale de la campagne électorale. Par ailleurs, les partisans de M. Gaudin affirment avoir constaté un certain nombre d'irrégularités qui auraient émaillé le scrutin du second tour, notamment la présence de bulletins sur lesquels un nom des listes Gaudin aurait été barré d'un trait fin, peu visible par l'électeur, qui entraîne l'annulation du dépouillement. Les scrutateurs des listes Gaudin ont fait saisir par huissier des bulletins litigieux.

Le *Provençal* du 15 mars répondait par avance à ces attaques, faisant remarquer que « les bulletins de vote sont imprimés à l'initiative et sous la responsabilité des candidats eux-mêmes et qu'ils doivent être vérifiés avant d'être déposés dans les bureaux de vote ».

Pour sa part, M. Hyacinthe Santoni laisse entendre qu'il pourrait « faire des révélations » dans les jours à venir. — J.C.

(lire), M. Pierre Pavoc, nommé à Vannes en 1954 à la direction départementale de l'agriculture, puis en 1979 directeur adjoint de la direction départementale de l'agriculture de Loire-Atlantique, était entré au conseil municipal en 1977. M. Pavoc, qui a adhéré à l'U.D.F. en 1979, a exercé des responsabilités au sein de l'UNAPEL (Union nationale des associations de parents d'élèves de l'enseignement libre).

- **Bas-Rhin** : à Strasbourg, M. Marcel Rodloff (U.D.F.-C.D.S.), sénateur.

[Né le 15 mars 1923 à Strasbourg, M. Marcel Rodloff, avocat, est entré au conseil municipal de sa ville natale en 1965. Adjoint au maire depuis 1971, chargé des affaires scolaires, du culte et de la jeunesse, conseiller général depuis 1976, sénateur depuis 1977, M. Rodloff préside le conseil régional d'Alsace depuis 1980.]

- **Seine-et-Marne** : à Montereau, M. Claude Eymard-Duvernay (R.P.R.), ancien député.

[Né le 12 mars 1929 à Grenoble, M. Claude Eymard-Duvernay, docteur en médecine, s'est installé en 1962 à Montereau après avoir exercé pendant quatre ans sa profession aux milieux de Zolida au Maroc. Conseiller municipal de Montereau de 1971 à 1977, conseiller général depuis 1979, il avait remplacé à l'Assemblée nationale, de 1978 à 1981, M. Alain Peyrefitte, entré au gouvernement.]

- **Yvelines** : à Poissy, M. Jacques Masdeu-Arns (R.P.R.).

[Né le 7 août 1942, M. Jacques Masdeu-Arns, ingénieur, est conseiller général depuis mars 1982. Il était entré au conseil municipal de Poissy à la suite d'une élection partielle en novembre 1981.]

RÉÉLUS

- **Cher** : à Bourges, M. Jacques Rimbault (P.C.), député; à Vierzon, M. Fernand Micouraud (P.C.).

- **Finistère** : à Morlaix, M. Jean-Jacques Clac'h (P.S.).

• **M. Boscary-Monsservin**, maire sortant (U.D.F.-P.R.) de Rodez, dont la liste a été battue au second tour par celle de son ancien adjoint, M. Marc Censi (U.D.F.-P.R.), a annoncé son intention de ne pas siéger au conseil municipal. L'ancien ministre, âgé de soixante-dix-huit ans, qui a été maire de Rodez de 1963 à 1983, paraît avoir été poussé à la démission par la perspective de siéger, aux côtés des contraires du C.D.S., qu'il qualifie habituellement d'« eau dormante ». — (Corresp.)

Madame le président ?

Les deux plus jeunes maires de France ont vingt et un et vingt-trois ans. Elles ont été élues dans la Loire et dans les Vosges. Ça n'a l'air de rien, mais c'est très important. C'est un symbole. Celui de l'indépendance victorieuse des femmes dans ce combat douloureux entre la gauche et la droite aux dernières municipales.

Cette fois, ça y est, elles ont mis le pied à l'étrier. Elles vont commencer par s'occuper des affaires de la cité et elles vont finir par diriger celles de l'État. Avant la fin de ce millénaire, j'en suis persuadée, elles se seront installées à Matignon et à l'Élysée. Ça va aller très vite, vous verrez.

Quand je pense aux petits sourires ironiques, condescendants, qui accueillent naguère, rue Cognacq-Jay, nos pressantes incitations à suivre l'exemple, pourtant probant, des Anglo-Saxons et à confier les journaux de 20 heures à des femmes ! Regardez-les aujourd'hui. Elles sont impeccables, largement aussi bonnes, sinon meilleures, que les hommes.

Poussées, même à leur insu, par cet étagage quotidien d'encouragements, de rassurante compétence, portées par la vague d'indignation qu'a soulevée le Conseil constitutionnel en refusant les quotas, les femmes ont été nombreuses cette fois à soutenir le pas et à braver un mandat. C'est très bien. Seulement voilà, ça ne suffit pas. Les élections, et les législatives se profilent déjà à l'horizon. Et ça, c'est une tout autre histoire. La seule conseillère élue à Paris dans le quinzième arrondissement sur une liste écologiste nous confiait mardi après-midi

(TF 1) qu'elle avait été amenée tout naturellement à faire partie d'une association de défense de l'environnement. Na serait-ce que pour permettre à son bébé de s'ébattre sur du gazon au lieu de bouffer le gravier des squares.

A Silly-le-Long et à Brégy, deux villages de l'Oise, une mère de famille et une agricultrice, elles sont installées à la mairie depuis déjà un moment — nous le confirmeront. De par leur condition, les femmes sont en prise avec le quotidien, elles bavarquent avec les instituteurs, les commerçants, elles ont l'habitude de gérer un budget. Bref, fortes de leur seule vitalité, de leur seul désir de servir la communauté, elles peuvent parfaitement siéger dans les assemblées locales.

En revanche, M^{me} le Maire de Bagnolet, ville de plus de trente mille habitants, membre du P.C., ancien député, a été propulsée, elle le dit, par son parti. On peut, certes, accéder à certaines responsabilités régionales en restant indépendant, en faisant cavalier seul. Au niveau du Parlement, sans appuis politiques, c'est pratiquement impossible. Pour représenter la nation, il faut avoir des « amis », beaucoup d'amis. Il faut accepter de s'engager sous une bannière ou sous une autre. Les Verts — c'est le cas en Allemagne — ont beaucoup de succès auprès des femmes jeunes. Normal. Leurs rangs ne sont pas assez nombreux cependant pour absorber toutes les embrions. Alors, opposition, majorité, il va falloir songer à rallier l'un ou l'autre camp. Sans tarder.

CLAUDE SARRAUTE.

Une progression de 66 %

Selon des chiffres définitifs donnés par M^{me} Yvette Roudy, ministre des droits de la femme, lors d'une conférence de presse réunie le mardi 15 mars, les femmes représentent 14,08 % des élus municipaux contre 8,4 % en 1977, soit une progression de 66 %.

Dans les communes de moins de 3 500 habitants, la proportion passe de 6,8 % en 1977 à 12,87 %; dans celles de 3 500 à 9 000 habitants :

13,2 % en 1977, 21,05 % en 1983; dans les communes de 9 000 à 30 000 habitants : 17,4 % en 1977, 22,02 % en 1983; dans les communes de plus de 30 000 habitants : 20,6 % en 1977, 22,76 % en 1983.

Dans les communes de plus de 3 500 habitants (pour lesquelles se serait appliquée la loi sur le « quota » qui fut annulée par le Conseil constitutionnel), la part des femmes passe de 15,5 % à 21,6 %.

ARTHUR KOESTLER

(1905-1983)



« Avec Arthur Koestler s'en va un des derniers, un des plus grands des « intellectuels engagés » ».
Raymond Aron / L'Express

Son testament spirituel

la quête de l'absolu

« Un témoin irremplaçable de notre époque, mais aussi l'un des combattants les plus lucides de la lutte pour les droits de l'homme et contre tous les totalitarismes... LA QUÊTE DE L'ABSOLU. »

qui résume tous ses livres, deviendra certainement un classique. »
Christian Delacampagne / Le Monde

Le roman qui a marqué plusieurs générations d'après-guerre

le zéro et l'infini

(paru à Londres en 1940, en France en 1946)

Avec ce roman traduit en 33 langues et qui le premier a dénoncé les purges du stalinisme, Arthur Koestler accède à la célébrité internationale.

Génie et folie de l'homme

les somnambules le cri d'Archimède le cheval dans la locomotive

Une analyse magistrale d'Arthur Koestler sur la grandeur et les misères de la condition humaine.

Romans

Le zéro et l'infini
Croisade sans croix
La tour d'Ézra
Les hommes ont soif
Spartacus
Les call-girls

Essais

Analyse d'un miracle
Naissance d'Israël
Le yogi et le commissaire
Le Dieu des ténébres
(en collaboration avec I. Silona, R. Wright, A. Gide et S. Spender)
L'ombre du dinosaure
Réflexions sur la peine capitale
(en collaboration avec Albert Camus)
Le lotus et le robot

Suicide d'une nation
Enquête présentée par A. Koestler
Le démon de Socrate
L'étreinte du crapaud
Les racines du hasard
Face au néant
La treizième tribu
Janus
Esquisse d'un système
Génie et folie de l'homme
Les somnambules
Le cri d'Archimède
Le cheval dans la locomotive
Le paradoxe humain

Œuvres autobiographiques

La corde raide
La lie de la terre
Hiéroglyphes
La quête de l'absolu

CALMANN-LÉVY

هكرامان التوصل

POLITIQUE

Grandes villes : l'inversion du rapport gauche-droite

(Suite de la première page.)

Ce recul général de la gauche dans les villes modérées tient sans doute à plusieurs raisons : une forte mobilisation de l'électorat de l'opposition, l'unité retrouvée des partis de droite, le conjugaison, enfin, des thèmes locaux (favorables aux équipes municipales en place) et des thèmes nationaux (défavorables à la politique du gouvernement).

Mais, paradoxalement, ce succès de l'opposition l'a desservi au second tour. Dans la quasi-totalité des villes modérées, en effet, l'opposition l'a emporté dès le premier tour, et souvent avec des scores fleuves, dépassant 60 %, voire 70 % des voix. Dès lors, au second tour, ne restait en compétition pour l'essentiel que des villes de gauche où le simple maintien en place des partis de la majorité, avec des marges très étroites, fera apparaître le second tour comme un correctif du premier.

2) LA GAUCHE ENOIGUE LA VAGUE DE L'OPPOSITION GRACE A SON RÉSEAU D'ÉLUS LOCAUX. — Dans les villes qu'elle dirige, la gauche parvient à limiter les dégâts. En voix, elle ne recule que de 4,3 points, passant de 56,9 % le 10 mai à 52,6 % au premier tour des municipales. En nombre de villes, sur l'ensemble des deux tours, elle ne cède à l'opposition que trente des cent cinquante-quatre villes qu'elle détenait avant le scrutin (33).

La gauche perd onze villes où M. Mitterrand était fortement majoritaire avec plus de 56 % des voix : six au détriment du P.C. (Arles, Poissy, Athis-Mons, Savigny-sur-Orge, Gagny et Roissy-Charles-de-Gaulle), cinq au détriment du P.S. (Chalon-sur-Saône, Carcassonne, Suresnes, Pessac et Talence). — treize villes où il dépassait la majorité absolue, six enfin où il était minoritaire. En revanche, la gauche a réussi à conserver, malgré son recul général, six villes où M. Mitterrand était

minoritaire. Cet exploit revient au maire communiste de Thionville et aux maires socialistes de Cherbours, Schiltigheim, Poitiers, Chartres et Angers.

Dans les villes de gauche, les facteurs locaux ont souvent pesé aussi lourd que les facteurs nationaux. Et dans ces six villes, où la gauche l'emporte contre toute arithmétique, la prime au maire sortant lui a permis d'effacer tous les obstacles.

3) LA GAUCHE RECULE OUVANTAGE DANS LES GRANDES VILLES. — Les pertes de la gauche s'ordonnent rigoureusement en fonction de la taille des villes : — 5,4 points dans les cités de 30 000 à 50 000 habitants. — 6,9 points de 50 000 à 100 000 habitants et jusqu'à 11,7 points dans les villes de plus de 100 000 habitants, où la gauche laisse à l'opposition sept des dix-neuf villes qu'elle détenait : Saint-Étienne, Nîmes au détriment du P.C., Grenoble, Nantes, Brest et Roubaix au détriment du P.S.

Notons toutefois que le critère principal de la résistance de la gauche est bien le couleur politique des maires plutôt que la taille des villes. Dans les communes gérées par l'opposition, le recul de la gauche est tout à fait combleable quel que soit le nombre d'habitants : entre 13 et 15 points. Dans les communes de gauche en revanche, la majorité résiste mieux dans les villes moyennes : — 2,2 points entre 30 000 et 50 000 habitants, — 4,3 points de 50 000 à 100 000 habitants, — 9,1 points enfin dans les villes de plus de 100 000 habitants.

4) LE PARTI COMMUNISTE PERO DU TERRAIN PAR RAPPORT A 1981. — Pour les dirigeants du P.C., les élections municipales ne font qu'enregistrer à retardement leur grand recul du printemps 1981. Nos chiffres ne confirment pas cette hy-

pothèse. Par rapport au 10 mai 1981, la gauche recule de 5,1 points dans les villes gérées par des maires communistes — au lieu de 3,6 points dans les communes socialistes. Dans treize des soixante-douze villes qu'il détenait, le recul est supérieur à 10 points.

La gauche voit ainsi son score baisser entre 1981 et 1983 de 22 points à Veaux-en-Valin, 20 à Villeneuve-Saint-Georges, 16 à Noisy-le-Grand, 13 à Suresnes, 12 à Arles et Antony — toutes villes communistes. Dans les communes P.S.-M.R.G. en revanche, le recul est de moindre ampleur, et la gauche parvient même à progresser de plus de quatre points entre 1981 et 1983 dans quinze des quatre-vingt-deux communes de cette catégorie.

Notons, enfin, que le P.C. recule beaucoup plus dans les villes conquises en 1977 (— 7,2 points) que dans ses plus anciennes conquêtes (— 3,9 points). Là où le « communisme municipal » a eu le temps de s'implanter, il parvient mieux à résister.

5) LE PARTI SOCIALISTE SUBIT UN RECUL LIMITÉ MAIS GÉNÉRALISÉ. — Dans les villes socialistes, le recul de la gauche est de moindre ampleur (— 3,6 points), mais il atteint à la fois les communes dirigées par des socialistes avant 1977 (— 4,3 points) ou à partir de 1977 (— 2,5 points). Dans les plus anciennes communes socialistes, la gauche subit entre 1981 et 1983 quelques reculs spectaculaires : Roubaix (— 13 points), Nevers (— 12), Chalon-sur-Saône (— 12), Grenoble (— 10), Marseille (— 10). Mais, dans les villes gagnées il y a six ans, on relève, à côté de quelques performances remarquables, des chutes sévères : Châtigny-Malabry (— 13), Créteil (— 13), Belfort (— 12) — trois villes sauvées au second tour — et Tourcoing (— 11), perdue dès le premier.

Région par région, le tableau 1 apporte des confirmations — le baisse de la gauche au sud de la Loire et en région parisienne, sa bonne résistance dans l'Ouest — et aussi des surprises : la chute dans l'Est avec des reculs en Alsace (Strasbourg, Mulhouse), Franche-Comté (Belfort, Besançon) et Lorraine (Nancy, Vandœuvre) et la bonne résistance de la gauche dans le Nord, contrairement aux évolutions constatées par rapport aux élections municipales de 1977.

Sur ce point, on peut faire l'hypothèse qu'il y a six ans la gauche du ord avait encore bénéficié de l'apport de voix contristes dans une région qui a longtemps pratiqué des coalitions municipales S.F.I.O.-M.R.P. Ces électeurs contristes votaient ainsi à gauche dans les scrutins locaux (municipaux et cantonaux) et à droite dans les scrutins nationaux (présidentiel ou législatif). L'élection de 1983 a mis fin à cette discordance.

Avec la gauche au pouvoir et des ministres communistes au gouvernement, les électeurs contristes ont, en large partie, cessé de voter pour leurs maires socialistes. Symbole de cette rupture et revanche sur l'histoire, à Roubaix, M. André Digeon, ancien adjoint M.R.P. d'un maire S.F.I.O., enlève dès le premier tour l'une des plus vieilles citadelles du socialisme français.

6) OANS L'OPPOSITION, LE R.P.R. REMPORTE LES SUCCÈS LES PLUS NETS. — A M. Chirac le « grand chéri » à Paris avec la conquête de sept arrondissements. A son mouvement, 18 villes nouvelles et, hormis Saint-Étienne, les plus beaux succès de l'opposition (Grenoble, Brest, Nantes, Reims et Avignon). Au R.P.R., enfin, les conquêtes les plus significatives sur le P.C. en région parisienne (Levallois, Poissy, Gagny, Chelles et Savigny-sur-Orge). En outre, les

maires R.P.R. réussissent le mieux à faire reculer la gauche dans leurs communes : — 18,4 points par rapport à 1981, au lieu de — 14,1 dans les communes U.D.F. et — 13,4 dans les communes gérées par des maires « divers droite ». Faible différence certes, mais qui semble indiquer qu'à droite le rendement électoral a été directement fonction de la politisation du scrutin municipal.

7) COMPARÉ AU 10 MAI 1981, LE SECOND TOUR N'A PAS ÉTÉ PARTICULIÈREMENT FAVORABLE A LA GAUCHE. — Au scrutin de ballottage dans les villes de plus de 30 000 habitants (tableau 2), elle n'obtient en effet que 48,9 % des suffrages exprimés, au lieu de 54,1 % le 10 mai 1981 dans les mêmes villes, soit un recul de 5,3 points. Le mouvement des abstentionnistes entre les deux tours et le relèvement d'une grande partie des écologistes a permis à la gauche de progresser de deux points entre le 9 et le 13 mars mais cette progression ne suffit pas à empêcher un recul de la gauche sur le long terme.

Étonnante illusion d'optique où la majorité, après un catastrophique premier tour, a paru victorieuse au second, alors qu'elle ne parvenait qu'à conserver à l'arraché le plupart de ses sièges, où ses candidats étaient autrefois aisément élus et M. Mitterrand fortement majoritaire il y a deux ans ! La sauvegarde de Marseille a transformé une défaite électorale en un demi-succès politique.

8) LE RAPPORT DE FORCES NATIONAL S'ÉTABLI A 53/47 EN FAVEUR DE L'OPPOSITION. — Pour tenter d'évaluer aussi précisément que possible l'évolution du rapport des forces depuis 1981, considérons tout d'abord les 52 villes où l'affrontement gauche/droite était la règle dès le premier tour des élections municipales. Le recul de la gauche, depuis le 10 mai, y est de 5,3 points.

Examinons maintenant la situation dans les villes en ballottage (tableau 2), ce qui permet de prendre en compte le sursaut de la gauche au deuxième tour, le recul y est tout de même de 5,3 points. La concordance de ces deux indications, qui portent

au total sur cent-vingt et une villes, trois secteurs de Marseille et deux arrondissements de Paris, permet d'évaluer les pertes de la gauche depuis le 10 mai 1981 à 5,5 points. Si l'on extrapole ce résultat au plan national, on obtient un rapport de forces de 53/47 en faveur de l'opposition.

Sans doute pourrait-on objecter que le mobilisation de l'électorat dans les deux scrutins n'est pas la même, mais on ne saurait oublier non plus que la gauche doit d'avoir résisté à la position personnelle de ses maires. Rien n'indique que dans une élection législative, les députés socialistes de la « vague rose » de 1981 disposeraient d'une telle prime. Notre évaluation confirme le complet renversement du rapport des forces intervenu depuis un an aux élections cantonales partielles (4). La gauche semble ainsi affronter les prochaines grandes échéances électorales en position de challenger.

La brutalité du renversement du rapport gauche/droite et la borne tenue de la majorité le 13 mars pose, enfin, le problème du mode de scrutin pour les prochaines élections législatives. Avec la représentation proportionnelle stricte, la gauche courrait le risque d'une défaite en un seul tour, alors que le scrutin majoritaire à deux tours lui permet de mobiliser progressivement ses sympathisants et d'attirer les électeurs écologistes ou ceux d'extrême gauche pour espérer l'emporter de justesse au second tour. Le système actuel a ainsi l'avantage d'organiser une session de rattrapage. Géographes que les députés de gauche y regarderont à deux fois avant de modifier des règles qui correspondent si bien à notre système de partis et au tempérament des électeurs.

JÉRÔME JAFFRÉ

(3) Rappelons que Francoville, qui n'avait pas atteint 30 000 habitants en 1977, est, de ce fait, exclue de l'étude.

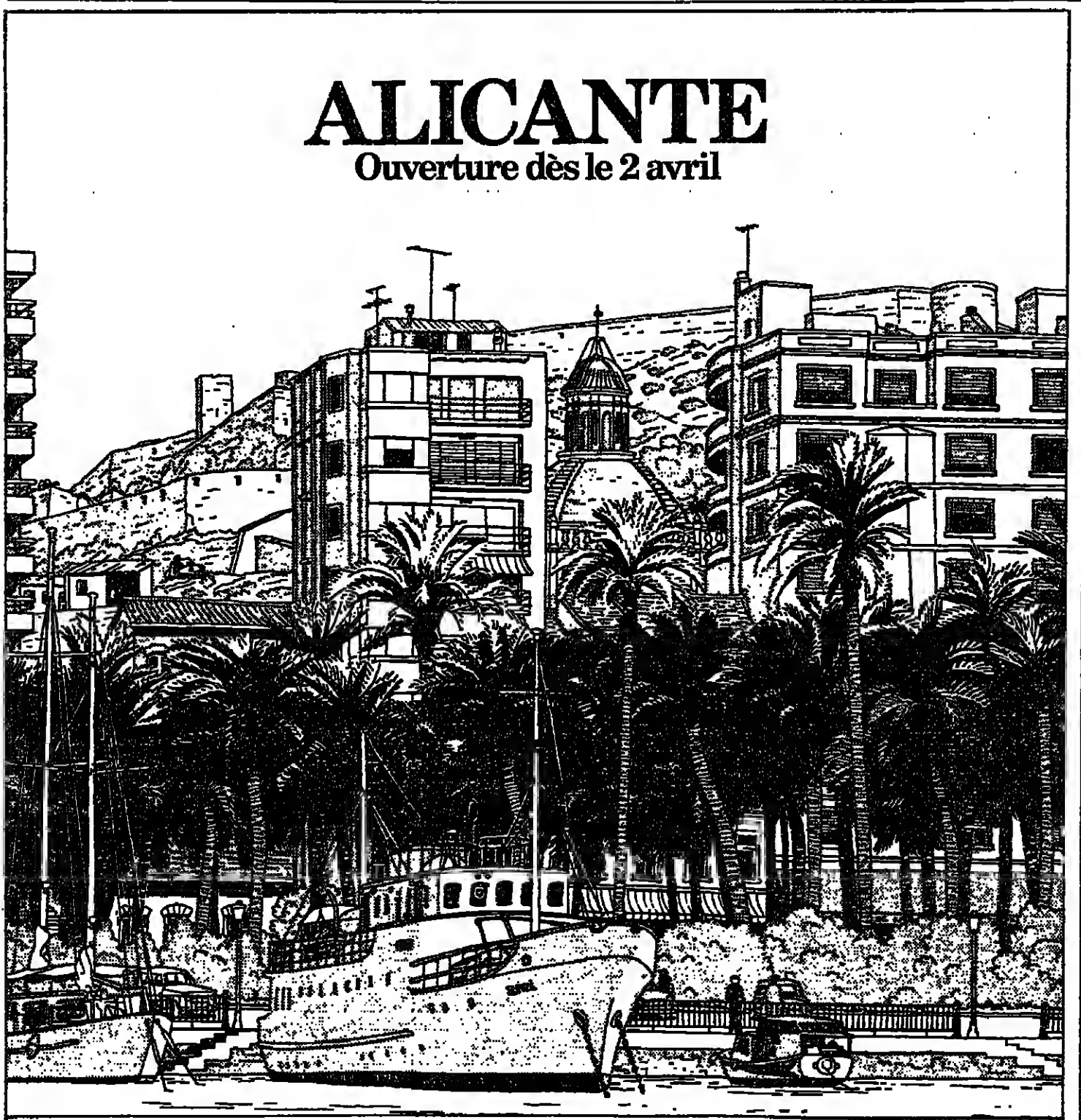
(4) Voir Jérôme Jaffré et Jean-Luc Parodi, « Un an de cantonales partielles : la gauche en recul », *Le Croix*, 25 février 1983.

I. — L'ÉVOLUTION DE LA GAUCHE DANS LES VILLES DE PLUS DE 30 000 HABITANTS DE 1981 A 1983

	F. Mitterrand (10 mai 1981) (%)	gauche (6 mars 1983) (%)	Écart
Ensemble des 221 villes	53,1	44,2	- 8,9
SELON LA TAILLE DES VILLES			
• 30 000 à 50 000 habitants	56,4	51	- 5,4
• 50 000 à 100 000 habitants	54,2	47,3	- 6,9
• Plus de 100 000 habitants	50,7	39	- 11,7
SELON LES RÉGIONS			
• Nord	54,7	49	- 5,7
• Ouest	54,1	51	- 3,1
• Sud-Ouest	55,4	45,8	- 9,6
• Sud-Est	52,5	43,2	- 9,3
• Centre	54,1	48,8	- 5,3
• Est	48,7	35,9	- 12,8
• Régions parisiennes	52,9	41,3	- 11,6
SELON LA COULEUR POLITIQUE DES MAIRES SORTANTS			
• Parti communiste	59,1	54	- 5,1
• Parti socialiste	55,2	51,6	- 3,6
• U.D.F.	48,4	34,3	- 14,1
• R.P.R.	47,1	36,7	- 10,4
• Divers droite	48,9	35,5	- 13,4
ENSEMBLE DES MAIRES DE GAUCHE			
	56,9	52,6	- 4,3
ENSEMBLE DES MAIRES DE L'OPPOSITION			
	48	33	- 15
SELON L'ANCIENNETÉ DES MAIRES DE GAUCHE			
• Parti communiste, élus avant 1977	61,4	57,5	- 3,9
• Parti communiste, élus en 1977	54,6	47,4	- 7,2
• Parti socialiste-M.R.G., élus av. 1977	57	52,7	- 4,3
• Parti socialiste-M.R.G., élus en 1977	52,9	50,4	- 2,5
SELON LA TAILLE DES COMMUNES ET LA COULEUR POLITIQUE DES MAIRES SORTANTS			
• Maires de gauche, villes de 30 000 à 50 000 habitants	58,4	56,2	- 2,2
• Maires d'opposition, villes de 30 000 à 50 000 habitants	50,9	37,5	- 13,4
• Maires de gauche, villes de 50 000 à 100 000 habitants	57,9	53,6	- 4,3
• Maires d'opposition, villes de 50 000 à 100 000 habitants	45,3	32,3	- 13
• Maires de gauche, villes de plus de 100 000 habitants	54,6	48,5	- 6,1
• Maires d'opposition, villes de plus de 100 000 habitants	47,9	32	- 15,9
DUELS GAUCHE-DROITE AU PREMIER TOUR EN 1983			
	56,5	50,9	- 5,6

II. — L'évolution de la gauche dans les villes de plus de 30 000 habitants au scrutin de ballottage en 1983

	F. Mitterrand (10 mai 1981) (%)	gauche (13 mars 1983) (%)	Écart
Ensemble des villes en ballottage le 13 mars 1983	54,1	48,8	- 5,3
Ballottage avec tête de liste parti communiste	55,7	50,8	- 4,9
Ballottage avec tête de liste parti socialiste-M.R.G.	53,5	47,9	- 5,6



Air France vous facilite l'Europe.

Cette année, Air France vous emmène à Alicante à partir du 2 Avril et ce jusqu'au mois d'Octobre. Ainsi vous pourrez rejoindre Alicante en direct, le samedi en Boeing 727 et également le dimanche en Juillet, Août et Septembre. A bord, le repas vous sera désormais servi par le personnel de cabine. Alicante avec Air France, une destination supplémentaire pour se rendre en Espagne.



HANNE COMTEL

RECUTIN
A gauche, les vil

Les six plus petites
dans les villes de plus

certain

مكتبة الأمل

POLITIQUE

DU SCRUTIN

A gauche, les villes moyennes les plus fragiles ont résisté

Dans cette dernière catégorie, la gauche avait, en mars 1977, conquis vingt-trois municipalités : Bourg-en-Bresse (Ain) ; Grasse (Alpes-Maritimes) ; Aurillac (Cantal) ; Angoulême (Charente) ; Bourges (Cher) ; Chartres (Eure-et-Loir) ; Brest (Finistère) ; Montpellier (Hérault) ; Rennes et Saint-Malo (Ille-et-Vilaine) ; Saint-Etienne (Loire) ; Angers (Maine-et-Loire) ; Thionville (Moselle) ; Tournai (Nord) ; Alençon (Nord) ; Schiltigheim (Bas-Rhin) ; Le Creusot (Saône-et-Loire) ; Chambéry (Savoie) ; Albi (Tarn) ; Hyères (Var) ; La Roche-sur-Yon (Vendée) ; Poitiers (Vienne) et Créteil (Val-de-Marne).

Ces renversements de tendance, que ne laissent prévoir ni le scrutin législatif de 1973 ni l'élection présidentielle de 1974 (M. Mitterrand n'était arrivé en tête qu'à Bourges, au Creusot et à Créteil), n'ont pas été confirmés aux élections législatives de 1978.

On pouvait logiquement penser que l'« avertissement » adressé à la majorité d'aujourd'hui, les 6 et 13 mars, serait particulièrement sensible dans ces vingt-trois communes « fragiles » où le succès du P.C. et du P.S. s'explique essentiellement par des raisons d'opportunité locale (succèsions mal acceptées, division de la droite). Il est intéressant de constater que le parti communiste, qui détenait quatre de ces villes (Grasse, Bourges, Saint-Etienne, et Thionville), en a conservé deux (Bourges et Thionville) et que le parti socialiste, qui détenait les dix-neuf autres, l'a emporté dans quatorze d'entre elles (Bourg-en-Bresse, Aurillac, Angoulême, Chartres, Montpellier, Rennes, Angers, Alençon, Schiltigheim, Le Creusot, Albi, La Roche-sur-Yon, Poitiers et Créteil).

La confirmation de ces seize succès ne peut s'expliquer, cette fois, par des divisions de la droite. Il est donc vraisemblable que la prime au maire sortant a joué et que les électeurs ont tenu compte des qualités de gestionnaire de leurs maires.

L'électorat des villes de plus de trente mille habitants dans lesquelles la gauche était minoritaire qui avait accordé pour la première fois en mars 1977 la majorité de ses suffrages au parti communiste et au parti socialiste est dans l'ensemble resté fidèle à ses choix à l'occasion du dernier scrutin municipal.

An cours d'une journée d'études de l'Association française des sciences politiques, le 31 janvier dernier, consacrée aux élections municipales, M^{me} Dupoirier et M. Grunberg avaient tenté de démontrer que les élections municipales sont des élections « politiques » et « intermédiaires » et qu'elles « constituent un maillon de la chaîne des scrutins nationaux » (Le Monde du 6-7 février).

Pour établir une corrélation entre le scrutin municipal de mars 1977 et les scrutins législatifs de 1973 et 1978, les deux cent vingt et une villes de plus de trente mille habitants avaient été classées en trois catégories : celle où la gauche était majoritaire en 1973 (cent sept) ; celles où la gauche oscillait entre 44 et 49 % (quarante et une) et enfin

celles où la gauche était faible (soixante-trois). Mais ces résultats attestent également la capacité de la gauche à s'implanter dans une catégorie de villes importantes certes, mais qui n'ont pas toutes, à l'occasion des scrutins locaux ou nationaux, valeur de symbole, contrairement à Marseille ou à Grenoble.

NADINE AVELANGE.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL DU VAL-D'OISE PROTESTE CONTRE LA FRAUDE ÉLECTORALE

L'élection de M. Henry Canacop, ancien député communiste, à la mairie de Sarcelles est sérieusement contestée par l'opposition (Le Monde du 9 mars). Dans une déclaration très vigoureuse, M. Pierre Salvi, président (U.D.F.) du conseil général du Val-d'Oise, affirme que, dans cette ville, « la fraude est évidente » et réclame non pas l'annulation du scrutin par le tribunal administratif mais la « rectification des résultats », de telle manière que M. Raymond Lamontagne, tête de liste de l'opposition, soit proclamé élu.

« Le juge du tribunal administratif dispose de pouvoirs très larges, estime en effet M. Salvi. Il peut rectifier, s'il l'estime justifié, les résultats des élections et en particulier celui de Sarcelles. J'attends qu'il le fasse au nom du droit et de l'équité. Décision difficile à prendre néanmoins, et j'imagine très bien les hésitations de celui au de ceux qui auront à la prendre. Alors, ils ont aussi la possibilité, en application de l'article L. 250.1 du code électoral, d'annuler l'élection, de suspendre le mandat des conseillers municipaux irrégulièrement élus et de s'en remettre à la décision du Conseil d'Etat, qui a trois mois pour statuer. Une délégation spéciale serait alors mise en place à Sarcelles. »

M. Salvi souligne, d'autre part, qu'il serait fâcheux que des élus, se sentant menacés, fâchent les résultats pour tomber sous le coup d'une annulation plutôt que d'essayer une défaite, « seul danger pour la démocratie ».

VOTRE HOPITAL EST EN DANGER

« A entendre le gouvernement actuel, les hôpitaux sont des citadelles occupées par des médecins vieillards et sclérosés où la qualité des soins est plus que médiocre. Or la réalité est tout autre : le tissu hospitalier français est l'un des plus développés et des plus modernes du monde. Le ministre communiste de la Santé veut donc en changer : quelle injure pour les médecins, quelle méconnaissance de la volonté des Français !

Le gouvernement propose des réformes qui vont bouleverser l'activité de nos hôpitaux en y instaurant des élections permanentes, en y abolissant toute hiérarchie.

La « départementalisation » qui va être imposée peut se résumer en quelques phrases : « A bas les chefs, à bas les lites, le pouvoir pour tous, immédiatement ». Ou est la nécessaire qualité des soins ? Jugez-en vous-même : dans quelques mois seront créés des départements, dont personne ne connaît la définition exacte ni la réalité qu'ils recouvriront : à leur tête, des chefs de département élus pour 4 ans.

Campagnes électorales

permanentes, règlements de comptes inévitables, ces nouvelles structures aboliront toute hiérarchie stable, toute Ecole, toute efficacité. Le gouvernement de la France oublie-t-il que dans ces hôpitaux des malades sont soignés ?

Ne nous y trompons pas, cette réforme des hôpitaux s'inscrit dans une grande refonte de notre système de soins. Ce nouveau système va faire disparaître l'individu au profit du collectif, va supprimer les différences personnelles au profit de la grisaille collectiviste. Dans l'université ce processus est en route, abolition des concours, uniformisation des diplômes : il va se poursuivre par nos hôpitaux et touchera bientôt les médecins de ville, éliminés au profit des centres de santé municipaux.

On voit le même processus vis-à-vis des pharmaciens et des laboratoires pharmaceutiques.

Les médecins français ont décidé de réagir : ils ne peuvent accepter de disparaître ainsi ; ils perdraient leur âme. Mais ce combat doit être expliqué à tous les Français, pour qu'ils y participent.

SOLIDARITÉ MÉDICALE

Votre Médecin, votre Dentiste, votre Pharmacien, votre Masseur-Kinésithérapeute, votre Infirmière.

Soutenez notre mouvement - B.P. 259 - 75264 Paris Cedex 06.

Les dix plus petits écarts du second tour dans les villes de plus de trente mille habitants

DÉPARTEMENTS	VILLES	GAUCHE %	GAUCHE %
EURE-ET-LOIR	DREUX	49,96	50,03
GARD	NIMES	50,32	49,67
HÉRAULT	SÈTE	50,21	49,78
LOIRE	SAINT-CHAMOND	49,64	50,35
SAONE-ET-LOIRE	CHALON-SUR-SAONE	50,21	49,78
SEINE-MARITIME	SOTTEVILLE-L-ROUEN	50,23	49,76
HAUTS-DE-SEINE	CHATENAY-MALABRY	49,95	50,04
SEINE-SAINT-DENIS	AULNAY-SOUS-BOIS	49,45	50,54
SEINE-SAINT-DENIS	NOISY-LE-GRAND	49,50	50,49
VAL-DE-MARNE	VILLENEUVE-ST-GEORGES	49,65	50,34

Face à l'immobilier, certains ont des problèmes.

Nous, nous avons des solutions.

Quand face à l'immobilier, certains se fixent sur les problèmes, à la Banque de La Hénin nous préférons apporter des solutions. Pas d'attentisme : des idées.

Pour la Banque de La Hénin, l'immobilier n'est pas seulement une spécialité : c'est une vocation. La Banque de La Hénin a toujours été à la pointe de ce secteur économique : pionnière dans la distribution de prêts conventionnés, inventrice du Compte Epargne Résidence Secondaire, innovatrice, avec les crédits travaux sans hypothèque.

A la Banque de La Hénin, les conseillers que vous rencontrez sont tous des experts, des partenaires qui connaissent en ces temps difficiles, la valeur du conseil, l'importance de la souplesse et des décisions rapides.

Pour la Banque de La Hénin, l'ennemi n° 1 de l'immobilier, c'est l'immobilisme. C'est comme cela que l'on devient et que l'on reste la première banque française de l'immobilier : il y a près de 100 banques spécialistes de l'immobilier en France, elles s'appellent toutes La Hénin.

Banque de La Hénin
La Banque-orchestre de l'immobilier



Siège social : 16 rue de la Ville-l'Évêque 75384 Paris Cedex 08. Tél. (1) 265.35.15

هكذا من الأصل

Le Monde

société

LE DÉBAT SUR LA SÉCURITÉ

Le nombre des adolescents détenus préoccupe le ministre de la justice

Le nombre de jeunes détenus tend à décroître, contrairement à celui des adultes incarcérés qui ne cesse d'augmenter. Ce recul est un succès pour M. Badinter qui, plusieurs fois, a insisté sur les conséquences « néfastes » de l'emprisonnement des mineurs.

Le garde des sceaux l'a dit et redit : l'incarcération des mineurs est non seulement « néfaste » mais elle accentue leur « marginalisation » et risque de provoquer une « escalade de la délinquance ». Tout doit donc concourir à l'éviter. Pour autant M. Badinter n'est pas favorable à l'interdiction de la détention provisoire pour les moins de seize ans. Il juge irréaliste cette proposition à laquelle s'est ralliée récemment la commission que préside M. Pierre Marquet, premier président de la cour d'appel d'Agen (*le Monde* du 22 décembre 1982).

Sans voir là un encouragement à la fermeté, les juges des enfants et les juges d'instruction, qui décident des incarcérations, y ont sans doute trouvé des raisons de persister dans leur attitude. Car le nombre de détenus de moins de seize ans est aujourd'hui préoccupant. Au cours de l'année 1982, 1 301 mesures de détention provisoire ont été ordonnées contre des jeunes de cet âge (1). Cela signifie que près d'un mineur incarcéré sur quatre a aujourd'hui entre treize et quinze ans, contre 13 % en 1974.

Les mineurs emprisonnés étaient relativement peu nombreux en 1979. Cette année-là, 4 308 mesures de détention provisoire avaient été ordonnées contre des moins de dix-huit ans. En 1980, leur nombre passe à 4 087. Ce n'est qu'en 1982 qu'on assiste à une certaine décroissance de ce chiffre aujourd'hui le minis-

En dépit de ce résultat, le nombre des adolescents détenus reste un sujet de préoccupation pour le gouvernement qui y voit un détournement de l'esprit et de la lettre de l'ordonnance de 1945 sur l'enfance délinquante. « Ras-le-bol » des juges et volonté répressive se conjuguent pour faire de ce problème l'un des plus épineux que M. Badinter ait à résoudre.

tère de la justice (5 706), après une nouvelle année difficile (6 053 en 1981) (2).

Voilà dans la sècheresse des chiffres la situation présente avec, pour M. Badinter, un mineur sujet de satisfaction, la baisse de ces derniers mois et une préoccupation essentielle : le détournement de l'esprit, voire de la lettre, de l'ordonnance de 1945 sur les jeunes délinquants, ordonnance qui ne prévoit l'incarcération des mineurs que lorsque toutes les autres solutions, éducatives en particulier, sont impossibles ou ont échoué.

Le retour à l'orthodoxie de 1945, que souhaite M. Badinter, tranche avec le va-et-vient qui caractérisait la pensée ministérielle sous le septennat précédent. Convenu, lorsqu'il fut nommé garde des sceaux, de l'inefficacité de la prison pour les mineurs, M. Peyrefitte expliqua ensuite que celle-ci crée parfois un « choc salutaire ». Puis il se ravisa. Aujourd'hui, les choses sont plus équilibrées : si le nombre des mineurs incarcérés reste préoccupant.

Contrairement à une idée répandue, les magistrats qui choisissent d'écrouer un mineur ne le font pas faute de mieux. Ce n'est pas parce qu'il n'y a pas de foyer où placer un adolescent qu'ils prennent cette décision. Mais parce qu'elle leur paraît la meilleure.

Quand M. Yazid (Ligue arabe) parle « au nom des bougnoules »

« Je suis un bougnoule et je parle au nom des bougnoules... Je veux parler de la campagne électorale assez librement ». C'est en ces termes que M. Mohamed Yazid, représentant de la Ligue arabe à Paris, a commencé la conférence de presse qu'il avait réunie mardi 15 mars au siège de la Ligue arabe.

« Je suis un observateur, représentatif d'une organisation arabe, a-t-il dit. Nous avons été au centre de la campagne électorale de certaines personnalités et de certaines organisations (M. Yazid n'a pas précisé lesquelles, mais il s'agissait évidemment des partis de droite), qui ont fait de l'émigration leur thème principal pour gagner des voix. En partant de là, ces personnalités et ces organisations ne pouvaient que raisonner en xénophobes et en racistes. Elles ont, en agissant ainsi, violé la législation française. Nous avons

assisté à une véritable campagne xénophobe et raciste particulièrement dirigée contre les *Mahgrébins*. Il y a eu même des attentats contre eux. Je tiens à exprimer l'indignation des immigrés devant l'ampleur et le mouvoisei de ces campagnes ».

M. Yazid a lancé aussi des accusations contre certains milieux d'affaires : « Je tiens à dénoncer, a-t-il dit, les milieux de la grosse finance française qui ont appuyé certaines campagnes à Marseille, à Lyon, à Lille et à Roubaix et certaines personnalités dans leurs déclarations xénophobes et racistes et qui, d'autre part, se présentent dans les pays arabes pour leur arracher de gros contrats ». Là encore, M. Yazid n'a pas cité de noms.

R. D.

BIBLIOGRAPHIE

« Des jeunes y entrent, des fauves en sortent » de Guy Gilbert

Blouson de cuir noir et jeans délavés, Guy Gilbert, « prêtre d'abord », éducateur ensuite, peaufine au fil de ses apparitions télévisées l'image d'un prêtre non conformiste, au cœur « gros comme ça ». On découvre ou on redécouvre en lisant son dernier livre, *Des jeunes y entrent, des fauves en sortent*, non la vedette mais le « curé » aux prises, quotidiennement, avec les « taulards » et les « loubards ».

L'univers de ces loubards, c'est la prostitution, le chômage, la solitude et la prison. De ces jeunes qu'il côtoie dans les rues de Paris ou à Fleury-Mérogis, Guy Gilbert dit qu'ils sont « habitués à la haine » mais surtout « dévoués par l'amour ». L'amour — c'est de son absence que vient tout le mal — sert de fil conducteur aux anecdotes et aux drames que rapporte ce livre.

Il y a l'histoire d'Alex, « quatorze ans et demi, dix-sept fois en prison », et celle de ce « mec » appliqué à détruire une cabine téléphonique et qui explique : « Moi, j'ai personne à qui parler. Je déteste ces machines et quand je peux m'en faire une, je ne me gêne pas ».

Guy Gilbert a choisi son camp, celui des sans-famille et des marginaux, mais l'amour, toujours lui, le retient de rejeter en bloc les juges, les « flics » et les « matons ».

C'est vrai, comme le dit Guy Gilbert, qu'« on a les flics qu'on mérite » et qu'il existe des directeurs de prison mal embouchés, mais la maison du père est grande où se côtoient Dédé, le multirécidiviste, Yann, le drogué, et... le chef de l'Etat, dont Guy Gilbert écrit : « Merci François, notre président, d'avoir osé dire, huit jours avant

ton élection, que tu étais contre la peine de mort. » — B. L. G.

* Guy Gilbert, *Des jeunes y entrent, des fauves en sortent*, Editions Stock, 283 pages, 59 F.

BERTRAND LE GENDRE.

(1) Le nombre de mineurs incarcérés en une année est toujours inférieur aux mesures de détention provisoire ordonnées au cours de la même période. Un mineur peut, en effet, faire l'objet de plusieurs mesures de détention en une année.

(2) A ce flux de déclarations provisoires ordonnées en une année correspond un chiffre de sept cent trente-sept mineurs effectivement incarcérés au 1^{er} janvier dernier dont cent trente condamnés.

LES PRISONS SONT PLEINES

Il y avait 36 629 détenus le 1^{er} mars dans les prisons françaises, contre 36 251 le 1^{er} février. C'est une des plus faibles progressions enregistrées ces derniers mois (+ 1,04 %). Ce chiffre de 36 629 doit cependant être rapproché du nombre de places dans les prisons : autour de 30 000, « dont 1 500 sont indignes de notre pays », reconnaît M. Badinter. Depuis le 1^{er} janvier, le nombre des détenus a augmenté de 2 046, soit 5,91 % en deux mois, cela en dépit des consignes de M. Badinter recommandant d'éviter les centres peines d'emprisonnement.

Le nombre de prévenus, c'est-à-dire de personnes détenues avant jugement, était de 19 121 le 1^{er} mars. Il représentait 52,2 % des personnes incarcérées, une proportion à peu près constante depuis quelques mois, mais qui reste préoccupante aux yeux du ministre, dans la mesure où elle traduit un échec du contrôle judiciaire. Les statistiques font apparaître que les magistrats qui décident de la détention provisoire ne sont pas plus répressifs qu'auparavant. Le nombre de personnes qui leur sont déférées par la police a, en revanche, considérablement augmenté.

A Marseille

SEPT CENT PERSONNES ONT MANIFESTÉ CONTRE LE RACISME

(De notre correspondant.)

Marseille. — Quelque sept cents personnes, parmi lesquelles une forte proportion d'immigrés, se sont rassemblées mardi 15 mars, à 18 heures, sans incident, à l'extrémité de la Canebière, à l'appel d'une trentaine d'associations politiques, syndicales et sociales, pour manifester par la mort de Jean-Christophe Latchouman, onze ans, me par l'explosion d'une bombe déposée dans la cité de transit de Baou, quartier de la Cayolle à Marseille, et qui a également blessé sérieusement son frère Nicolas, cinq ans.

Pour les habitants de la cité de transit, qui vivent désormais dans la peur permanente d'un nouvel attentat, et pour les associations qui les soutiennent, « ce crime n'est que la suite des agressions relevées pendant la campagne électorale : tracts, affiches, discours, journaux présentant les immigrés — enjeu principal de la campagne — comme les responsables des difficultés économiques et de l'insécurité ». L'objectif des racistes, rappellent les associations, est de créer une situation explosive pour conduire à l'offensive et rendre impossible la cohabitation entre communautés.

« En cette matière, précise l'association des juristes pour la reconnaissance des droits fondamentaux des immigrés, un quotidien marseillais porte une responsabilité toute particulière » (allusion transparente à la violente campagne du *Méridional*).

Le préfet de police avait interdit le défilé, et les forces de l'ordre qui encadraient la manifestation se sont opposées à ce que les participants descendent la Canebière. — J. C.

Enquête à Lyon après la publication d'un interrogatoire de Klaus Barbie

Une enquête officielle a été ouverte à Lyon pour connaître le — ou les — responsables de la divulgation par le journal *le Progrès* de larges extraits du premier procès-verbal de l'interrogatoire sur le fond de Klaus Barbie, auquel avait procédé le 24 février le juge d'instruction, M. Christian Riss (*le Monde* du 15 mars).

Cette publication apparaît, en effet, comme une violation du secret de l'instruction défini par l'article 11 du code de procédure pénale, selon lequel « toute personne qui concourt à la procédure au cours de l'enquête et de l'instruction est tenue au secret professionnel ». Cette disposition vise les magistrats, les officiers et agents de police judiciaire, les greffiers et les experts, mais aussi les avocats. En cas de faute, ils sont passibles des peines prévues par l'article 378 du code pénal sur le secret professionnel : un mois à six mois de prison et une amende de 500 F à 8 000 F.

Déjà, le procureur de la République de Lyon a fait savoir que le procès-verbal divulgué n'avait été communiqué ni par un magistrat du parquet ni par le juge d'instruction. De son côté, le défenseur de Barbie, M. Alain de la Serrette, a déclaré être étranger à cette fuite. D'autres personnes tenues au secret ont cependant eu connaissance de la pièce publiée, notamment les avocats des parties civiles, qui sont au nombre de seize. Mais il apparaît que seul l'un d'entre eux en avait demandé une photocopie. Dès lors, cette photocopie a pu parvenir au journal, mais, si elle a été transmise par la personne partie civile et non par son conseil, il n'y aurait pas infraction, cette personne n'étant pas, elle, visée par l'article 11.

Quant au journal ou au journaliste, ils ne sont pas tenus non plus aux obligations de l'article 11. En revanche, ils peuvent encourir les peines de l'article 38 de la loi sur la presse (180 à 8 000 F d'amende) qui interdit de « publier les actes d'accusation et tous autres actes de procédure criminelle ou correctionnelle, avant qu'ils aient été lus en audience publique ».

Condamnation de trois employés de l'ambassade d'Iran

Trois employés de l'ambassade d'Iran à Paris, MM. Mohammed Bouhadjeb, vingt-trois ans, Abderrahim Boualicha, trente-deux ans, et Michel Druart, trente-huit ans, Français converti à l'islam, ont été condamnés par le tribunal correctionnel de Versailles, le 15 mars, à six mois de prison, dont quatre avec sursis, pour « dégradation d'édifice public ». Ils devront en outre payer 5 000 F de dommages-intérêts à la LICRA (Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme), et 27 400 F à la mairie de Viroflay (Yvelines), parties civiles.

En octobre et novembre 1982, les trois hommes avaient tracé à la peinture indélébile sur plusieurs bâtiments publics et privés de Viroflay des étoiles à six branches et des inscriptions telles que « Israël, cancer du monde », ou « O Dieu ! sauve l'humanité, détruis Israël, le monde libre vivra en paix ». Lors de l'audience, l'un des accusés a déclaré qu'« il fallait se rappeler les actes nazis de Sabro et de Chatilo » et qu'il était « du devoir des musulmans de diffuser la vérité ».

● *Suicides de détenus.* — Un détenu âgé de vingt-neuf ans, Gilbert Chekahnoun, s'est pendu, le 12 mars, dans sa cellule de la maison d'arrêt de Metz, où il avait été transféré après une première tentative de suicide à la maison d'arrêt de Mulhouse. Arrêté en juin 1982, il avait été condamné le 28 janvier 1983 à treize mois de prison, dont douze avec sursis, pour des vols avec effraction. Le 14 mars, un autre détenu, de nationalité espagnole, Agustín López, trente-quatre ans, a été découvert pendu dans sa cellule, à Metz. Recherché pour trois vols à main armée commis en Espagne et en Suisse, il était incarcéré pour entrée irrégulière en France et usage de faux papiers.

● *La « fiesta » de deux agents ivres.* — La dixième chambre correctionnelle de Paris a jugé, le 14 mars, les gardiens de la paix Gilles Piveteau, trente ans, et Philippe Rigot, vingt-six ans. Complètement ivres et étant hors service, le 30 septembre 1982, vers 5 heures du matin, rue Sainte-Anne, à Paris, ils ont malmené deux Nigériens puis ont tiré au-dessus de leurs têtes, M. Piveteau faisant également feu dans la direction des fenêtres des riverains qui protestaient contre le tapage.

Opération de police dans les milieux turcs à Paris

Une importante opération de police a été menée conjointement, lundi 14 mars, par la brigade criminelle parisienne et des fonctionnaires des renseignements généraux, dans les milieux d'opposants turcs et kurdes à Paris. Soixante-dix personnes ont été interpellées, dont cinq étaient toujours gardées à vue mercredi. Les policiers agissaient sur commission rogatoire de M. Jean-Louis Beaunette, juge d'instruction à Paris, qui instruit une affaire d'extorsion de fonds dont sont victimes des commerçants turcs de la capitale.

Cette affaire de droit commun — de « racket » — semble, en fait, aux limites de la politique. La brigade criminelle s'intéresse de près à certains milieux d'opposants turcs, dans le cadre d'enquêtes sur des attentats terroristes de l'année 1982 (*le Monde* daté 6-7 mars).

Les cinq personnes interpellées à leur domicile, et toujours gardées à vue, seraient liées, entre autres, au mouvement d'extrême gauche turc Dev Genç. En revanche, les perquisitions effectuées dans les locaux de deux organisations, l'Association des travailleurs patriotes du Kurdistan et l'Association démocratique des travailleurs turcs — n'ont donné aucun résultat.

Grâces médicales : réincarcération d'un trafiquant de drogue

Marseille. — M. Gabriel Graziani dit « Gabby », soixante et un ans, trafiquant de drogue, a été interpellé lundi 14 mars par les policiers de la brigade des stupéfiants de Marseille. Condamné en 1979 à dix ans d'emprisonnement pour infraction à la législation sur les stupéfiants, M. Gabriel Graziani, qui était soigné à la prison-hôpital des Baumettes pour cardiomyopathie ischémique, avait été remis en liberté provisoire par le juge de l'application des peines. Une mesure renouvelable tous les trois mois.

C'est le docteur Alain Colombani, ancien médecin-chef des Baumettes, aujourd'hui incarcéré à la prison d'Avignon et inculpé de « falsification de documents médicaux, connivence d'évasion, corruption et trafic d'influence », qui avait délivré un certificat précisant que l'état de santé de M. Gabriel Graziani était incompatible avec sa détention.

Sur décision de M. François Ardiet, juge d'instruction au tribunal de Marseille, M. Gabriel Graziani a subi un examen plus complet que les précédents. C'est sans doute au vu des résultats de cet examen que M. Graziani a été réincarcéré. Cependant, ce trafiquant semble réellement malade, ainsi que l'attestent plusieurs certificats.

M. Gabriel Graziani avait été interpellé en mars 1977 à propos de l'enquête sur le hold-up de la caisse d'épargne de Lyon. Les enquêteurs avaient alors trouvé dans ses poches deux sachets d'héroïne ayant les mêmes caractéristiques que celle qui avait été saisie le 5 février 1978 dans un laboratoire de La Clotat. — (Corresp.)

Démantèlement du nouveau gang des Lyonnais

Lyon. — A quelques dizaines de kilomètres de Barcelone, le malfaiteur Raymond Vaccarizi et quatre de ses « lieutenants » ont été arrêtés mardi 15 mars. Raymond Vaccarizi, âgé de trente-deux ans, était impliqué dans une fusillade qui, le 11 janvier, avait opposé un groupe de truands — pour le plupart proxénètes — à Charvien (Isère). Le frère de Raymond, Daniel, avait été interpellé le 17 janvier. Mais l'arrestation de Raymond Vaccarizi, chef présumé du gang dit des « nouveaux Lyonnais » (*le Monde* du 2 février) permet aux enquêteurs du S.R.P.J. de conclure un dossier d'une importance sur moins égale à celui du « gang des Lyonnais » dans les années 70.

Rappelons que quarante-neuf personnes avaient déjà été interpellées et que vingt et une d'entre elles — dont treize femmes — avaient été placées en détention par M. Jean-Louis Cor, juge d'instruction, dans le cadre de cette enquête. L'opération des policiers lyonnais associés à leurs collègues espagnols se traduit par une réussite quasi totale, puisque quatre des « lieutenants » de Raymond Vaccarizi, Jean-Pierre Antonin, Abdelkader Lekehal, Julio Salazar et Louis Aldeguer, ont été interpellés.

La Costa Brava, où ont eu lieu des spectaculaires arrestations, a souvent été considérée comme un « refuge » pour les truands lyonnais. — (Corresp. rég.)

Le Sommeil et les Rêves

Quel est le mécanisme du sommeil ? Pourquoi rêvons-nous ? Peut-on interpréter les rêves ? Comment lutter contre les troubles du sommeil ? Les somnifères sont-ils efficaces ? Qu'est-ce que l'hyponomie ? Découvrez aujourd'hui les réponses à toutes les questions que vous vous posez sur le sommeil et les rêves dans ce numéro hors-série de Science et Vie.

15 F
chez tous les marchands de journaux



UN HORS SERIE

SCIENCE VIE

سكائن العرب

Dissuasion

- Politique -

Le Mo
BIG BRO
AU BUR

MATHÉMATIQUE PHYSIQUE

Perfectionnement et soutien
des élèves de sixième à terminale

● Cours hebdomadaires : 2 h par
semaine ;

● RÉVISION A PAQUES

28 mars au 2 avril et/ou 5 au
8 avril 1983. - 2 heures par jour
et par discipline.

Cours animés par des professeurs
de l'enseignement secondaire en exercice.

PARIS 6° 325.66.50 PARIS 8° 634.52.25 PARIS 16° 503.38.26
106, Bd. St-Germain - 75006 PARIS

MATH-SECOURS

fondé en 1970

Enseignement secondaire libre

IFACE

Formation de Formateurs

Fondé en 1969, l'I.F.A.C.E. est un établissement de la Chambre de
Commerce et d'Industrie de Paris.

- Le programme de formation de formateurs est ouvert aux
diplômés du 2^e cycle de l'enseignement supérieur, ayant au
moins 3 ans d'expérience professionnelle.

- Il prépare à de nombreuses fonctions de responsables de
formation, de formateurs ou de conseillers dans diverses
organisations (entreprises, établissements d'enseignement et
de formation continue, sociétés de conseils...)

- Le programme dure deux ans à temps plein et s'ouvre chaque
année en septembre. Il consiste en une alternance de mise en
situation et de réflexions sur les expériences vécues, ponctuée
de séminaires.

- L'agrément dont le programme a bénéficié jusqu'à présent au
titre de la rémunération des stagiaires par l'Etat est, pour la
rentrée prochaine, en négociation.

Les inscriptions seront closes le 2 mai 1983.

Renseignements et dossiers pouvant être obtenus à l'I.F.A.C.E.

79, avenue de la République - 75011 PARIS

Tél. 355.39.08 posta 1209

(Publicité)

FUTURS HOTELIERS ET RESTAURATEURS

Une formation selon CORNELL est maintenant possible - EN EUROPE

CORNELL-ESSEC, un programme mis en place par la célèbre école
hôtelière de l'Université de Cornell et l'Ecole Supérieure des Sciences
Economiques et Commerciales, accepte dès à présent les candidatures
pour la rentrée d'octobre 1983.
Les cours sont dispensés, sur deux années scolaires, dans les locaux de
l'ESSEC (25 minutes de Paris).

Il est demandé aux candidats :

- le niveau baccalauréat plus trois années d'études supérieures,
- une expérience professionnelle dans le domaine hôtelier,
- une bonne connaissance du français et de l'anglais,
- les motivations requises pour faire carrière dans un domaine exigeant.

Des bourses d'études (attribuées selon le mérite des candidats) et des
prêts bancaires sont disponibles.

Ecrire à : Mlle Marie-France FUREAULT

CORNELL/ESSEC

B.P. 105

95021 - CERGY-PONTOISE CEDEX -

Etablissement d'Enseignement Supérieur Privé reconnu par l'Etat

(Publicité)

PARENTS...! VOS ENFANTS SONT EN DANGER

Hier, René HABY inaugurerait à grand renfort de publicité le « collège unique »
qui devrait porter remède à tous les maux dont souffrirait le système scolaire.

Aujourd'hui, parents et professeurs reconnaissent à l'unanimité l'échec de
cette réforme, échec que le SNALC avait prévu dès 1975 ! Les élèves les plus faibles
voient leurs difficultés s'accroître, les plus doués perdent le goût du travail et
de l'effort.

L'école, en sens large du terme, n'est plus aujourd'hui l'outil de promotion
sociale qu'elle devrait être, mais fait de vos enfants des cobayes et sacrifie toute
une génération.

Sans nullement remettre en cause le cadre législatif qui a présidé à la mise en
place du collège unique, le Ministre de l'Éducation Nationale reprend à son compte
l'essentiel des propositions du Professeur Louis LEGRAND.

LE SNALC VOUS APPELLE A LES REFUSER

En effet :

- Pour réaliser le « collège unique », entichambre du « lycée unique », on a
médiocrisé l'enseignement en procédant de fait à un nivellement par le bas. On a
voulu, sans y parvenir d'ailleurs, éviter le marginalisation des plus faibles, mais on
a de ce fait marginalisé les élèves plus doués, et cela ne pourra que se perpétuer ;

- En substituant à l'outrecaille l'Éducation à l'Enseignement, on donnera la priorité
aux méthodes par rapport au contenu ;

- En imposant progressivement les « équipes pédagogiques » et le contrôle
continu, on instaure un collectivisme dans la vie scolaire ;

- Au nom de l'autonomie, et par le biais des projets d'établissement, on va
permettre à nos collèges et à nos lycées de se choisir des spécificités idéologi-
ques ;

- La mise en place d'un système éducatif décentralisé à l'extrême et les
structures de gestion tripartite permettront les ingérences des collectivités et des
associations locales bien souvent politisées ;

- L'institution du tutorat risque fort de porter une atteinte grave à la priorité
que vous, Parents, avez en matière d'éducation. Cela ne renforcera-t-il pas la prise
en main de vos enfants ?

SOUTENEZ LE SNALC DANS SON REFUS

Cette insertion a été financée par une souscription exceptionnelle lancée au-
près des adhérents et sympathisants du SNALC.

SYNDICAT NATIONAL DES LYCÉES ET COLLÈGES

5, rue Las-Cases - 75007 PARIS - (1) 551.48.53.

MÉDECINE

La manifestation nationale plus de 15 000 personnes

La manifestation nationale des étudiants en médecine a eu lieu, le 15 mars, à Paris - entre
Denfert-Rochereau et les Tuileries. - plus de
15 000 personnes (12 000 selon les Renseignements
généralistes, 20 000 selon les organisateurs). Venu de
tous les centres hospitaliers universitaires (C.H.U.)

de France, les manifestants ont exprimé, une nou-
velle fois, leur opposition à la réforme en cours des
études médicales (le Monde du 10 mars). Le même
jour, une délégation était repue par les groupes parle-
mentaires du parti communiste, du parti socialiste,
de l'U.D.F. et du R.P.R.

Un référendum-

On ne manquera pas d'en con-
tester les résultats et même d'en mini-
miser la valeur et l'importance. Force
est pourtant de constater que la
réalisation de ce référendum na-
tional est un événement : pour la
première fois on assiste à une consul-
tation directe « de la base » portant
sur la réforme des études médicales.

Organisée rapidement au beau mi-
lieu d'un mouvement de grève, cette
consultation avait des allures de pari :
il s'agissait, en quelques jours, d'éta-
blir un questionnaire, de le diffu-
ser à tous les étudiants en médecine
de France, de la deuxième à la sixième
année (1) - soit environ

treize mille personnes - et d'analy-
ser les réponses obtenues avant le
15 mars (2), date de la manifesta-
tion nationale et de la rencontre
avec les représentants des groupes
parlementaires.

Pari quasiment tenu puisque près
de dix-neuf mille questionnaires ont
déjà été analysés et que les cinq
mille restants (ceux des C.H.U. de
Lille, Rennes, Poitiers, Caen et
Nice) le seront dans quelques jours.

Plusieurs tendances apparaissent
d'ores et déjà nettement :

● Deuxième cycle des études
médicales. La grande ma-
jorité (81 %) estime indispensable

une revalorisation du deuxième cycle
mais demande le maintien
(82 %) du système actuel de l'ensei-
gnement par certificat. Les étu-
diants réclament aussi l'harmonisa-
tion à l'échelon national du
programme, refusent les pro-
grammes régionaux (89 %) ou par
C.H.U. (81 %). La majorité est en-
core plus importante (97 %) pour
revendiquer une revalorisation de
l'enseignement pratique. D'une ma-
nière générale, on veut avancer l'ap-
prentissage des signes cliniques (sé-
miologie) et le contact avec le
malade. On réclame aussi un meil-
leur encadrement théorique et prati-
que au cours des stages hospitaliers.
Refus (84 %) pour que le choix de
ces derniers soit basé sur un classe-
ment. L'externe veut (90 %) une
« redéfinition de ses droits et de ses
devoirs » et être rémunéré à parité

Libres opinions

Réformes et sources de conflits

par le professeur CLAUDE GOT (*)

LES conflits opposant médecins et étudiants en médecine à leurs
ministères de tutelle sont difficilement compréhensibles si l'on
ne separe pas les causes politiques, tactiques et techniques de
cette situation.

La nomination d'un ministre communiste à la santé a été une erreur
politique, quelle que soit sa personnalité. Les médecins sont en ma-
jorité de droite, individualistes et soucieux du respect de l'individu et de
sa liberté, fût-ce aux dépens de la collectivité. Les médecins de gauche
ont un profil peu différent, entendent leur souci de justice ou do-
maine matériel mais ne supportant pas plus que les premiers la psy-
chiatie policière et les atteintes aux droits de l'homme. Ces
caractéristiques ne permettent pas d'espérer une entente avec un
ministre dont le parti est toujours marqué par ses liens avec le sys-
tème soviétique, si distendus qu'ils puissent paraître.

Sur cette base défavorable se sont greffées des erreurs tactiques.
Au lieu de privilégier une discussion approfondie limitée à un ou deux
projets importants, par exemple le recrutement et le statut des mé-
decins des centres hospitaliers généraux ou la départementalisation, le
gouvernement a cherché les ennemis en commençant par deux terrains
minés, la suppression du secteur privé et la réforme des études médi-
cales.

Je suis un partisan de la suppression du secteur privé dans l'hôpital
public mais il fallait, bien entendu, la laisser s'éteindre de mort natu-
relle avec le départ de ceux qui la pratiquent, au lieu de heurter de
front une fraction minoritaire mais particulièrement active, du corps
médical hospitalier.

Pour la réforme des études, il fallait avoir à l'esprit le défi de dix
ans qui avait été nécessaire pour sa maturation. La loi que M^{me} Si-
mone Veil avait présentée au Parlement en printemps de 1979 était
un compromis qui réglait de multiples problèmes ; elle assurait des
fonctions formatrices rémunérées à tous les étudiants du troisième
cycle, qu'ils se destinaient à la médecine générale ou à une spécialité ;
elle créait un cycle spécifique pour le futur généraliste, avec stages
chez les praticiens de ville et une participation de ces derniers à la
formation théorique ; elle unifiait la formation des spécialistes,
jusqu'alors dispersés entre deux filières imparfaites ; enfin, elle assu-
rait la régulation du nombre de médecins formés dans les grandes op-
tions du troisième cycle en fonction des besoins.

En faisant « revoter » la loi de 1979, le gouvernement a introduit
deux modifications minimales : les futurs généralistes seront des in-
ternes et non plus des résidents. La promotion est de pure forme car
leurs statuts, fonctions et rémunérations étaient identiques dans les
textes d'application de la loi précédente. Quant à la création des fi-
lières de recherche et de santé publique, elle pouvait se faire par un
simple arrêté et ne justifiait pas le recours au Parlement.

La seule adjonction notable a été l'examen valant et classant de
la fin du second cycle, qui avait déjà mis la feu aux poudres au prin-
temps 1979 et qui, comble de l'incohérence politique, avait été ajouté
en première lecture à l'Assemblée par un amendement émanant de la
majorité d'élus, et supprimé au Sénat par un amendement commu-
niste soutenu par toute la gauche et accepté par le gouvernement !

Outre la grave atteinte des étudiants, ce retour intempestif au Parle-
ment a d'autres conséquences beaucoup plus graves. Il a boule-
versé le calendrier très serré de la réforme, retardé l'étude des be-
soins et des postes formatrices et compromis la qualité du concours
de l'interne 1984 dont les modalités sont précisées trop tardive-
ment.

Les erreurs concernant la mise en place d'un nouveau statut pour
les médecins hospitaliers sont des erreurs de méthode. Avant même
que les deux ministres concernés se soient mis d'accord sur le do-
maine d'application du statut (tous les médecins, y compris les
hôpitaux-universitaires ou seulement les médecins des hôpitaux gé-
néralistes), une pseudo-concentration sur des textes incomplets permet-
tait aux syndicats hospitaliers de résister cette réforme sans recon-
naître ses avantages et, en mélangeant les problèmes techniques et les
réglements de comptes politiques, elle va provoquer une série de
grèves des internes, qui n'acceptent pas de telles imprécisions dans
leur avenir à court terme.

Autre réforme souhaitée par beaucoup d'entre nous, la définition et
la mise en place des départements est engagée dans d'aussi mau-
vaises conditions : fixation d'un calendrier ridicule qui ne peut être
tenu, d'un schéma rigide qui sera inadapte ou reconstruira les grandes
services actuels, réforme sur le papier comme on les aime en France,
car il manquera au département le transfert des moyens et des res-
ponsabilités qui conditionne son efficacité.

Demière née des réformes vouées aux conflits ou à l'inefficacité, le
budget global qui doit régler les problèmes de la Sécurité sociale. Pre-
nons date comme nous le faisons dans le Monde du 29 septembre
1981 pour la réforme des études ; la budget global ne modérera pas
les dépenses de santé, il augmentera progressivement les délais de
paiement des fournisseurs des hôpitaux, mettant des entreprises en
difficulté, il provoquera des transferts d'activité entre des secteurs de
soins différents sans diminuer l'inflation des dépenses.

Le budget d'un hôpital est constitué pour plus des deux tiers par
des dépenses de personnel, et cette proportion est stable ; le maîtrise
des budgets hospitaliers passe donc par celle des effectifs et non par
des dispositifs purement financiers qui transfèrent au niveau local une
difficulté que le ministère n'a pu régler au niveau national. Une stabili-
sation des effectifs mettant en question le progrès dans la qualité des
soins, il conviendrait de poser aux usagers la seule question impor-
tante : préférez-vous une augmentation des prélèvements sur vos re-
venus pour assurer les 22 % de croissance annuelle des dépenses de
l'hospitalisation publique ou une stabilisation de la qualité des soins,
voire une régression, liée au vieillissement de la population ?

(*) Ancien conseiller technique du ministère de la santé et de la sécurité
sociale ; hôpital Raymond-Poincaré, Garches.

« L'ABSENCE » DE M. SAVARY

Plus le mouvement de protes-
tation contre la réforme des
études médicales se structure et
prend de l'ampleur, moins
M. Alain Savary, ministre de
l'Éducation Nationale, est présent
dans les chants, les mots d'ordre
et les banderoles. Ainsi, le
15 mars, dans le long cortège
multicolore qui un moment oc-
cupa la rue de Rennes sur toute
sa longueur, seule une banderole
mentionnait son nom.

En revanche, M. Jack Ralite,
ministre de la santé, est conti-
nuellement cité, apostrophé et
brocardé sur toute la gamme du
bon au mauvais goût. Pourtant,
les deux ministères participent à
l'élaboration de la réforme, et ce-
lui de l'Éducation Nationale y ap-
porte même une part plus active.
De surcroît, la solidarité intermi-
nistérielle, sur ce point, ne s'est
jamais démentie, et on peut s'in-
terroger, dans ces conditions, sur
le caractère apolitique constam-
ment réaffirmé du mouvement de
protestation des étudiants en
médecine.

J.Y.N.

● Les cent quatre-vingt-dix in-
ternes du centre hospitalo-
universitaire de Nice ont décidé de
commencer, mercredi 16 mars, une
grève illimitée afin de s'opposer aux
réformes prévues par le ministère de
la santé dans les hôpitaux. Seuls les
services d'urgence seront assurés.
Les chefs de clinique et les médecins
des hôpitaux ont apporté leur sou-
tien au mouvement.

● M. Patrick Gérard, président
du Mouvement des Jeunes giscar-
dins, dans une lettre adressée,
mardi 15 mars, au président de la
République, suggère le départ des
ministres de l'Éducation et de la
santé. Il juge que la réforme des
études médicales entreprise par le
gouvernement « réussit, au-
jourd'hui, en raison de son carac-
tère réactionnaire, anti-
démocratique et anti social, à faire
l'unité des étudiants contre
elle ».

PAQUES : STAGES INTENSIFS

MATH ECO
PHYS S-NAT

28/03 - 01/04
POUR TERMINALES B C D
STAGE SPECIAL POUR PREMIERE

TOP MATH Etablissement
23, bd de Bessinguer 925-45-33
ou 520-45-84. Micro Musée

ECHANGES LINGUISTIQUES

ENTRE JEUNES

FRANÇAIS/IRLANDAIS

DE 13 A 18 ANS

ÉTÉ 1983

HOMESTAY

5, rue de la Harpe, 75005 Paris 265-91-48

ÉDUCATION

des étudiants a groupé dans la capitale

D'autre part, commençant à être connus les premiers résultats - portant sur près de 19 000 réponses - d'un important référendum organisé depuis une quinzaine de jours à l'échelon national par le comité de grève Inter-CHU. Les résultats définitifs seront rendus publics le 17 mars. Il apparaît que, dans

leur grande majorité (près de 94 %), les étudiants en médecine s'opposent à la création d'un examen classant obligatoire pour la validation de leur second cycle. Le comité Inter-CHU refuse aussi « le principe de l'uniformisation des pédagogies prévue dans le projet de loi d'orientation des universités ».

contestation

de la quatrième année, les gardes l'étant sur la base du SMIC horaire.

• **Validation du second cycle.** - La majorité (62 %) se prononce pour une uniformisation nationale, refusée (80 %) le système de contrôle continu et surtout s'oppose (94 %) à la création d'un examen classant, validant et obligatoire. En revanche, la majorité des étudiants ne refuse pas une « modernisation » des modalités du contrôle des connaissances.

• **Troisième cycle.** - 85 % des étudiants veulent une dissociation des accès à l'exercice de la médecine générale et à l'exercice des spécialités. Ils sont d'accord à 70 % avec la notion de l'internat de médecine générale. Point important, la majorité (58 %) accepte la notion d'un allongement d'un an de la durée de ce cycle - allongement qui est prévu par la réforme en cours - à condition que cette année supplémentaire soit facultative. 77 % refusent les deux ans obligatoires.

Une dévalorisation de l'enseignement

An total, ce référendum - et sous réserve que les réponses qui manquent n'en modifient pas nettement les résultats - constitue plus qu'un

sondage : il offre une image jusqu'à totalement inconnue de la manière dont les étudiants en médecine jugent leur formation actuelle et celle qu'on se propose de leur donner. A cet égard, le fait majeur est bien le sentiment d'une « dévalorisation » de l'enseignement reçu au cours des quatre années du second cycle, sentiment doublé d'un désaccord sur les modalités retenues pour aboutir à une « revalorisation ».

Les principales inquiétudes des étudiants résident dans les différents modes d'accès à l'exercice de la médecine et à des spécialités. Compte tenu de l'explosion de la démographie médicale, le gouvernement actuel a tenu - en dépit de nombre de discours passés - à conserver la méthode autoritaire mise en place par le gouvernement précédent qui permet de canaliser en différents endroits les flux des étudiants en médecine.

C'est la signification du maintien du *numerus clausus* au cours du premier cycle et de la création des concours interrégionaux (anciens concours de l'internat) pour jouer sur les flux de médecins généralistes ou de médecins spécialistes. En s'opposant à cette dernière partie du système de contrôle (accès à la médecine générale indépendante de

l'accès aux spécialités de médecine), les étudiants ne témoignent pas seulement du désir de pratiquer, à moindre effort, une médecine plus lucrative. Ils expriment aussi une forme d'anxiété d'avoir à exercer un jour la médecine générale pour laquelle ils ne sont, le plus souvent, pratiquement pas formés.

Enfin, de manière plus générale, les résultats de ce « référendum-contestation » montrent s'il en était besoin que les artisans - passés et présents - de la réforme des études médicales ne se sont guère préoccupés comme d'habitude, d'expliquer les raisons, ni d'en détailler les modalités. Ces explications apparaissent aujourd'hui plus que jamais indispensables.

JEAN-YVES NAU.

(1) Les études médicales sont actuellement composées d'un premier cycle d'une durée de deux ans, d'un deuxième cycle (quatre ans) et d'un troisième cycle (un an).

(2) De nombreuses précautions ont été prises dans la réalisation du référendum. La collecte du questionnaire et le dépouillement ont, en particulier, été réalisés dans des locaux réservés aux membres du club informatique - du C.R.U. Néeber.

LE RECTORAT DE CORSE OCCUPÉ PAR DES ÉTUDIANTS DEPUIS UNE SEMAINE

(De notre correspondant.)

Ajaccio. - Le rectorat de l'académie de Corse, à Ajaccio, est occupé depuis près d'une semaine par des membres de l'Association des étudiants corses (Cunsunta di i studienti corsi, C.S.C.) qui empêchent le personnel d'entrer dans les locaux.

Les revendications de l'Association portent sur le démarrage de la seconde tranche des travaux prévus à l'université de Corse (les crédits nécessaires sont inscrits au budget 1983), la construction du nouvel amphithéâtre et de son annexe, l'habilitation des licences dans les enseignements actuellement dispensés (droit, sciences économiques, lettres modernes, langues étrangères appliquées, sciences de la matière, mathématiques, physique, biologie, chimie) et, enfin, l'habilitation du DEUG « langue et culture corses ».

La C.S.C., qui a reçu le soutien de l'Union du peuple corse et des organisations nationalistes, a annoncé son intention de prolonger l'occupation tant que ses revendications ne seront pas satisfaites.

M. Jacques Brighelli, président de l'université, estime que les revendications des étudiants sont justifiées, mais il déclare déplorer « les méthodes employées » pour les faire aboutir. Le recteur, M. Antoine Ottavio, qui a tenté de dialoguer avec les occupants, n'a pu leur donner les assurances requises. Le dialogue s'est alors engagé directement avec le ministre de l'Éducation nationale. L'envoyé de M. Savary et le directeur des enseignements supérieurs sont attendus jeudi 17 mars à Ajaccio.

PAUL SILVANI.

POUR PROTESTER CONTRE LES PROJETS DE RÉFORME DES COLLÈGES

Trois syndicats appellent les professeurs du second degré à faire grève le 22 mars

Trois syndicats d'enseignants du second degré ont décidé de manifester, les 21 et 22 mars, leur hostilité aux propositions contenues dans le rapport de M. Louis Legrand. Pour un collège démocratique » (le Monde du 7 janvier), et partiellement repris depuis par le ministre de l'Éducation nationale (le Monde du 2 février). Le Syndicat national de lycées et collèges (SNALC), la Confédération nationale des groupes autonomes (C.N.G.A.) et le Syndicat C.F.T.C. de l'éducation nationale, de la recherche et des affaires culturelles (SCENRAC) (1) entendent utiliser la journée de réflexion prévue dans les collèges pour le 21 mars pour expliquer et populariser leur refus des « propositions Legrand » et lancer pour le lendemain 22 mars un mot d'ordre de grève dans les lycées et collèges.

C'est un front du refus que les trois syndicats minoritaires du second degré ont décidé d'apposer aux réformes proposées par M. Louis Legrand (remplacement des classes par des « ensembles » hétérogènes et des groupes de niveau dans certaines disciplines, tutorat, limitation des redoublements), réformes dont ils redoutent la mise en place « subreptice » dès la rentrée prochaine. A cet égard, SNALC, C.N.G.A. et SCENRAC-C.F.T.C. protestent contre la « dénazuration » de la journée de réflexion du 21 mars dans les collèges, en accusant M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, de vouloir faire « une journée de pré-organisation de la réforme », et en reprochant au ministre la publication trop tardive et trop synthétique du texte du rapport Legrand. Les trois organisations ont décidé de faire du 21 mars une journée de « résistance » active : présents dans les collèges, leurs adhérents sont invités à « apporter l'analyse critique de leurs syndicats face aux propositions du ministre ». Les trois syn-

cats protestent aussi contre la « volonté de culpabiliser les professeurs », contraire, selon eux, dans le rapport de M. Legrand.

Mais les critiques formulées par les trois syndicats ne se limitent pas à la forme : ils refusent en bloc le tutorat et une « scolarité sans redoublement ni orientation ». Partisans d'un « contrôle régulier des connaissances et des programmes et examens nationaux », les dirigeants du SNALC, de la C.N.G.A. et du SCENRAC s'opposent enfin « à l'omnipotence et à l'arbitraire des conseils d'établissement ».

A l'université de Tours

UNE NON-ENSEIGNANTE EST ÉLUE À LA DIRECTION D'UNE U.E.R.

(De notre correspondant.)

Tours. - Le conseil de l'unité d'enseignement et de recherche (U.E.R.) des sciences de l'homme de l'université François-Rabelais a choisi la date de la Journée internationale des femmes pour élire la nouvelle directrice de cette unité. Les membres du conseil ont, en effet, désigné pour cette fonction M^{lle} Danièle Guillaume qui, chargée depuis 1973 de la gestion et de l'entretien du matériel photographique de l'U.E.R., n'est pas enseignante. Sa candidature a été proposée par l'inter-syndicale des personnels, aucun enseignant n'ayant accepté de succéder à M. Maurice Sarret. Le conseil de l'U.E.R. a élu M^{lle} Guillaume, adhérente du Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.-C.F.D.T.) par 21 voix contre 6 et 7 bulletins blancs.

« Nous avons étudié les textes, a expliqué M^{lle} Guillaume, et devant la carence des enseignants, nous avons vu qu'il était possible d'être un membre du personnel administratif et technique. D'où l'idée de ma candidature. »

PIERRE MAILLARD.

LES TECHNIQUES DE GROUPE

30 heures (6 heures pendant 5 jours) du 20 au 24/6/83

Renseignements et inscriptions :

université paris 8 formation permanente

2, rue de la Liberté 93526 SAINT-DENIS CEDEX 02

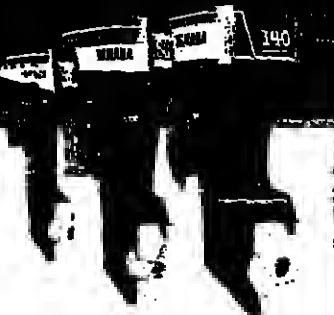
Tél. 829.23.00

YAMAHA. LES MARINS TOUS TERRAINS

Quand on est premier fabricant mondial de moteurs 2 temps, ce n'est sûrement pas par hasard. En engageant son nom sur les moteurs hors-bord, Yamaha justifie sa réputation. Une fiabilité absolue, l'expérience et la technologie de pointe Yamaha. Un confort rare, l'abaissement du niveau sonore. Une économie précieuse, l'essence ordinaire, et le mélange huile-essence à 1% seulement (de

2 à 60). Une garantie fidèle : un an pièces et main-d'œuvre, une révision gratuite pour les 10 premières heures d'utilisation. Une assistance solide : plus de 300 points de vente ou de services, partout en France. Ce n'est pas un hasard non plus si les professionnels de la mer font confiance à Yamaha. Gamme de 2.4-5-6-8-9-15-20-25-30-40-50-60-75-85-115-140 ch.

YAMAHA
MOTEURS HORS BORD



مکان العمل

INFORMATIONS « SERVICES »

LA MAISON

Chauffage d'appoint

Le chauffage central va bientôt s'arrêter. Mais le matin et le soir, le besoin d'un peu de chaleur se fera sentir pendant quelque temps encore.

Les radiateurs d'appoint, électriques ou à butane, peuvent prendre le relais du confort. Ce mode de chauffage intermittent est source d'économie s'il permet d'avancer, au printemps, l'extinction d'un chauffage central, ou d'en retarder l'allumage à l'automne.

Légers, donc très mobiles, les radiateurs électriques soufflent diffusent rapidement la chaleur par une turbine. D'une puissance de 2 000 watts, avec thermostat et possibilité de ventilation seule en été, leurs prix vont de 350 à 450 F. En forme de boîtier plat, leur carrosserie est beige (Calor), rouge (« Lavan-dou » Airtel), ou blanche à grille noire (Krupa). Tout nouveau, un radiateur soufflant est un bidon rouge qui mesure 35 cm de haut et 29 cm de diamètre (« Brasi-lero » Chromex, 310 F).

Les radiateurs à bain d'huile, ressemblant à ceux de chauffage central et montés sur roulettes, assurent un bon chauffage prolongé. Pour accélérer la montée en température, de nouveaux appareils de 2 000 watts incluent un système de chaleur pulsée, à résistance et turbine. Ces radiateurs à double fonction sont proposés par Nestor Martin et Eno. Plus nouveaux et d'un excellent rendement, ils associent l'infrarouge et la catalyse pour donner un chauffage bien modulé.

d'eau inscrite dans un triangle. Parmi les radiateurs soufflants émetteurs, à fixer au mur : ceux de 1 000 watts d'Auer (« Enghien » de Noiroi, de 2 000 watts à minuterie : « Plustherm » de Krupa, 2 000 watts, et deux radiateurs Calor de même puissance. Les prix s'échelonnent de 410 à 965 F selon les puissances et les perfectionnements.

Les radiateurs mobiles incluent une bouteille de gaz butane sont autonomes et ne nécessitent aucun branchement. Assez encombrants, ils chauffent de grands volumes et conviennent surtout aux maisons de campagne, en complément ou en relais d'un chauffage central.

Les plus récents des radiateurs à catalyse la combustion sans flamme sont pourvus d'un « thermostat économiseur » : il limite, automatiquement, le débit de gaz lorsque la température ambiante pré-réglée est atteinte (Chappée, Eno, Supra, Therm). D'une puissance de 2 400 à 3 200 watts, ces appareils valent de 1 100 à 1 300 F environ. Ce thermostat équipe également les radiateurs à infrarouge (ou post-catalyse) de Chappée et Eno. Plus nouveaux et d'un excellent rendement, ils associent l'infrarouge et la catalyse pour donner un chauffage bien modulé.

JANY ALJAME.

(1) Les prix sont donnés à titre indicatif et peuvent varier selon les points de vente.

● Radiateurs électriques et à butane sont vendus dans les grands magasins et chez les spécialistes en électroménager ou en chauffage.

DESIGN SUR CATALOGUE. — Un effort de création contemporaine se reflète sur le catalogue printemps-été des Trois Suisses. Conçus par l'italienne Gae Aulenti : un fauteuil à bascule, des tapis en coton indien, une lampe en verre de Mur-

rano et des couverts en acier et laiton. Sous le nom de Tardio, une collection de meubles simple mais bien dessinés et de couleurs gaies : banquettes convertibles, éléments juxtaposables, tables basses.

SCIENCES

La France recherche un nouveau dialogue scientifique et technique avec le tiers-monde

Après avoir examiné la promotion du français comme langue scientifique, la maîtrise du développement de la filière électronique et l'essor des biotechnologies, le ministre de la recherche et de l'industrie, M. Jean-Pierre Chevènement, a présidé, mardi 15 mars, en compagnie de M. Christian Nucci, ministre de la coopération et du développement, la première réunion du comité national (le Monde du 16 mars) chargé de discuter les orientations et les objectifs du « programme mobilisateur » consacré à la « recherche scientifique ou service du développement du tiers-monde ». Cette manifestation devrait être suivie d'une réunion du même genre destinée à la mise en place du comité national du « programme mobilisateur » concernant les recherches sur l'emploi et les conditions de travail. D'autres suivront pour la mise en place des chercheurs de sept « programmes mobilisateurs » lancés par le ministre (1).

Né du colloque national sur la recherche scientifique et technique de janvier 1982 et du rapport de mission de M. Jacques Berque sur la recherche et la coopération avec le tiers-monde, le « programme mobilisateur » vient, véritablement, de lancer devant permettre d'adapter et de valoriser en partie le dispositif français mis au service des pays du tiers-monde.

Cette action, tout comme celle qui a conduit à la réforme récente des deux grands organismes de recherche que sont le Groupement d'études et de recherches pour le développement de l'agriculture tropicale (GERDAT) et l'Office de la recherche scientifique et technique d'outre-mer (ORSTOM), permettra-t-elle aux pays du tiers-

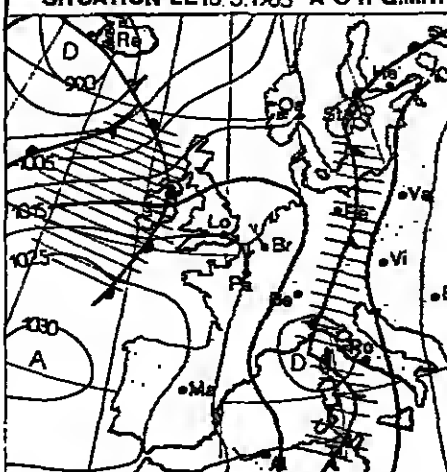
monde de choisir « leur voie vers le développement » ? C'est ce que le ministre de la recherche et de l'industrie et celui chargé de la coopération et du développement espèrent, en soulignant que le contenu donné au « programme mobilisateur » sur la recherche scientifique et l'innovation technologique, en faveur des pays du tiers-monde est un moyen d'indiquer à l'attention de ces pays les intentions du gouvernement français dans ce domaine pour un dialogue plus fructueux.

A cette fin, en plus des crédits affectés à ce secteur d'activité par les organismes de recherche, les universités et les entreprises, une cinquantaine de millions de francs seront débloqués en 1983 — s'ils ne sont pas victimes de la politique de régulation budgétaire — par l'intermédiaire du Fonds de la recherche et de la technologie. Ces moyens seront ventilés de la manière suivante : 18 600 000 F pour des actions scientifiques sectorielles ; 9 400 000 F en faveur des technologies et du développement industriel ; 2 000 000 F de francs pour l'information scientifique et technique ; 15 700 000 F pour des contrats de programme engagés avec les organismes de recherche français ; 2 300 000 F, enfin, pour aider à la formation des chercheurs du tiers-monde.

(1) Sept programmes mobilisateurs ont été engagés par le ministre de la recherche et de l'industrie : production et utilisation rationnelle de l'énergie ; essor des biotechnologies ; maîtrise du développement de la filière électronique ; recherche scientifique et innovation technologique au service du tiers-monde ; emploi et conditions de travail ; promotion du français comme langue scientifique ; développement technologique du tissu industriel.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 16 3.1983 A 0 h G.M.T.



Évolution probable du temps en France entre le mercredi 16 mars à 0 heure et le jeudi 17 mars à minuit.

La dépression évoluant lentement en Méditerranée continuera à diriger des masses d'air chaud, humide et instable sur le sud-est du pays, tandis qu'une nouvelle perturbation concernera l'ouest du pays par son front chaud de faible activité.

Demain jeudi, des Alpes à la Corse le matin, de l'extrême sud-est à la Corse l'après-midi, le ciel sera encore très chargé avec des pluies restant abondantes et localement orageuses, de la neige au-dessus de 800 mètres sur les Alpes.

De la Bretagne à la Basse-Normandie, le ciel sera très nuageux le matin et de petites pluies tomberont.

Sur le Languedoc-Roussillon, Camargue, Provence, les nuages feront place à un temps ensoleillé. Mistral et Tramontane souffleront.

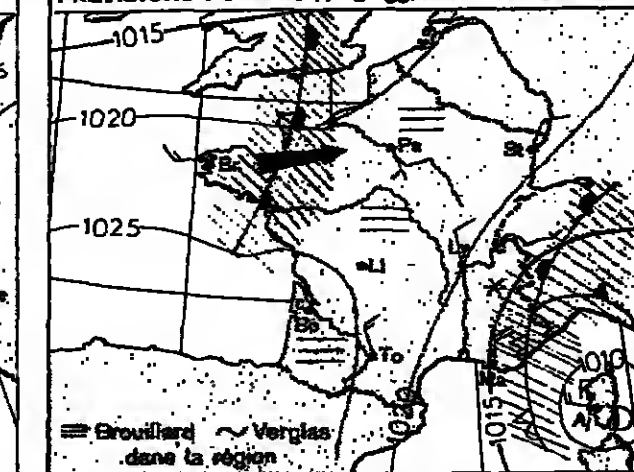
Sur les autres régions, le matin les brumeuses seront fréquentes, plus épais du Bordelais au Centre et au Nord-Est. Ils seront suivis d'un ciel peu nuageux des Pyrénées-Orientales au Massif Central, Lyonnais et nord des Alpes, un ciel devenant de plus en plus nuageux ailleurs, des pluies faibles liées au front chaud gagnant les régions s'étendant de la Vendée à la Normandie.

Les températures minimales seront de 6 à 8 degrés sur la Bretagne et la Basse-Normandie, 5 à 6 degrés sur le pourtour méditerranéen, 3 degrés près des côtes atlantiques, 0 à 2 degrés ailleurs.

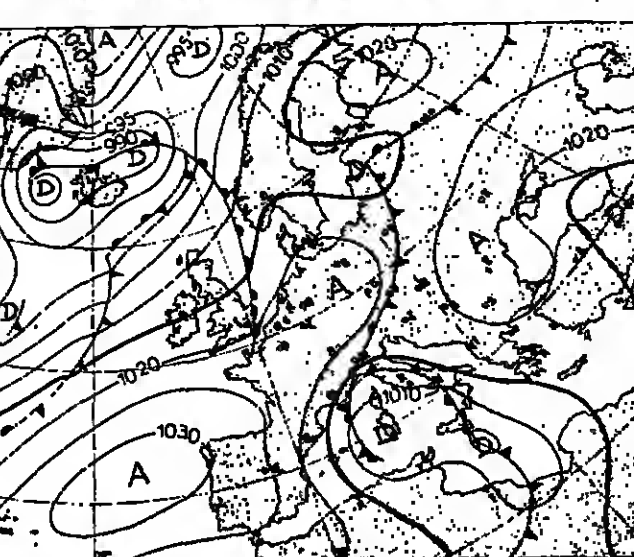
Les maximales s'élèveront à 15 degrés environ sur la Côte d'Azur et la Corse, 8 à 10 degrés dans le quart nord-est, 11 à 13 degrés ailleurs.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 16 mars à 7 heures, de 1 022,5 millibars, soit 766,9 millimètres de mercure.

PRÉVISIONS POUR LE 17 3.1983 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 17 MARS A 0 HEURE (G.M.T.)



Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 15 mars ; le second le minimum de la nuit du 15 mars au 16 mars) :

Ajaccio, 21 et 8 degrés ; Biarritz, 11 et 7 ; Bordeaux, 12 et 3 ; Bourges, 10 et 1 ; Brest, 11 et 3 ; Caen, 9 et 1 ; Cherbourg, 8 et 1 ; Clermont-Ferrand, 9 et 4 ; Dijon, 8 et 6 ; Grenoble, 4 et 1 ; Lille, 10 et -1 ; Lyon, 5 et 4 ; Marseille-Marignane, 14 et 7 ; Nancy, 9 et 6 ; Nantes, 12 et 0 ; Nice-Côte d'Azur, 14 et 6 ; Paris-Le Bourget, 9 et -1 ; Pau, 9 et 5 ; Perpignan, 12 et 9 ; Rennes, 11 et 0 ; Strasbourg, 11 et 7 ; Tours, 11 et 0 ; Toulouse, 11 et 4 ; Poitiers-Pitru, 30 et 26.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 22 et 9 degrés ; Amsterdam, 10 et -1 ; Athènes, 11 et 5 ; Berlin, 11 et 5 ; Bonn, 11 et 2 ; Bruxelles, 9 et 0 ; Le Caire, 13 et 11 ; Les Canaries, 26 et 20 ; Copenhague, 7 et 3 ; Dakar, 22 et 18 ; Oerba, 24 et 17 ; Genève, 5 et 3 ; Jérusalem, 8 et 6 ; Lisbonne, 16 et 9 ; Londres, 12 et 0 ; Luxembourg, 10 et 4 ; Madrid, 14 et -1 ; Moscou, 5 et -3 ; Nairobi, 29 et 16 ; New-York, 18 et 7 ; Palma-de-Majorque, 18 et 7 ; Rome, 15 et 10 ; Stockholm, 8 et 2 ; Tazew, 18 et 14 ; Tunis, 21 et 10.

(Document établi avec l'appui technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

VENREDI 18 MARS

• Musée Zadkine, 15 heures, 100 bis, rue d'Assas (Approche de l'art).

• Les Impressionnistes, 11 heures, Musée du Jeu de paume, D. Bouchard.

• Le Louvre, 13 h 45 et 16 h 45, Grand Palais, M^{me} Casati.

• Palais de justice, 15 heures, métro Cité, M. Caury.

• Hôtel d'Aumont, 15 heures, métro Pont-Marie (Les Filles).

• Ateliers et musée Christofle, 15 heures, métro Porte-de-Paris (La France et son passé).

• Collège de la Montagne-Sainte-Genève, 15 heures, église Saint-Etienne-du-Mont (Paris et son histoire).

• L'Hôtel-Dieu, 14 h 30, courée, parvis Notre-Dame (Paris autrichien).

• Vie artistique du faubourg Saint-Antoine, 14 h 30, 1, Faubourg Saint-Antoine (Paris pittoresque et insolite).

• Hôtels, jardins du Marais, place des Voies, 14 h 30, métro Saint-Paul (Réurrection du passé).

• Vieux quartiers de la Cité, 14 h 30, Pont-Neuf statue Henri-IV, E. Romann.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982)

Impression : du Monde, 3, rue des Italiens, PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437, ISSN : 0395 - 2037.

CONFÉRENCES

• Place des Voies, 14 h 30, 2, rue de Sévigné (Le Vieux Paris).

17 h 30, 6, rue Fernand, C. Mansour : « Le peuple palestinien face à son avenir : l'après Beyrouth et la seizième session du Conseil national palestinien » (FR).

17 h 30, 28, rue Saint-Guilhem, « Milieu de travail et milieu de vie » (Institut des hautes études de l'Amérique latine, Paris-III).

18 h 30, 21 heures, 26, avenue George-V, G. et R. Nineuil : « L'Égypte, le Nil et le vingtième siècle » (film).

20 h 15, 11, bis, rue Keppler, « Le message vivant de W. Q. Judge » (Loge vivante des théosophes) (entrée libre).

ENVIRONNEMENT

Un concours pour l'élimination de la laideur en milieu rural

Les associations pour la défense de l'environnement sont souvent accusées de s'ériger en comités de lutte barbares et agressifs. Les associations ont la réputation de ne s'intéresser qu'à la construction d'un projet, sans tenir compte de l'impact de la construction de la vie française ne tombe dans aucun de ces travers.

Fondée par Glénard, elle pratique avec dévouement la surveillance du patrimoine naturel et monumental de la France. Si elle combat vigoureusement un adversaire, c'est seulement la laideur. C'est pourquoi la Ligue urbaine et rurale organise, pour la première fois, un concours original : un prix de 20 000 francs sera attribué à une commune de moins de deux mille habitants dont

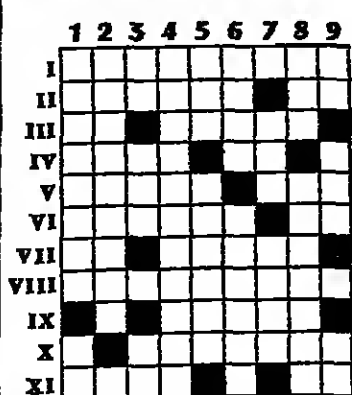
l'autorité municipale aura obtenu soit la désignation, soit la transformation d'une construction pour l'implantation ou l'aspect misait à la qualité du site.

Les organisateurs du concours souhaitent que les dossiers de candidature émanent seulement des maires. Le jury « devra composer à la fois de la laideur éliminée et des difficultés rencontrées pour l'éliminer ». Les dossiers de candidature devront comporter au minimum quatre photos (vue générale et gros plan) montrant l'état des lieux avant et après l'intervention.

★ Les dossiers sont à adresser avant le 1^{er} juillet 1983 à la Ligue urbaine et rurale, 374, rue Saint-Honoré, 75001 Paris. Tél. : 261-71-26.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3487



HORIZONTALEMENT

1. Combattant à l'âme bien trempée. — II. Telle la flèche d'Eros ou des roses. Personnel. — III. Tête de chapitre. Retourne au champ pour le retour de nouveau. — IV. Passe au pays d'une Arlésienne qui n'est pas celle de Dandré. Agent moutier d'un moulin à prières. — V. Éminence religieuse grecque. Enchevêtrement en eau dormante. — VI. Enchevêtrement. — VII. Participe passé. — VIII. Echelles mobiles. — IX. Éponge tout le liquide quand elle est sèche. — X. Articles liturgiques. — XI. Qui a trouvé le joint ou le conjoint. Forme normande d'un auxiliaire.

VERTICALEMENT

1. Donne du piquant à des natures désolées. Dont la tenue, quoique sans recherche, ne passe pas inaperçue. — 2. Femme considérée par le commerçant quand ce n'est pas la sienne. — 3. Négation. Grecque un peu chinoise. Démonstratif. — 4. Quand on pêche contre elle, c'est évidemment par ignorance. — 5. Démoulée après un modelage en machine. Se montre supérieur par l'air que l'on se donne. — 6. Cordon conducteur. Avec eux, un bouchon crée un embouteillage compact. — 7. Bouche cousue. Demi-sèches pour un amateur d'échecs. — 8. Met beaucoup en eau quand il est sec. Pour qui la mode rétro peut offrir une seconde chance. — 9. Note. Hassan II pour Mohammed V. En tête.

SOLUTION DU N° 3486

Horizontalement : I. Marabout. — II. Amis. Aide. — III. Jeteur. — IV. Ures. Asti. — V. Se. Echos. — VI. Mentor. — VII. Usé. Serin. — VIII. La. Portai. — IX. Eloi. La. — X. Ergo. — XI. Imbéciles.

Verticalement

1. Majuscule. — 2. Amère. Salem. — 3. Rite. Mc. Orb. — 4. Ascs. Pige. — 5. E.N.S.O. Oc. — 6. Caractère. — 7. Hl. Short. II. — 8. Editorial. — 9. Relis. Niais.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 16 mars :

DES DÉCRETS

1927 relatif au supplément communal de logement alloué aux instituteurs et institutrices du département de la Seine.

● Relatif aux dates d'ouverture, de modification et de cessation du droit aux allocations familiales et aux allocations de logement.

● Abrogeant le décret du 31 décembre 1981 instituant un délégué interministériel pour les questions de coopération et d'aide au développement.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75247 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

341 F 554 F 767 F 980 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

691 F 1 074 F 1 547 F 2 020 F

ÉTRANGER

(par messagerie)

L. — BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

381 F 634 F 887 F 1 140 F

IL — SUISSE, TUNISIE

454 F 779 F 1 185 F 1 430 F

Par voie aérienne

Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les monts propres ou copiales d'impression.

dolp c
Baume «musclé»
dolp c : Libère le muscle, avant et après l'effort.
Dolp c est une préparation à base d'essence de menthe et d'essence de eucalyptus.

du 11 au 20 Mars 1983
FOIRE NATIONALE à la BROCANTE
à la île de CHATOU
près de PARIS
et aux jambons
organisée par :
LE SYNDICAT NATIONAL
DU COMMERCE DE L'ANTIQUITE
ET DE L'OCCASION tél. 770 88 78
ACCES DIRECT R.E.R. CHATOU

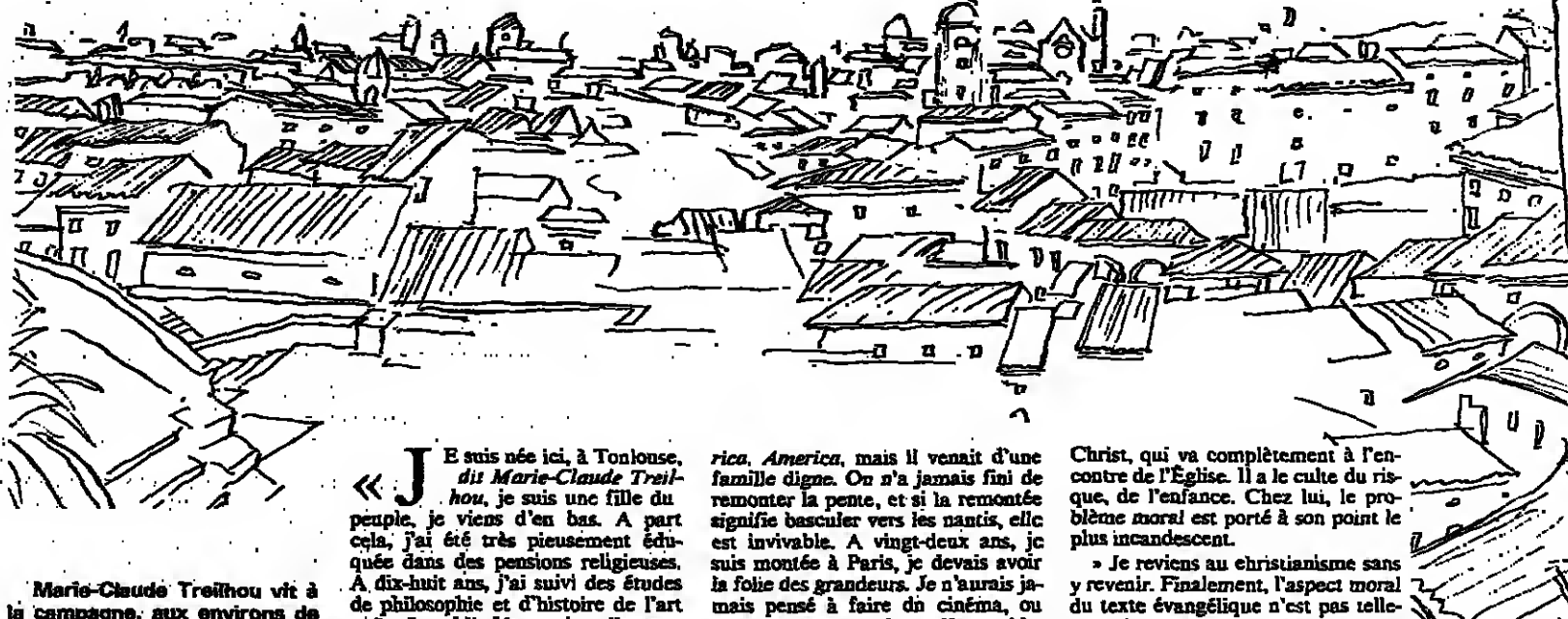
مكتبة التراث

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Archipel du cinéma français

Place à Marie-Claude Treilhou



Marie-Claude Treilhou vit à la campagne, aux environs de Carcassonne, et trouve plutôt étrange que les neuf minutes de son court métrage *Archipel des amours*, *Lourdes*, *l'hiver*, aient donné envie à quelqu'un, qui n'a même pas vu son long métrage, *Simone Barbès* ou la vertu, de faire quinze heures de train pour la rencontrer. Le rendez-vous est donné à Toulouse, place du Capitole, sous les arcades, à 18 heures, au café Floride, un endroit de jeunesse qui n'a certainement pas changé depuis les années 60 : des jeux électroniques dans le fond, et en avant, des trognons qui semblent mâcher de l'ennui, posés sur les paumes. A 17 h 50, Marie-Claude Treilhou passe son nez derrière la vitre : elle croit presque à un canular. Anorak de vinyle jaune, écharpe rouge, des cheveux noirs tâtés vifs, un beau visage hâlé et, au bout de son bras, le *ric et rac* de Bérurier (c'est elle qui fait remarquer que ceux qui n'ont pas dit *l'hiver* emploient ce terme), qui s'est débarrassé de la capote rouge qu'il porte dans le film. Marie-Claude Treilhou ressemble à ses personnages : juste, fantasiste, chaleureuse et, usant d'un franc-parler qui revigore. — H. G.

« J'ai été très pieusement élevée dans des pensions religieuses. A dix-huit ans, j'ai suivi des études de philosophie et d'histoire de l'art qui m'ont blâchées : culturellement, j'étais assez perdue, je n'étais pas préparée à affronter la face et je nageais un peu, mais j'ai retenu une certaine délicatesse dans la façon d'aborder les problèmes. J'ai découvert Marx et Nietzsche, mal, mais ils m'ont aidés à me sortir de ma misère. »

« Quand on est enfant d'en bas, la vie n'est pas évidente. Seul Kazan est parvenu à la raconter, dans *Ame-*

rica, America, mais il venait d'une famille riche. On n'a jamais fini de remonter la pente, et si la remontée signifie basculer vers les nantis, elle est invivable. A vingt-deux ans, je suis montée à Paris, je devais avoir la foi des grands. Je n'aurais jamais pensé à faire du cinéma, ou à y penser, pas plus qu'à être médecin, dentiste ou pharmacien. Mais je me sentais à l'étroit ici, j'étais attirée par l'art, en général, je ne savais pas ce que c'était, et je suis devenue comédienne un peu partout dans le cinéma. Quand j'ai appris que le scénario de *Simone Barbès* était retenu à l'avance sur recettes, j'étais assistante stagiaire sur *Et la tendresse*, bordel !, à 400 F par semaine.

Mes racines sont au Sud

« Elle aussi, Gérard Frot-Coutaz, m'a donné confiance en moi, il m'a considéré tout simplement, et présentée à Vecchiali, pour lequel j'ai travaillé plusieurs fois en tant qu'assistante. Et la manière de Vecchiali, qui est très prosaïque, même si elle devient sublime le moment venu, m'a complètement affranchie. Il a une manière de vivre le cinéma de tous les jours, sans aucune distance entre son logis et sa maison de production, entre sa façon d'aller voir des films ou d'en tourner, comme une espèce d'écologie, de micro-climat qui pourrait aussi ressembler à une vie de quartier ou de famille. Pour la première fois de ma vie, l'art, la création — entre guillemets, non, la création tout court, — m'est apparue comme une chose simple. On n'a pas besoin de laissez-passer, mais la force attractive de quelqu'un et sa rigueur personnelle peuvent faire un monde.

« Par ses propos, Vecchiali m'a introduite au grand Tat, à Ozzi, à Demy. Ils me touchent directement le cœur et l'âme alors que Godard, que j'aime au moins autant, est quelqu'un qui m'ennuie la tête. Il y a Rivette aussi. Ce sont des gens qui me bouleversent intellectuellement, mais jamais le cœur. Ce n'est ni plus ni moins, chacun sa place. Godard est un philosophe, ses films sont comme des livres d'histoire de l'art. J'admire ces hommes pour leur côté corréatif, pour leur obstination. Je mets au-dessus de tout le *Ordet* de Dreyer, il dépasse les dimensions, on ne peut pas aller plus loin dans le registre humain. C'est un film sur la nature qui dit tout sur la création, sur l'humanité. Ce n'est pas un chef-d'œuvre, mais quelque chose qui ressemble à un phénomène religieux, ce doit être l'équivalent de Bernanos. Je suis envoûtée par Bernanos, par cette très haute conception du

Christ, qui va complètement à l'encontre de l'Eglise. Il a le culte du risque, de l'enfance. Chez lui, le problème moral est porté à son point le plus incandescent.

« Je reviens au christianisme sans y revenir. Finalement, l'aspect moral du texte évangélique n'est pas tellement à remettre en cause. Je ne me contrainds pas si je dis que la base de l'analyse économique de Marx est valable et le restera longtemps, les gens l'ont envoyée au panier parce qu'ils sont des idéalistes, des papillons, ils renient. L'idéalisme empêche d'être réaliste à certains moments de sa vie. Les gens ont beaucoup de mal à rester à peu près calmes devant une réalité qui est dure et qui restera dure. Le christianisme, lui, apporte des notions importantes : le risque, l'amour.

« J'ai vécu à Paris pendant dix ans, de vingt-deux à trente-deux ans, et maintenant je me sens transférée et bâtarde ethnologiquement, je suis perdue partout, sauf à la campagne. Mes racines sont au sud : ne serait-ce qu'entendre l'accent d'ici me repose. Faire des films me tue, physiquement et nerveusement, il me faut un an pour m'en remettre. J'arrive à garder mon calme au moment du tournage ; mon opérateur, Jean-Yves Escoffier, m'y aide beaucoup, il ne se cantonne pas à la technique, il force la mise en scène à se mettre au point. Le rejet commence au montage : je suis perdue, effrayée par ce que je vois, effondrée, je ne contrôle pas la machine. Tout ce qui est visionnement et relations publiques m'achève. Il me faut l'approbation de certaines personnes pour que je réécrive le film, tout d'un coup je reprends vie. J'ai toujours été troublée par le phénomène social du cinéma, par son aura. Par rapport à l'endroit où je viens, c'est un déca-

tour d'un lac des bois de Paris : une espèce d'ange déchu, une fille, un androgyne, quelqu'un qui est dans une grande crise morale, accompli un itinéraire autour de ce lac et, tout autour d'elle, réussit à révolutionner les gens, semant la panique morale. Oui, cela fait un peu penser à *Thérèse*. La première fois que je l'ai vu, j'étais très farouche. Je rejetais toutes les choses de la nouvelle vague comme des choses hermétiques, luxueuses, réservées. Godard et Pasolini m'apparaissent comme des gens scandaleux, qui se foutaient de la gueule du monde. C'était une réaction, que je respecte encore, mais qui n'était pas très généreuse, qui était un peu bête. Je comprends que ce cinéma ne soit pas populaire : il s'adresse quand même à des gens qui en détiennent le code. L'œuvre de Godard ou de Pasolini attaque les codes et les massacres, mais, pour quelqu'un qui ne connaît pas ces codes, cette destruction peut passer pour un autre code. Quand on vient d'en bas, il faut dominer les codes du monde dominant, sinon on se fait avoir. Les gens d'en haut qui ne connaissent pas les codes d'en bas se cassent les parties.

« J'ai vu *l'Enfant secret* comme un film en points de suspension, ouvert, fait en passant. On est tellement habitué à des produits, à attendre des débouchements et des chutes. Garrel a filmé le visage dans son malheur, dans ses joies. C'est très beau, ce n'est pas beau, c'est très humain. Auparavant Garrel faisait des choses illuminées, des visions sans explication, des flashs souvent frappants et touchants. On n'avait pas le temps de s'attacher, de fréquenter une réalité et de s'y assimiler. Là, par contre, le film est présent et fait référence à cette espèce de monde perdu, mouvant, à la figure éparpillée, qui n'est même plus typique, ni du milieu ouvrier ni du milieu bourgeois. On reconnaît cette jeunesse sans racines, à la perdue ses références, autant de langage que de comportement. Cette justesse sur la perte d'âme, je n'avais jamais vu ça. Mais Garrel a pris les outils qu'il fallait : il ne fait aucun discours, aucun développement, il s'en tient à des petits moments de vie. Il rend compte d'un milieu qui n'a plus de langage, plus d'opposition, qui n'est même plus dans la lutte des classes, et qui se laisse porter dans une grande déroute.

Le langage se décrépît

« Dans *Toute une nuit*, de Chantal Akerman, je ne vois que le formalisme. Akerman prend un truc, et elle s'y tient, elle est très disciplinée. Elle a un culot monstre, mais c'est un culot inconsistant. Quand je dis formalisme, c'est qu'il n'y a pas de risque. Les gens ne moult pas leur peau, ils s'en tiennent à quelques schémas. Ce genre de film ressemble à une machine à répétition : il fonctionne, mais le contenu est exsangue, la substance est partie.

« On retombe sur le problème de raconter ou non une histoire. Godard est obsédé par l'idée de ne pas raconter, et ça revient dans le film de Wenders, le reproche du producteur de ne pas avoir raconté d'histoire. J'ai trouvé que *l'Etat des choses* ne marchait qu'à la fin : le démon est là, la fin c'est sa tripe, c'est son envie, c'est ce qui le hante. Là où Wenders sort tout, tout à coup, ça explose, il y a de la vie. Mais dans toute sa démonstration *o contrario*, il s'enterne lui-même. Chez Godard, il y a une plénitude tout le temps, une plénitude de la passion, à chaque image, une très grande et réelle articulation de son émotion. Wenders est un vampire, il vide tout au profit d'un royalisme de la personne, romantique, en perdution. Tout le monde est en perdution, c'est ordinaire, il n'y a pas à en faire un plat. Alors que Godard, là où il se perd, il fait du bien, il fait du plein. Dans *Passion*, le titre est bien justifié, il y a un vrai amour qui passe tout le temps. Une maladie presque, il le montre comme une maladie, une manie, une hantise.

« Le cinéma n'est pas tout. Toutes les petites choses que les gens font pour améliorer leur vie, c'est beau parce que c'est un maximum de l'amour de la vie : des augures, des offrandes, des testaments, des hom-

mages. Les choses fausses sont de grandes trahisons et les gens qui les font sont les premiers à le payer. Tous ces fac-similés, toutes ces singeries, pour faire comme si, pour avoir une posture, une situation, pour jouer égoïstement d'un statut social, c'est révoltant. Comme le cinéma a une grande ouverture d'audience, les gens s'enlèvent dans les pitreries : regardez les palmiers posés des osseurs.

« A Paris, on court toujours pour aller voir, voir, on devient une grande visionneuse, un tube digestif. On s'obstine à voir des trucs bien là où il n'y en a pas et des trucs mauvais là où il n'y en a que trop. L'engrenage de tout voir pour pouvoir en parler se fait au détriment du recueillement, du recentrement sur soi-même. Le langage se décrépît : il est sauvé par un tout petit nombre d'individus, dans le centre des villes, d'une manière morbide, fétichiste. On saigne les villes de leurs quartiers populaires et de leurs facultés des lettres. Un langage ne vit que d'un frotement permanent de tous les membres d'une société, et lorsque les cloisons sont aussi étanches qu'aujourd'hui entre les détenteurs de l'expression, de la représentation, et de la creusée de la richesse, chacun de son côté crève et les gens deviennent des ennemis absolus. Ils se craignent et se trahissent, ils sont incapables de se parler les uns et les autres, il n'y a plus de langage courant. Dans le cinéma s'installe une espèce de pseudo-langage moyen qui représente le bien de ces gens moyens, qui ignorent tout du monde et qui ne font que se représenter, eux-mêmes et cette petite bourgeoisie qui se meurt et qui s'ennuie moyennant tout. »

Propos recueillis par HÉRVÉ GUIBERT.

Neuf nouvelles à prendre ou à laisser

CET *Archipel des Amours* qu'il s'agit de présent de visiter, à mis près de deux années à se constituer. A l'origine, il y a quelques cinéastes qui descendent de pouvoir entreprendre leur prochain film. Parmi eux, Paul Vecchiali, Marie-Claude Treilhou, Jean-Claude Guilleux et Jean-Claude Biette. L'idée leur vient alors de rassembler, non pas des courts métrages, eux qui en ont des longs en perspective, mais plutôt des « nouvelles cinématographiques », et, de fil en aiguille, ils cherchent un thème, un thème commun mais ouvert. Ce sera l'amour.

« Aujourd'hui l'amour se cache. Où ? Nous n'en savons rien », est placé en exergue des neuf histoires. Le petit groupe a en effet mêlé à l'aventure quelques-unes de ses connaissances, des gens qui n'avaient rien mis en scène, comme Michel Delahaye, Cécile Clairval ou Jacques Frenais. Des expériences différentes se sont ainsi octroyées, le regroupement étant la seule solution, finalement, pour travailler.

Ils ont écrit leurs nouvelles, ils se les ont lues, puis, séparément, se sont présentés à l'Aide au court métrage. Un sur deux l'a obtenue : après, ils ont tourné, chacun étant l'assistant de l'autre, mélangeant les rôles, s'entraînant. Toutes

sorties d'acteurs, très connus ou non, sans être payés, se sont prêtées au jeu avec une solidarité visible à l'écran.

Voilà l'histoire. Aujourd'hui, les auteurs sont parfois discrets sur leurs voisins, et s'ils peuvent être fiers d'avoir sauvé tant bien que mal la collectivité et mené à son terme le bout à bout, il n'en reste pas moins que le résultat est, dans l'ensemble, assez décevant.

Coup de génie, *Lourdes*, *l'hiver*, de Marie-Claude Treilhou, est un bonheur qui arrive à la fin, la seule échappée. Tout le reste est entre

quatre murs. Un vieux monsieur, sa femme et leur chien traversent la ville de la grotte en direction de la gare. Pub catholique, *merchandising* religieux, panneaux de la circulation fervente, sont les signes du décor surréel parcouru. Le couple se chamaille, d'invariablement façon. Lui a une voix, un ton, surgit d'un théâtre de l'absurde. Ils avaient rendez-vous à tel endroit et à telle heure, et elle n'était pas là, et les amis qui attendent sur le quai, mais qu'est-ce qu'elle a donc dans la cervelle ? Habillée comme son chien, elle trotte derrière, se défend en gémant.

La visiteuse et la pornoscopie

Hallucinant ressassement, quelle de sours où chacun veut avoir raison... De l'affrontement, surréel lui aussi, émerge la vraie chimie des vieux ménages. Auparavant, dans *Archipel des Amours*, on aura vu des couples, interprétés de façon réaliste, et presque tous faux.

De Paul Vecchiali à Gérard Frot-Coutaz, de Michel Delahaye à Jacques Davila, en passant par Jacques Frenais, une grisaille ténace s'installe, un petit monde grouille, on se raconte le verbe

simer sous les couvertures de la vie comme elle va. Misérabilisme et tendresse, misérabilisme et mariage, misérabilisme et amour noir, ou boulevard, ou philosophie, misère, misère. Bien fait, mal fait, peu importe.

Qu'y trouver ? Une absence de souffre significative, nous renvoyant à l'époque. Des personnages, parfois, habiles soudain par une nécessité qu'ils repèrent aussitôt, une surprise corrodant le récit (Vecchiali), un comique carré (Davila), une lumière élatrice (Cé-

cile Clairval), qui méritent de toute façon que l'on aille se renseigner par soi-même. Et puis, outre Marie-Claude Treilhou, deux auteurs, par leur mise en scène, se démarquent de la banalité générale : Biette et Guilleux.

Dans un appartement peuplé d'ombres comme on imagine les vieilles demeures provinciales, Françoise Fabian ressemble aux modèles qui ont dû un jour inspirer les œuvres d'art parmi lesquelles elle vit. A sa présence de velours, à son énergie contenue, va s'opposer la silhouette blanche et mécanique d'une visiteuse en proie au mal d'abandon, apparition fantôme. Après avoir exploré les mécanismes de l'oubli, Françoise Fabian, regard perdu dans l'autisme, écoute la voix si tendre et nostalgique de Patachou. Au sein de l'archipel, c'est bien dans cette île-ci que l'amour se cache.

Biette, c'est autre chose, une *Pornoscopie* cérébrale, un double langage du sexe et de la sophistication, un commerce abstrait gravement évoqué. Les personnages ont surtout l'intérêt d'être déclassés de l'anecdote quotidienne, l'appareillement de leurs rencontres est la scène d'une habile dramaturgie.

CLAIRE DEVARIEUX.

* Voir les films nouveaux.

هكذا من الأصل

CINÉMA

«La Petite Bande», de Michel Deville

Les enfants qui s'en vont tout seuls

L'était une fois, dans une petite ville anglaise, trois filles et quatre garçons entre sept et dix ans. L'un d'eux, qui était sourd-muet mais savait parfaitement se faire comprendre, entraîna le bande, loin des parents, des professeurs. Ces enfants, sans papiers et sans argent — cela les amusait beaucoup — réussirent à prendre le bateau pour la France, et ils se retrouvèrent sur les routes de Picardie, vagabondant, se débrouillant tout seuls.

Comme ils ne parlaient pas le français, Michel Deville eut l'idée de réaliser, du début à la fin, un film sans paroles, sans dialogues. Il y a quelques murmures, de vagues bribes de phrases, des sons et un accompagnement musical accordé, comme un commentaire des images, à cette vadrouille enfantine. La mise en scène de Michel Deville rappelle alors un peu les comédies de René Clair et les gags de Tati. Mais elle s'est adaptée au comportement de la bande : elle avance, elle sautille, elle court ou ralentit selon les situations vécues et envisagées par ces gamins et un accompagnement musical qui donne un rythme propre aux caractères et aux actes de ces petits Anglais qui ont décidé de s'en aller où cela leur plairait sans se sentir, jamais, « en exil ».

La Petite Bande, racontée par Gilles Perrault et mise en images par Michel Deville (dit le générique), est une promenade, un vagabondage d'enfants en liberté qui veulent être eux-mêmes. De temps en temps, la bande se disloque, mais finit toujours par se reformer, et joue des tours pendables à des villageois qui se mêlent de ses affaires. Troubler une ordonnance à un monument aux morts, mettre le feu à une voiture de pompiers, se déguiser pour former un orchestre

de cirque, n'est-ce pas la vraie vie de l'enfance ?

Pourtant, chez Deville, il y a toujours des arrière-plans bizarres. Un chat roux tigré oriente parfois l'aventure. Il guide les enfants dans une maison vide où ils vont donner sa dernière joie à une femme âgée (Françoise Lugagne), en train de mourir, seule. Au pays des contes de Perrault (Gilles), on rencontre un marinier voleur d'enfants, un tonnelier et sa femme qui pourraient être l'ogre et l'ogresse du Petit Poucet, un « personnage énigmatique » (Françoise Marthouret) qui est le bon génie, une montgolfière sortie d'un roman de Jules Verne et des automobilistes ennemis des plus mauvais desseins.

Si ces petits Anglais bruns, blonds, roux, sympathiques, dégoûtés, étonnés, à les rendre fous (c'est très drôle), les psychologues d'un centre médico-social — interprétés par la compagnie Jean Bois — le passage dans une caverne où les représentants du monde adulte se liguient contre eux pour les forcer à vieillir nous rappelle que Deville est, même dans ses comédies, ses divertissements, un explorateur des profondeurs inquiétantes de l'être humain. Venus du pays de Peter Pan, ces enfants-là préfèrent, évidemment, ne pas grandir. Amusants, attendrissants sans mièvrerie, et merveilleusement naturels, ils doivent rester autonomes.

Par le truchement de Marthouret, Michel Deville prend parti en faveur de l'enfance, de son innocence, de son esprit d'entreprise, de son imagination. Pour lui, être adulte est le plus grand des maux, et il nous invite à ne plus l'être, à retrouver les chemins buissonniers de nos rêves de jeunesse et à découvrir l'île déserte du bonheur.

JACQUES SICLIER.

* Voir le film nouveau.

«Les Iles», d'Azimi

Voyage au centre de la mer

FANTOMES de la brume ténace, les habitants de la première île sont pourtant une vraie population, avec ses vieux, ses veillées et ses fêtes, son responsable, son agriculture, ses dépenses et recettes, ses futurs exilés, ses nouveaux immigrés, ses travailleurs et son folklore, tous très bretons.

Azimi pose ses images, comme les lecteurs prennent les objets, carafon d'alcool, lampe à pétrole : avec efficacité. On retrouve aussi les chimères de son film précédent, Utopie, les foules qui glissent comme des vagues, vues d'hélicoptère, en marées montantes, descendantes, contournantes, et un réseau d'enfants qui chemine.

Que racontent les personnages ? Précisément les traîtes, les dettes,

la malchance, les voleurs, la survie compromise. Le dialogue décrit les actions entreprises, dont les images n'offrent que des signes, des illustrations indicatives.

Il faut partir, ils partent. Entre la première et la deuxième île, le temps est aboli, et l'on foule d'un pas de pionnier le sol de la nouvelle maison. Le film commence à nous intéresser réellement là, lorsque la terre d'asile, devenue plus métaphorique, est rendue plus palpable.

Petit à petit, outre le temps, les personnages et les contingences économiques disparaissent. Dans une troisième île, qu'il a choisie pour conserver, seul, le purté d'origine de la première, le responsable de la communauté prend possession des lieux. Le facteur vient, puis ne vient

plus, c'est l'hiver. La neige est cette fois trop lourde, le combat avec les éléments trop inégal. Le cheval ne peut plus hisser la barque, plus inerte que le bateau de Fitzcarraldo, et l'homme s'écroule à son tour, avant de recevoir des visites.

Cet homme entre-temps a patiemment dessiné la carte de son île. Au moment où les cinéastes se promènent par monts et par vaux pour des épopées entre deux aéroports, Azimi salue Jules Verne au large de nos côtes. L'Amazonie où il met les voiles n'est pas loin : en lui, en nous.

Maximilien Schell est le dernier illuminé. Une pléiade de comédiens est allée se geler en Bretagne, pour le foi. Marcel Marceau est même un membre de l'institut de géographie compréhensif et prophète. Un plan

montre ses mains, avec une voix off, et ce sont ses mains qui parlent. Aucun amour ne donne son poids de chair et de sentiment entre tous ces gens, qui souvent, on ne sait pas pourquoi, vont par deux, ou par trois.

Les Iles, c'est un film bizarre ? Assurément. Chacun retiendra ce qu'il veut des visions, interprétera selon sa propre métaphysique. Emportons quelques fonds sous-marins. Ou plutôt la troisième escale, et sa carte. Car, c'est donc vrai, il existe encore des terrains non administrés, des coins de rocher, ou de vent, ou d'âme, ou de cinéma, où on peut jouer à l'île mystérieuse. Jours.

Cl. D.

* Voir le film nouveau.

«La Voix au cinéma», un essai de Michel Chion

L'acousmètre a bien des pouvoirs

Michel Chion fait partie de ces gens rares qui travaillent sans complexes ou décloisonnement des arts. Compositeur (le Monde du 15 mars), il est aussi cinéaste. Créateur, il est un critique avisé, dans l'un et l'autre domaine. Tant il est vrai que les structures de l'image et du son peuvent se développer sur un même rythme, et qu'aujourd'hui on a tout à gagner à parfois les réfléchir ensemble. Tant il est vrai également que les artistes, quand ils s'y mettent, ont beaucoup à nous dire, et pas seulement à travers leurs œuvres.

A notre commencement à tous, il y a la présence maternelle, qui apparaît ou disparaît de notre champ visuel, mais peut se maintenir par la voix, ou le toucher. Il en va de même au cinéma : un personnage, pour être l'escamote hors du cadre, ou avant même de le montrer, on peut lui accorder une existence par le son de sa voix.

De cette voix, dont on ne sait d'où elle vient, Michel Chion dit qu'elle est « acousmatique ». Et ce personnage, il le baptise « acousmètre », le plaçant au centre de ce qu'il esquisse ici : « Une théorie du cinéma comme parlant ».

On lire cet essai avec grand plaisir car la pensée, complexe, s'y énonce clairement. Et elle s'annonce de même. L'objet de la recherche, ce sera la voix — « ce drôle d'objet », comme dit Pascal Bonitzer, cité comme les autres

confères de Michel Chion aux Cahiers du cinéma, souvent, et avec affection. La voix (et non ce qu'elle dit), et surtout celle qui a été qualifiée ci-dessus, celle qui « erre à la surface de l'écran ».

L'acousmètre n'aurait aucune valeur dynamique s'il n'était constamment menacé d'une visualisation. Il ne faut pas, explique Michel Chion, qu'il soit « situé dans la position retirée du bonimenteur, du commentateur, de la voix de l'interne magique, mais que la voix ait, si peu que ce soit, un pied dans l'image, dans le lieu du film ». Il peut y avoir aussi bien interdiction d'incarnation (Marguerite Duras).

L'acousmètre est parfois une voix diabolique aux pouvoirs limités (2001), ou absolu, comme dans le Testament du docteur Mabius, qui est, avec Psychose, le film auquel l'auteur se réfère constamment, montrant dans un cas « tout ce que l'on peut faire avec une voix sans

corps » et, dans l'autre, le rôle effrayant de la voix maternelle (le motif du livre).

Signalons enfin les narrateurs de la Saga d'Anastasia, la Tragédie d'un homme ridicule, les Moissons du ciel, où l'acousmètre, pour être le protagoniste principal, n'en est pas moins ignorant d'une action qu'il habite sans en être tout à fait le maître.

Sans nous infliger le magasin entier des rapports possibles et impossibles de la voix et du corps dissociés, Michel Chion propose une écoute multiple, utile, parce que neuve et troublante. Qu'il analyse la fonction du téléphone, l'origine du cri, ou l'espace vocal chez Tati, Bresson, Fellini, il invite le spectateur à se perdre, à se retrouver, dans les fausses évidences des verbes voir, entendre au cinéma.

Cl. D.

* Editions Cabier du cinéma, 78 F.

Galerie LOUISE LEIRIS
47, rue de Monceau, 75008 PARIS
563-28-86 et 37-14
ANDRÉ MASSON
« Instants » - 1948-1953
3 mars - 9 avril
Tous les jours sauf dimanches et fêtes

Galerie GUYOT - Galerie MARCEL BERNHEIM
18, avenue Médicis, 8^e - 206-66-84
COLLOMB
Peintures récentes
16 mars - 16 avril

BOLIN
Galerie COARD
12, rue Jacques-Callot - Paris (9^e)
Du 2 mars au 2 avril

Galerie CAMILLE RENAULT
133, Bd Haussmann, 8^e - 563-52-00
FRAYSSE
Toiles libres et papiers
16 mars - 9 avril

MAISON DU DANEMARK
142, Champs-Élysées - 8^e Étage
Vivre en couleurs danoises : OLEKORTZAU
« Un artiste danois aux multiples facettes »
Gravures - aquarelles - porcelaines - bijouterie et orfèvrerie d'argent - vêtements - textiles - jouets - meubles - architecture
Tous les jours de 12 à 19 h - entrée libre
JUSQU'AU 25 MARS

MAISON DE L'UNESCO
SALLE DES PAS PERDUS
7, place de Fontenay - 75007 PARIS
TARAZI
du 16 mars au 1^{er} avril 1983

GALERIE CAILLEUX
138, Faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris
ROME 1760-1770
Fragonard, Hubert Robert
et leurs amis
jusqu'au 26 Mars

CENTRE CULTUREL DU MEXIQUE
47 bis, av. Bosquet (7^e) - 565-79-16
RUBALCAVA
Œuvres récentes
Évocation de la musique mexicaine
Tous les jours de 18 h à 20 h - 18 h - 18 h - 18 h - 18 h
DU 19 MARS AU 23 AVRIL

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
58, rue de Richelieu - PARIS (2^e)
VERS L'ORIENT...
Tous les jours de 12 h à 18 h
16 MARS - 30 AVRIL

DERNIÈRES
THEATRE DE LA COMMUNE AUBERVILLIERS
CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL
DERNIÈRES
NOCE
D'ELIAS CANETTI
Av. de la République - Square Stalingrad TCA 833.16.16
« Une œuvre corrélatrice à la modernité laïque »
Jacques POULET (Révolution).
« Une mise en scène très colorée... Une équipe d'acteurs du premier plan... »
Michel Cournot (Le Monde).

ERICSON GALLERY
23 E. 74 ST., NEW YORK 10021
ESPILIT
JUSQU'AU 26 MARS

Première rétrospective
historique à Paris
SERPAN
1922-1976
peintures,
sculptures, collages, écrits
du 22 février au 4 avril
tous les jours sauf mardi de 12 à 19 h
Fondation Nationale des Arts
Graphiques et Plastiques
11, rue Berryer, Paris 8^e

GALERIE MAEGHT S.A.
13 rue de Téhéran Paris 8^e - 563.13.19
21 mars 83 - 9 mai 83
ED KIENHOLZ
ET
NANCY REDDIN-KIENHOLZ
The Kienholz women
21 mars 83 - 8 avril 83
14 rue de Téhéran Paris 8^e
15 ARTISTES
CONTRE L'APARTEID

JEUNES MUSICIENS PROFESSIONNELS
regroupés en trios, quatuors... octuors
pratiquant les musiques ancienne, baroque, classique,
romantique, contemporaine, jazz et musique
traditionnelle.
Participez au
Forum régional des jeunes interprètes
d'Ile-de-France
du 23 avril au 8 mai 1983
10 groupes sélectionnés
Chaque groupe lauréat reçoit 10.000 francs et
10 engagements de concert dans la saison 83-84.
Pour tous renseignements et inscriptions avant le
31 mars 1983 :
Délégation régionale à la musique d'Ile-de-France
9, rue La Bruyère, 75009 Paris - Tél. : 285-45-28
Ce Forum bénéficie du soutien du Conseil régional
d'Ile-de-France et du ministère de la Culture (Direction
régionale d'Ile-de-France).

COACH



N° 5080 - Coach Brief Bag

Souples et décontractés, les sacs "Coach bag" sont taillés dans un remarquable cuir américain — c'est un cuir "pleine fleur" qui, à l'usage, se patine et vieillit en beauté.

Ce sont les sacs les plus connus depuis dix ans aux U.S.A. et déjà reconnus aujourd'hui à Paris.

Galerie Coach Bag
23 Rue Jacob, Paris 6^e
326.29.17

THEATRE DE LA VILLE
première
lundi 21 mars
20-45
le maître et marguerite
Mikhaïl Boulgakov
traduction
Andrei Serban
coproduction
Claude Carrière
location ouverte
274.22.77

مكتبة الجليل

THÉÂTRE

Bruxelles : « Good », de Cecil P. Taylor, et « Sainte-Jeanne »

Nice : « l'Idiot », par Jean-Louis Thamin

Rencontre avec des gens obstinés

Le Théâtre de Poche de Bruxelles se trouve dans une petite forêt : le bois de la Cambre. Quelque chose d'une ambiance de contes : entre la maison de la mère-grand de Chaperon Rouge et une auberge dans les arbres.

Dehors : des tables et des bancs, et une patinoire, pour les entractes quand il fait chaud. Dedans : des divans profonds comme chez Baudelaire, une grande cheminée de campagne avec quantité de grosses bûches (les spectateurs ramènent le feu).

Le Théâtre de Poche, dirigé par Roger Doms, donne régulièrement d'excellentes pièces dans des mises en scène intéressantes. Actuellement, *Good*, une œuvre du Britannique Cecil P. Taylor, qui est mort à cinquante-deux ans, en décembre 1981, quelques jours après la première de cette pièce.

Good (une traduction plus ou moins approchée de ce titre serait « Des gens bien ») a reçu un accueil chaleureux en Angleterre et aux États-Unis. Cette pièce sera sans doute jouée en France la saison prochaine 1983-1984. Elle est située en Allemagne, entre 1930 et 1940, pour prendre des chiffres ronds.

C'est l'histoire d'un universitaire de valeur, marié à une musicienne, qui, peu à peu, par compromissions successives, va devenir un nazi de pointe. L'action est centrée sur les premières heures de la guerre, ceux de Grafenck, Hadamar, Hartheim, où Hitler, en 1940, fit tuer des dizaines de milliers d'Allemands considérés comme des « sous-hommes » (des « malades mentaux » en majorité).

La pièce, fondée sur des informations précises, est bien construite, et l'analyse de l'évolution personnelle du protagoniste numéro-un est très curieuse. C'est par un excès d'activités réflexives que cet universitaire, cet intellectuel, se compromet de plus en plus avec les nazis de Hitler. Car, chaque fois qu'il lui est demandé de participer à une action inacceptable, son premier mouvement, instinctif, est un recul, un refus, mais presque aussitôt il met ses meninges en marche et invente, à chaque monstruosité, des interprétations, des perspectives, presque des raisons d'être.

Par exemple, lorsque, à la faculté, il lui est demandé l'ordre de « couvrir », par sa présence, un feu de livres, il se lance dans un discours intellectuel, en un sens il anticipe sur l'audiovisuel, il estime que

Gutenberg, que les imprimés, cela date, et que le temps est venu d'inventer des techniques plus vivantes, plus libres, plus images, d'acquiescer des connaissances. Du moment qu'on ne lui confisque pas sa bibliothèque personnelle (quand même), il voit dans cette destruction des livres une chance de progrès, et peu lui importe, du moins le croit-il, que les auteurs soient juifs et communistes essentiellement.

Bien traduite en français par Daniel de Bruycker, et dans une mise en scène claire de Derek Goldby, *Good* nous touche avant tout, ici, par l'interprétation exceptionnelle que fait l'acteur Alain Libolt de cet universitaire nazi. Libolt, remarquable comédien, d'un jeu très précis et fin, que nous avions vu en dernier lieu à Reims interpréter le *Pain dur* de Claudel, est presque méconnaissable, physiquement, dans *Good*. Il est devenu un Allemand des années 30. Il exprime avec une rare science effaçant comment une fièvre interprétative, un excès de « chauffe » mentale, suggère la cécité et la fuite en avant. C'est très fort.

Quitte le bois de la Cambre pour revenir dans le centre de Bruxelles, les amateurs de théâtre peuvent voir, au Théâtre national dirigé par Jacques Huisman, une bonne présentation de la *Sainte*

Jeanne, de Bernard Shaw, adaptée par Georges Neveux, dans une mise en scène de l'Anglais Adrian Brine.

L'une des particularités bizarres de Bernard Shaw est d'avoir écrit, en tête de chacune de ses pièces, une préface d'une centaine de pages, passionnante, d'une rare pénétration d'esprit, d'une morale très originale. Le recueil de ces préfaces est un chef-d'œuvre de prose, très prisé des Anglais. Or à la suite de ces préfaces, Shaw nous donne des pièces qui, en comparaison, font plutôt pâle figure. C'est ainsi que sa préface à *Sainte Jeanne* reste l'un des textes les plus pénétrants, intelligents, impartiaux, sur l'histoire de Jeanne d'Arc, alors que la pièce, mise à part une scène extraordinaire qui met aux prises Warwick et Pierre Cauchon, est assez caricaturale, élémentaire.

Mais *Sainte Jeanne* se laisse voir avec un vrai plaisir au Théâtre national, parce que la mise en scène est spirituelle, parce que Yan Tax a réalisé des costumes très beaux (et historiquement fidèles), et surtout parce que les acteurs de Bruxelles réussissent ici quelques coups de maître, notamment André Debaer (Cauchon), Pascal Racan (Warwick), Martine Manpierre (Jeanne), Ralph Darbo (l'archevêque de Reims).

MICHEL COURNOT.

Saint-Étienne : « la Cagnotte », de Labiche

Un drôle de magma

LABICHE est un vaudevilliste génial, plutôt conservateur. Il connaissait donc à fond les traits de la petite bourgeoisie conservatrice. La caricature vient de ce qu'il les a soûlés. Ses personnages sont bûchés, cupides, baveux, égoïstes et rien d'autre, mais pas d'importance comment. Labiche les décrit, avec une justesse féroce. Il construit des situations invraisemblables mais d'autant plus solides qu'elles sont passe-partout, et ses « mots » sont un vrai bonheur.

Au début des années 70, pour le centenaire de la Commune, on a commencé à se servir de lui pour dénoncer les tares de nos ancêtres les Versaillais, dont nous subissons le lourd héritage. *La Cagnotte* ou comment mal dépenser l'argent mis de côté son par son en jouant aux cartes pendant les longues soirées de La Ferté-sous-Jouarre — a été montée dans deux versions par

Jean-Pierre Vincent et Jean Jourdain, sous le signe des rapaces et de la spéculation. A Berlin, Peter Stein en a fait une sorte de cauchemar vécu par des personnages absolument « vrais », et qui se termine par l'effondrement de leur monde.

A Brême, la saison dernière, Daniel Benoin a monté à son tour une *Cagnotte* et il la reprend à Saint-Étienne dans les mêmes décors, la même mise en scène, avec des comédiens français à l'exception de Traute Hoess. Daniel Benoin ne voulait pas d'autre Leonida et on le comprend : cette belle Bavaroise vibrante de vitalité, engoncée dans sa robe noire, donne à son personnage de vieille fille bête une violence inquiétante, un côté dérailleur qui fait glisser les autres dans un drôle de magma. Ils en perdent la tête, ne savent plus qui ils sont. Ils sont pris dans sa folie à elle.

D'amour et de cendres

On ne sait pas pourquoi, dans un moment donné, un peu partout se manifestent des intérêts communs, tout au moins parallèles. On ne sait pas le pourquoi des courants d'idées, mais ils existent, et actuellement semblent porter une radécouverte des écrivains russes : Gorki, Ostrovski..., en dehors même de Tchekhov, et les romanciers, Leskov (Lady Macbeth au village par le Campagnol). Des-trois sur tout, dont, l'automne dernier à Lyon, Bruno Boeglin offrait une sorte de biographie — en attendant peut-être les *Frères Karamazov*, dont Denis Llorca a monté les *Posédés*, dont Jean-Louis Thamin à Nice présente *l'Idiot*, qu'il a adapté en collaboration avec Liliane Nataf.

Leur seule ambition : reconstruire les émotions ressenties à la lecture. Vaste ambition, pourtant, de dépeindre sur scène ce roman, qui suit l'enchevêtrement inextricable de la lumière et de l'ombre. Histoire d'un être angélique, qui attire et traverse des personnages précisément définis, prosaïques et en même temps réceptacles et reflets de toutes les incertitudes humaines. L'innocence du prince Mychikine est insoutenable pour les autres comme pour lui. Il n'en est pas maître, pas plus que de la maladie nerveuse qui le hante, la torture et par instants le jette hors du monde. Il est tout amour, mais tout aussi impulsant à

« faire le bien » que son double contraire, le rude Rogojine. L'homme des jouissances et « l'ange sans théorème » : deux forces qui, en se ranconnant, provoquent autour l'impossible désir d'une vérité inaccessible, déstabilisent l'ordre précaire de la raison, nuiront des portes interdites, et brûlent, et ne laissent que cendres.

Pour ne pas réduire ce vertigineux voyage en spirale à une suite de péripéties romanesques ou symboliques, il faut ne pas quitter l'étroite lisière entre le tangible et l'intangible. Le décor de Jean Hass y parvient : une sorte de boîte sans fenêtres en planches sombres, de tainta bleutée. Un lustre, une cheminée, un miroir oblique, descendent des cintres — il est dommage que, pour les meubles, on n'ait pas trouvé d'autre solution que de les faire apporter pendant un noir par des serviteurs en costume. Aux scènes de plein air, le mur du fond est remplacé par un ciel pâle, auquel un tulle donne un effet d'irréalité.

L'espace est abstrait, les matériaux sont bruts, les costumes très raffinés — de Dominique Borg — sont minutieusement exacts. Les personnages prennent un caractère de réalisme romanesque. On pourrait croire à un simple roman de mœurs du dix-neuvième siècle, s'il n'y avait d'infimes glissades. Comme si, se

tordant la cheville, les héros se retrouvaient soudain ailleurs, cherchant, affolés, à revenir au monde connu. Des héros bousculés par des désirs contradictoires avec lesquels ils jouent furieusement. Tous sont des flambeurs : Gania (François Marchasson), blême arriviste, le jeune nihiliste velléitaire (Denis Lavant), la jeune fille, Aglaïa (Dominique Blanc), tragiquement passionnée, et bien entendu Nathalia Philippovna, humilée, redoutable, indéfinissable miroir à fantasmes, dont Dolores Gonzales donne l'axérotation capricieuse. Mais elle ne trouve pas cette étrange disponibilité au vide qui la rend insaisissable, puisque, comme les autres, elle n'existe qu'en fonction du prince...

Jean-Louis Thamin a trouvé son prince, c'est Marc Delaet. Il est là, présent, transparent, clair et mystérieux. Il parle d'une voix douce et son regard vire vers des profondeurs d'infini. Il est compact et lézardé, noué de violence. Il est l'oublié de Dieu sans royaume à la poursuite de son image, Rogojine-Benoît Regent, qui (quand il se débarrasse du modèle Depardieu) atteint une grandeur sauvage. Alors s'engage le vrai dialogue entre lui et le prince, jusqu'à ce qu'ils se retrouvent dans leur désert, deux forces réunies pour s'annuler ensemble.

COLETTE GODARD.

Lyon : « Celle dans l'ombre »

Marieluise Fleisser illustrée

La mode s'acroche du théâtre-réel, découpe en tranches d'un texte non dramatique. C'est pratique quand on a des petits moyens : les changements de lieux et le passage du temps n'ont pas à être montrés, ils sont racontés dans un décor vide (la page blanche) parsemée de « signes ». Quelques comédiens prennent en charge tous les rôles, c'est-à-dire l'auteur et les projections de son imaginaire.

La Chrysalide, compagnie lyonnaise toute neuve, illustre ainsi des extraits du livre de Marieluise Fleisser, *Avant-Garde* — un recueil de nouvelles, à lire absolument (1), — elle y décrit la sensualité réfrénée de personnages drus, et ses relations pour le moins rugueuses avec le « grand homme de théâtre » Brecht, avec qui elle a vécu à Berlin avant de revenir dans le purgatoire bavarois d'Ingolstadt.

Deux comédiennes et un comédien jouent l'auteur et quelques projections de son imaginaire sur un plancher où sont posés face à face le bureau où elle écrit et son lit sans homme. Au milieu, un banc pour une brève rencontre entre deux personnages fictifs et de longs monologues de Marieluise vieillie.

Dès qu'il y a un dialogue, le spectacle vit, mais ils sont rares. Quelques images frappantes disent que le metteur en scène Daniel Ponthieu a des idées. Sait-il les faire entendre ? Frédéric Leidgens devrait renoncer à tout jamais aux rôles de vieilles dames. Mais Claire Contencin, gauche, sournoisement sexy, et Françoise Coupau, anxieuse, butée, violente, forment à elle deux une Marieluise attachante. — C. G.

(1) Editions de Minuit.

10 AU 20 MARS
RECITATIONS
GRANDS APRES-MIDIS MICHEL ROSTAIN
MARTINE VIARD
« Un chef d'œuvre. » LE MATIN
« Une bombe. » LE FIGARO
« Cela nous laisse estomacés. » LE MONDE
TEL: 245.18.20

A VILLEJOIE
THEATRE ROMAIN ROLLAND
18 rue Eugène Varlin 94 Villejoie
CREATION • Jusqu'au 10 Avril
LAZARE DUPON
726.15.02

Fêtes Barbares
Mars
CONCERT VOCAL
Benoît Jacob
Eglise St Michel - 20 h 30
141 rue Mouffette - 75005

POUR 60 REPRESENTATIONS
UNE PIÈCE DE
GENEVIEVE SERREAU
PEINES DE COEUR D'UNE CHATTE ANGLAISE
Par le groupe TSE
THEATRE DE PARIS
15 RUE BLANCHE 75009 PARIS
LOCATION: 280.09.30

18 h 30 photos
t.a.t.
présente
om-saad
d'après
ghassan kanafani
réalisation
anne petit - hichem rostom
lucernaire 544-57-34

CLAUDE RENAUD-BARRAULT
THEATRE DU ROND-POINT
dernière 27 mars
Ge LAURENT TERZIEFF
L'AMBASSADE
de MROZEK
mise en scène L. Terzieff
décor A. Acquart
avec
P. de BOYSSON H. GRAJA
Ph. LAUDENBACH J. ROUGIERE
L. TERZIEFF
location 256.70.80

Samedi 19 Mars 1983, à 20 h 30
Dans le cadre des « Journées Eric Satie »
Le Groupe **INTERVALLES**
(E. Razimovsky, M. Joste, F. Novak,
O. Volta, A. Marschütz, J.-Y. Bosseur,
G. Suignard)
au Mollat, Centre culturel de STRASBOURG
13, place André Malraux
Rens. : (03-88) 25-69-00
Œuvres de C. Wolff, J. Cage, M. Feldman,
T. Phillips, J.-Y. Bosseur,
E. Satie, et collectifs Intervalles, projection
du film « Entrée » de R. Clair.

2 dernières semaines
G La Tragédie de Coriolan
de W. Shakespeare, texte français de J.M. Deprats
mise en scène de Bernard Sobel
Du 19 Février au 27 Mars
THEATRE DE GENNEVILLIERS
Centre Dramatique National
41, avenue des Grésillons, 92230 Gennevilliers. Tél. **793 26 30**

THEATRE DE LA VILLE
ANIMATEUR DIRECTEUR JEAN MERCIER
première
lundi 21 mars
20h45
le maître et marguerite
de **Mikhail Boulgakov**
mise en scène
Andrei Serban
adaptation
Jean-Claude Carrière
location ouverte
274.22.77
2, place du Châtelet

LE GRAND SPECTACLE DE BROADWAY
50 CHANTEURS, DANSEURS ET MUSICIENS
A PARTIR DU 11 MARS
"TU AS LES BRAS TROP COURTS POUR BOXER AVEC DIEU"
Conçu et réalisé par VINNETTE CARROLL
LOCATION AU 285.26.80 de 11 h à 18 h au Théâtre et toutes agences
Théâtre MOGADOR 25, rue de Mogador 75009 PARIS

V.O. SAINT ANDRE DES ARTS, 30, rue St Andre des Arts (6^e)
LE NOUVEAU FILM DE LOUIS MALLE
My Dinner with ANDRE

هكرام الأول

SÉLECTION

CINÉMA

Preston Sturges
à la Cinémathèque

La possibilité de voir ou revoir tous les films du plus caustique des cinéastes hollywoodiens. L'anti-Capra, l'homme de culture qui adore mettre ses compatriotes au pied du mur, les faire rire aux éclats de leurs contradictions pour s'avoir pas à en pleurer.

ET AUSSI : *L'Ecran magique*, de Cisafranco Mingozzi (souvenirs italiens). *Fanny et Alexandre*, d'Ingmar Bergman (la grâce). *My Dinner with André*, de Louis Malle (la conversation). *Sans soleil*, de Chris Marker (un pèlerinage).

Raul Ruiz
selon « les Cahiers »

RENOUANT avec leur ancienne politique des auteurs, les Cahiers du cinéma consacrent à Raul Ruiz un numéro spécial. Serge Toubiana, le rédacteur en chef, et Pascal Bonitzer, interprète favori du réalisateur (en particulier la *Vocation suspendue*), dialoguent à perdre raison sur la fiction, ses détours, impasses et surprises.

La langue du cinéaste chilien, ses propos labyrinthiques, sont à l'image de ses films : partant dans toutes les directions, bourrés de références, de citations. L'observateur attentif percevra une critique radicale du cinéma tel que nous le connaissons, avec ses figures de style, ses procédés narratifs, ses impératifs techniques. Le chef opérateur Henri Akkoun dit, brièvement mais admirablement, son bonheur d'avoir rencontré un metteur en scène inspiré, pour qui le cinéma ne saurait en aucune façon être la plate reproduction du réel.

L'Action République, grâce à sa rétrospective, permettra aux esprits curieux de vérifier la place exacte d'un artiste qui semble devoir être, selon la revue, une référence fondamentale. — L.M.

* Studio Action République, jusqu'au 28 mars (tel. 805.51.33).
* Les Cahiers du cinéma, 23 F.

THÉÂTRE

Homme pour homme
à Ivry

Histoire d'un homme qui endosse les habits, le nom et finalement les caractéristiques d'un autre. La question est : qu'est-ce qu'un homme, qu'est-ce qu'un mâle ? Un cauchemar farceur, une fable hagiographique dans les profondeurs exotiques de la forêt indienne et de l'inconscient.

Histoires de famille
à l'Aquarium

A partir de nouvelles de Tchekhov, Jean-Louis Benoit met en scène un spectacle émouvant et beau qui touche et implique les spectateurs dans un monde nocturne et froid où des êtres hurlent et se cognent, se serrent les uns contre les autres, se transmettent le réconfort de la tendresse.

Les corps étrangers

DE l'extérieur, quelqu'un dépeint un corps étranger, une exception de trois fantômes rouges et d'un magnétophone. C'est un homme, il est là pour raconter sa vie, pleurer, se battre. Il n'arrive pas de mourir, de se contredire, de se repaître, tantôt flambant, tantôt misérable. Tourmenté en tout cas par ses souvenirs : par un corps étranger, celui d'une femme aux yeux fermés qui porte de longs gants blancs, cadavre dialogué, poignée morte dont il ne peut se déloger.

Domestique Courtisane glisse, insupportable et enveloppante comme un remords, comme le secret honteux et précieux de cette vie de nuit, de ce pauvre type à qui Roland Assolant, l'homme-orchestre, donne son poids d'écriture. — C.G.

* Petit Athénée, 18 h 30.

Beckett-Warrior
à Saint-Denis

On se souvient de David Warrior, de sa longue silhouette blanche, de sa voix fantomatique chuchotant à l'intérieur de chaque spectateur les paroles déconnectées d'un homme en proie à la mort : c'était au Festival d'automne, Beckett : *Piece of monologue*. David Warrior revient, à Saint-Denis, avec le même texte, en français cette fois. Cette fois est le titre du second texte de Beckett qu'il joue, en français toujours.

ET AUSSI : *Le Saperleux* à Saint-Denis, dans les Halles du marché (la farce folle de Gildas Bourdet). *Les Peines de cœur d'une chatte anglaise* au Théâtre de Paris (Tous les cœurs battent pour l'adorable Beauty). *Combat de nègre et de chiens* à Nanterre (le grand moment de la saison).

MUSIQUE

Concerts
dans le Nord

La province bouge, on le savait depuis longtemps, mais certaines régions viennent en tête, comme le Nord - Pas-de-Calais, que l'Orchestre national de Lille, sous la direction de Jean-Claude Casadesu, sillonne sans relâche : le 18 mars, il sera à Dainville, le 19 à Lille, le 21 à Gravelines, puis de nouveau à Lille le 22, avant de s'envoler vers le sud (Toulouse le 24, Montpellier le 25, Saint-Martin-de-Ré le 27, Saint-Savinien le 29, Bordeaux le 30 et Paris le 31). Pour le second, il a invité l'Orchestre de Paris qui se rendra à Lille au grand complet avec son chef Daniel Barenboim le 20 et 21 mars, puis en formation de chambre à Berck-sur-Mer le 22 et à Dunkerque le 23. En outre, les amateurs d'art lyrique pourront entendre l'*Orphée* de Gluck à Tourcoing dirigé par Jean-Claude Malgoire (les 17 et 19 mars), mais les mélomanes curieux ne manqueront pas le concert de l'Ensemble intercontemporain dirigé par Boulez le 18 mars à l'Opéra de Lille.

JAZZ

Stan Getz
et Chet Baker

Ils sont ensemble habillés de plus de souvenirs, de plus de légendes, de plus de controverses et de plus de beauté sans cesse en train de finir, que vous ne pourrez en rencontrer ces temps-ci. On se plait parfois de leur noialance en scène. Il faut s'y résoudre : tant de musique mérite toutes les patiences. Ils sont au *New Morning* (les 14, 15, et le 19 au 23, à 20 h et 23 h).

ET AUSSI : *Carta orange* à Annick Nozati, avec Joëlle Léandre, Irène Schweizer, Michael Lonsdale, etc. (à Dunois du 17 au 20) ; Francis Varis au *Petit Opportun* (du 16 au 20).

Danse

L'Histoire du soldat
par le Ballet
du XX^e siècle

Une relecture du ballet narratif de Rimski-Korsakov placée par Maurice Béjart sous le signe de la guerre de 1914.

ET AUSSI : Kilina Crémone au Théâtre de la Bastille (voir *Le Monde* du 18 janvier), Jean Pomares au Centre américain (17-18-19 mars), Hervé Dias au Théâtre Déjantez (la matière complexe), Jean-Claude Ramseyer et Bernadette Doue au Théâtre présent (Rythme et improvisation), une Semaïac de la danse à Lille (avec Bagouet, Wollaston, Chopiot, Yano...). Le groupe Émile Dubois à la Maison de la culture de Grenoble : création des *Survivants*. Karim Wachner à la Maison de la danse de Lyon (22 au 26 mars) et Marilen Breuker au Centre culturel de Châtillon (17-18-19 mars).

EXPOSITIONS

Les dessins
du comte d'Orsay
au Louvre

Un choix d'œuvres parmi les mille dessins du Louvre marqués du monogramme O.R.S. Entrés dans les collections nationales en 1793, ce n'est que récemment qu'on a identifié l'auteur de ces fabuleux ensemble où les œuvres italiennes des seizième et dix-septième siècles comptent pour moitié, mais qui comprend un nombre important de dessins d'artistes français ayant travaillé à Rome au dix-huitième siècle, ainsi que des œuvres de l'École du Nord.

Reflets du Siècle d'or
à l'Institut néerlandais

Petits tableaux du Siècle d'or hollandais provenant de la collection Frits Lugt avec des peintures de Saenredam, Potter, Ruysdael, Steen, Van Goyen, Averkamp...

Mandelbrojt

LA spontanéité très élaborée de Jacques Mandelbrojt (1), sa gestualité mûrement acquise, ses signes tour à tour capricieux ou noués en fuseaux structurés, libèrent une émotion rebelle à l'analyse. Ses images « musculaires » encore plus que mentales, arrivent à un dépouillement allant de pair avec une très fine sensibilité. Si l'on rencontre de préférence des surfaces réduites, où, néanmoins, tout est dit, il arrive au spectateur d'être soudain ébloui par de plus grandes envergures. La blancheur du support y collabore avec de merveilleuses explosions de noirs et de gris, aux obliques ascendantes. Tout est régi en fonction de la vie intérieure de l'artiste ainsi mise à nu.

Bolin

EST-CE être anachronique que de se vouloir peintre du bonheur ? Gustav Bolin n'en a cure, qui, fidèle au précepte de Poussin, recherche la délectation (2). Et la trouve et la transmet dans ses toiles qui baignent une ambiance euphorique. Son métier s'affirme en s'allégant, en s'affirmant au fil des années. Les leçons d'un lointain cubisme n'ont pas été oubliées. Mais la plupart du temps, les armatures s'assouplissent. Intérieurs lumineux. Arbres transfigurés par un entourage plus ou moins ébouriffé, et transposé. On s'arrêtera aussi devant les dessins, devant un, en particulier : seul, érigeant dans l'espace la boule de ses

branches entremêlées, un arbre — encore un — est traité en majesté.

Salzmann

GOTTFRIED SALZMANN est de retour, porteur d'une si abondante récolte qu'elle tient à peine dans deux galeries. L'une (3) engrange des fusains de tous formats et des gravures pareillement inspirées, variations à l'infini sur le thème sylvestre. La lumière se fraie un passage à travers ces « nuits d'arbres », à la fois dénuées et touffues. Elle entraîne le rêve sur les sentiers de la création. Contraste des troncs blancs et des épaisses chevelures des frondaisons, de leurs masses sombres, à l'exclusion de tout détail superflu. Une vingtaine de petites aquarelles viennent rappeler que le Salzmann coloriste n'est nullement inférieur au Salzmann graphiste, passé maître dans toutes les techniques. Il le prouve dans ses grandes aquarelles, ailleurs montrées (4), témoin d'une nette évolution... La « bleu avec accents » s'oriente vers une exaltante monochromie, qu'il s'agit de saluer des salines d'Espagne quadrillées de canaux blancs — un pas de plus vers l'abstraction — ou de paysages peu à peu abolis à mesure que le store se déroule, un store dont le bleu se confond avec le bleu du ciel, ou le remplace. Lequel est le vrai ? Certes, derrière lui, le monde continue d'exister, plus présent encore à force d'être ignoré.

Minaux

« L'E Roi Cophétua », un des plus envoûtants récits de Julien Gracq, a déjà tenté plus d'un illustrateur. Aucun n'a réussi à pénétrer ce « nocturne »

Les jours et les nuits

mieux que Minaux. L'ouvrage établi pour les Bibliophiles de Provence fait l'objet d'une exposition (5) groupant, à côté des planches de l'ouvrage, la longue série des dessins originaux — autant de chefs-d'œuvre en clair-obscur, aux volumes pleins et nets fortement contrastés. Une présence ne cesse de hanter cette demeure silencieuse — la mort sans doute, inséparable d'un amour sans paroles. La couleur, un bleu intense entre autres, dans les études préparatoires, s'entend, en élargit souvent le mystère.

Pagava

EN fin de parcours, la grande rétrospective Vera Pagava, partie de Dijon (*Le Monde* du 13 avril 1982), après des stations prolongées à Beauvais, à Reims, à Troyes, se retrouve chez elle à Montrouge, où l'accueille Nicole Besse au Centre culturel et artistique (6). D'où la joie de voir ou de revoir toute la trajectoire d'un art rigoureux, épuré, lumineux — huiles, aquarelles, dessins — pour lequel le mot de spiritualité semble avoir été inventé. Un demi-siècle de travail qui marque une progression vers l'indicible. D'autres toiles de Pagava complètent à Paris (7) cette exposition.

JEAN-MARIE DUNOYER.

- (1) Galerie Jaquester, 85, rue Rambuteau.
- (2) Galerie Coard, 12, rue Jacques-Callot.
- (3) Atelier Lambert, 62, rue La Boétie.
- (4) L'Œil Sévigné, 14, rue de Sévigné.
- (5) Sagot-Le Garrec, 24, rue du Four.
- (6) 32, rue Gabriel-Péri, Montrouge.
- (7) Galerie Darial, 22, rue de Beaune.

en VO : STUDIO LOGOS - OLYMPIC BALZAC-ÉLYSÉES
OLYMPIC ENTREPOT

COUREZ LA SOLITUDE
VOIR DU COUREUR DE FOND
un film de TONY RICHARDSON

ATHÉNÉE
COMPAGNIE THÉÂTRALE

LA DEDICACE
BOTHO STRAUSS
mise en scène YVES CHAIX

16 mars 16 avr, mardi mercredi 18 h - jeudi vendredi samedi 22 h
LOCATION 742 67-27 - AGENCES FIAC-CROIX

reprise exceptionnelle
L'ETRANGER DANS LA MAISON
de Richard DEMARCY

Peter BROOK : Quel beau travail ! Léger, concret, vivant. — Michel COURNOT (*Le Monde*) : Un chef d'œuvre, acteurs merveilleux. — Guy OUMUR (Nouvel Observateur) : Nous sommes en plein délire. — Pierre MARCABRU (*Le Figaro*) : Miracule qu'il faille saluer. — Fabienne PASCAUD (*l'Écran*) : Fabuleuse d'astuce et de poésie.

CITÉ INTERNATIONALE 589.38.69

OLYMPIC BALZAC VO - GAUMONT
AMBASSADE VO - PARAMOUNT ODEON
VO - LES PARNASSIENS VO -
PARAMOUNT BASTILLE VO - CINÉ
BEAUBOURG LES HALLES VO - GAUMONT
RICHELIEU VF - LES IMAGES VF -
FAUVETTE VF - LES MONTPARNOS VF -
LUMIÈRE VF

GAUMONT Erry - GAUMONT-OUEST
Régionale - 4 TEMPS Le Défense - LE
FRANCAIS English - STUDIO Party -
PARAMOUNT Le Varange

BERNARD DAUMAN présente

Un film sur la surveillance
DELIVRANCE
Un film sur le courage comme
MIDNIGHT EXPRESS
Un film sur les conflits armés
comme **APOLYPSSE NOW**

SANS RETOUR
SOUTHERN
COMFORT

Un film de
WALTER HILL

UGC NORMANDIE VO - REX - PARAMOUNT OPERA - PARAMOUNT MARIVAUX - CLINTY ECOLES VO - PARAMOUNT MONTPARNASSE
MAGIC CONVENTION - PARAMOUNT GALAXIE - PARAMOUNT ORLEANS - PARAMOUNT MONTMARTRE - UGC GARE DE LYON
CINE BEAUBOURG LES HALLES VO / CARREFOUR Pantin - ARTEL Gréville - ARTEL Rosny - ARTEL Nogent - CYRANO Versailles - ALPHA Argenteuil

LES HUDSON BROTHERS
arrivent...

HYSTERICAL

CINEMA GROUP présente "HYSTERICAL" avec LES HUDSON BROTHERS
JULIE NEWMAR - CLINTY FLETCHER - CLINTY WALSH - KEVIN WYKE - RICHARD KILL
Producteur délégué YVES CHAIX Réalisateur CLINTY WALSH
Scénario de BILL HUDSON & MARK HUDSON A PARTIR D'UNE PIÈCE DE THEODORE DREISER
Montage par GUY LESTY Mixage par CHRIS BRANT

مکان العمل

ET DES SI
MUSIQUE

LES SPECTACLES

Les salles subventionnées et municipales

UGC NORMANDIE - GAUMONT COLISÉE - GAUMONT RICHELIEU - LES IMAGES - UGC BOULEVARD
- FAUVETTE - GAUMONT CONVENTION - 14 JUILLET BASTILLE - UGC OODÉON - UGC ROTONDE -
MONT-PARNASSE BIENVENUE - FORUM LES HALLES - PARLY II - AVIATIC Le Bourget
ARTEL Nogent - TRICYCLE Asnières - 4 TEMPS Le Défense - FRANÇAIS Enghien
GAUMONT-DUEST Boulogne.

Les autres salles

ESCALIER D'OR (523-15-01), le 21 à

marl.

Les cafés-théâtres

Les chansonniers

J. Di Donato, J.-P. Drouot, B. Lubat,
22 h 30 : A. Sachs.

En avant-programme
LA LÉGENDE DU PAUVRE BOSSU
 de Michel OCELOT
CÉSAR 83 du meilleur court-métrage d'animation



D'étonnantes aventures attendent la petite bande...
Pour en savoir plus, appelez le 359.12.34

—POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

ALAIN DELON



STUDIO DES
CHAMPS ÉLISÉES
HENRI VIRLOGEU
HENRI MIQU
LAURENT REY
PAUTEU
RASCUL
HENRI MIQU
HENRI MIQU
HENRI MIQU
HENRI MIQU

MUSIQUE

Les concerts

MERCREDI 16

SALLE PLEYEL, 20 h 30 : Orchestre de Paris, dir. : D. Barenboim (Debussy, Loeu, Brahms).
RANELAGH, 18 h 30 : A. Ball (Bach, Schubert, Chopin...)
SALLE GAVEAU, 18 h 30 : Quatuor Via Nova (Haydn, Schubert) ; 20 h 30 : Quintette Franco-Frédéric (Schubert, Liszt, Schumann, Brahms).
ÉGLISE SAINT-MÉDARD, 20 h 30 : R. Jacobs (Chapman, Couperin, Brevin...)
SALLE CORTOT, 20 h 30 : Ensemble instrumental R. Bogdall (Bach).
LUCERNAIRE, 19 h 45 : J. Kalfs (Bach, Beethoven, Albeniz...)
ÉGLISE SAINT-GERMAIN-L'AUXERROIS, 20 h 30 : J. P. Laroche (Haydn, Beethoven, Schubert...)
CAILLLOU BLANC, 20 h 15 : D. Veron, B. Burgos (Mozart, Beethoven, Schubert...).

JEUDI 17

LUCERNAIRE, 19 h 45 : voir le 16.
SALLE PLEYEL, 15 h et 18 h : Orchestre de chambre de concert Lamoureux (Vivaldi, Haydn, Hoffmeister) ; 20 h 30 : voir le 16 (Debussy, Beethoven, Liszt).
ÉGLISE SAINT-MÉDARD, 20 h 30 : Concerto vocal (Cant. Cavalli, Gagliardi...)
RADIO-FRANCE, Grand Auditorium, 20 h 30 : Quatuor Prax (Haydn, Dutilleul, Beethoven).
ÉGLISE SAINT-ROCH, 21 h : P. Cantor, dir. J.-P. Laroche (Liszt).
CRYPTÉE DES DOMINICAINS, 20 h 45 : Ensemble Vézina et Noy (Couperin).
CAILLLOU BLANC, 20 h 15 : voir le 16.
CONCIERGE, 21 h : Ensemble d'arches français, dir. J.-F. Cozzani (Vivaldi, Haendel).
SOREBONNE, Grand Amphithéâtre, 20 h 45 : Chœur de l'Université Paris-Sorbonne, Les Chœurs - Amal Richebourg, 21 h : J. Benjaou (Rachmaninov, Fauré, Franck).
ÉGLISE DE LA TRINITÉ, 20 h 30 : Orchestre Pro Musica de Paris, dir. T. P. P. (Puccini, Fauré, Liszt).
ÉGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS, 20 h 45 : Orchestre de chambre de Versailles, Chœur national, dir. B. Wahl (Bach).
CENTRE CULTUREL CANADIEN, 20 h 30 : R. M. (Mozart, Beethoven).
SALLE GAVEAU, 20 h 30 : E. Nacouff (Schubert, Fauré, Ravel...)
MUSÉE CARNAVALET, 20 h 45 : Ch. Wells (Blow, Laves, Purcell).
ÉGLISE SAINT-ÉTIENNE-DU-MONT, 20 h 45 : dir. R. R. (P. Postanara (Liszt), Vivaldi, J.-S. Bach).

VENDREDI 18

RANELAGH, 18 h 30 : J. Savall, G. M. (Mozart, Beethoven).
SALLE PLEYEL, 20 h 30 : Orchestre de Paris, dir. D. Barenboim (Brahms, Beethoven).
LUCERNAIRE, 19 h 45 : voir le 16 ; 21 h : Trio Pichon-Baigis-Boschet (Mozart, Dvorak).
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, 20 h 30 : Quatuor Amadeus, R. M. (G. de Payer (Brahms)).
CENTRE ROSENKRANTZ, 20 h 30 : A. H. (Mozart, Ravel, Brahms).
PIAP, 20 h 30 : G. P. (G. de Payer (Brahms)).
MUSÉE GUMET, 21 h : Ensemble de l'Institut.
SALLE CORTOT, 20 h 30 : D. Cade (Schubert, Brahms, Moussorgski).
SALLE DU CONSERVATOIRE, 20 h 30 : Chœur Monteverdi (Haendel).
CAILLLOU BLANC, 20 h 15 : voir le 16.
ÉGLISE SAINT-AGNÈS, 21 h : voir l'église Saint-Germain-l'Auxerrois le 16.
ÉGLISE SAINT-MÉDARD, Ensemble instrumental A. Stajic (Mendelssohn, Schubert, Tchaïkovski).
SALLE GAVEAU, 20 h 30 : Corroeur (Brahms, Chabrier, Liszt).
SAMEDI 19
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, 20 h 30 : Orchestre national de France, dir. L. M. (Stravinsky, Stravinsky).
LUCERNAIRE, 19 h 45 : voir le 16 ; 21 h : voir le 16.
RANELAGH, 18 h 30 : J. Van Immerzeel (Clementi, Mozart, Beethoven).
RADIO-FRANCE, Auditorium 106, 18 h 30 : Quintette de cuivres J.-B. Ar. (Mozart, Beethoven).
THÉÂTRE DE PARIS, 18 h : V. G. (Liszt, Liszt).
ÉGLISE SAINT-MÉDARD, 21 h : Orchestre à vent Musique oblige (Mozart, Jacob, Krumpholtz).
SALLE GAVEAU, 17 h : Quatuor Vermeer (Beethoven, Mendelssohn, Mozart) ; 20 h 30 : R. Petrosian (Bach, Liszt, Schumann...)
ÉGLISE SÉVERINE, 18 h : M.-C. Cor. (Liszt, Liszt, Liszt).
SALLE CORTOT, 20 h 30 : G. Andrian, C. Joy, S. Loeu, F. G. (Rachmaninov, Vivaldi, Fauré...)
SCHOLA CANTORUM, 20 h 45 : Y. K. (Schubert, Beethoven, Debussy...)
HEURE MUSICALE DE MONTMARTRE, 18 h : Quatuor Fauré, M. R.

dimanche 20

NOTRE-DAME, 17 h 45 : E. Jean (Liszt, Liszt, Liszt).
THÉÂTRE DU BOND-POINT, 11 h : Trio Di Mino (Haydn, Beethoven).
RADIO-FRANCE, Auditorium 106, 19 h : Ensemble Ramon, Quatuor de personnes, Maîtrise de Radio-France, dir. H. F. (Haydn, Debussy).
LUCERNAIRE, 18 h 30 : voir le 18 à 21 h.
ÉGLISE SAINT-MÉDARD, 16 h : Ensemble Vézina et Noy (Couperin, Bach).
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, 17 h : Chœur Sipan-Komitas, Ensemble arménien Navasart.
SALLE PLEYEL, 17 h 45 : Orchestre des concerts Lamoureux, dir. : G. H. (Brahms, Grieg, Dvorak).
ÉGLISE DES BILLETTES, 17 h : Ensemble instrumental et vocal du Collège de Versailles, dir. F. Langlois (Brahms, Dvorak, Liszt).
ÉGLISE RÉFORMÉE DE L'ÉTOILE, 16 h : Chœur de l'Institut, Chœur d'œuvres de Versailles-le-Buisson, Ensemble 12 (Bach, Honegger, Liszt).
ÉGLISE SAINT-GABRIEL, 15 h 30 : W. P. (Cade (Bach, Corbelli, Schumann...)).
SALLE CORTOT, 20 h 30 : L. W. (Liszt, Liszt, Liszt).
CENTRE MANDARIN, 18 h : Ensemble Vézina et Noy (Couperin, Liszt).
CAILLLOU BLANC, 20 h 15 : voir le 16.
CARRÉ SILVIA-MONFORT, 20 h 30 : Les chœurs flamenco de la semaine sainte en Andalousie, A. de Patrocinio, Frascino, El Guapo, El Melon, M. Zapata.

LUNDI 21

LUCERNAIRE, 19 h 45 : O. de M. (P. H. (Bach, Kodaly, Liszt)).
RADIO-FRANCE, Grand Auditorium, 20 h 30 : J. D. (Mozart, Beethoven).
RANELAGH, 18 h 30 : Musiques traditionnelles de l'Inde.
ATHÉNÉE, 21 h : G. T. (R. Sch. (Mozart, Beethoven)).
CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE, Grand Théâtre, 20 h 30 : K. N. (Schubert, Debussy, Schumann).
ÉGLISE SAINT-ROCH, 21 h : Ensemble instrumental de Paris, dir. J.-P. W. (Fauré).
ÉGLISE ANGLICANE SAINT-GEORGES, 12 h 45 : P. B. (L. (Bach, Beethoven)).
THÉÂTRE EN BOND, 21 h : O. B. (Mozart, Beethoven).
THÉÂTRE DE LA PLAINE, 20 h 30 : M.-C. T. (M. B. (Schumann, Schumann)).
SALLE GAVEAU, 20 h 30 : C. H. (Mozart, Beethoven).
THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS, 18 h 30 : Nouvel Orchestre philharmonique, dir. Y.-P. T. (C. C. (Liszt, Liszt)).
CARRÉ SILVIA-MONFORT, 20 h 30 : Les chœurs flamenco de la semaine sainte en Andalousie, A. de Patrocinio, Frascino, El Guapo, El Melon, M. Zapata.

MARDI 22

LUCERNAIRE, 19 h 45 : voir le 21.
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, 20 h 30 : Orchestre national de France, dir. L. M. (Mozart, Liszt).
RANELAGH, 18 h 30 : Jeunes compositeurs et interprètes du Conservatoire national supérieur de musique de Paris.
SALLE GAVEAU, 20 h 30 : Ensemble instrumental de Paris, dir. J.-P. W. (Haydn, Mozart, Mendelssohn).
CONCIERGE, 21 h : voir le 17.
ÉGLISE SAINT-MÉDARD, 20 h 30 : M. F. (E. B. (F. B. (Liszt, Liszt))).
ÉGLISE DE LA MADELEINE, 18 h 30 : Chœur et ensemble instrumental de la Madeleine, dir. J. H. (Mozart, Beethoven).
CONSERVATOIRE RACHMANINOV, 20 h 30 : D. M. (Haydn, P. (Offenbach)).
CITÉ DES ARTS, 21 h : L. B. (Ch. B. (Mozart, Liszt)).
ÉGLISE DES BILLETTES, 21 h : Ensemble vocal et instrumental Harmonia Nova, dir. D. B. (Bach).
ÉGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS, 20 h 30 : J. H. (Mozart, Beethoven).
CENTRE CULTUREL CANADIEN, 20 h 30 : P. M. (Mozart, Liszt).
THÉÂTRE 14, 20 h 30 : Récital piano, F. B. (Liszt).

Jazz, pop, rock, folk

AMERICAN CENTER (321-42-20), le 20 à 16 h 30 : H. B. (G. L. M. M. (Mozart, Beethoven)).
ARC (723-61-27), le 17 à 20 h 30 : A. L. (L. B. (Mozart, Liszt)).
BATACLAN (700-30-12), le 21 à 20 h 30 : P. M. (Mozart, Beethoven).
BIBLIOTHEQUE BEAUGRENELLE (577-63-40), le 19 à 16 h : L. K.

LES PALLADIUM (874-94-99), le 18 à 20 h : Eurythmics.

CALYPSO (380-36-11), le 22 à 21 h : K. C. (Mozart, Beethoven).

CAVEAU DE LA BUCHETTE (326-65-03), 21 h 30 : D. D. (Mozart, Beethoven).

CAVERNE D'ALGÈRE (340-70-28), le 16 à 20 h 30 : Solo et N. (Mozart, Beethoven).

CHAPELLE DES LOMBARDS (357-24-20), (D. L.), 22 h 30 : S. (Mozart, Beethoven).

CHATEAU DE LA VILLETTE, les 18, 19, 20 à 20 h : La F. (Mozart, Beethoven).

CLOÛTRE DES LOMBARDS (233-54-09), 23 h, le 16 : L. S. (Mozart, Beethoven).

DEPOT-VENTE (377-31-87), à 21 h 30 le 17 : S. (Mozart, Beethoven).

DUNOIS (384-72-00), 20 h 30, les 17, 18, 19, 20 : Musiques exotiques.

ÉLYSÉES-MONTMARTRE (806-38-79), le 22 à 20 h 30 : F. B. (Mozart, Beethoven).

NEW MORNING (523-51-41), les 16, 19, 20, 21 et 22 à 20 h et 23 h : S. G. (Mozart, Beethoven).

PASSERELLE (543-99-41), le 21 à 20 h 30 : G. D. (Mozart, Beethoven).

PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h 30 : J. G. (Mozart, Beethoven).

PETIT OPORTUN (236-01-36), 23 h : F. V. (Mozart, Beethoven).

RADIO-FRANCE, Auditorium 106 (524-15-16), le 17 à 18 h 30 : D. L. (Mozart, Beethoven).

SLOW CLUB (233-44-30), 21 h 30, les 17, 18, 19, 22 : C. L. (Mozart, Beethoven).

SUNSET (261-46-60), 23 h : J.-M. (Mozart, Beethoven).

VIEILLE HERBE (321-03-11), le 17 à 20 h : S. P. (Mozart, Beethoven).

Le music-hall

BORINO (322-74-84) (D. soir, L.).

GYMNASIE (246-79-79) : voir théâtre.

MARIGNY (256-04-41) (D. soir, L.).

OLYMPIA (742-25-49), 21 h : S. R. (Mozart, Beethoven).

PALACE (246-10-87), 20 h 30 : N. C. (Mozart, Beethoven).

PALAIS DES GLACES (607-49-03), les 16, 17, 18 à 20 h 30 : le 19 à 14 h 30 et 20 h 30 ; le 20 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 21 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 22 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 23 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 24 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 25 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 26 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 27 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 28 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 29 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 30 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 31 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 1er à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 2 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 3 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 4 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 5 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 6 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 7 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 8 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 9 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 10 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 11 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 12 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 13 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 14 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 15 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 16 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 17 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 18 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 19 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 20 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 21 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 22 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 23 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 24 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 25 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 26 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 27 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 28 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 29 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 30 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 31 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 1er à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 2 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 3 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 4 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 5 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 6 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 7 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 8 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 9 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 10 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 11 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 12 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 13 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 14 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 15 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 16 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 17 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 18 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 19 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 20 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 21 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 22 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 23 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 24 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 25 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 26 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 27 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 28 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 29 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 30 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 31 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 1er à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 2 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 3 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 4 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 5 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 6 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 7 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 8 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 9 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 10 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 11 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 12 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 13 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 14 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 15 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 16 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 17 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 18 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 19 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 20 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 21 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 22 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 23 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 24 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 25 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 26 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 27 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 28 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 29 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 30 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 31 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 1er à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 2 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 3 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 4 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 5 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 6 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 7 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 8 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 9 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 10 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 11 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 12 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 13 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 14 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 15 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 16 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 17 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 18 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 19 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 20 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 21 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 22 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 23 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 24 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 25 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 26 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 27 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 28 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 29 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 30 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 31 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 1er à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 2 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 3 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 4 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 5 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 6 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 7 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 8 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 9 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 10 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 11 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 12 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 13 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 14 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 15 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 16 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 17 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 18 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 19 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 20 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 21 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 22 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 23 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 24 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 25 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 26 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 27 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 28 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 29 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 30 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 31 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 1er à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 2 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 3 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 4 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 5 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 6 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 7 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 8 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 9 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 10 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 11 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 12 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 13 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 14 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 15 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 16 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 17 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 18 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 19 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 20 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 21 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 22 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 23 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 24 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 25 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 26 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 27 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 28 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 29 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 30 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 31 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 1er à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 2 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 3 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 4 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 5 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 6 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 7 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 8 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 9 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 10 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 11 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 12 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 13 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 14 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 15 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 16 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 17 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 18 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 19 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 20 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 21 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 22 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 23 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 24 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 25 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 26 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 27 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 28 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 29 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 30 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 31 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 1er à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 2 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 3 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 4 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 5 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 6 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 7 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 8 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 9 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 10 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 11 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 12 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 13 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 14 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 15 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 16 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 17 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 18 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 19 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 20 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 21 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 22 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 23 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 24 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 25 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 26 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 27 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 28 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 29 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 30 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 31 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 1er à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 2 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 3 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 4 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 5 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 6 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 7 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 8 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 9 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 10 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 11 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 12 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 13 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 14 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 15 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 16 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 17 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 18 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 19 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 20 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 21 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 22 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 23 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 24 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 25 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 26 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 27 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 28 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 29 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 30 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 31 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 1er à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 2 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 3 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 4 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 5 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 6 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 7 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 8 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 9 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 10 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 11 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 12 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 13 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 14 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 15 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 16 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 17 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 18 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 19 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 20 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 21 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 22 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 23 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 24 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 25 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 26 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 27 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 28 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 29 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 30 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 31 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 1er à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 2 à 14 h 30 et 17 h 30 ; le 3 à 14 h 30 et 1

CINEMA

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinéma-thèque

CHAILLOT (704-24-24)
MERCREDI 16 MARS
15 h, Le Capitaine Fracasse, d'A. Gance; 19 h, Les Pages arrachées au livre de Seton, de C. H. Dreyer; 21 h, R. Seve à la Cinéma-thèque.

JEUDI 17 MARS
15 h, L'Amour veille, d'H. Roussel; 19 h, La Passion de Jeanne d'Arc, C. H. Dreyer; 21 h, R. Seve à la Cinéma-thèque.

VENREDI 18 MARS
15 h, Obsession, de J. Delacour; 19 h, L'homme à P. Sturges; les Voyages de Sullivan; 21 h, Mar de Rosa, d'A. Carolin.

SAMEDI 19 MARS
15 h, Le Baiser, de J. Feyder; 17 h, Wine of Youth, de K. Vidor; 19 h, Hommage à P. Sturges; Madame et ses filles; 21 h, Samba du Circo do Mundo, de V. de Figueiredo.

DIMANCHE 20 MARS
15 h, Le Duchesse de Langeais, de J. de Baroncelli; 17 h, Je vis dans la peur, d'A. Kurosawa; 19 h, Hommage à P. Sturges; Miroir au village; 21 h, Escarnasco, de R. La Créta; Vito Veritas, d'I. Nandi.

LUNDI 21 MARS
Relâche.

MARDI 22 MARS
15 h, Docteur Lacombe, de M. Cloche; 19 h, Héros d'occasion, de P. Sturges; 21 h, Les Délices du pouvoir, d'A. Carolin.

JEUDI 17 MARS
15 h, Hommage à P. Perrault; le Pays de la terre sans âme; 17 h, P. de la terre sans âme; 19 h, Les gladiateurs, de H. Roach; le Sous-Marin pirate, de M. Sennet; 21 h, Hommage à S. Shadid Salas; le Jour où l'homme amoureuse.

VENREDI 18 MARS
15 h, Hommage à P. Perrault; le Beau Plaisir; C'est un Québécois en Bretagne, madame; 17 h, Malice chez les Indiens, de B. Keaton; E. Cline; Buster et Fatty à Luna Park; de R. Arctur; Buster et les Flics, de B. Keaton; E. Cline; 19 h, Hommage à S. Shadid Salas; les Longues Vacances de Lottie Eiser.

SAMEDI 19 MARS
15 h, Hommage à P. Perrault; Un pays sans bon sens; 17 h, P. de la terre sans âme; 19 h, Hommage à S. Shadid Salas; l'Ordre; 21 h, la Vase, de H. von Kramer.

DIMANCHE 20 MARS
15 h, Au bout de mon âme, de G. Dufaut; 17 h, Sa dernière; 19 h, P. Cappa; 19 h, Hommage à S. Shadid Salas; Une vie; 21 h, Ophélie, de C. Chabrol.

LUNDI 21 MARS
15 h, la Gammick, de J. Godbout; 17 h, Ton cor est au mal, de E. Kean; 19 h, Vite la flotte; de J. Parrot; 19 h, One Girl's Confession, de H. Haas.

MARDI 22 MARS
Relâche.

Les exclusivités

L'AFRICAIN (Fr.): Gaumont-Halles, 15 (297-49-70); Richelieu, 15 (233-56-70); Quinette, 15 (633-79-38); Clony-Palace, 15 (354-07-76); Marignan, 15 (354-46-82); George-V, 15 (562-41-46); St-Lazare-Palace, 15 (387-35-43); Francis, 15 (770-33-88); Maxville, 15 (770-72-86); Nations, 15 (343-04-67); Fauvette, 15 (331-25-02); Gaumont-Sud, 15 (229-12-06); Gaumont-Opéra, 15 (828-42-27); Gaumont-Montparnasse, 15 (742-56-31); Gaumont-Patbé, 15 (520-12-06); Magic Convention, 15 (828-20-32); Pasty, 15 (288-62-34); Calypso, 15 (380-30-11); Cléchy-Patbé, 15 (522-46-01).

ALL BY MYSELF (A. v.o.): St-Séverin, 15 (334-50-91).

AMERIQUE INTERDITE (A. v.o.): Rio-Opéra, 15 (742-82-54).

ANTONIETTA (Fr.-Mex. v.o.): Trois Parousiens, 14 (320-30-19).

L'AS DES AS (Fr.): Richelieu, 15 (742-60-33).

LES AVENTURES DE PANDA (Jap. v.o.): Timpliers, 15 (272-94-56); Grand Pavois, 15 (354-46-82); Palace Croix-Nivert, 15 (375-95-04); Paris-Montparnasse, 15 (757-79-79); Mayfair, 15 (525-27-06); Paris-Montparnasse, 15 (757-24-24); Wepler, 15 (522-46-01); Gaumont-Gambetta, 20 (636-10-36).

ALL BY MYSELF (A. v.o.): St-Séverin, 15 (334-50-91).

AMERIQUE INTERDITE (A. v.o.): Rio-Opéra, 15 (742-82-54).

ANTONIETTA (Fr.-Mex. v.o.): Trois Parousiens, 14 (320-30-19).

L'AS DES AS (Fr.): Richelieu, 15 (742-60-33).

LES AVENTURES DE PANDA (Jap. v.o.): Timpliers, 15 (272-94-56); Grand Pavois, 15 (354-46-82); Palace Croix-Nivert, 15 (375-95-04); Paris-Montparnasse, 15 (757-79-79); Mayfair, 15 (525-27-06); Paris-Montparnasse, 15 (757-24-24); Wepler, 15 (522-46-01); Gaumont-Gambetta, 20 (636-10-36).

LA BALANCE (Fr.): Quinette, 15 (633-79-38); Marignan, 15 (354-46-82); Francis, 15 (770-33-88); Maxville, 15 (770-72-86); Gare de Lyon, 15 (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 15 (336-23-44); Métrol, 15 (339-52-43); Montparnasse Patbé, 15 (520-12-06); Magic Convention, 15 (828-20-32); Pasty, 15 (288-62-34); Calypso, 15 (380-30-11); Cléchy-Patbé, 15 (522-46-01).

LA BARQUE EST PLEINE (Suisse-All. v.o.): Hautefeuille, 15 (633-79-38).

LE BATTANT (Fr.): Richelieu, 15 (742-60-33); Bretagne, 15 (222-57-97); Ambassade, 15 (359-19-08); Tourtelles, 20 (364-51-98).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.): Cluny-Ecoles, 15 (334-20-12); Biarritz, 15 (723-69-31).

BLADE RUNNER (A. v.o.): Opéra-Night, 15 (296-62-56).

LA BOUM N° 2 (Fr.): Ambassade, 15 (359-19-08).

BRISBY ET LE SECRET DE NIMH (A. v.o.): Saint-Ambroise, 15 (700-89-16); Grand Pavois, 15 (354-46-82).

LES CADAVRES NE POKENT PAS DE COSTARDS (A. v.o.): Parisiens, 15 (329-83-11).

CAP CANAILLE (Fr.): U.G.C. Danton, 15 (329-42-62); U.G.C. Marbeuf, 15 (225-18-45).

CAPTAIN MALABAR DIT LA BOMBE (A. v.o.): Paris-Montparnasse, 15 (742-56-31); Paris-Montparnasse, 15 (742-56-31); Paris-Montparnasse, 15 (742-56-31).

CINQ JOURS CE PRINTEMPS-LA (A. v.o.): U.G.C. Danton, 15 (329-42-62); U.G.C. Champs-Élysées, 15 (575-79-79).

(359-12-15); 14 Juillet-Beaugrenelle, 15 (575-79-79).

CLEMENTINE TANGO (Fr.): Movies, 15 (260-43-99); Studio de la Harpe, 15 (634-25-42).

COBRA (A. v.o.): U.G.C. Opéra, 15 (261-50-32).

COMÉDIE ÉROTIQUE D'UNE NUIT D'ÉTÉ (A. v.o.): Galand, 15 (354-72-11); (H. Sp.).

LE CRIME D'AMOUR (Fr.): Marais, 15 (278-47-86).

OANTON (Fr.): Cujas, 15 (354-89-22); Marbeuf, 15 (337-57-47); Miramar, 15 (330-89-22); Grand Pavois (H. Sp.), 15 (554-46-82).

DE MAO A MOZART (A. v.o.): Épée de Bois, 15 (337-57-47); St-Ambroise, 15 (700-89-16); (H. Sp.).

LES DEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bost. A. v.o.): (V. aug.); Gaumont-Halles, 15 (297-49-70); Quinette, 15 (633-79-38); George-V, 15 (562-41-46); Marignan, 15 (354-46-82); Parisiens, 15 (329-83-11); (V. f.); Maxville, 15 (770-72-86); Francis, 15 (770-33-88); Nations, 15 (343-04-67); Fauvette, 15 (331-25-02); Métrol, 15 (339-52-43); Montparnasse, 15 (742-56-31); Gaumont-Opéra, 15 (828-42-27); Gaumont-Convention, 15 (828-20-32); Images, 15 (522-47-94); Secrétan, 15 (241-18-45).

DEVA (Fr.): Capri, 15 (508-11-69); Patbé, 15 (520-12-06); Marbeuf, 15 (225-18-45).

L'ENFANT SECRET (Fr.): Studio Cujas (H. Sp.), 15 (354-89-22).

L'EMPIRE (A. v.o.): Paris-Montparnasse, 15 (742-56-31); Paris-Montparnasse, 15 (742-56-31); Paris-Montparnasse, 15 (742-56-31).

ET L'EXTRATERRESTRE (A. v.o.): Émirats, 15 (261-50-32); Paris-Montparnasse, 15 (742-56-31); Gaumont-Sud, 15 (327-64-50).

L'ÉTÉ DE NOS QUINZE ANS (Fr.): Le Paris, 15 (359-59-99).

FANNY ET ALEXANDRE (Suisse, v.o.): Gaumont-Halles, 15 (297-49-70); Hautefeuille, 15 (633-79-38); Pagode, 15 (705-12-15); Gaumont-Champs-Élysées, 15 (339-52-43); Parisiens, 15 (329-83-11); P.L.M. Saint-Jacques, 15 (589-68-42); Olympe-Europée, 15 (542-67-42); v.f.; Impérial, 15 (742-72-52); Miramar, 15 (330-89-22).

LA GUERRE DU FEU (Fr.): Lucerna, 15 (344-57-31).

HALLOWEEN III, LE SANG DU SORCIER (A. v.o.): U.G.C. Danton, 15 (329-42-62); Émirats, 15 (261-50-32); Paris-Montparnasse, 15 (742-56-31); Paris-Montparnasse, 15 (742-56-31); Paris-Montparnasse, 15 (742-56-31).

HORREUR DANS LA VILLE (A. v.o.): Paris-Montparnasse, 15 (742-56-31); Paris-Montparnasse, 15 (742-56-31); Paris-Montparnasse, 15 (742-56-31).

IDENTIFICATION D'UNE FEMME (A. v.o.): Quinette, 15 (633-79-38); U.G.C., 15 (261-50-32).

L'IMPOSTEUR (A. v.o.): Forum, 15 (297-49-70); St-Germain Village, 15 (633-79-38); Parisiens, 15 (329-83-11).

J'AI ÉPOUSÉ UNE OMBRE (Fr.): Forum, 15 (297-49-70); Richelieu, 15 (742-60-33); Richelieu, 15 (233-56-70); Cluny-Palace, 15 (354-07-76); Colisée, 15 (339-52-43); Saint-Lazare-Palace, 15 (387-35-43); Lumière, 15 (246-49-07); Auteuil, 15 (1343-00-65); Fauvette, 15 (331-25-02); Montparnasse-Patbé, 15 (520-12-06); Métrol, 15 (339-52-43); 14 Juillet-Beaugrenelle, 15 (575-79-79).

LA COLONIE PENALE EL ROLISMO SOCIALISTA. SOTELLO LA VOCATION SUSPENDUE. Film inédit de Raúl Ruiz. V.o. République-Fédérale, 15 (805-51-33); Hystérique, Film américain de Chris Beaudet. V.o.: Cléchy-Patbé, 15 (520-12-06); Cléchy-Patbé, 15 (520-12-06); Cléchy-Patbé, 15 (520-12-06).

HYSTÉRIQUE. Film américain de Chris Beaudet. V.o.: Cléchy-Patbé, 15 (520-12-06); Cléchy-Patbé, 15 (520-12-06); Cléchy-Patbé, 15 (520-12-06).

LES ILES. Film français de Azim Formis. 15 (297-49-70); Saint-Germain Studio, 15 (633-79-38); Pagode, 15 (705-12-15); St-Lazare-Palace, 15 (387-35-43); Élysées-Lincoln, 15 (359-36-14); Lumière, 15 (246-49-07); Parisiens, 15 (329-83-11).

JACOB LE MENTEUR. Film allemand (R.D.A.) de Frank Beyer. V.o.: Paris-Montparnasse, 15 (742-56-31); Paris-Montparnasse, 15 (742-56-31); Paris-Montparnasse, 15 (742-56-31).

LA PETITE BANDE. Film français de Michel Deville. Forum, 15 (297-49-70); Richelieu, 15 (742-60-33); U.G.C. Odéon, 15 (325-71-08); Rotonde, 15 (633-08-22); Normandie, 15 (359-19-08); U.G.C. Boulevard, 15 (359-66-44); 14 Juillet-Bastille, 15 (337-90-81); Fauvette, 15 (331-25-02); Bienvenue-Montparnasse, 15 (544-25-02); Gaumont-Convention, 15 (828-20-32); Images, 15 (522-47-94).

UNE GIGLE. Film soviétique de Henrik Maltan. V.o.: Cosmos, 15 (544-25-02).

LES YEUX DU MAL. Film américain de Catherine Beaumont. V.o.: Paris-Montparnasse, 15 (742-56-31); Paris-Montparnasse, 15 (742-56-31); Paris-Montparnasse, 15 (742-56-31).

LES YEUX DU MAL. Film américain de Catherine Beaumont. V.o.: Paris-Montparnasse, 15 (742-56-31); Paris-Montparnasse, 15 (742-56-31); Paris-Montparnasse, 15 (742-56-31).

LES YEUX DU MAL. Film américain de Catherine Beaumont. V.o.: Paris-Montparnasse, 15 (742-56-31); Paris-Montparnasse, 15 (742-56-31); Paris-Montparnasse, 15 (742-56-31).

LES YEUX DU MAL. Film américain de Catherine Beaumont. V.o.: Paris-Montparnasse, 15 (742-56-31); Paris-Montparnasse, 15 (742-56-31); Paris-Montparnasse, 15 (742-56-31).

LES YEUX DU MAL. Film américain de Catherine Beaumont. V.o.: Paris-Montparnasse, 15 (742-56-31); Paris-Montparnasse, 15 (742-56-31); Paris-Montparnasse, 15 (742-56-31).

LES YEUX DU MAL. Film américain de Catherine Beaumont. V.o.: Paris-Montparnasse, 15 (742-56-31); Paris-Montparnasse, 15 (742-56-31); Paris-Montparnasse, 15 (742-56-31).

LES YEUX DU MAL. Film américain de Catherine Beaumont. V.o.: Paris-Montparnasse, 15 (742-56-31); Paris-Montparnasse, 15 (742-56-31); Paris-Montparnasse, 15 (742-56-31).

LES YEUX DU MAL. Film américain de Catherine Beaumont. V.o.: Paris-Montparnasse, 15 (742-56-31); Paris-Montparnasse, 15 (742-56-31); Paris-Montparnasse, 15 (742-56-31).

15 (575-79-79); Victor-Hugo, 15 (727-49-75); Wepler, 15 (522-46-01); Gaumont-Gambetta, 20 (636-10-36).

LE JOUR DES ÉTOILES (Ail. v.o.): Épée de Bois, 15 (337-57-47).

MAVA L'ABEILLE (Ail. v.o.): Saint-Ambroise, 15 (700-89-16).

LES MISÉRABLES (Fr.): Trois Haussmann, 15 (770-47-55).

LA MORT AUX ENCHÈRES (A. v.o.): George-V, 15 (562-41-46); Parisiens, 15 (329-83-11).

MORTELE RANDONNÉE (Fr.): Rex, 15 (336-83-53); Cléchy-Patbé, 15 (520-12-06); U.G.C. Odéon, 15 (325-71-08); U.G.C. Boulevard, 15 (359-66-44); Biarritz, 15 (723-69-38); Puget-Champ-Élysées, 15 (720-76-23); U.G.C. Boulevard, 15 (359-66-44); U.G.C. Gare de Lyon, 15 (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 15 (336-23-44); Métrol, 15 (339-52-43); 14-Juillet-Bastille, 15 (337-90-81); Marbeuf, 15 (225-18-45); Paris-Montparnasse, 15 (742-56-31); Paris-Montparnasse, 15 (742-56-31); Paris-Montparnasse, 15 (742-56-31).

MY DINNER WITH ANDRÉ (A. v.o.): St-André des Arts, 15 (326-48-18).

OFFICIER ET GENTILHOMME (A. v.o.): St-Michel, 15 (326-79-71); Rotonde, 15 (633-08-22); Biarritz, 15 (723-69-38); v.f.; U.G.C. Opéra, 15 (261-50-32).

L'ŒIL DU TIGRE: ROCKY-III (A. v.o.): Paris-Montparnasse, 15 (742-56-31); Paris-Montparnasse, 15 (742-56-31); Paris-Montparnasse, 15 (742-56-31).

PARTNERS (A. v.o.): Paris-Montparnasse, 15 (742-56-31); Paris-Montparnasse, 15 (742-56-31); Paris-Montparnasse, 15 (742-56-31).

POUR QUI VOTE L'OXYGÈNE (Holl. v.o.): Movies, 15 (260-43-99).

LE PREMIER AMOUR (Fr.): Marais, 15 (278-47-86).

LE PRIX DU DANGER (Fr.): U.G.C. Opéra, 15 (261-50-32); Cléchy-Patbé, 15 (520-12-06); Biarritz, 15 (723-69-38).

RAMBO (A. v.o.): Gaumont-Halles, 15 (297-49-70); U.G.C. Danton, 15 (329-42-62); Normandie, 15 (359-19-08); Colisée, 15 (339-52-43); v.f.; Berlioz, 15 (742-60-33); Rex, 15 (336-83-53); U.G.C. Boulevard, 15 (359-66-44); U.G.C. Gare de Lyon, 15 (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 15 (336-23-44); Métrol, 15 (339-52-43); Magic-Convention, 15 (828-20-32); Morat, 15 (631-99-75); Cléchy-Patbé, 15 (520-12-06); Secrétan, 15 (241-18-45).

LE RETOUR DES DIABLES EN FOLIE (Fr.): Arcades, 15 (324-58-38).

LE RUFFIAN (Fr.): George-V, 15 (562-41-46); Francis, 15 (770-33-88); Paris-Montparnasse, 15 (742-56-31); Grand-Pavois, 15 (354-46-82).

SANS RETOUR (A. v.o.): Cléchy-Patbé, 15 (520-12-06); Cléchy-Patbé, 15 (520-12-06); Cléchy-Patbé, 15 (520-12-06).

LE RETOUR DES DIABLES EN FOLIE (Fr.): Arcades, 15 (324-58-38).

LE RUFFIAN (Fr.): George-V, 15 (562-41-46); Francis, 15 (770-33-88); Paris-Montparnasse, 15 (742-56-31); Grand-Pavois, 15 (354-46-82).

SANS RETOUR (A. v.o.): Cléchy-Patbé, 15 (520-12-06); Cléchy-Patbé, 15 (520-12-06); Cléchy-Patbé, 15 (520-12-06).

LE RETOUR DES DIABLES EN FOLIE (Fr.): Arcades, 15 (324-58-38).

LE RUFFIAN (Fr.): George-V, 15 (562-41-46); Francis, 15 (770-33-88); Paris-Montparnasse, 15 (742-56-31); Grand-Pavois, 15 (354-46-82).

SANS RETOUR (A. v.o.): Cléchy-Patbé, 15 (520-12-06); Cléchy-Patbé, 15 (520-12-06); Cléchy-Patbé, 15 (520-12-06).

LE RETOUR DES DIABLES EN FOLIE (Fr.): Arcades, 15 (324-58-38).

LE RUFFIAN (Fr.): George-V, 15 (562-41-46); Francis, 15 (770-33-88); Paris-Montparnasse, 15 (742-56-31); Grand-Pavois, 15 (354-46-82).

SANS RETOUR (A. v.o.): Cléchy-Patbé, 15 (520-12-06); Cléchy-Patbé, 15 (520-12-06); Cléchy-Patbé, 15 (520-12-06).

LE RETOUR DES DIABLES EN FOLIE (Fr.): Arcades, 15 (324-58-38).

LE RUFFIAN (Fr.): George-V, 15 (562-41-46); Francis, 15 (770-33-88); Paris-Montparnasse, 15 (742-56-31); Grand-Pavois, 15 (354-46-82).

SANS RETOUR (A. v.o.): Cléchy-Patbé, 15 (520-12-06); Cléchy-Patbé, 15 (520-12-06); Cléchy-Patbé, 15 (520-12-06).

LE RETOUR DES DIABLES EN FOLIE (Fr.): Arcades, 15 (324-58-38).

LE RUFFIAN (Fr.): George-V, 15 (562-41-46); Francis, 15 (770-33-88); Paris-Montparnasse, 15 (742-56-31); Grand-Pavois, 15 (354-46-82).

SANS RETOUR (A. v.o.): Cléchy-Patbé, 15 (520-12-06); Cléchy-Patbé, 15 (520-12-06); Cléchy-Patbé, 15 (520-12-06).

LE RETOUR DES DIABLES EN FOLIE (Fr.): Arcades, 15 (324-58-38).

LE RUFFIAN (Fr.): George-V, 15 (562-41

RADIO-TÉLÉVISION

«Saltimbanques» et techniciens en grève contre le «décret Bérégovoy» sur l'indemnisation du chômage

Travellings, jeudi 17 mars, dans Paris. A Saint-Lazare et Montparnasse le matin, à l'Opéra et sur les Champs-Élysées, l'après-midi. Avec une pléiade de comédiens. Une superproduction ? Non : des simulateurs de tournage.

En grève, ce jour-là, dans tout le secteur de l'audiovisuel, les réalisateurs C.G.T., C.F.D.T., F.O. et C.G.C., les techniciens intermittents C.G.T. et C.F.D.T., les travailleurs du film intermittents C.G.T., les artistes et interprètes C.G.T., C.F.D.T., les musiciens C.G.T., C.F.D.T. et C.G.C., ainsi que les adhérents de la Société des réalisateurs de films, ont choisi ce moyen d'action spectaculaire, à l'initiative de la Fédération nationale des syndicats du spectacle, de l'audiovisuel et de l'action culturelle C.G.T., pour attirer l'attention sur la situation qui leur est faite en matière d'indemnisation du chômage.

En outre, des délégations se rendront au siège de la Haute Autorité de la S.F.P., et de l'INA, ainsi que dans les trois chaînes de télévision, avant la tenue d'une assemblée générale des grévistes à la Bourse du travail.

Les dispositions contenues dans les annexes 8 et 10 du décret du

24 novembre 1982 sont à l'origine de cette grève. Ce texte, dit « décret Bérégovoy », a fixé pour un an « les conditions de fonctionnement du régime de garanties de ressources des travailleurs privés d'emploi », après l'échec des négociations entre les partenaires sociaux de l'UNEDIC, organisme qui regroupe les ASSÉDIC, caisses d'assurance-chômage.

Les mesures particulières aux gens du spectacle stipulent — très grossièrement résumées, car elles sont d'une rare complexité — qu'il convient de compter au moins 1 014 heures de travail dans les douze mois précédant le chômage pour percevoir 274 jours d'indemnités et 507 heures de travail pour toucher 91 jours d'indemnités. Avant l'élaboration du « décret Bérégovoy », les gens du spectacle pouvaient recevoir jusqu'à 365 jours d'indemnités pour au moins 520 heures de travail dans les douze mois précédant le chômage. « On nous réduit nos prestations ASSÉDIC des trois quarts, dit-on à la Fédération nationale des syndicats du spectacle C.G.T. Qui l'accepterait ? »

De plus, les modalités et taux d'indemnisation ne sont pas les mêmes, selon qu'il s'agit d'un ré-

laisseur ou d'un comédien — travailleurs intermittents par définition, — d'un technicien ou d'un ouvrier du film. A l'UNEDIC, on reconnaît que le problème posé par les gens du spectacle est « réel ». C'est pourquoi, de mois en mois — après une première grève le 20 janvier — les anciennes dispositions (365 jours d'indemnisation) ont été prorogées. La prochaine échéance expirait le 31 mars, date après laquelle le « décret Bérégovoy » devrait être théoriquement appliqué. Mais, la commission paritaire nationale de l'UNEDIC devant à nouveau se réunir le 22 mars, on s'attend à une prorogation supplémentaire. Jusqu'en novembre, c'est-à-dire jusqu'à ce que le « décret Bérégovoy » soit caduc ?

De toute façon, ce ne serait pas une solution, admettent toutes les parties intéressées. Mais la situation est aujourd'hui complètement bloquée. D'autant plus que la grande majorité des employeurs du spectacle n'appartiennent pas au C.N.P.F. « Mais, avant les indemnités de chômage, nous demandons du travail, disent les grévistes. Or, la production originale à la télévision chute de façon catastrophique. »

M. C.

M. Rousselet prend en main le dossier de la quatrième chaîne

(Suite de la première page.)

A en croire ses collaborateurs, le patron d'Havas ne se contente pas de présider les commissions de travail. Il suit de très près, intervient dans les méandres des négociations, règle les stratégies.

« Il y a de la place pour tout le monde »

L'équipe a repris tout le problème à zéro, le rapport Dahan n'étant plus qu'une hypothèse parmi d'autres. Havas multiplie ses propres sondages d'opinion et dépêche des observateurs à Los Angeles, Londres, Oslo ou au Canada.

« On apprend beaucoup des expériences étrangères », explique M. Rousselet. Nous avons constaté en effet que la part des programmes était très modeste dans les autres télévisions payantes. Or, pour la quatrième chaîne, il est essentiel que l'investissement dans les programmes ne soit pas inférieur au budget de fonctionnement. La raison d'être de ce canal, c'est de constituer un appel d'air pour la production. « On retrouve là l'esprit du rapport Dahan (le Monde du 30 septembre 1982). La relance du marché audiovisuel pourrait aussi s'étendre aux sociétés publiques de télévision. On sait en effet que les pouvoirs publics s'inquiètent de la situation des sociétés nationales, et en particulier de celle de la Société française de production (S.F.P.). La quatrième chaîne pourrait administrer un électrochoc salutaire qui placerait enfin le secteur public dans une situation de concurrence réelle.

Les programmes ? Là, M. André Rousselet se fait plus discret : « Nous avons des idées, mais il faut d'abord déterminer dans quels secteurs de la production le futur canal doit intervenir en priorité. Faire des films, de l'information, des productions ? Autant d'hypothèses. La seule chose sûre, c'est qu'il faut s'ouvrir très largement. La quatrième chaîne doit être le contraire d'un repli sur l'Hexagone. »

Même prudence en ce qui concerne les partenaires de cette production, les éventuels associés de la quatrième chaîne. Le président d'Havas suit avec une attention évidente le rapprochement entre Gaumont et Publicis, MM. Nicolas Seydoux et Daniel Tesson du Plantier ne font pas mystère de leurs intentions : constituer avec la société de M. Marcel Bleustein-Blanchet un grand groupe multi-média.

M. André Rousselet ne nie pas, pour sa part, l'ébauche d'un axe qui relierait Havas et la Compagnie luxembourgeoise de télévision (C.L.T.), dont Havas est actionnaire. Mais il précise aussitôt : « N'oubliez pas qu'il ne s'agit là

que de P.M.E. de l'audiovisuel. Channel 80, filiale d'Hachette, ne produit qu'environ une quarantaine d'heures par an. L.T.F., qui appartient à la C.L.T., au maximum quatre-vingt heures. On est loin des capacités de production et de l'expérience nécessaire à la programmation d'une chaîne de télévision. À côté de cela, il y a la S.F.P., dont le potentiel et les moyens sont beaucoup plus importants. Nous n'avons pas à privilégier les uns ou les autres. »

Ei puis, il y a tous les « outsiders ». La quatrième chaîne a provoqué depuis quelques mois bien des manœuvres. On se regroupe, on se diversifie, pour obtenir une place à la table des négociations. Les Éditions mondiales, filiale du groupe Révillon, ont fondé avec Hachette une société de production (H.E.M.) et pris le contrôle de Régie cassette vidéo. La Compagnie financière Edmond de Rothschild a renforcé sa participation dans Cofilois et pris le contrôle d'un éditeur vidéo, Cinéthèque, et d'un producteur, Transatlantic vidéo. Europe 1, lié à U.G.C. et Télé-Montecarlo, dispose aussi aujourd'hui d'une fenêtre sur la vidéo. Dernier venu, le distributeur cinématographique Parafrance, qui vient d'être racheté par le groupe d'édition Margaine Vauri, a engagé M. Jean-Marie Cavada pour développer ses activités multi-média.

Il y a de la place pour tout le monde, affirme M. André Rousselet, et nous traiterons tous le monde à égalité en mettant les choses à plat. Nous choisirons les meilleurs programmes, mais, tout en gardant cette liberté de manœuvre, nous assurerons dans chaque cas un volume de commande fixe pour permettre à ces sociétés d'investir et de se développer. C'est un équilibre délicat, mais nécessaire. Encore une fois, nous ne sommes pas là pour faire de la concurrence sauvage, mais pour assurer que l'ensemble des bénéfices de la chaîne alimente ultérieurement d'autres investissements d'intérêt public. »

« Trois gros obstacles »

L'enthousiasme du président d'Havas est communicatif. Pourtant, les problèmes ne manquent pas, et M. Rousselet ne les cache pas : « Il reste trois gros obstacles à surmonter pour que la quatrième chaîne soit viable et, en même temps, conforme à son cahier des charges : les rapports avec le cinéma, le financement des programmes et le développement du décodeur. » Sur ces trois points, le président d'Havas se montre à nouveau très discret. Il ne veut pas compromettre les délicates conversations en cours. Mais il n'est pas difficile d'imaginer leur contexte.

Lu

« MON VOYAGE EN ENFER », de Patricia Hearst

Un enlèvement-feuilleton

Le 4 février 1974, la petite fille de Randolph Hearst, magnat de presse et modèle du Citizen Kane d'Orson Welles, est enlevée à Berkeley, près de San-Francisco. Frappée, bâillonnée, elle reste enlignée pendant cinquante-sept jours dans un placard. Elle en sort pour devenir elle-même membre de l'Armée symbiotique de libération, l'étrange groupuscule qui a séquestré A. travers les médias, son aventure est suivie par les Américains comme un spectacle excitant. De cette « expérience » elle a tiré un livre fort bien écrit : l'existence d'un « négro » est suggérée assez explicitement dans les quelques lignes de « remerciements » qui précèdent le texte, et le « négro » a du talent.

Une héroïne médiocre

« Je ne ressentais pas grand-chose à l'époque, j'étais très terne », reconnaît Patricia Hearst. Visiblement, cette bérilienne est influençable. Elle s'est éprise successivement de son professeur de philosophie (avec lequel elle vivait à Berkeley), d'un de ses ravisseurs (aujourd'hui mort), et après sa libération — par le F.B.I., du garde du corps choisi par sa famille. Elle a finalement épousé ce dernier.

Elle résume bien elle-même en quoi consistait l'Armée symbiotique de libération : « En tout et pour tout trois hommes et six femmes ». Le chef, Cin, scul Noir au milieu de ces jeunes gens blancs admirateurs de Che Guevara et d'Ho Chi Minh, fai-

saient régner une discipline militaire « tout en s'irritant en permanence son mauvais (in) » et en pinçant les filles pendant les exercices de gymnastique. Un soir, un peu plus éméché que d'habitude, il révéla, ému, qu'il n'était pas un dirigeant révolutionnaire mais un prophète.

Cin est à coup sûr le personnage central de cette affaire. Mais il est mort trois mois après l'enlèvement, avec cinq autres membres du groupe, dans une maison cernée par le F.B.I. Neuf mille balles furent tirées à cette occasion, et l'assaut fut transmis, en direct, par la quasi-totalité des chaînes de télévision américaines. Il ne restait plus, après ce massacre, qu'un trio en cavale, un homme et deux femmes, dont l'une ne s'appelait plus Patricia Hearst, mais Tania, du nom d'une révolutionnaire latino-américaine amie de Guevara. Tania était totalement libre de ses mouvements, mais, dit-elle, ne parvenait pas à s'écarter de l'emprise « morale » du groupe.

Un tribunal condamna Patricia Hearst à sept ans de détention pour sa participation, au sein de l'Armée symbiotique, à une attaque de banque. Le président Carter commua sa peine, en 1979. Les deux autres rescapés de cette aventure devaient sortir de prison en juin prochain. Peut-être ont-ils une autre version que Patricia Hearst de cet enlèvement-feuilleton ?

DOMINIQUE DHOMBRES.
* Julliard, 340 pages, 70 F.

Les professionnels du cinéma, très intéressés par le premier projet d'une chaîne de films à péage, se sont montrés plus réticents depuis quelques mois. Scrupuleux de protéger l'exploitation des films en salles, ils ont réclamé et obtenu des délais de programmation : dix-huit mois entre la sortie d'un film et son passage à la télévision, douze mois pour son édition sur cassette. Pour intéresser son public, la quatrième chaîne devrait obtenir des délais plus courts. Les exploitants réticents, les producteurs sont moins rigides. Mais à quel prix ? La virulence de la récente polémique entre le cinéma et la télévision sur les achats de droits montre bien que les producteurs comptent sur un sensible réajustement des rémunérations des films.

L'équilibre financier du système est tout aussi délicat, et M. André Rousselet l'analyse clairement : « Il était impossible de financer la quatrième chaîne par la redevance puisque sa couverture géographique, liée au vieux réseau V.H.F. (1) n'est pas totale. On ne pouvait pas avoir recours à la publicité, dont le volume n'est pas extensible à volonté. On évalue entre 1,2 et 1,6 milliard de francs par an les ressources encore potentiellement disponibles, mais comment les partager entre FR 3, le câble, les radios, la presse ? On peut aussi envisager le mécénat d'entreprise, mais ce n'est pas dans les habitudes françaises. Quant à la location de créneaux horaires pour la communication institutionnelle ou d'entreprise, elle ne saurait représenter plus de 20 % du financement. Reste le péage. À partir de là, il y a deux hypothèses : soit un canal en partie crypté pour préserver une part d'émission d'appel, avec une possibilité de programmation éducative et culturelle, soit un canal totalement crypté plus homogène commercialement. »

Si M. Rousselet ne dit pas à quelle hypothèse vont ses préférences, on conçoit facilement les difficultés qu'entraîne la solution mixte. Pour attirer son public, la quatrième chaîne devrait particulièrement soigner les programmes d'appel, accessibles à tous, mais l'effort financier correspondant pourrait se faire au détriment des programmes à péage. Les partisans de cette hypothèse souhaitent que les recettes du péage financent la production non cryptée, mais un tel équilibre ne peut être atteint qu'à terme. Or tout le problème, c'est de démarrer. Pour le président d'Havas, c'est même « à la limite de la quadrature du cercle ».

Pour démarrer, justement, il faut que les décodeurs qui permettront le décryptage des émissions et les paiements des abonnés soient disponibles. Et, là, on bute scabieusement sur un problème industriel. Non que l'électronique française soit incapable de produire l'appareil, mais parce qu'il s'agit d'obtenir des délais raisonnables et des coûts qui le soient autant. L'accumulation de ces difficultés et l'incertitude industrielle empêchent le président d'Havas de fixer une date pour le lancement de la quatrième chaîne : « Je ne peux pas prendre le risque de fixer un délai. Nous savons ce que nous souhaitons, mais nous ne précéderons pas le rythme des négociations, nous n'anticiperons pas sur leurs résultats. L'idéal serait d'être prêt courant 1984 ou même tout à la fin de cette année-là. »

Mais ce retard ne risque-t-il pas de briser la dynamique de la quatrième chaîne ? L'arrivée des programmes par câble et par satellite ne lui feront-elle pas une redoutable concurrence ? « La quatrième chaîne pourra trouver naturellement sa place sur les réseaux câblés, répond M. André Rousselet. Elle en constituera même le programme le plus attrayant puisque, bénéficiant de ressources nationales — à la différence du câble — elle disposera de moyens plus importants. Le satellite de télévision directe repose sur une autre dynamique. Je ne sais pas quelle sera la solution retenue. On ne me consulte pas là-dessus. Il est probable qu'une chaîne privée y trouvera sa place. Pourquoi pas en associant le C.L.T. et la Sagittaire, ce qui serait un bon moyen de mettre fin à la guerre des périphériques. »

Incontestablement, rien ne déstabilise la conviction de M. André Rousselet et sa passion pour le dossier que le gouvernement lui a remis entre les mains : « Vous savez, confie-t-il, c'est devenu la plus grosse affaire d'Havas et tout le monde ici est très motivé. Quand on travaille sur ce dossier, on a l'impression de faire œuvre utile. »

JEAN-FRANÇOIS LACAN
et YVES AGNÈS.

(1) La quatrième chaîne utilisera pour sa diffusion l'ancien réseau noir et blanc de la première chaîne de télévision (V.H.F. 819 lignes).

Mercredi 16 mars

PROGRAMME MINIMUM

Compte tenu de la grève organisée mercredi 16 mars par la C.F.D.T., un service minimum commun est assuré sur les trois chaînes de télévision.

20 h Journal (à 19 h 20 pour FR 3).
20 h 35 Téléfilm : « Les Pique-Talosse ». De W. Luge, avec M. Nazzari, avec L. Olivier et J. Woodward.
(Regard sur deux « piques ».)

FRANCE-CULTURE

19 h 30, La science en marche : l'espace et le temps aujourd'hui ; le problème philosophique.

20 h Journée Bernard-Alejo Zimernmann.
22 h 30, Nuits magiques : portrait d'un rizioculteur en Camargue.

FRANCE-MUSIQUE

20 h Les chants de la terre.
20 h 30, Concert (donné à la salle Pleyel à Paris le 9 janvier 1982) : « Voie, pour récitant, chœur et orchestre » de G. Kien, pour chœur et orchestre, de Ton Thui Tiet, par le Nouvel Orchestre philharmonique, chœur et maîtrise de Radio-France ; dir. J. Mercier et V. Globokar, chef de la maîtrise ; H. Farge, sol. M. Lonsdale, récitant.
22 h 30, La nuit sur France-Musique : le club des archives.

Jeudi 17 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 15 Vision plus.
12 h HF 12 (info.).
12 h 30 Atout cœur.
13 h Journal.
13 h 50 Objectif santé : L'aphasie et son entourage.
14 h Les rendez-vous du jeudi, Émissions du C.N.D.P.
18 h C'est à vous.
18 h 25 Le village dans les nuages.
19 h 50 Histoire d'un rire.
19 h 5 Météorologie.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Émissions d'expressions directes.
Un groupe parlementaire du Sénat et du C.N.P.F.
20 h Journal.
20 h 35 Téléfilm : Tante Blandine.
D'après la nouvelle de P. Savatier, adaptation P. Savatier, réal. G. Jorre. Avec R. Faure, A. Falcon, G. Brunet.
Peut-on porter un vieux manteau usé et mendier à la porte de l'église lorsqu'on est de bonne famille et que l'on ne veut pas se présenter aux élections ? Une vieille dame aime ainsi le scandale dans une petite ville de province. Une comédie qui aurait pu être féroce et reste finalement « grand-guignol ».
22 h 10 Série : Les Pique-Talosse.
Réal. H. Knaup.
N° 4 : La révolte. Chansons populaires chantées haut et fort sur les places publiques aux pays de Chalosse dans les Landes. Une série un peu bavarde sur la mémoire collective.
23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
10 h 45 Journal (et à 12 h 45).
12 h 50 : L'Académie des nouf.
13 h 30 Émissions régionales.
14 h 50 Série : Les amours de la Belle Époque.
14 h 50 Aujourd'hui la vie.
15 h 5 Téléfilm : Mary Jane Harper a créé la nuit dernière.
De A. Reiner, avec S. Day.
Diffusé aux Dossiers de l'écran, ce téléfilm reprend le thème de l'enfant martyr : bien fait, parfois un peu mélo.
16 h 40 Magazine : Un temps pour tout.
De M. C. et A. Valentin.
La beauté ne se mange pas en salade...
17 h 45 Récré A 2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 10 D'accord, pas d'accord. (I.N.C.I.).
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Le théâtre de Bourard.
20 h Journal.
20 h 35 Sport : Basket-ball.
Finale de la Coupe de France, à Coubertin. Monaco-Limoges.
21 h 50 Magazine : Les enfants du rock.
Special London : le rock anglais ; Haute tension : spécial franco-belge.
23 h 40 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
18 h 55 Tribune libre.
Centre national des jeunes agriculteurs.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
20 h Les jeux.
20 h 33 La minute nécessaire de M. Cyclopède.
20 h 35 Ciné-Passion.
De M.-C. Barzant.

20 h 40 Film : La Marquise d'O...
Film franco-allemand d'E. Rohmer (1976), avec E. Clever, B. Ganz, P. Lühr, E. Seippel, O. Sander, R. Diezel.
En 1799, en Italie, une jeune marquise, veuve, est violée pendant son sommeil par un officier russe, après la prise d'une forteresse où elle vivait avec ses parents. Elle se retrouve enceinte et soupçonnée, par sa famille, d'une fausse qu'elle n'a pas commise.
Originale et intelligente adaptation, dans le goût du romantisme allemand, d'une nouvelle de Kleist. Suivant pas à pas le texte, Rohmer a reconstitué l'histoire, les mœurs et l'esprit du temps, par de savantes compositions picturales.
22 h 20 Journal.
22 h 40 Mémoires de France : Paris-sur-mer.
Ou l'histoire des bains de mer, de P. Ory, J.-P. Bastid.
L'engouement de nos ancêtres au dix-neuvième siècle, pour les plages de Dieppe et Granville... Avec la participation de l'écrivain Raphaël Pividal.
23 h 34 Une minute pour une image, d'Agnès Varda.
23 h 35 Prélude à la nuit.
Septuor, de Cl. Koeber, par les Philharmonistes de Châteauroux sous la direction de J. Kamnits.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Matinales : Les médiocres sans frontière et l'Afghanistan.
8 h, Les écrivains de la connaissance : Le Sahara d'aujourd'hui ; à 8 h 32, An village avant 1914 ; à 8 h 50, Le sillon et la brèche.
9 h 7, Histoire de la littérature.
10 h 45, Questions en zigzag à E. Mannoni : au vent des rêves...
11 h 2, Instruments à vent : nouvelles techniques : stages de Ville-d'Avray (et à 13 h 30 et 17 h 32).
12 h 5, Agorà.
12 h 45, Panorama.
14 h, Soas.
14 h 5, Un livre, des voix : « Dans les bras du vent », de P. Cauvin.
14 h 45, Les esprits-oubliés de France-Culture : Départementale à Saint-Etienne ; à 17 h : Roue libre.
18 h 30, Feuilleton : Mémoires d'un défunt.
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, Les progrès de la biologie et de la médecine : la pathologie post-natale, avec les professeurs Minkowsky et Royer.
20 h, Je m'appelle Mathilda jusqu'aux larmes, de Y. Daoudi. Avec M. Pillet, A. Delpey, A.-K. Coffinet, M. Épin...
22 h 30, Nuits magiques : Jacques Tati.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Matinales du matin : œuvres de J.-S. Bach, Mozart, J. Brahms...
8 h 7, Le Boulognais 8-9.
9 h 5, L'oreille en collapso.
9 h 20, D'une oreille l'autre : œuvres de Mozart, Beethoven...
12 h, Le royaume de la musique : œuvres de Moscheles.
12 h 35, Jazz : Toc et pas toc.
13 h, Musique légère : œuvres de Lehar, Scheibe, Gérard...
14 h 4, D'une oreille l'autre : œuvres de Puccini, Schumann, Rachmaninov...
17 h 5, Répères contemporains : Lutoslawski.
17 h 30, Les intégrales : de la musique de chambre de J. Brahms...
18 h 30, Studio-Concert (en direct du studio 106) : le trio D. Levallet, G. Marais, Pifarely.
19 h 38, Jazz : le bloc-notes.
20 h, Actualité lyrique.
20 h 30, Concert (en direct du Grand Auditorium de Radio-France) : « Quatuor à cordes en ré majeur, Alouette », de Haydn ; « Quatuor à cordes n° 15 en la mineur », de Beethoven, par le Quatuor Prati.
22 h 30, La nuit sur France-Musique : Musique de nuit : Studio de recherches radiophoniques : à 0 h 5, Noces.

هكرام الاصل

NOUVEAU ROYALE EXTRA-LONGUES LEGERES



CARNET

Décès

— Treffort-Cuisiat, Dinaud, Colette et Jacques-Noël Chatainay, Françoise et Claude Degonzague, leurs enfants et petits-enfants, ont le chagrin de faire part du décès de **M^{me} Albine BURLOUD**, survenue dans sa quatre-vingt-quatrième année, le samedi 5 mars 1983.

Les obsèques ont eu lieu le 8 mars à la chapelle des Petites-Sœurs-des-Pauvres, à Saint-Servan; l'inhumation, le même jour à Plélan-le-Grand.

— Le président du conseil d'administration et le directeur de l'UNEDIC ont le regret de faire part du décès de **Michel CORNE**, directeur délégué.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité familiale le 14 mars 1983 à Vaujours 93410.

UNEDIC, 77, rue de Miromesnil, 75008 Paris.

— Le président, et les membres du Syndicat national des cadres, agents de maîtrise et techniciens de l'UNEDIC, des ASSÉDIC et des G.I.A. ont le regret de faire part du décès de **Michel CORNE**, directeur délégué.

Syndicat national des cadres, agents de maîtrise et techniciens UNEDIC, ASSÉDIC, 30, rue de Gramont, 75002 Paris.

— Le Groupement Syndical des Industries de Matériaux d'Équipement électrique a la profonde tristesse de faire part du décès, survenu le 14 mars 1983, dans sa soixante-quatrième année, de

M. Théodore L. COULON, qui fut Délégué Général de ce Groupement de 1973 à 1981.

Un service religieux sera célébré en l'église de Saint-Cloud-Centre, le jeudi 17 mars, à 10 h 15.

Cet avis tient lieu de faire-part.

11, rue Hamelin, 75783 Paris Cedex 16.

— M^{me} Daniau, ses filles, la famille et les amis, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Pierre DANIAU, née Marie Larquessin, survenue le 8 mars 1983 à Valognes (50).

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu à Valognes le 11 mars.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M^{me} Odile Daniau, 147, rue de Lournel, 75015 Paris.

M^{me} Annie Daniau, 12, rue Jean-Maridor, 75015 Paris.

— M^{me} Jean-Pierre Desbous, Valérie, Marie-Laure, David, M^{me} Jean Desbous, M^{me} et M^{me} Jean-Jacques Desbous, Nicolas et Charlotte, Le professeur et M^{me} Marcel Bessis, M^{me} et M^{me} Christophe Riboud, Pénélope, Thomas, Raphaëlla, M^{me} et M^{me} Guy Lorie-Prévoist, Clément, M^{me} Bernard Pajo, ont l'immense douleur de faire part du décès de

M. Jean-Pierre DESBONS, survenu le 14 mars 1983, à l'âge de quarante-sept ans, à la suite d'une longue et douloureuse maladie.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 17 mars, à 15 heures, en l'église de Sautouville-Grestain, par Beuzeville (Eure). Elle sera suivie de l'inhumation au cimetière.

Cet avis tient lieu de faire-part.

La famille ne souhaite ni fleurs ni couronnes.

Ceux qui le désirent peuvent adresser leurs dons à la Fondation pour la recherche

che médicale, 10, rue de Lisbonne, 75008 Paris.

Le Manoir bleu, Sautouville-Grestain, 27210 Beuzeville.

— Chambley, La baronne de Wangen, comtesse de Geroldseck.

Le comte et la comtesse Alben de Broese.

Alec Boudouin et Christopher.

Le baron, la baronne Gerold de Wangen, comte et comtesse de Geroldseck et leurs enfants.

Patrice et Sigrun Lopez de Wangen.

Hubert Lopez de Wangen.

Le baron Jehan de Wangen, comte de Geroldseck et son fils Marc Chavanon de Wangen.

M^{me} Liliane de Wangen de Geroldseck.

Le baron et la baronne Hubert de Wangen, comte et comtesse de Geroldseck et leurs enfants.

M^{me} Philippe Anberin.

La comtesse Pierre de Laguiche et ses enfants.

M^{me} et M^{me} Michel Anbertin et leurs enfants.

Et tous ceux qui l'ont entouré depuis de nombreuses années.

ont la tristesse de faire part du décès de

baron de WANGEN, comte de Geroldseck, officier du Mérite agricole, croix du combattant volontaire 1939-1940.

survenu le 14 mars 1983 au Bois-des-Harris.

Le service aura lieu en l'église de Chambley (54) le jeudi 17 mars 1983, à 10 heures, dans la plus stricte intimité.

— M. Jean Fau, conseiller à la Cour de cassation, et M^{me}.

M^{me} et M^{me} Patrice Verry et leurs enfants.

Jacques et Bernard Fau.

M^{me} et M^{me} Leo Poczewik.

M^{me} Madeline Delport.

M^{me} et M^{me} Jean-Paul Muller et leurs enfants.

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jean-Noël FAU, née Louise Genné.

dans sa quatre-vingt-septième année, munie des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse, en l'église Saint-François-d'Assise, et l'inhumation se sont déroulées le mercredi 16 mars 1983 à Toulouse, dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

4, boulevard Diderot, 75012 Paris.

— M^{me} et M^{me} V. Finzi et leurs enfants.

M^{me} et M^{me} E. Finzi et leurs enfants.

M^{me} et M^{me} G. Finzi et leur fils.

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Stella FINZI, née Lisch.

Les obsèques ont eu lieu à Tunis le 13 mars.

— Versailles. Paris. Joigny.

Le docteur Jean Guérinon.

M^{me} Michèle Guérinon.

M. Philippe Guérinon.

Les familles Sellier, Aubry, Les familles parentes et alliées.

ont la douleur de faire part du décès de

M. René GUÉRINON, ancien élève

de l'Ecole normale supérieure, chevalier de l'ordre national du Mérite, croix de guerre 1939-1945.

survenu au terme d'une longue maladie dans sa soixante-dixième année.

Les obsèques ont été célébrées en l'église Saint-Jean de Joigny (Yonne), le 15 mars 1983, dans l'intimité.

Une messe sera dite ultérieurement à Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

107, avenue du Maine, 75014 Paris.

— M. et M^{me} Jean-Marc MALNOY et leurs enfants, Luc, Matthieu, Yves et Anne-Claire.

ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Marie.

leur fils et frère, survenu le 13 mars 1983.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Louis d'Antin, 63, rue Caumartin, le jeudi 17 mars, à 14 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

148, avenue Malakoff, 75116 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Maurice ROLAND-GOSSELIN, née Jeanne Potier.

piémontaise décédée le 14 mars 1983, dans sa quatre-vingt-septième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 18 mars 1983, à 14 heures, en l'église Saint-Charles de Monceau, Paris-17.

De la part de :

M^{me} Yvonne Roland-Gosselin.

M^{me} et M^{me} André Roland-Gosselin.

M^{me} et M^{me} Francis Roland-Gosselin.

Jour enfants et petits-enfants.

Le marquis et la marquise de Baynast de Septèmes et leurs enfants.

M^{me} Bernard Roland-Gosselin.

ses enfants et petits-enfants.

M^{me} et M^{me} Yves Roland-Gosselin et leurs enfants.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Maurice RONET.

survenu à Paris, le 14 mars 1983.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité familiale en l'église de Bonnières, Vauxcuse.

Une messe sera célébrée le lundi 21 mars 1983, à 11 heures, en l'église Saint-François-de-Sales (nouvelle église), 15, rue Ampère, 75017 Paris.

— M. Joseph ROUX,

conseiller d'administration scolaire et universitaire honoraire,

commandeur des Palmes académiques, chevalier de la Légion d'honneur,

est décédé le 9 mars 1983 dans sa soixante-dix-septième année.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

Il repose dans la tombe de famille à Marmoulès, Cantal.

Avis de messes

— Les Petits Frères des pauvres vous invitent à participer en à vous unir d'intention à la messe qui sera célébrée à la mémoire de leur ami

M. Pierre CHAVENEAU, le jeudi 17 mars, à 19 heures, en l'église Saint-Médard, 141, rue Montferrand, 75005 Paris.

Messes anniversaires

— Pour célébrer l'anniversaire de la mort de

Roland DECAENE,

une messe sera dite le samedi 19 mars, à 9 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly.

— Pour le dixième anniversaire de la mort de

Roland DORGELES,

une messe sera célébrée à sa mémoire et à celle des écrivains combattants de toutes les guerres, le vendredi 18 mars, à 11 heures, par le R. P. Michel Riquet s.j., en l'église Saint-Pierre de Montmartre, 2, rue du Mont-Cenis.

Par ailleurs, ce même jour, une gerbe sera déposée sur la tombe du Soldat inconnu, à 17 h 30, avec la participation du ministre des anciens combattants.

Communications diverses

— Les conditions d'un travail pour la paix : cycle de soirées d'information et de réflexion organisé par la communauté Saint-Bernard de Montparnasse (31, place Raoul-Dautry, Paris-14^e).

La prochaine soirée aura lieu le lundi 21 mars, à 20 h 30, et aura pour thème : « La non-violence : ses formes, ses idéologies, les justifications stratégiques de son mouvement ». Elle sera animée par Jean-Marie Muller, animateur du Mouvement pour une alternative non violente.

SPORTS

CYCLISME

PARIS-NICE

Zoetemelk dans la peau de Poulidor

De notre envoyé spécial.

Mandelieu. — Première épreuve importante de la saison routière, Paris-Nice oppose deux générations de coureurs, et les jeunes sont en train d'y subir la loi des anciens. Ils avaient pourtant pris un bon départ le samedi, dernière avec le fulgurant démonstration du Belge Eric Vanderaerden, vainqueur du prologue, et qui en fait un rouleur exceptionnel. Malheureusement pour lui, Vanderaerden passe difficilement les côtes, et, sur les pentes du mont Ventoux couvertes de neige, il a perdu le maillot blanc de leader au profit du Néerlandais Japp Zoetemelk, lequel devait ensuite le céder à l'Irlandais Sean Kelly, mardi 15 mars, au terme de la dure étape La Seyne-sur-Mer-Mandelieu, course sous le pluie.

Deux semaines après son succès dans la Tour du Haut-Ver, Zoetemelk démontre qu'il demeure à trente-six ans l'un des meilleurs routiers actuels... sans qu'on sache exactement où il tire profit de sa longue expérience ou s'il bénéficie d'un affaiblissement général de l'opposition. On ne doute pas cependant qu'il soit stimulé par l'exemple. Raymond Poulidor était âgé, lui aussi, de trente-six ans lorsqu'il remporta ce même Paris-Nice en battant Merckx, Ocana... et le record du col d'Eze. Il avait alors un bel avenir devant lui. Deux ans plus tard — en 1974... — il fusa la réussite dans la Tour de France.

Mieux encore : pour son quarantième anniversaire, il réalisa la Paris-Roubaix le plus brillant de sa carrière. Zoetemelk aurait donc tort de ne pas persévérer. Comme Poulidor, qui

appartenait également à l'équipe Mercier, il a conservé la foi du débutant et possède sur la plupart de ses adversaires l'avantage que confère l'enthousiasme.

Sean Kelly vient pourtant de lui ravir la première place du classement général, mais les coureurs de la trempe de Kelly sont rares dans le peloton. Il est fort, il voit clair, il sait prendre des risques et il fait en prendre pour attaquer comme il l'a fait dans la descente du Tannieron avec le sentiment de tenter un pari, quitte au double. Louison Bobet, qui fut l'un des meilleurs les plus extraordinaires que nous ayons connus, eurent sans doute agi d'une manière identique.

Bondue, routier

Cette étape de Provence a provoqué les abandons de routiers chevronnés tels que Vandembroucke, Polentier, Stephen Roche, vainqueur de Paris-Nice en 1981, et Jean-René Bernaudeau, victime d'une blessure au pied. Un dur apprentissage pour les néo-pros encore tendres, qui ont subi pendant cinq heures les averses glacées.

L'occasion est ainsi fournie de rendre hommage au champion du monde de poursuite Alain Bondue, pistard de vocation, qui se transforme progressivement en un routier authentique. Il n'est pas facile de varier les genres et d'échapper à la spécialisation. Précisément, Bondue n'est pas homme à choisir la facilité. Il accepte ici de souffrir, parfois dans l'anonymat, pour progresser, et il s'est fixé un programme ambitieux : Paris-Nice, Paris-Roubaix, le Tour de France, Bordeaux-Paris.

JACQUES AUGENDRE.

AUTOMOBILISME

LA COLÈRE DE GUY LIGIER

Fallait-il s'émouvoir des déclarations de Guy Ligier après le Grand Prix du Brésil au cours duquel ses deux monoplace, conduites par un Français, Jean-Pierre Jarier, et le Brésilien Raul Boesel avaient dû abandonner ?

Vingt-quatre heures après avoir annoncé qu'il envisageait de renoncer à la formule 1 (le Monde du 16 mars), le constructeur français, qui est de tempérament impatient, a corrigé une déclaration faite sous le coup de la déception.

Ligier manque d'argent pour espérer faire une bonne saison, malgré l'appui de ses nouveaux commanditaires, le Café du Brésil et l'Office de tourisme brésilien.

Ses difficultés ont encore été aggravées par le dépôt de bilan de la société distributrice de ses voitures. Le constructeur de Vichy a perdu de l'argent dans cette opération ; il est aujourd'hui contraint de remonter un réseau de concessionnaires.

Autant de raisons qui expliquent son coup de colère et une déclaration intempestive.

G. M.

Basket-ball

Assuré du titre de champion de France, Limoges a gagné, mardi 16 mars, sur son terrain, son dernier match de championnat en battant Avignon, 88-74.

Les autres rencontres ont donné les résultats suivants :

*Le Mans b. Nice	111-94
*Tours b. Villeurbanne	107-87
*Moussy b. Antibes	79-74
*Mulhouse b. "St. franc-Paris"	82-75
*Orléans b. "Caen"	90-78
*Reims b. Vichy	91-90
Classement — 1. Limoges, 70 pts ;	
2. Le Mans, 66 ; 3. Antibes, Orléans, 62 ;	
5. Tours, 58 ; 6. Villeurbanne, 56 ;	
7. Caen, 53 ; 8. Avignon, 52 ; 9. Stade	
français, 50 ; 10. Monaco, 48 ;	
11. Reims, 42 ; 12. Vichy, 38 ; 13. Mul-	
house, 36 ; 14. Nice, 35.	

SONA

LA MAISON DE L'INDE

Boutique officielle du Gouvernement de l'Inde

pour le printemps

nouvelle collection

soieries et

durries

(Kilims indiens)

400 rue Saint-Honoré - 75001 Paris

HERMÈS

24 Faubourg Saint-Honoré N° 26221.00

SOLDES

MERCREDI 16 MARS

JEUDI 17 MARS

VENDREDI 18 MARS

9 h 30 à 12 h 14 h 18 h

Corres • Cravates • Gants

Prêt-à-porter homme et femme

Morquinerie • Chaussures

مكتبة القرآن

Tout le monde a le droit de savoir combien j'ai dépensé pour obtenir mon siège.



Ce n'est pas un secret. Pour obtenir un siège, chez IKEA, il suffit de 290 F.

Et encore, il s'agit du siège Kero Favorit en hêtre laqué et coton lin!...

Mais des sièges, IKEA peut vous en proposer à partir de 45 F. Dans tous les matériaux. Dans tous les coloris. Vendre aussi peu cher des articles d'aussi bonne qualité, ça cache quelque chose?

Au contraire, cela montre que IKEA est dans le vrai. IKEA est dans le vrai quand il conçoit ses articles. Quand il fait fabriquer partout dans le monde.

Quand il pratique une politique de grandes séries. Et quand il vous demande d'apporter une toute petite part de travail. C'est vrai que IKEA vous demande

de venir, un peu en dehors du centre-ville. Rassurez-vous, il y a un parking. Là, tout seul (si vous n'avez pas besoin de l'un de nos conseillers), à l'aide d'un catalogue détaillé, vous choisissez votre meuble, démonté. Vous l'emportez. Et vous le montez chez vous. Voilà. C'est simple. C'est facile. C'est tout. C'est tout IKEA.



Ils sont fous ces Suédois.

PARIS. CENTRE COMMERCIAL BOBIGNY 2
Tél.: 832.92.95. Ouvert lun. au mer. 11h-20h - jeu. et
ven. 11h-22h - sam. 9h-20h (A 5 min. de la Porte de Pantin).
LYON. CENTRE COMMERCIAL DU GRAND-VIRE.
VAULX-EN-VELIN.
Tél.: 879.23.26. Ouvert lun. au ven. 11h-20h - sam. 9h-20h.

هكذا من الأصل

	la ligne	la ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

	la ligne	la ligne T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	43,40	51,47
OFFRES D'EMPLOI	13,00	15,42
DEMANDES D'EMPLOI	33,60	39,85
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

THOMTIT-RÉSEAUX

Ce département, en considérable expansion, à la maîtrise d'œuvre de nouveaux projets dans le domaine de la Télématique: point d'accès vidéo, messagerie publique (télécopie, télécopie), commutation par paquets hauts débits. Ces projets utilisent une architecture multi-micro à mémoire commune de grande capacité.

THOMTIT-RÉSEAUX recherche des INGÉNIEURS POSITION II et III

expérimentés en LOGICIEL TEMPS RÉEL, connaissant si possible les protocoles d'interconnexion des systèmes. Ils participeront à l'équipe Logiciel de base ou à l'équipe d'ingénierie des projets.

Envoyer lettre de candidature et C.V. à: THOMSON-CSF TÉLÉPHONE. P.M. DUGAS/C.PESSARD, 46, quai A. Le Gallo, B.P. 407, 92103 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX.

THOMSON
BRANCHE COMMUNICATION

CENTRE RENÉ-HUGUENIN
5, rue Gaston-Latouche,
92210 SAINT-CLOUD, recherche
LABORANTINE BTS
Libre rapidement, rémunération
selon expérience.
Tél. pour rendez-vous:
771-91-91, poste 3.196.

REVUE PÉTROLIÈRE
recherche
JOURNALISTE, expér. 5 ans
minim., bonnes conditions.
Adresser C.V. et prétentions
sous le n° T 038 797 M
à: SÉTAM
66 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Importante Société Sud
de Paris recherche
CHEFS DE CHANTIER
EN ELECTRICITE INDOUST.
avant une solide expérience
dans le suivi de chantiers en
électricité industrielle.
Profil souhaité:
- sens du commandement,
- goût des responsabilités,
- déplacements France et étranger.
Adresser C.V. et prétentions
à: SÉTAM
12211 42/48 av. du Pdt-
Kennedy, 91170 Viry-Châtillon.

Rech. COLLABORATRICE
Mi-Temps A.M. pour vente
appareils. 8 h 30 - 12 h 30.
MARNIER 222-55-50 R.V.

La M.J.C. d'HERBLAY cherche
animateur plein temps pour
foyer Jeunes. Ecrite S. chemin
de Montigny, 95220 Herblay.

SINTRA
4lcatel

Techniciens électroniciens assurance qualité

SINTRA ALCATEL recherche des techniciens électroniciens pour son établissement de COLOMBES.

- Niveau IV-2
De niveau BTS ou équivalent, ils posséderont une expérience de 3 ans en fabrication et plates-formes. Ils assureront le suivi qualité sur un système complet (réf. TE1/LM).
- Niveau V-1 et V-3
Titulaires du BTS ou DUT, ils posséderont une expérience confirmée sur plates-formes d'essais. Leur mission comportera l'application des procédures de mise au point et la recette (réf. TE2/LM).
- Niveau V-3
Titulaires du BTS, DUT ou équivalent, ils posséderont une expérience confirmée dans la fabrication. Ils auront à veiller au respect des règles de qualité pour l'exécution des matériels (réf. TE3/LM).

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo en précisant la réf. du poste à Madame BRIAND - SINTRA ALCATEL - 26, rue Malakoff - 92600 ASNIERES.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE
liée à un groupe de taille internationale proche banlieue Paris-Ouest recherche pour participer à l'essor de sa DIVISION ETUDES PORTUAIRES

INGENIEUR

GRANDE ECOLE (Pont - T.P., etc...)
pour Direction de projet
Grande expérience d'études de ports.

INGENIEUR

GRANDE ECOLE
pour prise en charge de projet
Expérience minimum : 5 ans d'études de réalisations portuaires.

Envoyer C.V. et prétentions
à No 64382 Contesse Publicité
20, avenue de l'Opéra
75040 Paris Cedex 01, qui transmet.

LES LABORATOIRES PHARMACEUTIQUES SMITH KLINE & FRENCH
proposent le poste de

responsable gestion commerciale

MISSION : concevoir les méthodes et mettre en place les moyens pour développer l'administration et le contrôle du Département «VISITE MEDICALE» • gérer les relations avec la clientèle : grossistes, hôpitaux, pharmacies • animer un groupe de 18 personnes, dont 2 cadres.

PROFIL : • Cadre confirmé, formation supérieure de gestion • Expérience administrative complète (contrôle budgétaire, informatique, procédures, appels d'offres etc...) • Capacité à négocier, sens du contact.

Le développement rapide du Groupe laisse envisager des possibilités d'évolution en fonction de la réussite dans le poste.

Ecrire avec C.V., photo, desiderata à
Direction du Personnel - Réf. AJ
12 Place de la Défense
92090 Paris La Défense cedex 26
Réponse et discrétion assurées.

BANQUE PARIS 86
recherche

responsable de la comptabilité générale

250.000 à 300.000 F.

Ayant sous ses ordres un département de 25 personnes, il devra être âgé d'au moins 35 ans, si possible de formation supérieure et justifier d'une **REELLE EXPERIENCE DE LA COMPTABILITE BANCAIRE** à un niveau de responsabilité significatif.

Son rôle consistera notamment :
- à animer le travail de l'ensemble de son département
- à assurer la réglementation bancaire et fiscale
- à fournir à la Direction Générale des éléments de gestion.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo, salaire actuel et rémunération souhaitée sous No 63780 à Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01 qui transmettra.

GRUPE BANCAIRE
proche des Champs-Élysées recherche

ORGANISATEUR-INFORMATICIEN BANCAIRE (190.000 +)

Réf. : PLA 304

Le candidat aura une bonne formation de base et son expérience sera à la fois informatique et bancaire. Sa maturité rendra constructifs les contacts qu'il aura à haut niveau, ainsi que son rôle technique d'animation des études à sa charge.

Après à assimiler rapidement l'existant (système temps réel et base de données), il sera essentiellement désigné pour répondre aux attentes de partenaires très ouverts au travail d'équipe.

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

Réf. : PLA 305

Technicien éprouvé de la programmation (langages usuels), le candidat aura l'opportunité d'apporter à une petite équipe en place, jeune en moyenne, son expérience diversifiée et sa forte motivation à réaliser.

La connaissance pratique de quelques-unes des applications informatiques de gestion bancaire sera un fort atout pour ce poste.

Ces deux postes sont à pourvoir à PARIS (86). Avantages sociaux et salariaux de la banque.

SSCI Adresser c.v. et prétentions à :
S.S.C.I., 47, rue de la Chaussée d'Antin, 75009 PARIS.

Entreprise leader sur son marché à LYON
recherche

organisateur comptable

Vous êtes expert-comptable confirmé dans une entreprise industrielle ou de préférence dans un Cabinet d'Audit.

Vous avez pratiqué la comptabilité en prix standard et avez participé à des missions d'organisation (connaissances informatiques indispensables).

VOTRE MISSION :
Etudier et mettre en place un logiciel de comptabilité générale, analytique et auxiliaires, ainsi que les interfaces nécessaires avec le système informatique existant.

Vous êtes directement rattaché à la Direction Financière et du Contrôle de Gestion. Cette mission vous permettra de vous intégrer parfaitement dans nos services comptables et d'évoluer vers une responsabilité plus opérationnelle.

Entreprise de 1100 personnes. C.A. de 650 MF.

Envoyer lettre manuscrite, avec CV, photo et prétentions s/réf. 64354 à Contesse Publicité 20, av. de l'Opéra - 75040 Paris cedex 01, qui tr.

VALENCE
VILLE DE 70.000 habitants,
sur rive
LYON-MEDITERRANÉE
proche des Alpes, mais aussi
aux portes du littoral,
recherche
pour son service informatique
municipal :

UN INGENIEUR INFORMATICIEN

qui sera chargé, au sein d'une équipe restreinte et en relation avec les Services Municipaux, de concevoir, réaliser et mettre en œuvre des applications diversifiées de gestion municipale.

Le poste requiert une formation supérieure en informatique et l'aptitude au travail en équipe. La connaissance de l'I.B.M. 34 en environnement temps réel sera appréciée mais non indispensable.

Divers avantages sont à prendre en compte : champ d'action très varié, stabilité d'emploi, horaires aménagés.

Pour les candidats, cadres du secteur privé, âgés de moins de 50 ans, licenciés pour raisons économiques et ayant acquis la qualité de cadre depuis 5 ans, possibilité de prise en compte d'une partie de l'ancienneté.

Le recrutement est prévu au grade d'ingénieur individuel, sous réserve des conditions suivantes :

- Par concours sur titres, moyennant les diplômes requis.
- Par inscription sur la liste d'aptitude C.F.P.C. ou obligation d'obtenir ultérieurement l'inscription sur cette liste.
- Par mutation d'une autre commune.

Les candidatures avec C.V. et prétentions sont à adresser à :
Monsieur LE MAIRE
Service du Personnel,
B.P. 2.119
26021 VALENCE, CEDEX.

GRENOBLE - LE MANS
Société en pleine expansion
500 M.F. C.A. - 400 personnes
No 2 en France dans son secteur recherche

Directeurs de production

- Ecole Centrale - Arts et Métiers ou équivalent.
- Jeunes avec ou sans expérience.
- Compétences techniques en mécanique, électronique, automatisation.
- Goût pour le management.

Adresser curriculum vitae à :

SIAR 20, rue d'Hauteville 75010 PARIS

NICE COTE D'AZUR
Leader du prêt-à-porter haut de gamme, recherche
ATTACHE ICI CCAL ICI
pour développer son chiffre d'affaires sur la France, expérience dans la branche indispensable. Contacter 1931 96-94-13 ou PARIS 116-11 720-61-55 du 17 au 24 mars.

L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE DE NANTES
dans le cadre de son développement recrute
Deux professeurs permanents en finance contrôle

- Professeur finance.
- Professeur comptabilité analytique et contrôle de gestion.

Age : 28 à 45 ans.
Expérience pédagogique et en entreprise souhaitable.
Postes à pourvoir le 1-09-83.

Envoyer c.v. + photo à M. CLERGER, Directeur du groupe ESC Nantes, BP 72, 44003 NANTES Cedex.

CASTRES - TARN
directeur d'usines
FILATURE CARDEE

La Filature Pierre MAILHE et Fils est une usine dans les hauts de gamme. Elle est le 2^e producteur français de fils de haute qualité. Pour renforcer la logistique portant à la réussite de cette entreprise, le Directeur de ses 3 unités de production cherche à Castres (Tarn) :

- Un ingénieur textile expérimenté, capable de gérer une unité de production, contrôle et qualité.
- Un ingénieur textile expérimenté, capable de gérer une unité de production, contrôle et qualité.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. 3201-12 à M.L.M. CONSEIL 36, allée Jean Jaures 31000 Toulouse. Tél. (05) 62 73 96

Externat Catholique
Sous Contrat
École, collège, lycée
1.300 élèves, sud-est recherche

- DIRECTEUR GÉNÉRAL RESPONSABLE DE NIVEAU (lycée)**

Entrée septembre 1983.
Ecrite sous le n° T 038 914 M
à: RÉGIE-PRESSE
65 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

CLUB DE PRÉVENTION
SPECIALISÉE recherche
DIRECTEUR
longue expérience souhaitée, poste à pourvoir immédiatement. Rémunération selon convention collective 1985.
Envoyer c.v. à : A.P.R.E., 26, r. Jacquart 75000 ELBEUF. Tél. : 77-28-41.

Important bureau d'Etudes Techniques région AVIGNON recherche
Pour gestion de son ordinateur

INFORMATICIEN SYSTEME

Profil souhaité :
jeune technicien
niveau B.T.S.
I.U.T. ou maîtrise
mathématiques

Ecrite avec C.V., réf. prît. :
Ecrite sous le n° T 038 013 M
à: RÉGIE-PRESSE
65 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Recherche responsable pour restaurant-pizzeria. Bratagne sud. Expérience exigée. Cuisine propre, salle. Ecrite HAVAS ref. 930 BP 190, 58104 LORIENT.

Centre René-Huguenin
5, rue Gaston-Latouche
92210 Saint-Cloud recherche

2 INFIRMIÈRES D.E.

service nuit
1 LABORANTINE
STS, temps partiel
2 INFIRMIÈRES D.E.
service hospitalisation
1 MANIPULATRICE D.E.
Service radio diagnostic
Disponibles rapidement.
Rémunération selon expérience.
Pour r.v. : 771-91-91,
poste 3.196.

EMBAUCHONS VENDEURS (SES) PAR TÉLÉPHONE DE LIVRES DE LUXE

Travail temps partiel de 9 h - 12 h ou 12 h - 16 h ou 16 h - 20 h

CONTRAT V.R.P.
Téléphoner pour rendez-vous :
634-16-16.

Cii Honeywell Bull
pour sa division architecture du Centre de Recherche recrute des

INGENIEURS

Pour participer à la réalisation d'un SUPER CALCULATEUR

Ils devront avoir des compétences en conception de matériel et logiciel de base, acquises au cours d'une première expérience professionnelle.

Lieu de travail : Ouest Paris (78).

Adresser lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions en précisant la réf. 419 M à Cii Honeywell Bull PCGO21C - 94, avenue Gambetta 75990 PARIS CEDEX 20

مکان العمل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Communiquer pour assurer Services et Conseils
Cet Office, filiale d'un important groupe français de communication, est spécialisée dans l'un des domaines de la publicité. Pour faire face à son expansion rapide, elle recherche un:

**FUTUR
CHEF DE PUBLICITE
ESC**

Il a pour mission de gérer les dossiers clients, d'assurer les relations avec les différents journaux et de rédiger des textes avec créativité et rigueur. Les contacts avec les clients auxquels il apportera conseils et services mettront en valeur : sens de la communication, méthode, organisation, initiative, efficacité.
Pour ce poste évolutif, nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé d'une Ecole de Commerce ou équivalent.
Ses stages lui ont permis de se sentir à l'aise dans les échanges commerciaux.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M.11220 U, à :

EGOR PROMOTION
63 rue de Ponténu 75008 Paris.

egor

*Banque de Neufville,
Schlumberger, Mallet*
Membre du Groupe **ABN**

recherche
pour Agence Parisienne

SECOND D'AGENCE

Responsable de la Clientèle Privée (Clientèle de très bon niveau)
• ayant une très bonne expérience des problèmes patrimoniaux, notamment des valeurs mobilières;
• capable de remplacer le Directeur de l'Agence dans les relations avec la Clientèle d'Entreprises.

Ce poste conviendrait à un diplômé de l'Enseignement Supérieur et/ou I.T.B. possédant OBLIGATOIREMENT une expérience bancaire de plusieurs années.

Merci d'adresser CV et prétentions à **BANQUE N.S.M.**
Section Recrutement - BP 466.08 - 75366 Paris Cedex 08

Consultants Juniors

Executive Search

Paris

Lyon

Grand cabinet international de recherche de cadres par approche directe nous devons pour mener à bien notre expansion, renforcer nos structures à Paris et à Lyon.
Nous souhaitons intégrer des consultants juniors exerçant depuis 2 ou 3 ans en cabinet, entreprise ou association d'anciens élèves, une activité de sélection de cadres. Nous les formerons à l'Executive Search.

Diplômés de l'enseignement supérieur (ESSEC, HEC, IEP... et/ou MBA) maîtrisant bien la langue anglaise, ils ont le sens des affaires et une très grande aisance écrite et verbale, sont objectifs, perspicaces et intuitifs. Compte tenu de la nature même des postes, nous insistons sur la parfaite confidentialité de notre démarche. C'est donc en toute confiance que vous pouvez adresser votre candidature sous référence 4374 à notre agence **DESSEIN** - 69, rue de Provence 75009 PARIS, qui transmettra.

**IMPORTANT CONSTRUCTEUR DE
MATÉRIEL FERROVIAIRE**
recherche pour assurer les études électriques et la mise en service de moteurs et automotrices de banlieue (gestion commerciale exclue) et suivre ces contrats à l'export

**ingénieur
ENSI ou ESE
débutant ou confirmé**

Anglais indispensable.
Déplacements à prévoir.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 2091 à **ANPE** - 12, rue Blanche - 75009 Paris, qui transmettra.

AÉROPORT DE PARIS
recherche pour ORLY

**UN CHEF DE GROUPE
COMPTABLE**

BTS ou diplôme équivalent.
Expérience en comptabilité analytique et informatique.

Il sera chargé de coordonner le travail d'un groupe de comptables (10 personnes) pour assurer la facturation et le traitement des charges d'une partie de l'aéroport d'Orly.

Adresser C.V. et prétentions à : **M. CARRIÈRE**
AÉROPORT DE PARIS
291, bd Raspail, 75014 PARIS
Téléphone : 350-15-00.

URGENT

AUGUSTE THOUARD S.A.

spécialiste national du marché des transactions dans l'immobilier d'Entreprises
pour commercialisation de bureaux à Paris et régions parisiennes

recherche

COLLABORATEURS

Droit, HEC, ESSEC, ESCP, licence de tout engagement, ayant esprit d'équipe, dynamiques, bon contact.
Rémunération élevée.

Env. lettre min. avec C.V. ph. à **AUGUSTE THOUARD S.A.**
17, rue d'Assas, 75006 PARIS.

Centre **RENÉ HUGUENIN**
5, rue Gaston-Lesclapart
92211 SAINT-CLLOUD
recherche

ONE AIDE-SOIGNANTE

Service chirurgie, libre
rapidement, rémunération selon
expérience. Tél. pour C.V. :
771-91-91, p. 3.196.

**2 TECHNICIENS
COMMERCIAUX**

2 à 5 ans d'expérience en mini
et micro informatique industrielle pour vente de cartes et systèmes automatisés. Libre
rapidement.

**4 INGÉNIEURS
D'ÉTUDES**

HARD et SOFT
2 à 5 ans d'expérience en robotique et commandes numériques. H.O., traitement du signal, conduite de processus, systèmes temps réel.

**5 TECHNICIENS
D'ÉTUDES**

HARD et SOFT
Expérience en microprocesseurs LSI 11, 280 88.000. 2 à 5 ans d'expérience. Libre
rapidement.

Envoyer d'urgence votre C.V., diplôme, photo et prét. à : **L.M.C.** sous réf. 1.223.36/40, av. du Rdh-Kennedy, 91170, VIRY-CHATILLON.

**BANQUE ÉTRANGÈRE
cherche
CAMBISTE**

pour sa succursale de NICE.
Envoyer candidature à : **M. M. 650 BLU**, 17, rue Lebel, 94307 Vincennes Cedex, qui transmettra.

ETABLISSEMENT PUBLIC
Banlieue Sud
recherche un

**ingénieur
de sécurité**

L'intéressé sera chargé de la prévention et de la sécurité du travail. Il aura la responsabilité du service incendie, du gardiennage, etc...
Bonne connaissance en législation du travail.
Bon contacts humains. Expériences appréciées.

Adresser C.V. et photo à **ONERA** - BP 72
92320 CHATILLON

P.M. Bureau Paris, usine proche
banlieue Ouest, activité chaudronnerie, tuyauterie, soudure
recherche

**COLLABORATEURS
TECHNICO-COMM**

Forta expérience soudeuse,
rémunération très motivante.
Ad. lettre manuscrite C.V. 5/5,
N° 14.380 à Paris, 93, rue de l'Arcade, 75008 PARIS.

Revue économique spécialisée
Afrique, recherche pour situation
permanente Paris. J.H.
min. 25 ans, diplôme obligations
matérielles, bonne éducation,
cultur., idées, dynamiques,
lisant sauramment
anglais, intéressé par questions
économiques africaines.

Présenter candidature manuscrite avec C.V. et réf. à :
SPRAC, 180, Bd HAUSMANN,
75008 PARIS, qui transmettra.

secrétaires

SOCIÉTÉ COMMERCIALE PARIS
recherche

**SECRÉTAIRES DE DIRECTION
COMMERCIALE**

B.T.S. ou expérience équivalente.

Envoyer candidature et curriculum vitae à :
RÉGIE-PRESSE, n° T 38.951 M,
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

**ORGANISME SOCIAL
A BUT NON LUCRATIF**
recherche pour diriger son service juridique

**UNE SECRÉTAIRE
JURIDIQUE**

Sténo-dactylo, ayant expér.
simil. de 3 années au min.
Poste à mi-temps.

Envoyer C.V. + photo à :
U.N.A.P. 10, rue de la République,
75018 Paris.
Tél. 263-84-33.

Centre **RENÉ HUGUENIN**
5, rue Gaston-Lesclapart
92211 SAINT-CLLOUD
recherche

**UNE SECRÉTAIRE
MÉDICALE**

Libre de suite. Rémunération
selon expérience. Tél. pour C.V. :
771-91-91, p. 3.196.

DEMANDES D'EMPLOIS

DIRECTEUR DU PERSONNEL

46 ans. Etudes supérieures. Maîtrisant tous les aspects de la fonction dans une grande entreprise du secteur tertiaire, 3 000 pers., recherche poste similaire à PARIS, de préférence BANQUE ou ASSURANCES.
Ecr. et 64.33 **CONTEXTE PUBLICITÉ**
20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'emploi
vous propose une sélection de collaborateurs :
• **INGÉNIEURS** toutes spécialisations
• **CADRES** administratifs, commerciaux
• **JOURNALISTES** (presse écrite et parlée)

F. CADRE MARKETING PUBLICITÉ - 44 ans Sciences Po + chemas (ADETEM), expérience confirmée pub. + relations publiques + marketing et commercial.
RECHERCHE : poste similaire agence ou annonceur, Paris R.P. (Section BCO/JCB 339).

MANAGER GÉNÉRALISTE à fort potentiel - 37 ans, niveau DESS gestion Anglais et Allemand excellents, 15 ans expérience en marketing, publicité achats de gestion en milieu industriels et commerciaux multi et internationaux.
RECHERCHE : direction générale (ou DGA) en entreprise moyenne ou grande (Section BCO/JCB 340).

TECHNICIEN DE MAINTENANCE autodidacte - 30 ans. Stage gestion de production et automatique - Allemand, Anglais, Arabe - 9 ans expérience en production et SAV matériels de maintenance, levage, T.P. - Bonnes connaissances en mécanique hydraulique, pneumatique, automatique et gestion matière - Formation de personnel - Sens du contact et d'adaptation - Goût du travail en mécanique équipe.
RECHERCHE : poste similaire dans toute entreprise, soudeuse de rentabilité et souhaitant étoffer son département assistance technique. (Section BCO/JCB 341).

HEC + ADETEM-CHEMAS - J.F. 35 ans, 4 langues étrangères - 10 ans expérience internationale (export, R.P., marketing) en parfumerie-cosmétique - Spécialisée Europe Ouest et Coteaux + connaissance d'autres zones.

RECHERCHE : nouvelle responsabilité à caractère international, biens de consommation ou prestige. - Toutes zones géographiques acceptées base Paris (Section BCO/JCB 342).

ANPE

ECRIRE OU TÉLÉPHONER
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 08
Tél. : 265-44-40, poste 33 ou 26.

**representation
offres**

SOCIÉTÉ BITUME
fabricant de
SPORTSWEAR - FEMME
Recherche représentant
PARIS-PROVINCE
Expérience exigée. Tél. 338-
20-30, pour rendez-vous.

**travail
à domicile**

Secrét. de direct. traite tous
travaux et man. sur IBM 52 C.
Travail soigné. T. 051-44-48.
Cherchez **TOUS TRAVAUX**
DACTYLOGRAPHIQUES, rap-
ports, thèses. Tél. 542-74-78.

**propositions
diverses**

Les possibilités d'emploi à l'étranger sont très nombreuses (Canada, Australie, Afrique, Amérique, Asie, Europe).
Demandez une documentation sur notre revue spécialisée, **MIGRATIONS (LM)**, rue Monty, 75428 PARIS CEDEX 09.

automobiles

ventes

de 12 à 18 C.V.
604 STI 9 vit., mod. 80, grs
tunés, métal, vernis, int. cuir,
air cond., sté. gazons + radio-
cass. équipée, 38.000 km. n. d.
50.000 F. 574-89-74, p. 24-
88 h.b. ; 574-40-24, ap. 16 h.

divers

BMW OCCASIONS

52/53 1200 cc pour route
315 - 318 - 320i - 321i - 320i
525i - 528i - 728i
Garantie 3 ans ou 100.000 km.
Auto Paris XV, 533-69-85,
83, r. Demours, PARIS-15^e.

HONDA

216, Av. JEAN LOUVE
(N.3) - 93500 PANTIN
840.69.87

SUPERCAR'S

DATSUN

32, avenue de la République
75011 PARIS, 355.59.01

**gambey
AUTOMOBILES**

SEINE ET MARNE, 28 Km Paris
gr. stock, maison 350 m² hab.,
piscine, dépend., par parc payé
2000 m². Téléphone
405-25-17 à partir de 13 h.

Près **MAINE-VINCENNES**, sud-
maison de 8 p., et cit. av. gd jân.
Px 1.580.000 F. 297-52-73.

95 HERBLAY
Maison 112 de France 1977
350 m² habitables + Pavillon
gardienné sur parc 4 000 m².
Prie parité.
Tél. htes burx 260-88-13.

A VENDRE de prêt, Part. à par-
tir, 1 km. mar., 10 km de LA
GAILLE. Maison rénov., 5 pces
130 m² (sdl, 50 m²), poutres
appari., cheminée pierre, bois
d'eau + salle de bains, cave,
2 gar., dont un pour bateau,
terrain 1 700 m² entouré et
planté avec boscs.
Tél. : 588-37-38 après 18 h.

**SERRURIER MONTEUR
MENUISIER ALUM.**

recherche emploi sur chantiers à l'étranger, T. 322-67-15-15.
J.P. 21 ans, nouveau B.T.S. tour-
nerie, anglais, notions alle-
mand, ch. emploi hôteesse dans
agence, secteur hôtel.
Tél. : 202-31-95.

Secrétaire de direction, 48 ans,
haut niveau, très bonne sténo-
dactylo, chère pour Paris.
Tél. : 354-61-32.

J.F. TRADUCTRICE
B.T.S. anglais, secrétaire
trilingue, exp. ch. poste
Ecra sous le n° 10322 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

TUYAUTEURS-SOUDEURS

H.O.C. possédant licences en
cours de validité rech. emploi
chant. à l'étr. pour 2-3 mois.
Tél. M. BATISTE, 522-23-54.

Jeune homme (38), d'une ex-
cellente éducation commer-
ciale, expérimenté dans le do-
maine immobilier et financier,
trilingue (français, anglais, alle-
mand), connaissance espé-
gnole, nationalité allemande,
cherche occupation de grande
responsabilité dans la promo-
tion d'une société française.
Ecr. s/n° 7.901 le Monde Pub.
service ANNONCES CLASSÉES,
6, rue des halles, 75009 Paris.

Ingénieur études 41 ans, natu-
ralisé anglais, gère tout assu-
rement aduction d'eau,
gestion de projets, contrav. et
travaux exp. internet et en
France cherche situation en
France ou étranger langues
courantes Anglais, Français,
Espagnol, Portugais. Ecrire à
M. NAMER, 3, rue de l'Amiral
Mouchaz, 75013 Paris.

Homme 49 ans, 15 ans expé-
rience direction commerciale
+ administr., relation banque,
contrôle serv. comptable, ges-
tion gte P.M.E. (50 pers.) rech.
poste à responsabilité Paris
Banlieue. Ecr. n° 84.607.
Compasse 20, avenue Opéra,
75040 Paris Cedex 01.

DAME DE CONFIANCE 50 ans,
véhic. camion, expér. direction
sens. relation, prendrait affaire en
main se chers, développement
actuel, diffère. Intéressé. So-
ciété France Amérique latine.
Ecr. s/n° 808 le Monde Pub.
service ANNONCES CLASSÉES,
5, rue des halles, 75009 Paris.

H. 38 ans, excellente présenta-
tion, sérieux, motivé, recherche
activité lucrative. Pas de porte
à porte, ni démarchage.
Ecrire sous le n° 10 294 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

L'immobilier

immeubles immeubles

**GRAND INDUSTRIEL
VEND RÉSIDENCE DE LUXE**
dans le plus beau quartier de Munich.

Prix à débattre : 12,5 millions de dollars.

Offres sous n° 213 ARUNTE KG
Blumenstrasse 7 D-6000 Frankfurt/Main 1.

INDUSTRIEL VEND RÉSIDENCE DE LUXE
dans le plus beau quartier de Munich.

Prix à débattre : 6,1 millions de dollars.

Offres sous n° 214 ARUNTE KG
Blumenstrasse 7 D-6000 Frankfurt/Main 1.

**hotels
particuliers**

**MONTMARTRE
VUE DÉGAGÉE**

**DEMEURE
DE CARACTÈRE**
(TRAVAUX À PRÉVOIR)

D. FEAU - 294-20-00

domaines

VASTE PROPRIÉTÉ DE CHASSE
SOLOGNE
Ecrire sous le n° 256.667 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

VIGNOBLES
17 HA A.O.C. Galliac
Mts. cave
28 HA A.O.C. Côtes Lubéron
belle maison, piscine
FERMES - FORÊTS - VIGNOBLES
AGRI FRANCE 28, rue Naples
75008 Paris, tél. : 522-17-69

terrains

PROVENCE (84)

SUD LUBERON - 35 kms AX
Terrain 10.000 m², belle vue
sud dominante, C.U. 250 m²
Px 220 à 250.000 F.
Choix autres terrains avec C.U.
Prix 180 à 300.000 F.
Ag. CATER, 180 88-05-45.

pavillons

M^e Anthony centre, maison
encl. 2000 m², 5 p., 2 s.d.,
1.160.000 F. - 547-62-62.

PAVILLONS

JUSOURA 120 km de PARIS
SÉLECTION GRATUITE
PAR ORIGINATEUR
Appeler ou écrire
Centre d'information
FNAIM de Paris, Ile-de-France
LA MAISON DE L'IMMOBILIER,
27 bis, avenue de Villiers,
75017 PARIS, T. 227-44-44.

A NANTUIL-LES-MEAUX
A de la gare, terr. 583 m² clos
et arbor. M. n. j. ent. 2 w.c.,
s. de b. avec ch. cuis.,
salle, ch. de bain, 3 ch., s.
de bns, nomb. plac., sous-sol
total, rang., 2 voitures + cave.
Px 550.000 F. T. 434-56-01.

SEINE ET MARNE, 28 Km Paris
gr. stock, maison 350 m² hab.,
piscine, dépend., par parc payé
2000 m². Téléphone
405-25-17 à partir de 13 h.

Près **MAINE-VINCENNES**, sud-
maison de 8 p., et cit. av. gd jân.
Px 1.580.000 F. 297-52-73.

95 HERBLAY
Maison 112 de France 1977
350 m² habitables + Pavillon
gardienné sur parc 4 000 m².
Prie parité.
Tél. htes burx 260-88-13.

A VENDRE de prêt, Part. à par-
tir, 1 km. mar., 10 km de LA
GAILLE. Maison rénov., 5 pces
130 m² (sdl, 50 m²), poutres
appari., cheminée pierre, bois
d'eau + salle de bains, cave,
2 gar., dont un pour bateau,
terrain 1 700 m² entouré et
planté avec boscs.
Tél. : 588-37-38 après 18 h.

**SERRURIER MONTEUR
MENUISIER ALUM.**

recherche emploi sur chantiers à l'étranger, T. 322-67-15-15.
J.P. 21 ans, nouveau B.T.S. tour-
nerie, anglais, notions alle-
mand, ch. emploi hôteesse dans
agence, secteur hôtel.
Tél. : 202-31-95.

Secrétaire de direction, 48 ans,
haut niveau, très bonne sténo-
dactylo, chère pour Paris.
Tél. : 354-61-32.

J.F. TRADUCTRICE
B.T.S. anglais, secrétaire
trilingue, exp. ch. poste
Ecra sous le n° 10322 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

TUYAUTEURS-SOUDEURS

H.O.C. possédant licences en
cours de validité rech. emploi
chant. à l'étr. pour 2-3 mois.
Tél. M. BATISTE, 522-23-54.

Jeune homme (38), d'une ex-
cellente éducation commer-
ciale, expérimenté dans le do-
maine immobilier et financier,
trilingue (français, anglais, alle-
mand), connaissance espé-
gnole, nationalité allemande,
cherche occupation de grande
responsabilité dans la promo-
tion d'une société française.
Ecr. s/n° 7.901 le Monde Pub.
service ANNONCES CLASSÉES,
6, rue des halles, 75009 Paris.

Ingénieur études 41 ans, natu-
ralisé anglais, gère tout assu-
rement aduction d'eau,
gestion de projets, contrav. et
travaux exp. internet et en
France cherche situation en
France ou étranger langues
courantes Anglais, Français,
Espagnol, Portugais. Ecrire à
M. NAMER, 3, rue de l'Amiral
Mouchaz, 75013 Paris.

Homme 49 ans, 15 ans expé-
rience direction commerciale
+ administr., relation banque,
contrôle serv. comptable, ges-
tion gte P.M.E. (50 pers.) rech.
poste à responsabilité Paris
Banlieue. Ecr. n° 84.607.
Compasse 20, avenue Opéra,
75040 Paris Cedex

L'immobilier

appartements, ventes

1^{er} arrdt
FORUM HALLES BEL IMM.
PIERRE STUDIO 150.000 F. 3 P.
400.000 F. 3/4 P. TT CFT.
800.000 F. 505-41-25.

PRÈS BEAUBOURG
original 2/3 p., tout confort,
renové impeccable, 80 m²,
150.000 F. 238-29-45.

3^e arrdt
RÉPUBLIQUE
3 P., tout confort, parfait état
Prix 228.000 F.
Téléphone : 525-48-82

4^e arrdt
HALLES à rénover
Dern. ét. 102 m², Prossu, prêt
convent., tél. : 272-40-19

SULLY MORLAND
Bel immeuble esp. Vite-ordure
chf. cent. studio, 2 ch. de
bains à saisir 834-13-18.

CŒUR DU MARAIS
Ours du HOTEL PARTIC.
TTES SURFACES à rénover.
PROPRIÉTAIRE : 786-03-18.

5^e arrdt
JUSSEU
Prix intéressant
141400 F. : 272-40-19

MONGE STUDIO
Rénové 30 m², balcon, 2^e jardin,
Parking possible. 205-32-35.

PANTHEON 6/7 P.
210 m², 2^e ét., esc. - 326-17-36.

AT. ARTISTE, LUXE, VUE.
Luxembourg, 85 m², 354-42-70.

ST-MICHEL CLASSE 6d
calme, 295.000, 326-47-18.

Original, près Seine,
point soliel, calme, très beau
appartement entièrement rénové,
environ 60 m² habit.,
rangement.
Poutres apparentes, vue magnifique
sans vis-à-vis.
Dernier étage Immeuble
XVII^e s., rare.
Tél. mercredi 16/2 à partir de
20 h au 326-47-18 ou jeudi
avant 10 h.

6^e arrdt
6 PCES ST-PLACIDE
* SERVICE A MODERNISER
P. 1.350.000 F. 783-47-18.

HAUTES FEUILLES
* CARACTÈRE *
IMMEUBLE XVII^e CLASSE
EXCEPTIONNEL 90 m²
envir. superbe récept., 2 chbrs,
SAINT-PIERRE - 563-11-88.

MONTMARTRE
Imm. pierre de T. 4/5 P., rénové,
calme, 1.100.000 F.
JODEL - 326-22-30.

7^e arrdt
CHAMPS DE MARS
4 pièces (imm.) bel imm.,
870.000 F. - BRANCON
SARL 575-73-94.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
82 m², 3^e ét., 3 chbrs,
IMMEUBLE LUXE. 525-05-36.

PRÈS TOUR EIFFEL
bel imm. pierre de taille
de STANISLAS, 3 chbrs,
SAINT-PIERRE - 563-11-88.

ÉGLISE STE CLOTILDE
Imm. pierre de taille, 3 chbrs,
6 PÈCES, 2 BAINS
267-37-88.

SOLFERINO bel imm. ancien
SEJ. DBLE, 1 CHBRE
BUREAU EN DUPLEX + serv.
875.000 F. - 666-20-00.

8^e arrdt
COURS ALBERT 1^{er}
Volume exceptionnel 3/4 Sene
surtout tect., 3 chbrs
Park. serv. 354-29-83.

CHAMPS ÉLYSÉES
BEAU STUDIO 35 m²
1^{er} ét. central, 2 chbrs
GARSI. tél. : 587-22-88.

PLAINE MONCEAU
gd stand. ét. div. 7 pièces
gd confort. 285-32-09.

BD DE COURCELLES
ST-PHILIPPE-OU-ROULE
imm. récent, 5-ÉTAGE
4 p., 2 chbrs 101 m² + studio
carré 35 m² CALME VERDURE
parking 563-55-88 MATIN.

10^e arrdt
VUE
EXCEPTIONNELLE
SUR PARIS
2-3-4-5 PIÈCES
Sur place ce jour et demain
14-19 h. samedi et dimanche
11-13 h. 14-18 h.

SAINT-MARTIN
GRANGE-AUX-BELLES
152, quai de Jemmapes
248-73-13.
SERCO, 723-72-00.

RUE DE PARADIS
Petite rue avec gd balcon
2 p. confort. 215.000 F. Stu-
dio 224.000 - 563-81-45.

SOULETS MONTREUIL Bel
imm. briques et pierres, 2 pces
chf. rénové à 245.000 F.
M.J.A. 357-35-68.

RUE OBERKAMPF Sur rue
2^e étage à rénover 2 pces an-
ciennes, cuisine 140.000 F.
M.J.A. 357-35-68.

RÉPUBLIQUE Sur rue et cour
2 p. confort. M.J.A. 357-35-68.

RÉPUBLIQUE Bel immeuble
renové 2^e étage, au jardin, sé-
jour, 2 chbrs, 350.000 F.
M.J.A. 357-35-68.

appartements, ventes

PRÈS MUETTE 1^{er} étage,
beau 8 p., 2 bns, 200 m², mme
cable, studio, service, tt cft.
LARGIER - 265-18-83.

AVENUE INGRES 42 m²
2 p., conf., imm. grand, balcon,
4^e asc. 650.000 F. 622-05-98.

AV. MOZART
bel imm., 4^e ét., double + chbrs
55 m² - IMPECCABLE
GARSI - 587-22-88.

AV. DE VERSAILLES
2 p., ent., cuis., w.-c., bain, asc.
châuff. cent. Pz. 220.000 F.
A.C.O.P.A. 251-10-60.

M^{re} MOLITOR Prop. vend
55 m², 8^e ét., asc., calme, clair,
excell. état, très bon standing.
Tél. : 651-82-85.

17^e arrdt
BO BATIGNOLLES
dans bel imm. à vendre 5 p.
entrée, cuisine, 128 m²,
w.-c., cab. toilette, 128 m²,
vue, soliel - 500-54-00.

MALESHERBES 2^e étage
40 m² aménagé à rénover.
298.000 F. - 708-50-28.

WACRAM 400 m² grande
classe, 8/10m, idéal prof. lib.
SIFP. 550-24-00/060-54-34.

18^e arrdt
MARCADET
dans imm. pierre de taille,
beau 3 p., tt cft., 290.000 F.
SEGOND - 874-05-45.

PROPRIÉTAIRE VENDO
MAISON CARACTÈRE
75 m², m. cft. Pz. 490.000 F.
CHAMPE CAMPAGNARD
GANS - 787-96-97.

CECOCI construit
à Résidence MAIRIE du 18^e
53, RUE DU SIMPLON
23 APPS DE STANDING
STUD., 2, 3 P., STDG.

LA MARCQ 3 p., ch. imm.
pierre, URGENT, 277.000 F.
C.T.I.M. Télégph. : 238-47-48.

MARIE 18^e Studio 30 m²
SOLEIL Calme sur jardin
Châuff. à rénover. Pz. 230.000 F.
A.C.O.P.A. 251-10-60.

RUE CHAMPAGNE
très bel imm. 3 pces ent. cuis.
WC, bain IMPECCABLE 80 m²
8^e ét. (belle vue) 350.000 F.
A.C.O.P.A. 251-10-60.

1-JOUFFRIN R. ORDEKER
Imm. P. de taille, 4 p., cuis., WC
balcon, à rénover. Pz. 230.000 F.
A.C.O.P.A. 251-10-60.

MAIRIE 18^e A rénover. 2 p.
entr., cuis., w.-c. 199.000 F.
Immo Marcadet - 252-01-82.

MAIRIE 18^e Bel imm. encon-
2 pces, m. conf., 222.000 F.
Immo Marcadet - 252-01-82.

PRIX : 157.000 F
Immo Marcadet - 252-01-82.

19^e arrdt
STALINGRAO. Sal imm.
encon, gd 2 pces, entrée, cuis.,
w.-c., de b. 188.000 F.
Immo Marcadet - 252-01-82.

78^e Yvelines
Mairie-le-Roi, Résidence La
Belle, 124 m², 1^{er} ét., priv.
vaut, box, très calme, vue
agréable. Tél. : 525-63-44.

VEND PARLY 21
8 pces, cuis., box, très agré-
able. Tél. : 525-63-44.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE
Prax. imméd. RER et Ecole
dans résidence de standing.
2 pces, 2 chbrs, 2 chbrs, 2
bains, park., secul, clair et
solaire. 1.100.000 F. 451-28-02.

LE PECO LIMITE
7^e RER 85 m² gd ent. sé-
jour, 8-10, 2 ch. cuis., w.-c.,
2^e ét., bain, 675.000 F.
210.000 F. Casselle à
11.80 % Tél. 451-28-02.

92
Hauts-de-Seine
BOULOGNE
2 PIÈCES tous confort,
part. état. 35 m², 280.000 F.
Tél. : 250-74-99.

Aménagez votre imm. rénové 83
en 1 m. 2.500 F. Pz. 370.000 F.
Pz. 370.000 F. 250-74-99.

NEUILLY-ST-JAMES
Imm. pierre de Taille 105
m², tout cft., châuff. centr.,
pièces, 627-78-31 matin.

FONTENAY-AUX-ROSES
Part. et apt 3 p., tt cft. 32 m².
340.000 F. Tél. : 320-86-10.

MEUDON
S. route des Gardes
VUE PANORAMIQUE
2 et 3 P., avec GD SALON
L'Éclairage 83

PRET CONVENTIONNÉ
Appartement témoin, samedi,
mardi, vendredi 14-18 h.
507-15-88 ou 200-23-20.

NEUILLY-CHAUVEAU
Pptaire vd dans imm. rénové
2 p. à rénover. 553-61-45.

REER BAGNEUX imm. 51
3 p., tout confort, asc. soliel
280.000 F. + FAC + 337-89-58.

appartements, ventes

SEVRES 8/7 Pces
2 BAINS IMPEC.
+ PARKING 950.000 F.
Téléphone : 287-18-35.

GARCHES
GOLF ST-CLOUD
Grand stand. 5 p. en duplex
cuis. 2 bns 104 m²
LOGIA + TERRASSE 100 m²
1.390.000 F. 572-19-79.

BOULOGNE
RÉSIDENCE 1877 S/JOIN
Espace 2 p. 2 bns 104 m²
800 F/m² 1.390.000 F. 572-19-79.

BOULOGNE CHATEAU
Particulier vend 8^e étage
85 m² et 150 m² terr. living
+ 2 chambres, cuisine équipée,
parking.

BOULOGNE ÉGLISE
1.200.000 F.
Tél. 720-78-00. 53-22
ou 605-27-28.

Val-de-Marne
LA VARENNE/SAC récent
8 pces, 100 m², 1 km de
4 places 87 m², balcon
parking, 630.000 F.
Visite dimanche, 577-96-95.

BOIS DE VINCENTES
RER FONTENAY-AUX-ROSES
3 pces, cuis., tt cft. 68 m²
Pz. 550.000 F. 345-88-53.

Provence
LA FERTÉ MILON
Aut. 1^{er} et 2^e ét. 300 m²,
m², lib. Commerce, bour-
geois, classé, caractère,
550.000 F. 282-10-03.

appartements, ventes

MALESHERBES 73
PARIS-9. 522-05-88
Pour consultants ou ambassa-
des, appartements toutes sur-
faces, particuliers et bureaux.

ETUOE BOSQUET
81, av. Séguier, PARIS-7.
recherche d'URGENCE pour
clients étrangers 3 à 5 pièces,
7^e préf. du bon quartier.
Tél. : 705-06-78.

MALESHERBES 73
PARIS (8^e) 522-05-88
RECH. ACHAT appartement
80 à 120 m²
7^e, 8^e, 16^e, 17^e, Neuilly.

JOHN FEUILLE 84, av. Le
Mémorial, 11611, 565-00-95
Rech. pour clients sérieux, 15^e et
7^e arrts, appart. très surf. et imm.
Paiement comptant.

DORESSAY. 624-93-33
rech. pour DIPLOMATES et
PERSONNALITÉS FRANÇAISES
5 à 8 et HOTEL PARTIC. 1^{er},
au 14^e, 15^e, 16^e, Neuilly,
DISCRETION TOTALE ASSURÉE.

locations
non meublées
offres

Paris
3 PIÈCES SENTIER
3200 F/mois + charges
Tél. 250-74-99

locations
non meublées
demandes

Paris
Couple fonctionnaires niveau
cadre, deux enfants, cherche
3-4 pièces, 70 m² minimum,
Libre au plus tard 1^{er} juillet.
Lettre de charges, carte, main,
Tél. : 770-38-85.

locations
non meublées
demandes

Paris
Couple fonctionnaires niveau
cadre, deux enfants, cherche
3-4 pièces, 70 m² minimum,
Libre au plus tard 1^{er} juillet.
Lettre de charges, carte, main,
Tél. : 770-38-85.

locations
non meublées
demandes

Paris
Couple fonctionnaires niveau
cadre, deux enfants, cherche
3-4 pièces, 70 m² minimum,
Libre au plus tard 1^{er} juillet.
Lettre de charges, carte, main,
Tél. : 770-38-85.

locations
non meublées
demandes

Paris
Couple fonctionnaires niveau
cadre, deux enfants, cherche
3-4 pièces, 70 m² minimum,
Libre au plus tard 1^{er} juillet.
Lettre de charges, carte, main,
Tél. : 770-38-85.

locations
non meublées
demandes

Paris
Couple fonctionnaires niveau
cadre, deux enfants, cherche
3-4 pièces, 70 m² minimum,
Libre au plus tard 1^{er} juillet.
Lettre de charges, carte, main,
Tél. : 770-38-85.

locations
non meublées
demandes

Paris
Couple fonctionnaires niveau
cadre, deux enfants, cherche
3-4 pièces, 70 m² minimum,
Libre au plus tard 1^{er} juillet.
Lettre de charges, carte, main,
Tél. : 770-38-85.

locations
non meublées
demandes

Paris
Couple fonctionnaires niveau
cadre, deux enfants, cherche
3-4 pièces, 70 m² minimum,
Libre au plus tard 1^{er} juillet.
Lettre de charges, carte, main,
Tél. : 770-38-85.

locations
non meublées
demandes

Paris
Couple fonctionnaires niveau
cadre, deux enfants, cherche
3-4 pièces, 70 m² minimum,
Libre au plus tard 1^{er} juillet.
Lettre de charges, carte, main,
Tél. : 770-38-85.

locations
non meublées
demandes

Paris
Couple fonctionnaires niveau
cadre, deux enfants, cherche
3-4 pièces, 70 m² minimum,
Libre au plus tard 1^{er} juillet.
Lettre de charges, carte, main,
Tél. : 770-38-85.

locations
non meublées
demandes

Paris
Couple fonctionnaires niveau
cadre, deux enfants, cherche
3-4 pièces, 70 m² minimum,
Libre au plus tard 1^{er} juillet.
Lettre de charges, carte, main,
Tél. : 770-38-85.

locations
non meublées
demandes

Paris
Couple fonctionnaires niveau
cadre, deux enfants, cherche
3-4 pièces, 70 m² minimum,
Libre au plus tard 1^{er} juillet.
Lettre de charges, carte, main,
Tél. : 770-38-85.

locations
non meublées
demandes

Paris
Couple fonctionnaires niveau
cadre, deux enfants, cherche
3-4 pièces, 70 m² minimum,
Libre au plus tard 1^{er} juillet.
Lettre de charges, carte, main,
Tél. : 770-38-85.

l'agenda du monde

Particuliers

(offres)

Art

Bijoux

Achats brillants

Carrelage

Cours

Plaque iéna

16^e arrdt

16^e arrdt

16^e arrdt

16^e arrdt

16^e arrdt

16^e arrdt

16^e arrdt

16^e arrdt

16^e arrdt

16^e arrdt

16^e arrdt

16^e arrdt

16^e arrdt

16^e arrdt

16^e arrdt

16^e arrdt

16^e arrdt

16^e arrdt

16^e arrdt

Cuisine

Détectives

Stocks achats

ACHÈTE COMPTANT

PROMO FLASH

Enseignement

ENGLISH IN ENGLAND

25% REDUCTION

REGENCY SCHOOL OF ENGLISH

LA CALIFORNIE

PEUT-ÊTRE...

L'AMERICAN CENTER

TRANSPORTS

LE RAPPORT GRÉGOIRE EST REMIS A M. FITERMAN

Cinq scénarios pour l'avenir des voies navigables

La voie d'eau assure 44 % des échanges commerciaux à l'intérieur de l'Europe. Si on l'oublie trop souvent en France, c'est que l'activité fluviale y a été peu à peu réduite à la portion congrue. Trop souvent, tout en se disant soucieux de l'avenir de la batellerie, les gouvernements, en dépit d'efforts budgétaires parfois importants, ont donné l'impression de ne chercher qu'à en prolonger l'agonie.

Les réflexions de la commission partent d'un contexte économique et politique favorable au maintien et au développement de la voie d'eau : non seulement, le transport fluvial est le moins coûteux pour les entreprises et la collectivité, mais des engagements très sérieux ont été pris par la gauche quant à la réalisation de liaisons à grand gabarit, au premier rang desquelles Rhin-Rhône. Du même coup, les pouvoirs publics devraient donc tourner résolument le dos à la première solution évoquée par le rapport Grégoire : l'abandon pur et simple du transport fluvial. Celui-ci n'engendrerait d'ailleurs pas autant d'économies qu'il paraît, car des raisons hydrologiques obligeraient de toute façon à entretenir une bonne partie du réseau. Un exemple : si on ne restaure pas au plus vite la liaison Saône-Moselle, la ville de Gray (Haute-Saône) vivra, dans quelques années, sous la menace de graves crues.

La liaison Rhin-Rhône et les autres

L'hypothèse pessimiste écartée, le rapport Grégoire propose un choix entre cinq options répondant à autant de possibilités financières et offrant, en quelque sorte, un programme d'équipement « à la carte ». Les deux options les plus basses tablent sur un investissement de 2,5 milliards ou de 3,75 milliards de francs en cinq ans, qui permettrait d'assurer l'entretien et l'amélioration du réseau Freycinet. (Les petits canaux) ainsi que l'achèvement des travaux neufs entrepris, mais pas d'entrevoir l'amorçage d'un véritable réseau à grand gabarit dans les quinze ans, à l'exception de la liaison Compiègne-Soissons.

La troisième option retient un investissement quinquennal de

Une commission, présidée par un conseiller d'Etat, M. Roger Grégoire, s'est donc vu confier le soin de proposer au gouvernement une série d'objectifs à moyen et long termes touchant à la fois à l'organisation de la batellerie et aux infrastructures fluviales. Ces dernières occupent une large place du rapport qui vient d'être remis au ministre des transports.

4,5 milliards de francs, avec la perspective d'ajouter au programme précédent la réalisation - à terme d'une vingtaine d'années - de l'un des trois projets de liaisons à grand gabarit : Rhin-Rhône, Seine-Nord, Seine-Est. En toute logique, la priorité devrait revenir au premier d'entre eux, dont l'étude est la plus avancée, au point que les travaux pourraient commencer trois mois après le lancement du « feu vert ».

La quatrième option permettrait, pour 1,5 milliard de francs de plus, d'accélérer la mise en œuvre du programme précédent. Enfin, la cinquième option, la plus coûteuse (7,5 milliards de francs), envisage la construction graduelle de l'ensemble du réseau à grand gabarit, la réalisation de la liaison Seine-Nord pouvant commencer à l'issue des quatre années d'études encore nécessaires. L'achèvement du réseau Seine-Est serait, quant à lui, subordonné au choix d'un itinéraire unique entre la Champagne et la Moselle, alors que s'opposent encore un tracé sud, par Nogent-sur-Seine, et un tracé nord, par Reims.

Quelle hypothèse retiendra le gouvernement au moment de matérialiser ses intentions bienveillantes envers le transport fluvial ? Les deux premières perpétueraient le processus de « mort lente » dont souffrent les voies navigables. La dernière paraît peu conciliable avec l'austérité prônée par la rue de Rivoli. Par rapport au rapport Grégoire, M. Michel Rocard, ministre d'Etat chargé du Plan et de l'aménagement du territoire, n'a pas exclu de « modular éventuellement ce programme en fonction des contraintes budgétaires et de l'intégrer dans les objectifs du IX^e Plan ».

À plus long terme, il s'agit de savoir si, au-delà d'engagements de principes, le gouvernement actuel

est capable de faire aussi bien que ses prédécesseurs. Au cours des vingt dernières années, l'effort financier en faveur des voies navigables a atteint annuellement une moyenne de 1,2 milliard de francs (valeur 1982), une moitié provenant de ressources budgétaires (1), l'autre du produit de la taxe sur l'électricité hydraulique produite par la Compagnie nationale du Rhône (C.N.R.). Pour l'avenir, il n'est pas sûr que l'Etat puisse garantir un engagement financier élevé sur une longue période. La C.N.R. pourrait donc être davantage sollicitée : une augmentation de sa taxe sur l'hydro-électricité de 6 centimes par kilowatt-heure (qui ne coûterait que 2 millions (2) par kilowatt-heure au consommateur) dégagerait 1 milliard de francs supplémentaires chaque année. Mais elle devrait alors, en toute logique, ainsi que le suggère d'ailleurs le rapport Grégoire, recevoir en retour la concession de tous les grands travaux concernés (elle a déjà celle de Rhin-Rhône).

Pour l'heure, quel que soit le principe de financement retenu, une chose est claire : la poursuite, au même rythme, pendant vingt ans encore, de l'effort entrepris par les gouvernements précédents permettrait de dégager les 30 milliards de francs nécessaires à l'achèvement, en une trentaine d'années, du programme des liaisons à grand gabarit dont la batellerie française a besoin pour défendre valablement ses chances.

JAMES SARAZIN.

(1) Celle-ci n'a toutefois cessé de se réduire entre 1975 et 1981.
(2) Un millime = 1 milliardième de franc.

Le cinquième de la flotte pétrolière mondiale est désarmé

Des géants inutiles

Au large des côtes de l'émirat de Fujairah, à l'entrée du golfe Persique, le *Pierre-Guillaumat*, l'un des quatre pétroliers géants français de 550 000 tonnes, attend un hypothétique chargement. Il attend... depuis cinq mois. A Brest, son frère jumeau, le *Praïral*, appartenant comme lui à la Compagnie nationale de navigation, n'espère même plus : il est très sérieusement question de le désarmer dans l'attente de jours meilleurs. Les deux autres géants, le *Baillif* et le *Belamy*, de la société maritime Shell, sont au chômage. A eux quatre, ces navires, encore jeunes (quatre à six ans), représentent 20 % de la flotte pétrolière française. Ils ne sont pas seuls à connaître l'inaction.

C'est dire que l'annonce de la baisse du prix du pétrole décidée par les pays de l'OPEP (le *Monde* du 15 mars) n'a pas suscité une euphorie particulière parmi les armateurs français, spécialement chez ceux qui sont spécialisés dans les transports d'hydrocarbures. Dans ces milieux, on fait remarquer que les limitations de production qui accompagnent la baisse des cours ne devraient pas entraîner une évolution sensible des volumes transportés dans l'année à venir, ni dans leur répartition entre les armements. Si cette baisse des prix était couplée avec une véritable reprise économique dans le monde industrialisé - non seulement aux Etats-Unis, comme certains indices tendent à l'accréditer, mais aussi en Europe et au Japon, - alors seulement pourrait-on espérer, à terme, une augmentation des importations pétrolières, et peut-être un certain effet sur le marché des frets pétroliers complètement déprimés depuis 1975.

Et quand bien même la reprise économique s'avérerait ferme et durable, le mal essentiel du transport pétrolier, la surcapacité, ne serait pas résolu de sitôt. L'effort d'adaptation de l'offre à la demande fait par la flotte française - qui ne comptait plus que cinquante navires le 1^{er} janvier dernier contre quatre-vingt-deux en 1978 - n'a pas suffi à enrayer la crise. Onze pétroliers, d'un tonnage total de 800 000 tonnes, étaient désarmés à

la fin de l'an dernier. Une situation voisine de celle du reste de la flotte mondiale, qui, en dépit de la destruction de nombreux bateaux envoyés à la ferraille (37 millions de tonnes en deux ans), est encore deux fois trop importante par rapport au tonnage à transporter, ce qui a conduit au désarmement de 19 % des pétroliers en service.

La mer du Nord et l'Alaska

Cette surcapacité est directement responsable de l'effondrement des taux de fret pétrolier. Une reprise du trafic pourrait évidemment être bénéfique sur ce plan, mais elle pourrait tout autant avoir quelque effet pervers sur l'évolution de la flotte. Car la crise a conduit les armateurs à abandonner des bateaux techniquement dépassés (souvent gros consommateurs de carburant) ou économiquement inadaptes à l'heure de la raréfaction des engrais de masse, et donc des très grosses cargaisons. Un espoir déraisonnable dans une reprise importante et durable des affaires pourrait freiner ces salutaires opérations de retrait et d'assainissement de la flotte et recréer par conséquent toutes les conditions d'une nouvelle surcapacité.

Le salut de l'armement pétrolier passe moins par l'attente d'un miracle dans le Golfe ou ailleurs que dans une meilleure adaptation de son matériel aux nouvelles conditions du marché pétrolier mondial. Le déclin de l'OPEP dans la production des hydrocarbures et le déplacement des courants d'exportation (au départ de la mer du Nord et de l'Alaska notamment) amènent à repenser la taille des bateaux, les « super-tankers » étant inadaptes à certains axes de trafic et de surcroît trop gros pour entrer dans beaucoup de ports. Même les navires de 250 000 tonnes apparaissent disproportionnés. Aujourd'hui, les armateurs admettent que le pétrolier idéal ne devrait pas excéder 80 000 à 120 000 tonnes, mais surtout devrait consommer moins que les modèles antérieurs et être à même de transporter indistinctement du brut

ou des produits raffinés afin de rentabiliser davantage ses rotations.

Mais, même en supposant résolus les problèmes de financement des investissements, une autre question demeurerait posée : que faire des navires géants devenus inutiles ? Les armateurs français ont déjà commencé à répondre : entre janvier 1981 et juin 1982, huit pétroliers de 250 000 tonnes ont été envoyés à la casse, parmi dix-sept bateaux retirés du service. Un tel effort a toutefois ses limites pour les exploitants : vendre à la ferraille des matériels pas encore amortis coûte très cher.

Or, près des trois quarts des bateaux français ont moins de dix ans. Et, parmi eux, les quatre géants de 550 000 tonnes qu'on peut tout au plus, selon M. Georges Thébaud, président du comité central des armateurs français, espérer vendre d'occasion à 2 % ou 3 % du prix auquel ils furent acquis en 1976, ce qui ne paierait même pas les intérêts des emprunts contractés pour les acheter. - J.S.

ÉCHECS

En quart de finale du tournoi des prétendants

KASPAROV A UN DEMI-POINT DE LA VICTOIRE

En remportant, avec les noirs, la huitième partie du quart de finale qui l'oppose à Alexandre Beliavsky, Gary Kasparov s'est pratiquement qualifié pour les demi-finales du Tournoi des prétendants au championnat du monde d'échecs. Cette victoire, après les sixième et septième parties qui furent nulles, donne cinq points au jeune grand maître soviétique contre trois à son rival.

Le match se déroulant au meilleur des dix parties, il suffit à Kasparov, qui aura les blancs, de faire nul dans la neuvième partie, pour obtenir le demi-point qui lui assurera la victoire.

LE VRAI SUCCES, C'EST DE DURER.

FEVRIER 1982 RALLYE DE SUEDE  LA REINE DE SUEDE.	MARS 1982 RALLYE DU PORTUGAL  VIVA QUATTRO!	JUIN 1982 RALLYE DE L'ACROPOLE  L'ODYSEE FANTASTIQUE.	AOÛT 1982 RALLYE DU BRESIL  RIO BRAVO!	SEPTEMBRE 1982 RALLYE DES 1000 LACS  ETOILES DU NORD.
OCTOBRE 1982 RALLYE DE SAN REMO  UNO, DUO, QUATTRO!	NOVEMBRE 1982 RALLYE DE Gde BRETAGNE  QUATTRO QUEEN.	FEVRIER 1983 RALLYE DE SUEDE  LA REINE DES NEIGES.	MARS 1983 RALLYE DU PORTUGAL  QUATTRO PASSIONARIA!	 (à suivre...)

Rallye du Portugal 83: gagné. Mikkola-Hertz et Mouton-Pons prennent les deux premières places sur Audi Quattro Turbo, bien entendu. Mais pas de triomphalisme. Nous sommes les meilleurs. Il s'agit de le rester. Allez voir ce qui fait gagner les Audi dans le réseau V.A.G. Volkswagen et Audi.



AUDI CHAMPION DU MONDE DES RALLYES 1982 PREPARE LA ROUTE DU CHAMPIONNAT DU MONDE DES RALLYES 1983.

هكرامن الأصل

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère des Travaux publics

Avis d'Appel d'Offres International

Un Avis d'Appel d'Offres International est lancé en vue d'acquiescer le lot de matériel suivant :

- Matériels de fabrication d'émulsion bitumée.

Le présent Appel d'Offres s'adresse aux seuls fabricants et producteurs à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires et ce, conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11/02/78 portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les entreprises intéressées peuvent retirer le cahier des prescriptions Spéciales auprès du Ministère des Travaux publics, Direction Générale des Infrastructures, 135, rue Didouche-Mourad - Alger.

Les offres, accompagnées des pièces réglementaires, doivent parvenir au Ministère des Travaux publics, sous-double enveloppe cachetée, l'enveloppe extérieure portant la mention : « Appel d'Offres, ne pas ouvrir ».

La date limite de dépôt est fixée au 16/4/1983, au-delà de laquelle aucune offre ne sera acceptée.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant 120 jours.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya de Djelfa
Daira d'Ain-Oussera
Commune d'Ain-Oussera

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL

OPÉRATION N° S.5.391.1.402.00.01
A.E.P. AIN-OUSSERA

Un avis d'appel d'offres national et international est lancé en vue de la réalisation du réseau d'alimentation en eau potable de la ville d'Ain-Oussera.

Peuvent soumissionner les entreprises nationales et étrangères, les sociétés et entreprises étrangères peuvent participer dans le cadre des accords intergouvernementaux existants.

Les entreprises intéressées peuvent retirer les dossiers à la subdivision de l'Hydraulique de la Daira d'Ain-Oussera.

Les offres accompagnées des pièces réglementaires et documents exigés par la circulaire n° 21, D.G.C.I. DMP.81 du 05/5/81 doivent parvenir sous double pli cacheté ne comportant aucune mention d'identification ou déposées auprès du secrétariat général de l'A.P.C. d'Ain-Oussera.

L'enveloppe extérieure comportant la mention appel d'offres à ne pas ouvrir A.E.P. d'Ain-Oussera.

Le délai de dépôt est fixé à 60 jours à compter de la parution du présent avis dans la presse.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant 90 jours à partir de la date du dépôt des offres.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'Enseignement et de la Recherche Scientifique

DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE ET DE L'ÉQUIPEMENT UNIVERSITAIRE

SOUS-DIRECTION DES MARCHÉS ET CONTRATS

A.P. 5.611.1.031.00.02

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

N° 1/83/SDMC

Un avis d'Appel d'Offres International est lancé en vue de l'acquisition des équipements scientifiques pour projets de recherche appliquée (protection de l'environnement) destinés au Département de Génie Sanitaire de l'École Nationale Polytechnique d'Alger.

Les cahiers de charges peuvent être retirés au siège du Ministère de l'Enseignement et de la Recherche Scientifique - Direction de l'Infrastructure et de l'Équipement universitaire, s/s, 1, rue Bachir-Attar, place du 1^{er} Mai - ALGER.

Les offres accompagnées des pièces réglementaires doivent être adressées sous double enveloppe cachetée à l'adresse sus-indiquée.

L'enveloppe extérieure, qui ne devra comporter aucune indication permettant d'identifier le soumissionnaire, devra porter en plus de l'adresse du Ministère de l'Enseignement et de la Recherche Scientifique la mention suivante : A.O.I. N° 1/83 - SDMC - Acquisition des Équipements Scientifiques pour projets de Recherche Appliquée (Protection de l'Environnement) destinés au département de Génie Sanitaire de l'École Nationale Polytechnique d'ALGER - U.S.T.H.B. Soumission à ne pas ouvrir.

La date limite de réception des offres est fixée à quarante-cinq jours à compter de la date de la première parution du présent avis dans la presse nationale.

Il est rappelé aux soumissionnaires que toutes les offres doivent être accompagnées des pièces fiscales et sociales exigées par la circulaire n° 21 D.G.C.I. - DMP du Ministère du Commerce.

Les soumissionnaires demeurent engagés par leurs propositions pendant une période de cent vingt (120) jours à compter de la date de clôture du présent avis.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'Énergie et des Industries Pétrochimiques

ENTREPRISE NATIONALE DES TRAVAUX AUX PUIXS

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

N° 0323.1K/MF

L'Entreprise nationale des travaux aux puits lance un Avis d'Appel d'Offres International pour la fourniture de :

- Pièces de rechange pour agitateur lightnin - Models 334 THRU 339
- Pièces de rechange pour agitateur lightnin - Models 82 THRU 86 (Gear Drive)
- Pièces de rechange pour agitateur lightnin - Models 81Q THRU 89 Q

Cet Appel d'Offres s'adresse aux seules entreprises de production à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978 portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet Appel d'Offres peuvent retirer le Cahier des charges à l'adresse suivante : Entreprise Nationale des Travaux aux Puits, 2, rue du Capitaine-Azzoug - Côte-Rouge - Hussein-Dey - ALGER - ALGERIE - Département Approvisionnements et Transports, à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions établies en cinq (05) exemplaires devront parvenir sous double pli cacheté et recommandé au secrétariat du D.A.T. à l'adresse sus-indiquée.

L'enveloppe extérieure strictement anonyme, sans en-tête portera la mention : APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 0323-1K/MF Confidential - A ne pas ouvrir.

Les soumissions devront parvenir au plus tard le samedi 2 avril 1983, à 12 heures, délai de rigueur.

Le délai d'option sera de cent quatre-vingts jours à la date de clôture de cet Appel d'Offres.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE ET DE L'ÉQUIPEMENT UNIVERSITAIRE

S/DIRECTION DES MARCHÉS ET CONTRATS

A.P. : 5.611.8.031.00.01

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL

N° 5/83 « S D M C »

Un avis d'appel d'offres national et international est lancé en vue de l'acquisition de pièces détachées pour les machines du navire océanographique « M.S. BENYAHIA » :

- Machine principale GENERAL MOTORS 16 V - 92 N.
- Engin auxiliaire : GENERAL MOTORS G M 4 - 71 N.

Les cahiers des charges peuvent être retirés au siège du Ministère de l'Enseignement et de la Recherche Scientifique - Direction de l'Infrastructure et de l'Équipement universitaire s/s, 1, rue Bachir ATTAR, place du 1^{er} Mai (ALGER).

Les offres accompagnées des pièces réglementaires devront être adressées sous double enveloppe cachetée à l'adresse sus-indiquée.

L'enveloppe extérieure, qui ne devra comporter aucune indication permettant d'identifier le soumissionnaire, devra porter, en plus de l'adresse du Ministère de l'Enseignement et de la Recherche Scientifique, la mention suivante et d'une façon très apparente : « A.O.N.I. n° 5/83 « S D M C » - acquisition de pièces détachées pour les machines du navire océanographique « M.S. BENYAHIA » soumission à ne pas ouvrir ».

Toutes les offres doivent être accompagnées des pièces fiscales et sociales exigées par la circulaire n° 21 D.G.C.I. - D.M.P. du Ministère du Commerce.

La date limite de réception des offres est fixée à 45 jours à compter de la date de la première parution du présent avis dans la presse nationale.

Les soumissionnaires demeurent engagés par leurs propositions pendant une période de Cent Vingt (120) jours à compter de la date de clôture du présent avis.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE
DIRECTION DES ÉQUIPEMENTS

SOUS-DIRECTION DE LA RÉALISATION DES PROGRAMMES D'ÉQUIPEMENT - BUREAU DES MARCHÉS

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL

N° 01/83/C.

Un avis d'appel d'offres ouvert national et international est lancé pour :

- 1 - La fourniture et la livraison de matériel de levage et de manutention : grues téléscopiques automobiles et chariots élévateurs.
- 2 - La fourniture, la livraison sur site, le montage et le mise en fonctionnement d'équipements technico-pédagogiques dans les spécialités suivantes : Mécanique agricole, Mécanique engins de chantier, Mécanique appareil de levage et de manutention, Conduite entretien engins de chantier, Chef de parc agricole, Chaudière, Tuyauterie, Électrique équipement industriel, Réseaux industriels, Photographie offset, Impression offset, Impression typo, Culture dames, Garniture auto, Topographie, Chef d'équipe bâtiment, Tricotage destinés aux centres de Formation Professionnelle.

Les cahiers des charges sont à consulter auprès de la Sous-Direction de la Réalisation des Programmes d'Équipements, Ministère de la Formation Professionnelle.

Le présent appel d'offres s'adresse aux seuls fabricants et producteurs à l'exclusion des regroupements et autres intermédiaires et ce conformément à la loi n° 78-02 du 11 février 1978 portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

L'offre doit parvenir obligatoirement sous double enveloppe au Ministère de la Formation Professionnelle - Direction des Équipements - Secrétariat des Marchés, rue Farid Zoulikh KOUBA ALGER.

L'enveloppe extérieure anonyme, cachetée à la croix d'Espagne et comportant les mentions obligatoires (Appel d'offres n° 01/83, C. Confidential - à ne pas ouvrir).

Toute enveloppe portant tout signe pouvant distinguer le soumissionnaire sera rejetée.

L'enveloppe intérieure contiendra l'offre, établie en deux exemplaires, dont l'un sera pris unique. La date limite de remise des offres est fixée à 60 jours à compter de la dernière publication du présent avis.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant 120 jours à compter de la date d'ouverture des plis.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'Énergie et des Industries Pétrochimiques

ENTREPRISE NATIONALE DES TRAVAUX AUX PUIXS

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

N° 008-ON/MEC

L'Entreprise nationale des travaux aux puits lance un Avis d'Appel d'Offres National et International pour la fourniture de :

- Lot n° 1 : PIÈCES DE RECHANGE POUR VÉHICULES RENAULT 4 ;
- Lot n° 2 : PIÈCES DE RECHANGE POUR RENAULT 12 ;
- Lot n° 3 : PIÈCES DE RECHANGE POUR VÉHICULES K70 V. W ZAS.

Cet Appel d'Offres s'adresse aux seules entreprises de production à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978 portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet Appel d'Offres peuvent retirer le Cahier des charges à l'adresse suivante : Entreprise Nationale des Travaux aux Puits, 2, rue du Capitaine-Azzoug - Côte-Rouge - Hussein-Dey - Alger - Algérie - Département Approvisionnements et Transports, à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions établies en cinq (05) exemplaires devront parvenir sous double pli cacheté et recommandé au secrétariat du D.A.T. à l'adresse sus-indiquée.

L'enveloppe extérieure strictement anonyme, sans en-tête portera la mention : APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 008-ON/MEC Confidential - A ne pas ouvrir.

Les soumissions devront parvenir au plus tard le samedi 23 avril 1983, à 12 heures, délai de rigueur.

Le délai d'option sera de cent quatre-vingts jours à la date de clôture de cet Appel d'Offres.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'Énergie et des Industries Pétrochimiques

ENTREPRISE NATIONALE DES TRAVAUX AUX PUIXS

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

N° 9020/AD/MEC

L'Entreprise nationale des travaux aux puits lance un Avis d'Appel d'Offres International pour la fourniture de :

- CAMIONS STATION MOBILE D'ENTRETIEN (QUANTITÉ 3) TOUT TERRAIN AVEC ÉQUIPEMENT COMPLET DU CHASSIS DE STATION DE GRAISSAGE CHARGE UTILE 15 à 20 TONNES

Cet Appel d'Offres s'adresse aux seules entreprises de production à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978 portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet Appel d'Offres peuvent retirer le Cahier des charges à l'adresse suivante : Entreprise Nationale des Travaux aux Puits, 2, rue du Capitaine-Azzoug - Côte-Rouge - Hussein-Dey - Alger - Algérie - Département Approvisionnements et Transports, à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions établies en cinq (05) exemplaires devront parvenir sous double pli cacheté et recommandé au secrétariat du D.A.T. à l'adresse sus-indiquée.

L'enveloppe extérieure strictement anonyme, sans en-tête portera la mention : APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 9020/AD/MEC Confidential - A ne pas ouvrir.

Les soumissions devront parvenir au plus tard le samedi 16 avril 1983, à 12 heures, délai de rigueur.

Le délai d'option sera de cent quatre-vingts jours à la date de clôture de cet Appel d'Offres.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

DIRECTION DE L'HYDRAULIQUE DE LA WILAYA DE DJELFA

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL

OPÉRATION N° S.5.391.1.409.00.01.
A.E.P. DE MESSAÏD
OPÉRATION N° S.5.392.1.409.00.01
ASSAINISSEMENT DE MESSAÏD

Un avis d'appel d'offres national et international est lancé en vue de la réalisation du réseau d'alimentation en eau potable de la ville de Messaïd et d'un réseau de collecte des eaux usées.

Peuvent soumissionner les entreprises Nationales et Étrangères. Les sociétés et entreprises étrangères peuvent aussi participer dans le cadre des accords intergouvernementaux existants.

Les entreprises intéressées peuvent retirer les dossiers à la Direction de l'Hydraulique de la Wilaya de DJELFA. Site cité Pépinière.

Les offres accompagnées des pièces réglementaires et documents exigés par la circulaire n° 21 DGGI - DMP - 81 du 05 mai 1981 doivent parvenir sous double pli cacheté ne comportant aucune mention d'identification ou être déposées auprès du Secrétariat Général de l'A.P.C. de Messaïd.

L'enveloppe extérieure comportant la mention appel d'offres international à ne pas ouvrir AEP et Assainissement de Messaïd.

Le délai de dépôt est fixé à 60 jours à compter de la parution du présent avis dans la presse.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant 90 jours à partir de la date du dépôt des offres.

CANADA MONTREAL à partir de
QUÉBEC 3100 F A/R

AIRCOM SETI, 25, rue La Boétie, 75008 PARIS. 288-16-70

ARCHITECTES : COPIES COULEURS
Qualité photographique professionnelle
ETRAVE 38 Av. DAUMESNIL PARIS-12^e ☎ 347.21.32

Le Monde

économie

CONJONCTURE

UNE ÉTUDE D' « ÉCONOMIE ET STATISTIQUES »

La situation financière des sociétés industrielles s'est dégradée en 1981

Les chefs d'entreprise n'ont pas manqué de se plaindre, ces deux dernières années, par la voix, notamment, du président du C.N.P.F. Ils ont répété que les charges dont on les accablait les conduisaient à la ruine. L'analyse de MM. Benjamin Causse et Pierre Muller, dans *Économie et statistiques* de février 1983 (1), sur « les comptes des sociétés industrielles en 1981 », confirme en partie ces inquiétudes.

Les secteurs industriels, dans leur ensemble, voient augmenter le coût de leurs approvisionnements et leurs charges financières, en même temps qu'ils sont soumis à une forte concurrence internationale. Les difficultés provoquées dès la fin de 1979 par le second choc pétrolier s'inscrivent dans les comptes des sociétés en 1981 : dégradation des résultats d'exploitation, effort d'investissement bloqué par les charges financières. Les entreprises ont de plus en plus de mal à dégager des ressources propres.

L'effondrement de la chimie

Aussi bien la progression de la valeur ajoutée industrielle n'est-elle que de 9 % en valeur en 1981, contre 10,6 % en 1980. La faible progression de la demande intérieure est simplement compensée par une intégration au marché mondial de nombreuses activités de biens d'équipement professionnel. On assiste aussi, depuis la fin de 1979, à une montée de l'endettement. En deux ans (de 1979 à 1981), la part des frais financiers dans la valeur ajoutée des secteurs industriels est passée de 7,6 % à 10,8 %. Dans le même temps, celle de l'autofinancement tombait de 11,2 % à 6,3 %.

Cependant, on enregistre de notables différences selon les secteurs industriels. Celui des biens intermédiaires connaît une baisse comme de la valeur ajoutée depuis 1975,

baïsse qui ne fait que s'accroître au cours des deux dernières années, en raison principalement d'un alourdissement des charges financières et des charges salariales. Plus fort encore est l'effondrement des comptes dans la chimie de base, où le taux de valeur ajoutée revient de 25,8 % en 1979 à 18,8 % en 1981. « Dans le même temps, la part des frais du personnel dans la valeur ajoutée gagne plus de huit points, celle des frais financiers près de six points. Tout cela provoque une évolution catastrophique du taux d'épargne, comparable seulement à celle de la sidérurgie entre 1975 et 1977. » Au début de 1981, les besoins financiers représentent des montants quatre fois supérieurs au fonds de roulement. Il en est résulté un ralentissement considérable de l'effort d'investissement.

Situation comparable dans la sidérurgie, où le marché intérieur régresse de 11,4 % en 1981 (contre 1,8 % en 1980) en raison de la baisse d'activité des principales branches utilisatrices. On note toutefois que « l'appui croissant sur les marchés extérieurs a permis de réduire l'effet dépressif de la demande interne ».

L'automobile, qui avait fait les beaux jours des années 70, était restée le seul secteur industriel créateur d'emploi, après le premier choc pétrolier. « Or, en 1980 puis en 1981, il subit les compressions d'effectifs les plus fortes de l'industrie (- 3,6 % et - 7,3 %). » Le chiffre d'affaires ne progresse durant ces deux années que, respectivement, de 9,7 % et 9 % pour une hausse des prix à la production de l'ordre de 12 %. Dans un contexte de crise mondiale, la France voit sa part d'exportation diminuer (de 30 % à 45 % de 1979 à 1981) tandis que le taux de pénétration passe de 26 % en 1980 à 28 % en 1981. Les constructeurs n'ayant pas pu répercuter les hausses de prix de leurs consommations : intermédiaires, la valeur ajoutée n'augmente que de 3,7 % en 1981, et l'excédent brut d'exploitation baisse de 9,3 % en France courants, après une dimi-

tion de 19,6 % en 1980. « Le partage de la valeur ajoutée se déplace à nouveau en faveur des salaires et des charges financières. » Le secteur automobile, enfin, poursuit un effort de modernisation, d'importants programmes d'investissement étant engagés, pour rester compétitif. Le corollaire est, bien évidemment, une poussée spectaculaire de l'endettement.

Reste le secteur de consommation courante. Celui-ci maintient ses résultats en augmentant ses prix à la production. En contrepartie, la pénétration des produits étrangers sur le marché intérieur s'accroît. Cette situation est particulièrement évidente pour le textile-habillement. Seule le parachimie-pharmacie connaît une forte progression en volume. Dans l'ensemble, toutefois, les résultats d'exploitation, pour les années 1980 et 1981, indiquent une croissance très supérieure à ce qu'elle est en moyenne dans l'industrie.

La bonne tenue de l'équipement professionnel

Dans cette grisaille, le secteur des biens d'équipement professionnel apparaît comme un îlot de prospérité : « C'est le compartiment industriel le moins touché par le deuxième choc pétrolier. (...) Son chiffre d'affaires progresse de 14,6 % en 1981, pour une hausse des prix à la production de l'ordre de 12 %, et ses effectifs ne diminuent que de 2,5 %. Enfin, les exportations progressent remarquablement (+ 17,8 %). »

Contrairement à ce qui se passe avec l'ensemble du secteur, la construction mécanique accuse un léger retrait : - 0,9 % pour le chiffre d'affaires et - 3,6 % pour les effectifs. On note que la rentabilité de ce sous-secteur n'a cessé de décliner depuis 1974. En revanche, la construction électrique et électronique profite des mutations technologiques et prend une importance croissante dans l'ensemble des biens d'équipement professionnel. Mais ce

sous-secteur subit une expansion très forte des charges financières (+ 37 % en 1981), les frais financiers atteignant jusqu'à 10 % du chiffre d'affaires pour certaines sociétés.

De même ce sous-secteur éprouve-t-il quelques difficultés à s'insérer dans le partage international du marché. « L'industrie française est désavantagée par une forte spécialisation dans la construction électrique, au détriment de l'informatique et du matériel électronique professionnel. (...) Le taux de pénétration atteint 72 % pour l'informatique. »

REMONTÉE DU MARK ET RECHUTE DU FRANC

Comme on pouvait s'y attendre (le *Monde* du 16 mars), le redressement du franc sur les marchés des changes, très vif lundi et surtout mardi, a été très provisoire, et a fait place à une rechute mercredi 16 mars. A Paris, le cours du mark, qui était passé lundi 14 mars de 2,9985 F, son plafond, à 2,87 F et même, mardi 15 mars à 2,82 F, en dessous du cours pivot de 2,8339 F, est remonté à 2,86 F.

Préparant déjà le week-end, les opérateurs internationaux prennent, à nouveau, position à la hausse sur le mark, dont ils continuent, plus que jamais, à anticiper la réévaluation.

Sur le front de l'eurofranc, monnaie de bataille utilisée par la spéculation à la baisse sur notre monnaie, les taux se sont sensiblement détendus, notamment à très court terme (un jour et deux jours), où ils sont revenus de 1000 % à 20-30 %. En fait, la « petite » spéculation a lâché prise, toute prise, pour tant à recommencer, et la grosse ne désarme pas. Ainsi, le taux de l'eurofranc est toujours de 300 % sur une semaine, donc au-delà du prochain week-end, et de 80 % à 90 % sur un mois.

Quant au dollar, en hausse à Francofort à 2,3850 DM contre 2,3750 DM, il s'est vivement apprécié à Paris, passant de 6,72 F à 6,82 F, en liaison avec le nouvel affaiblissement du franc.

La composante la plus dynamique de ce sous-secteur est constituée par la construction navale et aéronautique. Dans ces industries, les effectifs augmentent de 1,9 % et les exportations progressent à un taux record de 32 %. Quelques grands succès internationaux, dont le programme Airbus, expliquent ces performances exceptionnelles.

(1) *Economie et statistiques*, n° 152, février 1983, Observatoire économique de Paris, 195, rue de Bercy, 75582 Paris, Cedex 12.

Au conseil des ministres UN PROJET DE LOI SUR LE MINIMUM DE PENSION (2 200 F PAR MOIS)

Le conseil des ministres devait examiner, mercredi 16 mars, le projet de loi créant un nouveau minimum de pension. Il s'agit d'accorder aux personnes âgées du régime général des salaires qui voudront bénéficier de la retraite à soixante ans un revenu garanti. Celui-ci sera égal à 2 200 F par mois, auquel s'ajoutera la retraite complémentaire, soit 700 F pour 37,5 années de cotisations. Ce minimum sera, pour les retraités ayant une carrière incomplète, modulé en fonction du nombre d'années de cotisations manquantes.

Ce projet de loi, qui doit être soumis en priorité au Parlement, sera applicable au 1^{er} avril 1983 avec versement - comme c'est la règle - à la fin du trimestre, c'est-à-dire pour la première fois en juin 1983.

La création de ce minimum, pension dans l'assurance, viellisse - qui se distingue des allocations minimales accordées sans conditions de ressources quelle que soit la durée de cotisation, - a été décidée, lors des négociations tripartites entre les syndicats, le patronat et M. Bérégovoy aboutissant au « relevé des discussions » du 24 janvier.

LES INDUSTRIELS PRÉVOIENT UNE STABILISATION DE LA PRODUCTION AU COURS DES PROCHAINS MOIS

L'activité industrielle s'est stabilisée en février au niveau du mois précédent, niveau qui demeure inférieur à celui de février 1982, indique la Banque de France dans son enquête mensuelle de conjoncture publiée le 15 mars. La demande intérieure a enregistré un fléchissement plus prononcé qu'en janvier, en même temps que l'on notait un ralentissement de la demande étrangère. Aussi bien les chefs d'entreprise prévoient-ils le maintien de leur production au rythme actuel au cours des tout prochains mois.

Les besoins de main-d'œuvre sont jugés très limités, et le recours au chômage partiel a légèrement augmenté. L'INSEE, dans son enquête mensuelle de février auprès des industriels, considère quant à lui que l'activité a légèrement fléchi. Il confirme que les industriels s'attendent à une stabilisation de leur production au cours des prochains mois mais que, pour eux, les perspectives de prix continuent de se modérer.

NETTE DIMINUTION DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES EN FÉVRIER

Le nombre des faillites d'entreprises a été de 1 180 (en chiffres corrigés des variations saisonnières) en février, contre 1 756 en janvier et 1 356 en février 1982. En chiffres bruts, on dénombre 1 239 faillites contre 1 735 le mois précédent. L'INSEE, qui donne ces chiffres, attribue cette forte baisse à la rupture du rythme habituel des publications légales et prévoit donc un rattrapage dans les prochains mois.

● M. Michel Jobert, ministre du commerce extérieur, a été reçu, mardi 15 mars, par le président Hosni Moubarak. Les entretiens, qui se sont déroulés en présence du ministre égyptien de l'économie, M. Mustapha El-Said, ont porté sur les relations commerciales égypto-françaises, indiquées de source égyptienne. - (A.F.P.)

Ordinateurs personnels Digital: difficile de faire plus facile.

(En informatique personnelle, l'avenir s'appelle Digital).



Avec ses ordinateurs personnels, Digital (2^e constructeur mondial d'ordinateurs) ouvre une fois de plus une nouvelle ère de l'informatique. Celle de l'ordinateur personnel aussi sophistiqué que simple à utiliser.

Voyez plutôt : les ordinateurs personnels Digital peuvent être utilisés soit comme postes de travail indépendants, soit connectés directement à tout réseau comme terminaux ultra-performants.

Mais ce qu'ils ont peut-être de plus extraordinaire, c'est leur incroyable confort d'utilisation. Pour commencer, ils parlent français et sont livrés avec un programme d'autoformation. Finies les interminables heures d'apprentissage, les journées passées le nez dans un manuel obscur. Chez Digital, c'est l'ordinateur qui vous forme, à votre rythme.

Et le moindre de vos problèmes est prévu. Une touche "aide" sur le clavier peut vous donner des informations sur l'opération en cours. Vous pouvez également trouver la réponse à vos questions dans un de nos manuels rédigés en français. Et le cas échéant, un service téléphonique répondra à vos questions concernant matériel ou logiciel.

Notre ordinateur personnel va encore plus loin : dès la mise en marche, il s'autodiagnostique automatiquement et en cas de difficulté, il vous signale l'élément en cause. Il vous suffit alors d'appeler Digital : les ordinateurs personnels bénéficient tous d'une garantie d'un an sur site, pièces, main-d'œuvre et déplacement. Et si une réparation est nécessaire, elle s'effectuera dans les meilleurs délais.

Avec les ordinateurs personnels Digital, entrez dans l'informatique de demain. Digital. Quelque chose en plus.

Liste des distributeurs agréés
Digital Equipment France
Department Marketing Communications
2, rue Carlon-Céline, BP 130, 91004 Evry-la-Croix-Blanche Cedex

Préparez votre guide "Introduction aux ordinateurs personnels Digital"

Nom _____
Fonction _____
Société _____
Adresse _____
Tél. _____

digital

هكمان الأول

AGRICULTURE

LE DÉBAT SUR LES PRIX PAR LA CAMPAGNE 1983-1984

La France et l'Allemagne s'opposent sur les mesures agro-matérielles

Bruxelles (Communautés européennes). — Le débat qui ont eu, lundi 14 et mardi 15 mars, les ministres de l'Agriculture des Dix sur la fixation des prix agricoles pour la campagne 1983-1984, n'a pas été très loin. Il a mis en évidence que les deux points les plus difficiles de la négociation seraient le niveau des prix des produits laitiers et le démantèlement des montants compensatoires monétaires (M.C.M.) positifs appliqués par la R.F.A., sans parler des amendements à apporter aux règlements « fruits et légumes » et « huile d'olive », dans la perspective de l'élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal : ce sont là deux dossiers qui sont traités en même temps que les prix sans y être directement liés.

Grosso modo, la moitié du conseil, dont la France, considère comme insuffisante la hausse des prix d'intervention du beurre et de la poudre de lait, à savoir plus 2,33 % en ECU, proposée par la Commission. L'autre moitié estime, au contraire, qu'effectivement, le développement sensible de la production observé en 1982 doit être freiné et que le meilleur moyen d'y parvenir est de jouer sur les prix garantis. Il faudra trouver un compromis entre ces deux thèses.

Le différend sur la réduction des M.C.M. allemands est avivé par la probabilité d'un nouvel ajustement

De notre correspondant des parités au sein du S.M.E. impliquant une réévaluation du mark et, par voie de conséquence, la création de nouveaux M.C.M. positifs en Allemagne fédérale. Face à cette perspective préoccupante pour les agriculteurs français (les M.C.M. positifs jouent comme des subventions à l'exportation et des taxes à l'importation), Paris a insisté à ce que les M.C.M. allemands existants, soit 8,5 %, soient réduits le plus possible. La Commission propose un démantèlement de 2,8 %. M. Ertl, le ministre allemand, se dit prêt à accéper 1 %. M. Cresson estime qu'une réduction de 3,5 % constitue le strict minimum, au vu des engagements souscrits par l'Allemagne à la demande de la France, lors de la mise en place du S.M.E., en 1979. L'entrée en vigueur de celui-ci avait été retardée de deux mois par la France à cause, précisément, du problème des M.C.M. : Paris n'avait donné son feu vert définitif qu'après que l'Allemagne se fut engagée à supprimer les nouveaux M.C.M. susceptibles d'être créés dans un délai maximum de deux ans.

La politique européenne constitue un tout. On ne peut pas prétendre profiter des marchés communautaires pour les produits industriels et profiter aussi des distorsions monétaires pour les pro-

duits agricoles », a dit M. Cresson. M. Ertl lui a répliqué en substance que la France ne pouvait pas, sous peine de se faire éconduire, solliciter à espaces réguliers la réévaluation du mark au sein du S.M.E. (de façon à limiter la dévaluation du franc français) puis, ce concours obtenu, se montrer intransigeant à propos de ses conséquences agricoles. La prochaine session consacrée aux prix agricoles aura lieu du 28 au 30 mars.

Lundi, les ministres des affaires étrangères avaient évoqué le différend commercial agricole euro-américain. C'est un dossier qui sera ouvert par les chefs de gouvernement des Dix les 21 et 22 mars. « C'est une affaire qui, si elle s'envenime, peut provoquer une tension d'une gravité extrême entre les États-Unis et la C.E.E., plus encore que celle du gazoduc sibérien », a commenté M. Chénou. Il a constaté que les États-Unis, obédés par le souci de résorber leurs excédents, en étaient à oublier tous les principes, toutes les règles qu'ils avaient habituellement en avant pour faire des remontrances à la C.E.E. Le ministre considère que le problème n'avait pas atteint le degré de maturité suffisant pour permettre d'engager de manière utile « une discussion politique fondamentale » avec Washington.

PHILIPPE LEMAITRE.

Faits et chiffres

Automobile

● Ford, première marque étrangère en France. — Ford a confirmé, en janvier, sa place de premier importateur d'automobiles en France, un rang qu'il avait ravi à Volkswagen l'an passé. Sur un marché français qui a progressé de 4,443 voitures, les « étrangers » ont accru leur part de 12 747 unités. 13 330 Ford ont été immatriculées (8,95 % du marché contre 6,08 un an plus tôt). Le groupe Volkswagen obtient 7,23 % (6,46 % en janvier 1982), le groupe Fiat 4,51 % et le groupe General Motors 3,90 %.

ERRATUM. — Dans le bilan de Renault-Véhicules industriels (le Monde du 16 mars) une erreur nous a fait écrire que les pertes de R.V.I. en 1982 étaient de 309 millions de dollars. Il s'agissait de francs.

● Augmentation des exportations automobiles japonaises en février. — La production de Toyota a augmenté de 5,3 % en février (par rapport à février 1982). Les ventes sur le marché japonais ont progressé de 12 % et ses exportations de 1,1 %, chez Nissan la production a décliné (-2,7 %) mais les exportations ont progressé de 1,3 %.

Pêche

● Pêche : accord entre la C.E.E. et l'Espagne. — La C.E.E. et l'Espagne sont parvenues le 15 mars à un accord sur les quotas de captures de poisson et les activités des chalutiers espagnols dans le golfe de Gascogne pour l'année 1983. L'Espagne a accepté une production de ses quotas pour le merlu, qui passent à 8 300 tonnes (au lieu de 8 500 tonnes en 1982), et pour lesquels 123 licences de pêche seront accordées. — (A.F.P.)

(Publié)

UNIVERSITÉ DE PARIS-I (Panthéon - Sorbonne)

CENTRE D'ÉDUCATION PERMANENTE

Deux journées de formation, les 14 et 15 avril 1983

- LOIS AUROUX
- Régime du chômage

Sous la direction scientifique du Professeur Gérard LYON-CAEN.

Renseignements : C.E.P., 14, rue Cojean - PARIS (5^e)

Tél. : 329-75-23 ou 329-12-13, poste 33.17

la technologie des origines à l'an 2000

Illustré par une abondante documentation photographique et étayé de schémas, dessins et tableaux récapitulatifs fondés sur les recherches les plus récentes, cet ouvrage, qui réfute à la fois la thèse de « la science envers et contre tout » et l'écologie primaire, permettra enfin à l'homme du XX^e siècle d'avoir une vision plus claire des enjeux de l'avenir, grâce à l'étude des techniques humaines et de leur histoire.

Un album 21 x 29 cm / 448 pages / nombreuses illustrations et photographies en noir et en couleurs / cartonné / couverture illustrée en couleurs / 150 F.

SOLAR

FAIRES

Télédistribution

LES P.T.T. SIGNENT UNE CONVENTION AVEC LA COMPAGNIE GÉNÉRALE DES EAUX POUR LA TÉLÉDISTRIBUTION

Les P.T.T. viennent de signer avec la Compagnie générale des eaux une convention générale de coopération destinée à intervenir auprès des collectivités locales pour le financement, la réalisation, la gestion et la programmation des réseaux câblés. La Compagnie générale des eaux s'engage aussi à promouvoir l'exportation des techniques françaises de câblage. D'autre part, à la mise en place de l'Institut des réseaux, un projet de centre d'information sur la télédistribution récemment proposé par le ministre des P.T.T.

La Compagnie générale des eaux n'est pas une nouvelle venue dans le domaine du câble. Elle assure déjà la gestion du réseau de la vallée de Munster, en Alsace, qui a ainsi résolu ses problèmes de zones d'ombre, et celle du réseau de la ville nouvelle du Val d'Aire (Enre). Elle est aussi adjudicataire des réseaux de Nice et de Saint-Pol (Nord). La convention signée avec les P.T.T. lui permet aujourd'hui d'étendre ses activités à des domaines particuliers du câble, comme la construction ou la programmation. Dans ces secteurs, elle assurera, à la demande, la maîtrise d'œuvre et le suivi des appels d'offres, en faisant profiter les collectivités locales de son expérience en matière de gestion des services publics.

La signature de cette convention ne confère pas pour autant à la C.G.E. une position d'exclusivité. D'autres partenaires, comme la Caisse des dépôts et consignations par exemple, ont déjà posé leur candidature pour aider au financement des programmes de télédistribution ou entrer dans les futures sociétés locales d'exploitation des réseaux câblés.

● Différents pour le groupe Gautier. — Spécialiste dans la fabrication de meubles pour enfants, ce groupe installé au Boupère (Vendée) connaît de « graves difficultés » du fait de la baisse de la consommation intérieure et d'espoirs déçus à l'exportation. Un dépôt de bilan du groupe est envisagé. Avec deux mille huit cents employés dont deux mille cinq cents en France, Gautier détient 50 % du marché français et exporte 20 % de sa production.

● Grundig entend continuer seul. — Le groupe ouest-allemand est décidé à poursuivre seul sa lutte sur le marché », a déclaré son porte-parole après l'échec de la tentative de prise de contrôle par Thomson. A propos des rumeurs prêtant à Philips l'intention de prendre la majorité de Grundig, il a ajouté qu'« aucune demande n'a été faite dans ce sens ».

Le directeur général, M. Horst Rosenbaum, a été limogé. — (Reuters.)

ÉTRANGER

En Grande-Bretagne

Le budget comporte 15 milliards de francs d'allègements fiscaux

- Réduction des impôts directs
- Encouragement aux petites et moyennes entreprises

De notre correspondant

révélées trop pessimistes. En 1983, les retraités n'augmenteront que de 4 %, mais le « drop-percu » l'année dernière ne sera pas réclamé. Les allocations familiales augmentent de 11 %.

Aide modeste aux chômeurs

Le projet de budget comporte un modeste programme d'aide directe aux chômeurs (55 millions de livres). Les chômeurs âgés de plus de soixante ans n'auront plus besoin de pointer au chômage et ils recevront une indemnité équivalente à leur retraite. Les hommes (après soixante-deux ans) et les femmes (après cinquante-neuf ans) qui peuvent prétendre à une prestation pour travailler à temps partiel, à condition qu'ils soient remplacés par des jeunes. Enfin, les aides aux chômeurs qui créent leur propre entreprise seront élargies. Ces mesures n'auront qu'un effet marginal sur le niveau du chômage, qui, selon les propres prévisions du gouvernement, ne devrait pas descendre cette année au-dessous de 3 250 000.

Des mesures en faveur des entreprises coûteront 800 millions de livres au Trésor. Elles concernent une nouvelle diminution d'un demi-point de la cotisation sociale supplémentaire, qui reviendra ainsi de 3,5 % en 1982 à 1 % à partir d'août prochain. C'est un pas supplémentaire vers l'abolition réclamée par le patronat de cet « impôt sur l'emploi », créé par le précédent gouvernement travailliste. En outre, la prospection du pétrole de la mer du Nord et l'exploitation de nouveaux gisements bénéficieront d'allègements fiscaux.

Les décisions les plus importantes touchent les petites et moyennes entreprises (P.M.E.), qui, selon Mme Thatcher, devraient être à la

base du recouvrement de la Grande-Bretagne : un plus grand nombre d'entreprises seront exonérées de T.V.A. ; le taux de base de l'impôt sur les sociétés sera diminué de 2 points pour revenir à 38 % ; les employés recevront des incitations fiscales à prendre des parts dans l'entreprise où ils travaillent et des aides spéciales pour les P.M.E. de l'ingénierie, pour leur modernisation et leur informatisation, ainsi que pour l'artisanat.

Cependant, 10 milliards de livres seront consacrées à la construction d'appartements sociaux, tandis que l'accès à la propriété est encouragé par des allègements fiscaux sur les emprunts immobiliers.

Ces mesures sont en partie financées par une augmentation de la fiscalité indirecte. Néanmoins, le taux de la T.V.A. reste inchangé, à 15 %, et les taxes sur les alcools, le tabac, l'essence, ainsi que la vignette automobile, sont pratiquement relevées du taux de l'inflation. La hausse de la fiscalité indirecte procurera 600 millions de recettes supplémentaires au Trésor ; mais le chancelier affirme que, en prix constants, la charge ne sera pas lourde.

« C'est un budget pour la reprise, pour les familles, pour les entreprises, mais avant tout un budget pour le redressement continu de la Grande-Bretagne », a conclu Sir Geoffrey. Les plus optimistes estiment à un demi-point son impact sur la croissance du P.N.B., mais la « grande majorité des commentateurs insistent sur sa parfaite neutralité ».

DANIEL VERNET.

(1) Une livre vaut environ 10,50 F.
(2) Chaque baisse de 1 dollar sur le baril de pétrole provoque un manque à gagner de 300 millions de livres pour le Trésor britannique. Cependant, la baisse de la livre tangente en partie la diminution de prix — libellé en dollars — du pétrole de la mer du Nord.

ÉNERGIE

APRÈS L'ACCORD DE L'OPEP

Attentisme sur le marché du pétrole

Un peu partout, les pays consommateurs se réjouissent de la décision de l'OPEP. Le ministère ouest-allemand de l'économie affirme que « les prix moins élevés auront un effet stimulant sur la croissance économique et soulageront réellement les pays en développement pétroliers du pétrole ». Les conditions du marché libre et du marché pétrolier sont redevenues identiques », ajoute le communiqué.

Globalement, la facture pétrolière de la C.E.E. devrait être allégée de 10 milliards de dollars (sur 75 milliards). Les Japonais affirment, eux aussi, que cette baisse aura des effets bénéfiques tant sur l'activité japonaise que sur l'économie mondiale. Au Brésil, on évalue à 800 millions de dollars l'économie que réalisera le pays en 1983 du fait de la décision de l'OPEP. En 1982, la facture pétrolière s'est élevée à 8,6 milliards de dollars.

Sur les marchés, l'attentisme a continué de régner. On continue d'échanger du brut saoudien (arabe léger) entre 28 et 29 dollars le baril, soit avec une décote de moins d'un dollar au regard des prix officiels. Les bruts de la mer du Nord ont regagné de l'ordre de 50 cents, à 28,50 dollars, soit 2 dollars de moins par baril que les prix proposés à ses cotations par la British National Oil Company. On note aussi chez les courtiers une cargaison iranienne proposée à 26 dollars par baril. Mais les transactions restent très faibles — et donc peu significatives — dans l'attente de la décision britannique sur les prix du pétrole de la mer du Nord. M. Thatcher a affirmé, le 15 mars devant les Communes, que la Grande-Bretagne suivrait « les forces du marché » et le Financial Times du 16 mars estime que la

Les pressions à la baisse sur les prix du pétrole — malgré l'accord de l'OPEP — ont amené M. Al Oubei, ministre des Emirats arabes unis, à déclarer que « tous les pays seront perdants si les producteurs mondiaux s'engagent dans une course à la baisse des prix ».

France : pas de baisse de l'essence en avril ?

En France, M. Edmond Hervé, ministre délégué chargé de l'énergie, s'est félicité, le 15 mars, de la baisse des prix du pétrole, qui allégera la facture pétrolière et gazière de la France. Il a certes estimé à quinze centimes par litre la réduction des prix des carburants qui pourrait être appliquée le 13 avril. Mais le ministre s'est ajouté que, un relèvement de la taxe intérieure sur les produits pétroliers de l'ordre de 20 centimes par litre étant prévu pour mai par la loi de finances (le Monde du 16 mars), les pouvoirs publics s'efforceraient de lisser ces mouvements contraires. Tout laisse donc à penser que les automobilistes ne bénéficieront pas en avril de la baisse du prix du pétrole.

PRÉCISION. — Dans l'article consacré aux effets de la baisse des prix du pétrole sur la contrainte extérieure (le Monde du 16 mars), le raisonnement était fondé sur une réduction de la facture énergétique et pas seulement pétrolière. Raisonnablement logique puisque les prix du pétrole commandent ceux du gaz, comme nous l'expliquons par ailleurs et, à un degré moindre, ceux du charbon.

● Légère reprise de la consommation de carburants. — Les livraisons de super et d'essence ont progressé de 6,4 % au cours des deux premiers mois de l'année (par rapport à la même période de 1982). Celles de gazole de 5,8 %. Meilleures conditions climatiques et baisse des prix expliquent ce mouvement. Les ventes de fuel domestique ont, elles aussi, progressé de 1,2 %. En revanche, les livraisons de fuel lourd ont baissé de -20,6 % (-13,1 % dans l'industrie et -39,6 % pour les centrales électriques).

AVIS

BANQUE PARISIENNE

Capital de 12 000 millions de francs
Siège social : 1, rue de la Banque, 75002 Paris
Tél. : 310-10-10

bc AU COEUR DES P.N.

Service de conseil et d'assistance
pour les petites et moyennes entreprises

EMPRUNT DE F 200

Capital de 200 millions de francs
Durée : 10 ans
Taux : 10,50 %

Émission publique
Le 15 mars 1983

Intermédiaire financier : BNP Paribas
1, rue de la Banque, 75002 Paris

Informations complémentaires
à l'adresse ci-dessus

Le 15 mars 1983

Le 15 mars 1983

Le 15 mars 1983

Le 15 mars 1983

Le 15 mars 1983

Le 15 mars 1983

Le 15 mars 1983

Le 15 mars 1983

Le 15 mars 1983

Le 15 mars 1983

Le 15 mars 1983

Le 15 mars 1983

Le 15 mars 1983

Le 15 mars 1983

Le 15 mars 1983

Le 15 mars 1983

Le 15 mars 1983

Le 15 mars 1983

Le 15 mars 1983

Le 15 mars 1983

Le 15 mars 1983

Le 15 mars 1983

Le 15 mars 1983

Le 15 mars 1983

Le 15 mars 1983

Le 15 mars 1983

هكزا من النحل

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BANQUE PARISIENNE DE CRÉDIT

Société anonyme au capital de 52 054 720 francs
Siège social : 56, rue de Châteaudun, 75009 PARIS
R.C.S. PARIS B 542.079.041 - A.P.E. 8902



AU CŒUR DE LA VIE
DES P.M.E.

EMPRUNT DE F 200 000 000

représenté par 40 000 obligations de F 5 000 nominal

Prix d'émission : au pair, soit 5 000 francs.

Date d'émission : 14 mars 1983.

Jouissance : 31 mars 1983.

Durée : 10 ans.

Intérêt annuel : 15,30 % soit 765 F par coupon.

Rendement actuariel brut au règlement : 15,30 %.

Amortissement normal : en 8 tranches égales.

Premier remboursement : 31 mars 1986.

• soit par remboursement au pair par voie de tirage au sort pour la moitié au moins des titres à amortir.

• soit par rachats en Bourse.

Amortissement anticipé : par rachats en Bourse.

Le produit de cet emprunt doit permettre à la B.P.C. d'accroître ses financements à moyen et long terme destinés à sa clientèle traditionnelle de P.M.E.

BAL.O du 14 mars 1983. Une note d'information (visa COB n° 83-36 du 1^{er} février 1983) peut être obtenue sans frais au siège social : 56, rue de Châteaudun, 75009 PARIS, et auprès des établissements chargés du placement.

Compagnie Générale des Eaux

CONVENTION
AVEC LE MINISTÈRE DES P.T.T.
POUR LE DÉVELOPPEMENT
DE LA TÉLÉDISTRIBUTION

Le ministre des P.T.T. a signé, avec la Compagnie Générale des Eaux, une convention relative à la télédistribution.

Dans cette convention, le groupe de la Compagnie Générale des Eaux s'engage à fournir à la télédistribution ses compétences de gestionnaire de services publics pour le compte des collectivités locales.

Il proposera aux collectivités locales, le cas échéant associé avec d'autres partenaires, des services et des moyens concernant le financement, la réalisation, la gestion et la programmation des réseaux câblés.

Le groupe de la Compagnie Générale des Eaux s'engage aussi à participer au développement à l'exportation des techniques et du savoir-faire français dans le domaine de la télédistribution.

Le groupe de la Compagnie Générale des Eaux a déployé, depuis huit ans, des efforts importants dans le domaine de la télédistribution. Il est déjà gestionnaire ou adjudicataire de réseaux câblés, comprenant plusieurs milliers de prises, dans différentes villes.

COMPAGNIE FINANCIÈRE DELMAS-VIELJEUX

Les actionnaires de la Compagnie Financière Delmas-Vieljeux, réunis en assemblée générale ordinaire, 16, avenue Maignon à Paris (9^e), le 8 mars 1983 sous la présidence de M. Tristan Vieljeux ont :

— approuvé les comptes de l'exercice 1981-1982, d'une durée exceptionnelle de dix-huit mois, conformément aux décisions de l'assemblée générale extraordinaire du 22 juin 1982 ; ces comptes, de ce fait, ont été arrêtés au 31 décembre 1982 ;

— décidé la mise en distribution d'un dividende de 35 F par action, assorti d'un avoir fiscal (impôt déjà payé au Trésor) de 17,50 F, donnant un total de 52,50 F par action (contre 34,50 F au titre du précédent exercice), étant rappelé qu'un acompte de 10 F (assorti d'un avoir fiscal de 5 F) a déjà été mis en distribution en juin 1982.

Le dividende complémentaire de 25 F (avoir fiscal 12,50 F) sera payé dans les banques habituelles, à compter du 16 mars 1983, contre remise du coupon n° 86 pour les actions au porteur et estampillage des certificats nominatifs.

FACOM

Pré-rapport 1982

En 1982 dans une conjoncture peu favorable, le chiffre d'affaires avec 808 millions de francs a progressé de 12 %. Cette évolution a été facilitée par une progression de 16 % des ventes hors métropole en raison de la nette croissance de la grande exportation.

Le montant du bénéfice d'exploitation avant amortissements et provisions devrait être proche du montant élevé enregistré en 1981, les efforts fournis à tous les niveaux de l'entreprise ayant permis de compenser en partie l'effet du blocage des prix et de l'augmentation des coûts sociaux.

La distribution du dividende pour l'exercice 1982 s'inscrit dans le cadre des mesures limitatives décidées par le gouvernement.

CODETEL

Le conseil d'administration de Codotel, qui s'est réuni le 10 mars 1983 sous la présidence de M. Jacques Caplain, a pris connaissance de l'activité de l'exercice 1982. Il a arrêté le bilan et le compte de résultats.

Le bénéfice net de l'exercice s'élève à 124 268 386,58 F après dotation aux amortissements et aux provisions de 305 344 366,13 F, contre 127 116 692,17 F en 1981 après dotation aux amortissements de 275 935 605,99 F.

Il sera proposé à la prochaine assemblée générale des actionnaires, convoquée le 26 mai 1983, la mise en paiement d'un dividende de 14,25 F par action, montant identique à celui de l'exercice précédent.

TIRAGES DIAPOS

EN 13x18 OU 18x24 - RECADRAGE - CORRECTIONS
ETRAVE 38, av. Daumesnil Paris-12^e - ☎ 347.21.32

VOUS SOUHAITEZ
ACHETER
UN APPARTEMENT.

TOUS LES JOURS

Le Monde

VOUS PROPOSE
DANS SA
RUBRIQUE IMMOBILIÈRE
DES AFFAIRES
SELECTIONNÉES PAR DES
PROFESSIONNELS

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

CONDAMNATION PÉNALE

Par jugement contradictoire en date du 6 octobre 1982, la 31^e Chambre du Tribunal Correctionnel de Paris a condamné pour **PUBLI-CITÉ MENSONGÈRE**, pour avoir à PARIS, le 21 août 1981, affiché une publicité comportant des allégations, indications ou préjugations fausses de nature à induire en erreur sur les qualités substantielles des services faisant l'objet de la publicité en l'espèce par l'exposition de panneaux publicitaires fixés sur un véhicule 121 AFA 75 stationné à proximité du garage Citroën Gobelin portant les mentions « 50 occasions à partir de 5.000 F - Garantie Eurocession 12 mois - Occasions garanties 12 mois » alors que le véhicule le moins cher proposé à la vente au moment des faits valait 12.000 F, qu'enfin la formule de garantie pendant douze mois ne concernait que certains véhicules, les autres bénéficiant d'une formule limitée soit quant à la durée de la garantie, soit quant à la nature des organes couverts.

Le Sieur **BERNARD Paul**, né le 5 juin 1952 à CASABLANCA (Maroc), directeur de société, demeurant, 126, rue Saint-Maur à PARIS (11^e). A la peine de **DIX MILLE FRANCS d'amende**.

Le Sieur **TROSSET Clément**, Jean, François, né le 22 juillet 1928, à ARBIN arrondissement de Chambéry en Savoie, Président-Directeur Général de société, demeurant, 23, boulevard Arago à PARIS (19^e). A la peine de **DIX MILLE FRANCS d'amende**. Le Tribunal a, en outre, ordonné aux frais du jugement par extrait dans le *Monde*. Pour extrait conforme délivré par nous, Secrétaire-Greffier soussigné à Monsieur le Procureur de la République, sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

Par arrêt en date du 30 juin 1982 la 9^e Chambre de la Cour d'Appel de Paris a condamné **DI PONTO Angelo** né le 1^{er} janvier 1922 à SAINT ELIA (ITALIE), demeurant, 22, rue Vint - CRÉTEIL - 94 - à huit mois d'emprisonnement avec sursis et 10.000 F d'amende pour fraude fiscale et omission de passation d'écritures inexactes ou fictives.

Par arrêt en date du 30 juin 1982 la 9^e Chambre de la Cour d'Appel de Paris a condamné **GASTAUD Georges** né le 22 février 1925, à Bondy - 93, demeurant, 13, rue Jean-Varene - DRANCY - 93, à quatre mois d'emprisonnement avec sursis et 5.000 F d'amende pour complicité de fraude fiscale.

Par arrêt en date du 30 juin 1982 la 9^e Chambre de la Cour d'Appel de Paris a condamné **SALVATORE Enrico** né le 18 octobre 1926, à Filigiano - ITALIE, demeurant, 16, rue Jean-Varene - DRANCY - 93, à quatre mois d'emprisonnement avec sursis et 5.000 F d'amende pour complicité de fraude fiscale.

Par arrêt en date du 12 mai 1982 la 9^e Chambre de la Cour d'Appel de Paris a condamné **ASSOULINE Jacques** né le 27 juillet 1939, à BOUDENB - MAROC, demeurant, 17, rue de Citeaux,

Paris (12^e), à 30.000 F d'amende pour fraude fiscale et omission de passation d'écritures.

Par arrêt en date du 12 mai 1982 la 9^e Chambre de la Cour d'Appel de Paris a condamné **VERGER Maurice** né le 21 mars 1932, à PARIS (13^e), demeurant à Paris (5^e), 7, rue Linné, à 200.000 F d'amende pour fraude fiscale, omission de passation d'écritures.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

CONDAMNATION PÉNALE

Par jugement contradictoire rendu le 30 novembre 1982, la 31^e chambre, 1^{re} section du Tribunal Correctionnel de Paris, a condamné pour **homicide involontaire** - non respect des dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité du travail - pour avoir, à Paris, le 4 novembre 1980, étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du code du travail relatives à la sécurité, enfreint par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III, du titre III du code du travail en laissant travailler la victime le 4 novembre 1980, puis trois salariés le 3 février 1981, sur un échafaudage dépourvu de garde-corps, de plinthes ainsi que de freins ; pour avoir, le 1^{er} février 1981, commis un homicide involontaire (accident du travail) - victime Roger Gombert - à la peine de 5.000 francs d'amende pour le délit d'homicide involontaire - plus trois amendes de 500 francs chacune pour les infractions en code du travail.

Le Sieur **MISSOU Thierry**, Jean-Luc, Hervé, né le 13 mars 1960, à Garches - gérant de société, demeurant 3, avenue Emma, à La Celle-Saint-Cloud (78).

Le Tribunal a en outre ordonné aux frais du jugement la publication de ce jugement par extrait dans le *Monde*. Pour extrait conforme délivré par nous, Secrétaire-Greffier soussigné à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

CONDAMNATION PÉNALE

Par jugement contradictoire en date du 7 octobre 1982, la 31^e chambre, 2^e section, du Tribunal Correctionnel de Paris, a condamné pour **NON RESPECT DES DISPOSITIONS RELATIVES À L'HYGIÈNE ET À LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL - BLESSURES INVOLONTAIRES** - pour avoir à Paris, le 27 novembre 1980 : étant responsable par délégation du chef d'entreprise d'un chantier soumis aux dispositions du livre II, titre III du code du travail, et à celles du décret du 8 janvier 1963, enfreint par sa faute personnelle les dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs et plus spécialement les mesures particulières de protection et de sûreté applicables aux établissements dont le personnel exécute des travaux du bâtiment, des travaux publics ou tous autres travaux concernant les immeubles, en faisant travailler deux ouvriers sur une plate-forme de travail sans que celle-ci soit munie de garde-corps et sans qu'il y ait eu des dispositifs de protection d'une efficacité au moins équiva-

Le Carnet des Entreprises

• SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE FINANCIÈRE ET DES ALLUMETTES (SIFA)

Sur proposition de son président, Monsieur Jacques LATSCHA, le conseil d'administration de la société, réuni le 9 mars 1983, a nommé directeur général :

M. Louis BERTHOMIEU, ancien élève de l'Ecole polytechnique et ingénieur au Corps des mines.

Le président a également confirmé dans ses fonctions de directeur général adjoint, Monsieur Charles KATZ, ancien élève de l'Ecole polytechnique et ingénieur du Génie maritime.

Pour tous renseignements sur le carnet, téléphoner à : 770-85-33

R. BERBIGIER

AMEUBLEMENT DECORATION

Antiquités

72 RUE N. BARBUSSE

9 RUE A.C. BERNARD - TEL. 961.14.97

95100 - ARGENTEUIL



15 %

EMPRUNT MARS 1983
2,5 MILLIARDS DE FRANCS
OBLIGATIONS DE 5.000 F

- Durée : 12 ans
- Intérêt annuel : 15 %
- Prix d'émission : 100 % soit 5.000 F, par titre
- Dates de jouissance et de règlement : 28 mars 1983
- Amortissement en 12 tranches égales :
 - soit au pair par tirages au sort pour la moitié au moins du nombre d'obligations à amortir ;
 - soit par rachat.
- Taux de rendement actuariel brut à la date de jouissance :

15 %

Les obligations seront cotées à la BOURSE DE PARIS

SOUSCRIVEZ

dans les banques et chez les Agents de Change, chez les Comptables du Trésor, dans les Bureaux de Poste, les Caisses d'Epargne, les Caisses de Crédit Agricole Mutuel et au guichet-titres de la SNCF - 8, rue de Londres, 75009 PARIS, ou par correspondance à la même adresse.

Une note d'information (visa de la C.O.B. n° 83-58 du 1^{er} mars 1983) peut être obtenue sans frais auprès de la SNCF et des Etablissements chargés du placement.

BAL.O du 14 mars 1983

Meubles anciens et d'occasion : Vendez-les tous ensemble

Au "Dépôt-Vente de Paris" vous vendrez aussi bien votre commode Louis XV que votre armoire de toilette ou vos vases de poche. Tout s'y dépose, s'achète et se vend.

Le Dépôt-Vente de Paris

81, rue de Lagny, Paris 20^e
372.13.91

هكذا من الأصيل

Point de vue

Le prix de la priorité à l'emploi

par JEAN-LOUIS MOYNOT (*)

DEPUIS plusieurs semaines, un débat est engagé sur la politique économique du gouvernement qui s'est réduit à une alternative simple : austérité ou protectionnisme ? Ainsi formulé, le débat nous semble mal engagé ; il fait disparaître le projet social de la gauche sans lequel la cohésion de sa base sociale est menacée. Les élections municipales l'ont amplement prouvé.

Les difficultés auxquelles s'est heurtée la politique de relance ont deux origines : l'une, économique, est liée à la conjonction internationale et à un appareil industriel dont les faiblesses sont anciennes et ont été mal évaluées ; l'autre, sociale, tient à la complexité des forces sociales qui soutiennent le gouvernement et aux pressions contradictoires qu'elles ont exercées et qui ont pesé sur la cohésion des choix.

Il ne faut cependant pas perdre de vue que cette relance a correspondu aux priorités voulues par la très grande majorité des forces qui ont porté François Mitterrand et la gauche au pouvoir. Le soutien de l'activité est, et demeure aujourd'hui, la condition d'une amélioration de l'emploi.

La déséquilibre des échanges extérieurs a montré que cette relance n'était pas en soi suffisante pour affronter les problèmes nés de la crise. La politique de rigueur menée depuis juin a été en partie perdue comme une inflation en direction du barisme, politique condamnée en 1981 pour son échec économique et social. Le fait que cette politique n'ait pas remédié au déficit commercial a accru le trouble dans l'électorat de gauche.

L'austérité est la pire forme de protectionnisme

Le débat sur la « rigueur renforcée » qui ressemble fort à de l'austérité a accru cette inquiétude. Ceux qui, aujourd'hui, préconisent de réduire la consommation des ménages pour réduire les importations, font un raisonnement dont la simplicité fait illusion. Si les entreprises ont moins de débouchés, elles seront moins incitées à investir et retarderont des projets de modernisation qui leur auraient permis de renforcer leur compétitivité. Elles seront amenées, pour compenser leurs coûts fixes et préserver leurs marges, à majorer leurs prix au risque d'accroître la différence avec les rythmes d'inflation de nos voisins.

L'austérité conduit ainsi inexorablement à affaiblir l'économie, et en premier lieu l'industrie. En outre, elle n'a pas les vertus financières que lui prêtent ses partisans : une baisse de pouvoir d'achat comme une aggravation du chômage réduisent la masse des recettes sociales et accroissent les déficits qu'on prétendait résorber. Il faut alors réduire davantage le pouvoir d'achat des prestations et, par là même, aller plus loin encore dans la diminution de la consommation des ménages. L'austérité est en fait la pire forme de protectionnisme.

Une telle politique pèse nécessairement sur la masse des travailleurs, quelles que soient les mesures prises pour les plus hauts revenus. Et, dès lors, le fait même qu'elle épargne seulement les salariés et les bénéficiaires de prestations aux revenus les plus faibles est ressenti comme une profonde injustice par tous ceux qui, avec des revenus supérieurs de 50 % ou même 100 % du SMIC, ne se sentent pas mieux lotis.

Le gouvernement, s'il veut conserver la confiance des travailleurs, n'a d'autre choix que de confirmer sa priorité à l'emploi et de proposer des réponses novatrices au déséquilibre croissant des échanges extérieurs.

Non seulement les travailleurs organisés mais de très larges couches de notre société restent prêts à soutenir une politique qui s'attaque à la crise, non sans efforts ni solidarités nouvelles, mais dans des conditions qui donnent le désir de vivre. Cette perspective doit se construire autour de trois axes.

1) Contre le chômage, produire en France. — La France doit rester ouverte sur le monde. Le rejet du protectionnisme à des bases politiques plus culturelles qu'économiques : refus du retour au nationalisme méfianisme pour les plus anciens, refus de se couper des circuits d'échanges et de communication qui imprègnent leur culture pour les plus jeunes. Mais on ne peut pas accepter n'importe quelle division internationale du travail ni se résigner à ne plus produire certains biens. Pour prendre position dans les filières mondiales, les points névralgiques de cette construction devraient être défendus par le jeu provisoire de clauses de sauvegarde. La démocratie, la responsabilité, dont la droite nous rebat les oreilles, ne seraient-elles pas aussi de préférer un produit français à un chômeur de plus ?

par JEAN-LOUIS MOYNOT (*)

Le déséquilibre extérieur est ancien. La politique d'exportation à tout va, prenant appui sur quelques grands groupes industriels constamment aidés et des réévaluations successives du mark — et donc une dévaluation du franc — n'y a pas remédié ; la politique du franc menée par Raymond Barre à partir de 1978 avec une inflation qu'il n'a guère ralentie, a accentué les déséquilibres et ouvert encore plus largement le marché français aux produits étrangers. Cette politique a en fait constamment situé la concurrence uniquement à l'extérieur et négligé notre propre marché. Or, celui-ci reste pour les entreprises françaises le premier marché international.

Le ralentissement rapide de l'inflation est aujourd'hui une condition d'un rééquilibrage de nos échanges extérieurs qui évite l'austérité. L'inflation a un coût financier important pour les entreprises du fait des taux d'intérêt élevés utilisés pour défendre la parité monétaire. Autrement dit, plus les entreprises augmentent leurs prix pour améliorer leurs marges, plus elles alimentent la cause de leur asphyxie financière. La réduction des coûts de production ne doit pas peser sur les salaires ; elle doit être obtenue par un transfert de charges sociales et une réduction des frais financiers.

Produire mieux et autrement

2) Moderniser l'industrie, en stimulant l'initiative et en réduisant le temps de travail. — La politique industrielle passe par l'élargissement et la création de pôles de compétitivité. La qualification et l'initiative au travail commandent l'efficacité de l'investissement. Et les moyens financiers doivent s'appuyer sur une rentabilité suffisante, hors d'attente sans retour à la croissance.

La réduction du temps de travail est un élément clé de la bataille industrielle. Poser le débat sur la réduction du temps de travail en termes de « partage » du travail et des revenus, c'est prêter le flanc à la double critique de l'austérité déguisée et du malhousiisme. L'aspiration au temps libre a été repoussée, alors même qu'elle avait été à l'origine de la revendication des trente-cinq heures.

La réduction du temps de travail doit s'intégrer à une conception offensive de la lutte pour la création d'emplois : produire plus en produisant mieux et autrement, et en travaillant moins longtemps. Tout est lié : emploi, qualification, conditions de travail, formation professionnelle et leurs relations aux investissements. Le temps de travail doit, pour se réduire, être dissocié du temps des machines. Tout cela doit être négocié dans l'entreprise de façon articulée pour développer l'emploi et gagner en efficacité. Cela donnerait, enfin, un contenu concret et positif à l'obligation annuelle de négocier et un objectif sur lequel les travailleurs, français et immigrés, pourraient se mobiliser dans l'exercice de leurs droits.

3) Maintenir le pouvoir d'achat en réduisant les inégalités sociales. — Il s'agit d'une condition de la mobilisation industrielle et de la cohésion sociale du pays. Mais le maintien du pouvoir d'achat ne peut être celui du revenu disponible moyen des Français, réalité purement statistique ; la croissance de la masse des retraites ou des dépenses de santé ne donnera jamais le sentiment au salarié actif d'être plus riche. Le pouvoir d'achat de son revenu, c'est d'abord celui de son salaire.

La réduction de l'insécurité est un acquis. On ne peut se résigner à réduire le niveau de la protection sociale pour en équilibrer les comptes. Sans doute une gestion plus efficace des hôpitaux est-elle indispensable ; mais le maintien du pouvoir d'achat des retraités est une exigence sociale minimum qui se traduit par une certaine baisse annuelle de 1,1 % en 1981.

(*) Cet article, signé d'un seul nom, est le produit de la réflexion d'un collectif d'économistes de gauche.

taîne croissance de dépenses. Nombre de dépenses sociales répondent à un objectif de solidarité de toutes les catégories sociales et relèvent de la responsabilité de l'Etat : elles n'ont pas à être financées exclusivement par des cotisations assises sur les revenus professionnels, en premier lieu sur les salaires.

Changer la fiscalité

Le problème est ailleurs : qui veut concilier l'efficacité économique et la justice sociale doit changer la fiscalité. Ce dégat, longtemps escamoté, est capital. A ne pas imposer les propriétaires sur leur patrimoine et le revenu qu'ils en tirent, les gouvernements de droite ont exagérément alourdi les contributions assises sur les salaires, dont une partie est directement payée par les entreprises. Certes, il s'agit d'un salaire indirect. Mais est-ce aux salariés de financer les prestations dont bénéficient les propriétaires fonciers ?

Cessons de confondre les entreprises et les patrons ; ayons le courage d'imposer la propriété et les revenus qui en résultent, plutôt que de transférer la charge sur l'entreprise. Si les charges étaient moins importantes, les salaires en France pourraient être plus élevés. On ne limiterait la charge qui pèse sur l'ensemble des revenus du travail qu'en la transférant aux revenus du capital. L'objectif n'est pas d'augmenter la pression fiscale ; il est de la répartir autrement.

Le redressement du commerce extérieur ne peut se réduire à un quelconque réglage conjoncturel. Il peut être facilité par la baisse du prix du pétrole et la reprise de l'économie américaine. Mais ce n'est pas d'une amélioration extérieure — d'ailleurs aléatoire et qui laissera persister un chômage massif — que peut dépendre ce redressement. Elle ne dispense pas d'une action en profondeur. Au nom des équilibres économiques, la droite presse le gouvernement de renoncer à ses ambitions sociales. Ce serait l'erreur la plus grave. En France, la Libération, elles ont eu une chance pour la rénovation de l'économie française. Elles sont le vrai ressort d'une mobilisation industrielle à la hauteur des défis de la crise.

DÉNONÇANT UN CLIMAT DE « DÉMOBILISATION »

La C.G.C. demande au futur gouvernement de « mettre en œuvre le changement dans le changement »

« Depuis un mois notre silence nous a pesé », a confié M. Paul Marchelli, délégué général de la C.G.C., aux journalistes le 15 mars. Dans le sillage de ne pas « mélanger syndicalisme et politique » durant la période électorale, la Confédération française de l'encadrement C.G.C., très sévère au cours de ces derniers mois pour la politique gouvernementale, avait choisi d'éviter toute déclaration publique, écartant ainsi le procès d'une « prétendue collusion avec l'opposition politique ». Au cours de leur conférence de presse de « rentrée » post-municipale, MM. Menu et Marchelli se sont montrés de nouveau fort critiques pour le pouvoir, affirmant que le résultat des élections « montre un fort mécontentement des Français », et notamment des cadres, les votes de Grenoble et de la banlieue parisienne apparaissant comme autant de symboles de la désaffection électorale de cette catégorie.

Pour M. Jean Menu, président de la C.G.C., le bilan de l'action économique et sociale du gouvernement est globalement négatif : « L'offensive du franc conduit, irrémédiablement, à une opération de réajustement monétaire ». En matière d'inflation, « la politique gouvernementale a échoué. Elle n'a cherché qu'à traiter la surface du phénomène. Elle n'a pas voulu s'en prendre aux racines du mal ». L'absence de stratégie industrielle a par ailleurs, selon la C.G.C., accéléré la baisse de compétitivité de l'appareil industriel. Plus fondamentalement encore, la France, pour M. Menu, « semble s'installer dans la démobilisation », ou encore « dans une dilação vita morose ». Ainsi, « l'entreprise est devenue le champ clos de la lutte des classes, alors qu'elle devait permettre d'évoluer vers la citoyenneté économique », et l'encadrement, notamment dans l'automobile, est « la cible de toutes les attaques ».

S'inquiétant également de l'endettement croissant — « la politique des trous » — et de « l'érosion des salaires », la C.G.C. ne s'est pas bornée à critiquer, mais, fidèle en cela à sa Charte pour l'avenir, adoptée à son congrès du 15 octo-

bre 1982, elle a formulé des propositions. « Suivant, a déclaré M. Menu, que notre gouvernement sera capable de définir des objectifs avec un minimum de cohérence (...) ou que nous continuerons, comme nous l'avons vécu depuis 1981, à voir des ministres tirant à hue et à dia, sans tenir compte des réalités, nous serons encore une nation de premier rang en 1990, nous irons sur la voie du sous-développement et de la colonisation économique (...). L'encadrement de France exige que le gouvernement se décide à prendre enfin ses responsabilités ».

Les marais du sous-développement

Pour faire face à la mutation technologique, la C.G.C. suggère « une modification radicale de notre système de formation » et « une autre conception de la vie active en intégrant les périodes de formation, au même titre et à valeur égale que les périodes de production ». Elle estime que, « avant toute opération de réduction du temps de travail, nous devons réfléchir à la manière dont le temps libre dégagé sera utilisé en formation, mais aussi, la manière dont seront organisées les nouvelles structures de travail pour obtenir une meilleure utilisation des investissements ». Elle propose également de « réouvrir l'éventail des classifications professionnelles ».

La stabilisation du chômage

(Suite de la première page.)

Dans ces conditions, l'UNEDIC n'arrive pas à équilibrer son budget malgré les majorations des cotisations, malgré des emprunts et la réforme des indemnités. L'année 1982 s'est terminée par un déficit de 6,4 milliards de francs qui depuis n'a pas été comblé. Selon des prévisions certes pessimistes (une ramotte du chômage fin 1983) (1), ce déficit de 6,4 milliards de francs pourrait, en cumulé, atteindre le double, en fin d'exercice.

S'inquiétant de ces difficultés, le bureau de l'UNEDIC a récemment écrit au premier ministre. M. Manroy a répondu en demandant aux partenaires sociaux de régler d'abord eux-mêmes le sort de l'UNEDIC en ouvrant rapidement des négociations afin d'aboutir à un accord avant la fin du premier semestre.

L'assurance-chômage est en effet un système en surcoût. Dénoncée par le C.N.P.F. en novembre 1982, la convention sur l'UNEDIC n'a été maintenue que pour un an. Il faut donc d'ici au 19 novembre 1983 régler, par la voie contractuelle à la fois le statut, le fonctionnement et le financement de cette institution paritaire.

Assistance ou assurance ?

Encore convient-il que l'Etat précise quelle sera sa participation et quelles seront ses orientations. Vaut-il supprimer la garantie de ressources — licenciement après soixante ans — qui existe toujours de par la loi de 1979 ? Un projet de loi faisant disparaître ce type d'indemnisation doit toujours dans les cartons du gouvernement. Va-t-on ôter à l'assurance-chômage deux points de cotisation pour les affecter à la « structure financière » destinée à payer la retraite à soixante ans ? Certains syndicats comme F.O. souhaiteraient que le transfert soit de 1,6 point seulement, ce qui permettrait à l'UNEDIC de conserver des capacités de financement. L'Etat

et de la hiérarchie des salaires — et de freiner les transferts sociaux.

S'adressant par organes d'information interposés au futur gouvernement, M. Menu s'est montré ferme : « Nous n'accepterons pas que la France s'enfonce davantage, par inaptitude à faire face aux périls extérieurs, à la concurrence résultant d'une guerre économique sans merci, dans les marais du sous-développement. Il faut pour empêcher cela que nos responsables politiques sachent très rapidement concevoir et mettre en œuvre le changement dans le changement. » Se montrant ouvert à un recentrage gouvernemental et même plein d'espoir, M. Marchelli a semblé donner une nouvelle — et dernière ? — chance au pouvoir socialiste : « Nous espérons voir enfin apparaître le gouvernement qu'il nous faut (...) Nous sommes persuadés qu'il n'est pas trop tard : il y a des moyens dans notre appareil industriel qui devraient nous permettre de surmonter les défaillances que nous avons aujourd'hui. » Reprisant ses déclarations antérieures sur les conditions d'acceptation de « sacrifices », le délégué général a souligné : « Pour que les Français acceptent des sacrifices, encore faut-il qu'ils leur voient un projet économique et social auquel ils puissent adhérer. » Sacrifices pour redresser l'économie, oui, sacrifices pour pallier les déficits d'une gestion critique, non. — M. N.

Les négociations syndicalistes

Les négociations syndicalistes-patronat, souhaitées par M. Manroy, ne pourront donc se dérouler efficacement sans une concertation étroite avec le gouvernement. Autant de dossiers épineux qui font ressurgir le problème délicat de la rigueur : faudra-t-il accroître les cotisations ? Peut-on encore réduire les prestations ou rendre plus sévères les conditions d'accès à l'assurance-chômage ? Ces questions ne se posent pas qu'en France ; déjà, chez certains de nos voisins européens, elles ont été, en partie résolues par la rigueur, voire par l'austérité.

JEAN-PIERRE DUMONT.

(1) Selon ces estimations, le nombre de demandeurs d'emploi atteindra 2 200 000 environ fin 1983 et 2 400 000 au moins en 1984.

Grève à bord de quatre caboteurs pétroliers. — La fédération C.G.T. des syndicats maritimes a lancé, le 15 mars, un mot d'ordre de grève de vingt-quatre heures à l'appareillage qui affecte quatre navires caboteurs français, transporteurs de produits pétroliers. La C.G.T. proteste contre le recours excessif à des navires étrangers ou de complaisance pour le transport de ces produits entre les ports français ou sur des lignes de cabotage européennes.

EN 1982

Les effectifs salariés ont diminué de 0,2 %
Les salaires horaires ont augmenté de 12,6 %
et les salaires mensuels de 9,3 %

Selon l'enquête du ministère du travail sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre en 1^{er} janvier 1983, la diminution des effectifs salariés pour l'ensemble des activités (hors agriculture et services non marchands) a été de 0,4 % au cours du quatrième trimestre 1982, après correction du biais et des variations saisonnières. Sur un an, l'emploi salarié a diminué de 0,2 %. Du 31 décembre 1980 au 31 décembre 1981, l'indice brut des effectifs avait diminué de 2,4 %, ce qui correspondait probablement alors, compte tenu du biais négatif qui affecte cet indicateur, à une baisse annuelle de 1,1 % en 1981.

Au 1^{er} janvier 1983, la durée hebdomadaire du travail s'établissait à 39,2 heures, soit une baisse de 0,2 heure ou moyenne par rapport à octobre 1982. Au 1^{er} janvier 1982, la durée hebdomadaire était de 40,3 heures. Quant à l'indice des taux de salaire horaire des ouvriers de plus de dix-huit ans payés au temps, il a augmenté de 4,2 % par rapport au 1^{er} octobre 1982 (4,1 % au quatrième trimestre 1981).

Durant l'année 1982, le taux de salaire horaire a augmenté de 12,6 % (16,3 % en 1981), mais, si l'on tient compte de l'effet de la réduction de la durée du travail, le salaire mensuel des ouvriers a augmenté de 9,3 % (dont 3,5 % au quatrième trimestre 1982), contre 15,1 % en 1981. Au cours des douze mois de 1982, les prix à la consommation ont augmenté, en glissement, de 9,7 %. Le ministère du travail indique également que, de mars 1982 à mars 1983, l'augmentation du SMIC a été de 12,9 %.

Citroën demande au ministre du travail d'accepter le licenciement de quatre délégués C.G.T.

Après s'être accordé un délai de réflexion, la direction de l'usine Citroën d'Aulnay a décidé, le 15 mars, d'introduire un recours hiérarchique auprès du ministre du travail contre les décisions de l'inspection du travail d'Aulnay, refusant le licenciement de quatre délégués. Dans un communiqué, la direction ajoute : « Ces demandes de licenciement, déposées le 22 février, étaient motivées par la participation des intéressés aux violences du 2 février. Elles ont été rejetées par l'inspection du travail, malgré la production de très nombreux témoignages écrits, recueillis aussitôt après les faits. »

Au cours de la conférence de presse de la C.G.C. le 15 mars, M. Paul Marchelli, délégué général, a critiqué les refus de l'inspection du travail d'autoriser le licenciement des délégués C.G.T. à Aulnay, et

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bon + haut	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -
SE-11	4.8100	+ 195	+ 230	+ 440
S. com.	5.5655	+ 150	+ 180	+ 347
Yen (100)	2.8722	+ 130	+ 160	+ 270
DM	2.8569	+ 180	+ 205	+ 395
Flarin	2.5742	+ 165	+ 195	+ 335
F.R. (100)	14.6452	+ 445	+ 290	+ 270
F.S.	3.3203	+ 340	+ 270	+ 485
L. (1 000)	4.8068	+ 168	+ 195	+ 370
F. franc.	10.2777	+ 140	+ 218	+ 315

TAUX DES EURO-MONNAIES

	3 1/4	9 1/8	9	9 5/16	9 1/4	9 1/2	9 1/4	9 5/8
DM	4 7/8	5 1/4	4 7/8	5 1/4	4 13/16	5 3/16	4 13/16	5 3/16
Flarin	4 3/8	4 7/8	4 3/8	4 3/4	4 3/8	4 3/4	4 1/2	4 7/8
F.R. (100)	10	20	36 1/2	50	24 1/2	31 1/2	15 3/4	19 1/4
F.S.	3 3/8	4 1/8	3 5/8	4	3 5/8	4	3 5/8	4
L. (1 000)	15	30	32	39	25	30	21 3/4	23 3/4
F. franc.	10 3/4	11 1/4	10 5/8	11	10 1/2	10 7/8	10 3/16	10 9/16
	40	90	80	90	48	58	25	33

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

PUBLICITÉ

LE BRUIT REND FOU

L'actualité est remplie de drames engendrés par le bruit, cause importante d'agressivité. Grâce aux progrès de l'acoustique, le filtre EAR, qui protège sans isoler, a été mis au point aux U.S.A. Il se démontre en douceur pour s'adapter parfaitement à l'oreille. Travail ou sommeil, sa polyvalence est remarquable. Il permet les conversations en milieu bruyant. Protection efficace du conduit auditif pour la nation. EN PHARMACIE ou 273-30-34.

MARKETING : COPIES COULEURS
Qualité photographique professionnelle
ETRAVE 38 Av. DAUMESNIL PARIS-12* ☎ 347.21.32

هكمان الاصل

15 MARS

Reprise en fin de séance

Verco Corp.	25 1/4	28 1/4
Verco Petroleum	47 1/2	48 1/4
Verco Corp.	40 1/8	38 1/2

SOCIÉTÉS

contre 15,78 millions. Il s'y ajoute 31,12 millions de profits exceptionnels (contre 31,11). Dividende global: 39 F contre 37,50 F.

15 MARS

Paribas Energie	10559 071	10516 9
Paribas Gestion	448 077	427 7
Paribas Placements	208 10	208 0

A.P.R.	96	95	Mutual	117577 32	17459 8
Total C.F.N.	89 30	89 30	Worona Invest.	601 61	514 3
Finest	200			
byer S.A.	1 35			

♦ : prix précédent

décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant subi de transactions entre 14 h 15 et 14 h 30. Pour cette

COURS DES BILLETS	MARCHÉ LIBRE DE L'OR
-------------------	----------------------

COURS DES BILLETS	MARCHÉ LIBRE DE L'OR
-------------------	----------------------

AUX GUICHETS		MARCHE LIBRE DE L'ON	
		COURS	COURS

Achat	Vente	MONNAIES ET DEVISES	préc.	15/3
£ 590	£ 660	De £ 50 (sur un total)	820000	850000

278	294	Or fin (en lingot)	96900	96950
13	14 150	Pièce française (20 fr)	740	725

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

ÉTRANGER

3. **DIPLOMATIE**
 - La conférence paneuropéenne de Madrid.
 - La visite de M. Chéysson à Alger.
3. **AFRIQUE**
 - ZAMBIE : un entretien avec le président Kaunda avant sa visite en France.
4. **EUROPE**
 - ITALIE : Tribune internationale, par Alberto Jacovello : « Après la congrès du parti communiste, l'unité est préservée mais les inconnues demeurent ».
5. **ASIE**
 - Séoul, Pyongyang et le jeu des amitiés compromettantes.
6. **PROCHE-ORIENT**
 - Washington a exposé à M. Shamir de « nouvelles idées » sur le problème libanais.
7. **AMÉRIQUES**
 - États-Unis : la visite de M. La Pors : « Comment dites-vous ? le communisme ? ».

POLITIQUE

8. La préparation du remaniement gouvernemental.
9. Les nouveaux maires.
- 10-11. Une analyse du scrutin.

SOCIÉTÉ

12. LE DÉBAT SUR LA SÉCURITÉ : le nombre des adolescents délinquants précède le ministre de la justice.
13. DÉFENSE : « Dissuasion ou confusion » (II), par François Valentini.
- 14-15. MÉDECINE : la manifestation nationale des étudiants a groupé plus de 15 000 personnes à Paris. « Réformes et sources de conflit », libre opinion, par le professeur Claude Got.
15. ÉDUCATION.
26. SPORTS : dans Paris-Nice, Zoete-mek dans la peau de Poultier.
31. TRANSPORTS : le rapport Grégoire sur l'avenir des voies navigables.

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

- 17-18. CINÉMA : entretien avec Marie-Claude Treilleux. *Archipel des amours* (par neuf réalisateurs français). Les *lles*, d'Azim. *La Petite Bande*, de Michel Deville. *Le Voleur au cinéma*, un essai de Michel Chion.
19. THÉÂTRE : Cecil Taylor et Bernard Shaw, à Bruxelles. *L'Idiot*, à Nice. Labiche, à Saint-Étienne. Marielise Reisser, à Lyon.
20. FORMES : les jours et les nuits. Une sélection.
21. Programmes des expositions.
- 22 à 24. Programmes des spectacles.
25. LU : *Mon voyage en enfer*, de Patricia Heust.

ÉCONOMIE

33. CONJONCTURE : la situation financière des sociétés industrielles s'est dégradée en 1981.
34. AGRICULTURE : le débat sur les prix pour la campagne 1983-1984.
- ÉNERGIE : après l'accord de l'OPEP.
- 34 et 35. ÉTRANGER.
- 37-38. SOCIAL - POINT DE VUE : « La prixe de la priorité à l'emploi », par Jean-Louis Moynet.

- RADIO-TÉLÉVISION (25)
 - INFORMATIONS
 - SERVICES (16) :
 - La maison : « Journal officiel ».
 - Météorologie : Mots croisés.
 - Annonces classées (28 à 30) : Carnet (26) ; Programmes des spectacles (22 à 24) ; Marchés financiers (39).

Le numéro de « Monde » daté 16 mars 1983 a été tiré à 527 869 exemplaires

TISSUS "COUTURE"

1981-1983

30 ANS

RODIN

35, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

A B C D E F G

En Afghanistan

Kaboul autorise un diplomate français à rencontrer le docteur Augoyard

Les autorités afghanes ont autorisé un membre de l'ambassade de France à Kaboul, accompagné du médecin de la mission, à rendre visite au docteur Augoyard, le médecin français condamné le 13 mars à huit années de prison après avoir été capturé par des troupes soviétiques alors qu'il soignait la population en zone contrôlée par la résistance, a-t-on appris mardi 15 mars au Quai d'Orsay. C'est la première fois que le docteur Augoyard, jusqu'à présent maintenu au secret, pourra recevoir la visite d'un diplomate français.

Sa condamnation a été dénoncée à Paris à la fois par le P.S., le R.P.R. et le C.D.S. Les autres médecins qui aident les populations afghanes n'ont d'autre part pas l'intention d'interrompre leur mission. « Nous repartirons, pas par provocation, mais du fait de la nécessité, à déclarer le docteur Philippe Manière. Nous n'acceptons pas cette forme de chantage ; tant qu'il y aura une population démunie, nous l'aiderons ».

Sur place, en Afghanistan, avec l'arrivée du printemps et la fonte des

neiges, les combats semblent reprendre avec intensité. Les forces soviético-afghanes ont considérablement renforcé leurs garnisons dans les régions frontalières du Pakistan, en particulier à Kandahar, à Ghazni, Gardez et à Jalalabad. Selon des sources occidentales à Islamabad et à New-Delhi, des unités ont été retirées de la vallée stratégique du Panshir, au nord de Kaboul. Ce qui tendrait à accréditer les rumeurs selon lesquelles Kaboul aurait conclu une sorte de trêve avec le chef de la résistance locale, connu sous le nom de Massoud.

Toujours de source occidentale, on estime qu'au cours de la semaine dernière, les combats auraient fait environ cent cinquante morts. Les résistants auraient fait sauter le gazoduc transportant le gaz afghan vers l'U.R.S.S. Une vingtaine de parachutistes soviétiques et afghans auraient été tués au cours d'une opération dans la vallée du Kunar. Un appareil militaire de transport aurait été atteint par les tirs de la résistance près de Jalalabad et se serait écrasé. — (A.F.P., A.P., U.P.I.)

Mort de Rebecca West

doyenne des lettres britanniques

La doyenne des lettres britanniques, Rebecca West, considérée mondialement comme une des plus grandes journalistes de son siècle, est morte mardi à son domicile londonien. Elle était âgée de quatre-vingt-dix ans.

« Dame Rebecca », comme l'appelaient les Anglais, de son vrai nom Cicely Isabel Fairfield, était née en Irlande le 21 décembre 1892, mais devint, très jeune, se fixer en Écosse. Après de bonnes études au Ladies College d'Edimbourg, vieille institution réputée, elle quitta le collège à dix-neuf ans pour débiter en 1911 dans le journalisme, au sein de la rédaction de l'organe féministe *Freemans* où on lui confia d'emblée l'éditorial politique. La suffragette prend alors le pseudonyme de Rebecca West, personnage de femme décidée de la pièce *Rosmersholm* d'Ibsen.

Elle se fait remarquer ensuite par ses critiques littéraires du *New Statesman* de Londres et du *New York Herald Tribune*, suivies de son premier livre, une étude sur Henry James, et d'une série d'essais sur la nature intitulée *The Strange Necessity* (« L'étrange Necessité »). Toute sa vie, elle poursuivra une triple activité de militante féministe, de journaliste et de romancière, son intelligence, sa curiosité de toute chose et son ironie redoutable — et redoutée — lui permettant d'aborder avec succès tous les genres.

En 1918, elle publie son premier roman, *The Return of the Soldier* (« Le Retour du soldat »), sur le sujet des femmes en temps de guerre. En 1933, elle s'installe en France pour écrire une biographie de saint Augustin (qui fut traduite en français chez Armand Colin), dans laquelle elle s'affranchit du catholicisme comme du protestantisme. Elle publie ensuite des nouvelles sur les mœurs américaines (*Harsh Voices*) puis, en 1935, *The Thinking Reed* (« Le Roseau pensant ») qui se passe en France. De 1936 à 1938, elle visite longuement la Yougoslavie et publie en 1942 le résultat de son enquête en deux volumes intitulés *Black Lamb* (« Le Mouton noir ») et *Grey Falcon* (« Le Faucon gris »).

Au lendemain de la guerre, elle revient en France où Tériade, fondateur de Verve, lui confie des études sur Stravinsky et Picasso qu'elle écrit tout en assurant en tant que journaliste le compte rendu des grands procès de l'après-guerre, notamment celui de Nuremberg, pour le *New Yorker*. Elle publie en 1955 *A Train of Powder* (« Un train de poudre ») sur les procès, écrivant, par exemple, à propos de Hermann Goering : « Quelquefois, quand il était de bonne humeur, il faisait penser à une patronne de bordel ».

Alors qu'elle a marqué toute son époque comme écrivain, tant en Grande-Bretagne qu'aux États-Unis, elle ne fut finalement pas reconnue en France où aucun de ses grands livres n'est disponible aujourd'hui. Sa première œuvre de fiction traduite en français est *Agathe* (Plon, 1955), suivie de *La Famille Aubrey* (1957) qui fut le deuxième centenaire volume de la célèbre collection « Faux croisés » chez Plon. Christine de Rivoyre, qui le présentait au public français dans le *Monde* du 12 mars 1955, la qualifiait de « plus grande journaliste du monde ». Mais la consécration ne vint jamais vraiment en France pour Rebecca West.

Les distinctions officielles, pourtant, ne lui manquèrent pas : commandant de l'Ordre de l'Empire britannique (1949), puis anoblissement en 1959 par la reine, elle était aussi chevalier de la Légion d'honneur.

Elle continua, presque jusqu'à sa mort, ses activités de journaliste et de féministe. Dans un entretien télévisé, en 1981, elle évoqua sa grande admiration pour Mme Margaret Thatcher qui, selon elle, avait été desservie par les hommes de son parti : « Les hommes préféreraient être ruinés par quelqu'un de leur sexe plutôt que sauvés par une femme », déclara-t-elle notamment.

Fin 1982, elle écrivait dans le *Sunday Telegraph* : « Je ne trouve pas agréable d'être nonagénaire, non pas parce qu'il faut craindre pour la mort, mais parce que votre tapageuse d'ambassadeur a déjà expiré autour de vous ».

Au début du siècle, elle avait eu une liaison romantique et orageuse avec H.G. Wells, qui dura dix ans, et dont elle eut un fils (né en 1914), l'écrivain Anthony West.

« M. François Mitterrand » a adressé, mardi 15 mars, un télégramme de condoléances à la veuve de Louison Bobet, décédée le 13 mars. « La disparition de Louison Bobet », déclare le président de la République, « anéantit tous ceux qui avaient reconnu dans ce grand champion les qualités exceptionnelles du courage et de l'intelligence, vertus dont il a fait preuve jusqu'à ses derniers moments. Le sport français perd un de ses grands exemples ».

La publicité et la loi

Pierre et François GREFFE

La 5^e édition de cet ouvrage, devenu classique, n'est pas une simple mise à jour, mais un ouvrage nouveau comprenant désormais quatre titres, enrichis de nombreuses décisions de jurisprudence pour la plupart inédites.

Le titre I, comprenant trois chapitres, traite de l'organisation de la profession, des règles de déontologie et des rapports entre annonceurs, publicitaires et supports. Le titre II est consacré à la Propriété littéraire et artistique, aux photographies et au droit à l'image, notamment. Le titre III commente les règles de la concurrence déloyale, la loi du 10 janvier 1978 sur la protection du consommateur. Le titre IV est le commentaire des textes et réglementations spécifiques à la publicité (ventes avec primes et promotions, Tabac, Alcool, Protection de la langue française, Affiches, etc.).

En annexe, figurent des textes et des documents d'accès parfois difficile. Monsieur Philippe Le Monestrel, Président Directeur Général de la R.F.P., dans sa préface souligne tout l'intérêt de cet important ouvrage, clair, précis, complet, accessible à tous, dont la première édition remonte à 1964.

(560 pages 180 F)
Librairie Techniques
27, place Dauphine
75001 PARIS.

Selon un accord conclu à La Haye

L'ÎLE ANTILLAISE D'ARUBA SERA INDÉPENDANTE EN 1996

(De notre correspondant.)

La Haye. — L'île d'Aruba, une des Antilles néerlandaises, doit devenir indépendante en 1996, selon un accord conclu, le samedi 12 mars, à La Haye, entre le gouvernement néerlandais et une délégation d'Aruba. Selon le dirigeant indépendantiste arubais, M. Betico Croes, Aruba (soixante-quatre mille habitants) aura une attitude « différente » de celle des autres îles indépendantes de la région, comme Sainte-Lucie ou Grenade.

Le premier ministre néerlandais, M. Rud Lubbers, a précisé que, de 1986 jusqu'à son indépendance, Aruba aura un statut particulier et conservera des liens économiques et politiques étroits avec les Pays-Bas et avec les cinq autres îles (1) qui ne souhaitent pas l'indépendance.

Aruba dénonce la prédominance de Curaçao, l'île la plus importante (cent soixante mille habitants), siège du gouvernement antillais autonome.

Selon M. Croes, les Arubais doivent être seuls à bénéficier des revenus importants du raffinage du pétrole vénézuélien et du tourisme. Cependant, des considérations raciales jouent un rôle dans cette volonté d'indépendance des Arubais, métis en grande majorité, alors que la population de Curaçao est composée principalement de Noirs, l'île ayant été un relais important des marchands d'esclaves néerlandais. Aruba veut surtout se détacher des autres îles antillaises.

RENÉ TER STEEGE

(1) Les cinq autres îles sont : Curaçao, Bonaire, Saba, Saint-Eustache et la partie néerlandaise de Saint-Martin. Les Antilles néerlandaises comptent en tout deux cent cinquante mille habitants.

M. CANTONI EST NOMMÉ AMBASSADEUR À PANAMA

Le *Journal officiel* du 17 mars annonce la nomination de M. Robert Cantoni au poste d'ambassadeur à Panama, en remplacement de M. Pierre-André Dumont.

[Né en 1934, ancien élève de l'ENA, M. Cantoni a été notamment en poste à Pékin (1966-1969) et à Tel-Aviv (1969-1972). Après une année d'études à Harvard, il a servi aux directions Europe, puis Asie-Océanie au Quai d'Orsay, notamment comme délégué dans les fonctions de sous-directeur. Depuis 1981, il était ambassadeur au Gabon.]

« L'Association professionnelle des magistrats (droite) vient de publier le premier numéro d'un journal qui paraîtra désormais chaque trimestre : la *Revue de l'A.P.M.* Dans l'éditorial, le président de l'association, M. Jean Pringuez, s'inquiète de la « socialisation de nos institutions » et rappelle les raisons de la création de son organisation en décembre 1981 : « résister à la véritable entreprise de démolition de la justice ». Ce premier numéro contient aussi un article de M. Raoul Bételle, ancien directeur des affaires criminelles et de grâces au ministère de la justice, intitulé « Le germe du Goulag ». M. Bételle est le rédacteur en chef de la *Revue de l'A.P.M.*, en vente au prix de 25 F au siège de l'association, 3, rue Marbeau, 75116 Paris.

Grève et service minimum sur les trois chaînes de télévision

Le Syndicat unifié de radio et de télévision (SURT) C.F.D.T. a décidé, ce mercredi matin 16 mars, de maintenir le préavis de grève — pour ce jour-même — qu'il avait déposé la semaine dernière, mais ne pas interférer sur les élections municipales.

Le SURT-C.F.D.T. étant majoritaire chez les techniciens de l'audiovisuel, les programmes télévisés du 16 mars seront, en conséquence, réduits au « service minimum » prévu par la loi (lire page 25).

Ce syndicat a engagé cette action pour dénoncer l'« incohérence de la politique immobilière » du ministère de la communication, qui a pris la décision, déjà ancienne, de transférer une partie des services techniques communs aux trois chaînes de télévision, actuellement installés rue Cognac-Jay.

Cette « tête de réseau » — par laquelle transitent obligatoirement les images émises par les trois chaînes — emploierait, selon les syndicats, environ un millier de personnes appartenant à l'I.D.F. C'est là que sont situés les magnétoscopes retransmettant les émissions enregistrées, les « télécinémas », le « bloc programme » qui diffuse les mires et assure la permanence d'un signal sur

le réseau hertzien, le centre national de coordination qui assure le transit des images en provenance et à destination de l'étranger, etc.

Pour M. Filloud, « cet ensemble technique fonctionne dans des locaux exigus, mal adaptés et non conformes aux règles élémentaires d'hygiène et de la sécurité ». Décision a donc été prise d'en transférer une partie — et notamment celle qui concerne Antenne 2 — dans les nouveaux locaux que le deuxième chaîne occupera, vers la fin de cette année, avenue Montaigne à Paris. Les syndicats se sont toujours montrés réticents devant ce déménagement qu'ils assimilent à un « démantèlement ». Mais, « il n'est pas question de revenir en arrière », a affirmé le ministre.

Dans un communiqué, le SURT-C.F.D.T. « se déclare prêt à participer à toute réunion permettant de trouver une solution au problème posé ».

Le SURT-C.F.D.T. a, d'autre part, lancé un nouvel appel à la grève pour le jeudi 31 mars, dans toutes les sociétés de l'audiovisuel. Radio-France comprise, pour dénoncer la lenteur des négociations sur la mise en point d'une convention collective nationale.

À Dijon

LE PROPRIÉTAIRE DES « DÉPÊCHES » PROPOSE DE RACHETER « LE BIEN PUBLIC »

(De notre correspondant.)

Dijon. — Le *Progrès*, de Lyon, s'est proposé de racheter *Le Bien public* de Dijon. M. Jean-Charles Lignel, le P.D.G. du quotidien lyonnais, a pris contact très récemment avec la direction du *Bien public* pour manifester son intention de se porter acquéreur du principal journal de Côte-d'Or.

Cette proposition, repoussée par le conseil d'administration du quotidien bourgeois, a été communiquée au personnel du journal, mardi 17 mars à l'occasion de la réunion du comité d'entreprise. « Le journal n'est pas à vendre, pas plus à M. Lignel qu'à quelqu'un d'autre », a affirmé la direction du *Bien public*.

Le Bien public, qui a fêté son cent trentième anniversaire, est le journal dominant de Dijon. Son concurrent local, contrôlé à 92 % du capital par M. Lignel, n'est autre que les *Dépêches*, où un conflit de cinq mois a opposé, l'an dernier, le syndicat du Livre C.G.T. à la direction. Ce conflit a d'ailleurs profité au *Bien public*, dont le tirage est passé d'un peu moins de 50 000 exemplaires à 64 000 exemplaires en février 1983.

Rappelons que la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (R.T.L.) possède 42 % des actions du *Bien public*, mais que le contrôle du journal appartient toujours à la famille Thénard, fondatrice du titre.

R. C.

« Un malfaiteur belge, récidiviste de l'évasion, Michel Antheunis, âgé de quarante ans, a été arrêté, mardi 15 mars, avenue de la Porte-de-Ternes à Paris (17^e) par la brigade de recherches et d'intervention (B.R.I.), en compagnie de son amie, Carmen Vernon. D'autres policiers de l'« entourage » arrêtaient, presque au même moment, un autre Belge, Francis Royen, et

LES CHEFS DE CLINIQUE DES C.H.U. APPELLENT À LA GRÈVE LE 22 MARS

L'intersyndicat national des chefs de clinique, assistants des hôpitaux des villes de faculté, dont le secrétaire général est le docteur Alain Haerzig, vient de déposer un préavis de grève nationale pour le 22 mars.

L'organisation demande notamment « la publication officielle de tous les projets ministériels devant être soumis prochainement au Parlement, un engagement gouvernemental sur les mesures transitoires à mettre en œuvre au moment du dépôt des projets de loi portant réforme des statuts des personnels hospitaliers et hospitalo-universitaires, la création de cinq cents postes hospitaliers dans les disciplines cliniques pour moitié dans les hôpitaux généraux et pour moitié dans les C.H.U. avec maintien de la bi-appartenance pour ces derniers ».

« Le docteur Jean-Pierre Alford, directeur de la clinique Saint-Gaëtan, à Tours, chirurgien cardiovasculaire et président du Syndicat régional des cliniques privées du Centre, vient d'être élu président de la Fédération interclinique des établissements d'hospitalisation privée (F.I.E.H.P.). Il remplace le docteur Yves Lecoutouk, qui exerçait ces fonctions depuis 1970. Les vice-présidents de la F.I.E.H.P. sont les docteurs Dubois, Serfaty, Ster et M. Trian, les docteurs Gold-Schmid et Morin étant secrétaires généraux.

son amie, Suzanne Robert, devant leur domicile de Courbevoie (Hauts-de-Seine). Les deux hommes s'étaient évadés le 17 août 1980 de la prison de Lantin (Belgique), et Michel Antheunis est soupçonné d'avoir aidé le malfaiteur français François Besse à s'enfuir du palais de justice de Bruxelles, en 1979. Il avait déjà été arrêté, en France, le 31 décembre 1979.

MAHON
PALMA
IBIZA

**allez aux baléares
avec ou sans voiture**

PAR NOS CAR-FERRIES TRAFIMED

DÉPART DE SÈTE OU BARCELONE

CUMULEZ LES PLAISIRS D'UNE CROISIÈRE AVEC LES AVANTAGES D'UN CAR-FERRY :

- BAR
- SELF
- PISCINE
- SALLES DE JEUX
- BOUTIQUES EN DUTY FREE
- 26 PASSAGES PAR SEMAINE • 1 000 PASSAGERS PAR BATEAU
- ARRIVÉES À PALMA - IBIZA - MAHON.
- RETENEZ VOS PLACES

AGENT GÉNÉRAL
14, RUE GAILLON
75002 PARIS
742.60.01

Compagnie trasmediterranea

Mella **TRAFIMED**

مركز النور